

Unknown

Steve

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Stéphanie ERBS
Vincent BARBE
Olivier LAURENT

LES RÉSEAUX **SOROS** A LA CONQUÊTE DE L'**AFRIQUE**



Les réseaux d'influence à la conquête du
monde



Collection **Guerre de l'information**

LES RÉSEAUX SOROS A LA CONQUÊTE DE L'AFRIQUE

LA SOROSAFRIQUE DÉVOILÉE



Il s'est juré de « démolir le Président Trump », Trump l'a désigné comme « une menace pour la sécurité nationale » : qui est George Soros, l'homme qui a déclaré la guerre au Président américain ?

Spéculateur, milliardaire, philanthrope, George Soros est connu pour avoir fait « sauter » la banque d'Angleterre et contribué au renversement de nombreux régimes politiques. Les auteurs ont choisi de nous le faire découvrir au travers de son action en Afrique. Deux des facettes du personnage peuvent y être observées : Soros le philanthrope, qui apporte son soutien aux mouvements citoyens, aux ONG et aux médias pour officiellement promouvoir la démocratie et les libertés. Et Soros le spéculateur, qui investit dans les secteurs les plus controversés : mines, pétrole, OGM, biocarburants... Le tout avec le support des cercles de pouvoir américano-atlantistes.

Ambivalence, cynisme ou pragmatisme ? Avec cette plongée en SOROSAFRIQUE, les auteurs analysent méthodiquement un système d'influence parmi les plus puissants et les plus opaques de la planète.

Les Auteurs

Spécialistes de l'Afrique, les auteurs sont tous trois titulaires d'un Executive Master en Management stratégique et Intelligence économique de l'Ecole de Guerre Economique (EGE). Diplômée d'HEC Paris et titulaire d'un master en sémiologie, **Stéphanie ERBS** est experte en communication et en analyse stratégique. Respectivement diplômés d'histoire et de droit international, **Vincent BARBE** et **Olivier LAURENT**, experts en gestion des risques et en géopolitique, sont d'anciens officiers de renseignement. Ils dirigent aujourd'hui la société Adytum Security, qui conseille les entreprises dans les domaines de la sûreté et de la cybersécurité.



SOMMAIRE

PREFACE : FAIRE TOMBER LES MASQUES	7
INTRODUCTION	9
POINT DE METHODOLOGIE	11
L'OPEN SOCIETY EN AFRIQUE : L'IDEOLOGIE SOROSIENNE, DE LA THEORIE A LA PRATIQUE	13
Société civile, gouvernements : les deux piliers de l'Open Society selon George Soros.....	17
- Armer la société civile.....	17
- Encadrer les gouvernements.....	33
Soros au cœur des révolutions populaires : illustration au Burkina Faso et en République démocratique du Congo (RDC).....	41
- Burkina Faso : coup de balai sur le régime Compaoré.....	41
- RDC : inébranlable Kabila ?.....	49
UNE PHILANTHROPIE PROFITABLE OU LES CONTRADICTIONS ASSUMÉES DE GEORGE SOROS	63
Energie et télécoms : en quête de rentabilité et d'influence.....	67
- L'énergie, levier social et politique.....	67
- Télécoms : au cœur de l'information.....	69
Agrobusiness : enjeux économiques... et sociétaux.....	79
- « Food security will become the next tradable commodity ».....	80
- Biocarburants : de l'Amérique latine à l'Afrique.....	84
- Vers des semences à « haut rendement ».....	87
- OGM, accaparement des terres... : Soros le businessman vs Soros l'idéologue.....	92
Industries extractives et transparence : un businessman au service d'une bonne cause... ou l'inverse ?.....	97
- Des contradictions assumées.....	97
- ... au cynisme patenté.....	107

SOROS, L'AFRIQUE ET LA WORLDWIDE COMPANY : UN PROJET DE SOCIÉTÉ ?

127

Small world : les étroites connexions des réseaux sorosiens, étasuniens et onusiens

131

- Soros et le pouvoir américain, de Clinton à Obama 131
- Cercle atlantiste : ONU, FMI, Banque mondiale 139
- Le privé, nouvel acteur de l'action US en Afrique 142

« The uniform ideal of a perfect world polity made in America » 147

- Un réseau d'influence hérité de la guerre froide 147
- Le pouvoir des grandes associations internationales... 150
- ... allié à la pression populaire 156
- Régimes amis : rouage supplémentaire à la machine US 165

« Un environnement politique propice au développement économique » 169

- Doing business in Africa 169
- L'Afrique à l'heure de la législation américaine 173

And now... Trump ? 181

- Quel avenir pour les relations Etats-Unis/Afrique à l'heure de l'isolationnisme ? 181
- Trump, Soros : la guerre est déclarée 184

ANNEXE : BIOGRAPHIE DE GEORGE SOROS 189

SIGLES ET ABBREVIATIONS 193

TABLE DES NOMS DE LIEUX, D'ORGANISATIONS ET DE PERSONNES CITES 195

Faire tomber les masques

Cet ouvrage a été réalisé par des membres de l'Ecole de Guerre Economique (EGE). Depuis sa création en 1997, l'EGE étudie la guerre de l'information dans les domaines géopolitique, économique et sociétal. Dans la liste des thèmes récurrents, le nom de George Soros occupe une place de choix. Cet investisseur américain est accusé d'avoir joué un rôle actif dans un certain nombre d'opérations d'information à but spéculatif, d'avoir été impliqué dans des stratégies d'influence de nature géopolitique, notamment dans le processus des révolutions colorées, et de s'immiscer de plus en plus dans les affaires intérieures d'Etat en Europe centrale et en Afrique. L'élection de Donald Trump a donné une dimension nouvelle à la problématique que constitue le personnage George Soros dans la mesure où le nouveau pensionnaire de la Maison Blanche le considère ouvertement comme un ennemi de l'Amérique.

Au-delà de la personnalité hors du commun de George Soros, il existe un système complexe qui combine la puissance financière, la force de frappe médiatique et la résonance sociétale. Il est décrit par ses détracteurs comme une véritable machine de guerre de l'information destinée à dénigrer ses adversaires politiques mais aussi à soutenir des opérations à vocation financière. Un tel système s'appuie sur des structures de nature diverse dont le point commun est d'œuvrer principalement au sein de la société civile. C'est cet angle d'approche qu'ont choisi les auteurs de cet ouvrage en prenant le continent africain comme sujet d'analyse.

Ce travail sur les réseaux Soros à la conquête de l'Afrique ne se résume pas à une enquête comme pourrait le faire un journaliste. Il s'agit d'une grille de lecture pour mieux cerner la dynamique d'action orchestrée par ce « chef d'Etat apatride » comme il se définit lui-même. En défiant le Président des Etats-Unis après avoir défié la Russie, le milliardaire américain d'origine

hongroise a probablement mis la barre trop haut. Mais le plus important à retenir n'est pas dans ce constat.

Le système Soros reproduit les recettes mises au point par un certain Willy Müzemberg à l'époque du Komintern. Les meilleures stratégies d'influence reposent sur la construction d'un discours légitime fondé sur la défense d'un principe. La démarche que Soros suit en Afrique s'appuie sur ce principe. Il est d'autant plus facile de déstabiliser des cibles économiques en passant par des protestataires locaux ou des ONG afin de bénéficier de leur légitimité pour affaiblir l'adversaire. L'action subversive des agents de la Troisième Internationale était fondée sur ce principe. A l'époque, les relais étaient des embryons de mouvements de libération nationale ou des cercles de pensée anticolonialistes opérant dans le monde occidental. George Soros a repris ce mode opératoire en le sortant d'un cadre strictement idéologique. Müzemberg avait combiné l'usage de l'argent, l'orchestration de campagnes médiatiques et l'agit-prop dans la rue. Soros a monté en puissance l'usage de l'argent par la spéculation boursière, le noyautage de media et la sponsorship tous azimuts d'activités de la société civile. Ce qui différencie ces deux guerriers de l'information est le sens qu'ils ont donné à leurs combats respectifs. Müzemberg a été éliminé par Staline parce qu'il ne suivait pas sa ligne politique après la signature du pacte germano-soviétique. A contrario, Soros est loin d'avoir fait la démonstration qu'il est un combattant de la liberté comme le démontre de manière méthodique cet ouvrage sur un aspect non négligeable de ses activités.

Christian Hartrumpf

Directeur de l'Ecole de Guerre Economique

Pourquoi Soros, pourquoi l'Afrique ?

Pourquoi s'intéresser à l'action de George Soros ?

George Soros est représentatif d'une nouvelle forme d'influence très contemporaine : un philanthrocapitalisme du 21^{ème} siècle doté de moyens colossaux, agissant au niveau global, qui utilise parmi ses leviers des ONG, des organismes d'aide publique et des fondations privées. Son champ d'action dépasse peu à peu la sphère économique pour s'étendre au politique, englobant progressivement des problématiques sociétales lourdes telles que l'alimentation ou l'environnement : une superpuissance qui en vient à surpasser les grandes organisations internationales, voire les Etats eux-mêmes.

Dans ce paysage, Soros présente une spécificité qui en fait une figure particulièrement intéressante à observer. Contrairement aux grands capitaines d'industrie, ce spéculateur n'a pas de compte à rendre à des actionnaires ni de problématique d'image à intégrer, d'où une totale liberté d'action. Qui plus est, de par son histoire et sa sensibilité personnelles, il est animé par une conviction idéologique particulièrement forte. Enfin, via son action passée en Europe de l'Est, il a tissé un lien étroit avec le pouvoir US, de sorte que son action est déjà rodée.

Pourquoi s'intéresser plus particulièrement à son action en Afrique ?

Contrairement aux Etats-Unis et à l'Europe, l'action de Soros sur ce continent passe quasiment inaperçue. Pourtant, l'Afrique est le premier continent où a opéré Soros via sa fondation, ce dès 1979. Et l'Afrique est aujourd'hui la troisième région en termes d'investissements de la fondation Soros, derrière les Etats-Unis, presque à égalité avec l'Europe, et loin devant la région Asie-

Pacifique ou l'Amérique latine¹. Son action y est donc soutenue, et aujourd'hui même en cours, ce qui place le sujet en pleine actualité. Cette plongée dans le **Sorosafrrique** est donc très éclairante quant aux enjeux et leviers du système sorosien, avec trois dimensions à prendre en compte : philanthropique, économique et géopolitique.

Soros se pose en ardent promoteur de l'Open Society - un concept qui recouvre globalement la démocratie à économie de marché. S'appuyant sur les mouvements citoyens, les média ou encore les grandes ONG ainsi que sur une pool de proches conseillers, Soros s'est doté d'une influence aussi forte que souterraine, s'imposant ainsi en faiseur de rois - ou plutôt de Présidents.

Pour autant, cette action, si elle est probablement portée par des convictions idéologiques sincères, n'en est pas moins fort profitable. Elle permet à George Soros d'établir des conditions de marché favorables à ses investissements, voire lui donne un avantage décisif dans ses opérations de spéculation. George Soros développe ainsi depuis plusieurs années en Afrique, activement quoique discrètement, des opérations dans plusieurs grands secteurs d'activité, mines, hydrocarbures, agriculture, énergie et télécoms principalement, quitte à parfois entrer en contradiction flagrante avec les grands principes du Sorosafrrique idéologique.

La **Sorosafrrique** ne poserait pas tant question si elle n'était pas aussi étroitement liée au pouvoir politique américain et aux grandes organisations internationales. Sans verser dans des extrêmes consistant à considérer Soros comme un pion des Etats-Unis ou, a contrario, à le désigner comme le grand orchestrateur de la vie politique US, il n'en reste pas moins que les Etats-Unis et Soros avancent de concert sur des objectifs, politiques et économiques sensiblement similaires, et que leur puissance s'en trouve décuplée. La question de la surpuissance du système se trouve donc posée - à supposer que ledit système survive à l'élection de Donald Trump.

Alors, la **Sorosafrrique**, un système d'influence infallible ? Telle est la question posée par cet ouvrage.

¹ <https://www.opensocietyfoundations.org/about/expenditures>

Pacifique ou l'Amérique latine¹. Son action y est donc soutenue, et aujourd'hui même en cours, ce qui place le sujet en pleine actualité. Cette plongée en **Sorosafrrique** est donc très éclairante quant aux enjeux et leviers du système sorosien, avec trois dimensions à prendre en compte : philanthropique, économique et géopolitique.

Soros se pose en ardent promoteur de l'Open Society – un concept qui recouvre globalement la démocratie à économie de marché. S'appuyant sur les mouvements citoyens, les media ou encore les grandes ONG ainsi que sur un pool de proches conseillers, Soros s'est doté d'une influence aussi forte que souterraine, s'imposant ainsi en faiseur de rois – ou plutôt de Présidents.

Pour autant, cette action, si elle est probablement portée par des convictions idéologiques sincères, n'en est pas moins fort profitable. Elle permet à George Soros d'établir des conditions de marché favorables à ses investissements, voire lui donne un avantage décisif dans ses opérations de spéculation. George Soros développe ainsi depuis plusieurs années en Afrique, activement quoique discrètement, des opérations dans plusieurs grands secteurs d'activité, mines, hydrocarbures, agriculture, énergie et télécoms principalement, quitte à parfois entrer en contradiction flagrante avec les grands principes du Soros idéologue.

La **Sorosafrrique** ne poserait pas tant question si elle n'était pas aussi étroitement liée au pouvoir politique américain et aux grandes organisations internationales. Sans verser dans des extrêmes consistant à considérer Soros comme un pion des Etats-Unis ou, a contrario, à le désigner comme le grand orchestrateur de la vie politique US, il n'en reste pas moins que les Etats-Unis et Soros avancent de concert sur des objectifs, politiques et économiques, sensiblement similaires, et que leur puissance s'en trouve décuplée. La question de la surpuissance du système se trouve donc posée – à supposer que ledit système survive à l'élection de Donald Trump.

Alors, la **Sorosafrrique**, un système d'influence infaillible ? Telle est la question posée par cet ouvrage.

¹ <https://www.opensocietyfoundations.org/about/expenditures>

En préalable à cette publication, il importe de préciser quelques points concernant son champ d'étude.

Tout d'abord, les auteurs n'ont pas voulu restreindre leurs recherches à un pays ou à un secteur d'activité particulier dans la mesure où ils souhaitent montrer l'étendue de l'influence de George Soros et la récurrence de certains modes d'intervention d'un pays ou d'un secteur à l'autre. Ce champ de recherche très large explique qu'il ne leur ait pas été possible d'entrer dans le détail de chaque opération. Moyennant quoi, cet ouvrage ne vise pas l'exhaustivité : son objet n'est pas de décrypter l'action de Soros dans son intégralité mais de montrer les indices d'une action globale et de l'illustrer par quelques exemples détaillés.

D'autre part, la difficulté à trouver des informations sur les activités de George Soros a constitué une contrainte forte. L'étude a été compliquée par l'opacité de l'univers Soros, son principal fonds d'investissement ayant été récemment transformé en family office pour échapper aux obligations de transparence dont il se fait pourtant le chantre ; sans compter que Soros agit rarement de façon directe mais privilégie l'intermédiaire d'associations, ONG et autres leviers d'action indirecte. Dans ce cadre, cette étude ne prétend pas révéler tous les secrets de l'univers Soros mais entend plutôt mettre en résonance les éléments plus ou moins visibles du système afin d'en montrer la portée, les tenants et les aboutissants.

Enfin, il convient de souligner le manque de lisibilité d'un schéma récurrent auquel se conformerait l'action de George Soros : en spéculateur, ce dernier ne semble pas agir selon un processus prédéterminé, strictement identique et répliquable d'une fois sur l'autre, ceci rendant son action peu lisible *a posteriori*. Il favorise plutôt la mise en place de conditions favorables à son action et prépare les leviers qu'il activera au moment *ad hoc*, saisissant les opportunités au coup par coup lorsqu'elles se présentent. Ce sont donc

cet environnement et ces leviers, en tant que réseau et système, plutôt qu'une « recette » Soros, que les auteurs ont souhaité mettre en évidence dans cet ouvrage.

l'idé

Geo

L'Open Society en Afrique : l'idéologie sorosienne, de la théorie à la pratique

« I would like to see regime change in many other places. »

George Soros, America's Global Role in 2003, *The American Prospect*, 15/05/2003.

Un gouvernement réactif, des mécanismes politiques transparents, une société non-autoritaire basée sur la liberté et sur les droits de l'Homme² : tels sont globalement les fondements de l'Open Society définie par Karl Popper. Un concept que George Soros, disciple de Popper (dont il a été l'élève à la London School of Economics, et qu'il a d'ailleurs par la suite récompensé du premier Open Society Prize décerné par sa fondation³), a fait sien.

C'est pour assurer la diffusion de l'Open Society que George Soros a développé son réseau d'Open Society Foundations (cf. encadré ci-dessous), auquel il a assigné la mission de promouvoir l'idéal démocratique et de favoriser l'implantation de l'économie de marché partout dans le monde.

OPEN SOCIETY FOUNDATIONS :

UN RESEAU INTERNATIONAL D'ASSOCIATIONS DE PLAIDOYER ET DE FINANCEMENT

Le principal instrument de George Soros pour promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance à travers le monde est sa fondation. Créée en 1979, elle est baptisée Open Society Institute (OSI) en référence au concept de Karl Popper. Son action débute en Afrique du Sud, où elle soutient, par l'attribution de bourses, des étudiants noirs à l'Université de Cape Town. Elle se tourne ensuite vers l'Europe de l'Est, où elle apporte son support à la dissidence soviétique puis, à la chute du mur de Berlin, contribue à l'émergence de gouvernements démocratiques dans les pays d'ex-URSS ; elle est particulièrement active dans les domaines de l'éducation et des médias et apporte son soutien à divers mouvements citoyens. Elle étend par la suite son champ d'action à d'autres régions du monde, couvrant peu à peu l'ensemble du globe. Elle ouvre des structures nationales ou régionales qui, sur la base d'un fonctionnement général commun – associations à la fois de plaidoyer et de financement, opérant via une combinaison d'octroi de subventions, de partenariats stratégiques et d'assistance technique – permettent d'agir au plus près des besoins et des agendas locaux. Le continent africain est ainsi couvert par quatre associations :

- l'Open Society Foundation for South Africa (OSF-SA),

² [en ligne] disponible sur https://fr.wikipedia.org/wiki/Soci%C3%A9t%C3%A9_ouverte
³ George Soros as Rothschild Agent, [en ligne] disponible sur http://www.bibliotecapleyades.net/sociopolitica/esp_sociopol_rothschild06.htm#4

- l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA),
- l'Open Society Initiative for Eastern Africa (OSIEA),
- l'Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA).

Depuis 2010, le nom de la structure globale, Open Society Institute, a été changé en Open Society Foundations (OSF) afin de mieux rendre compte de la pluralité des structures qu'elle fédère.

Le continent africain, auquel la fondation Soros entend consacrer près de 70 millions de dollars en 2017⁴, offre une bonne illustration de la méthode qui est celle du milliardaire philanthrope pour promouvoir sa vision de la société.

⁴ [en ligne] disponible sur <https://www.opensocietyfoundations.org/about/expenditures>

SOCIÉTÉ CIVILE, GOUVERNEMENTS : LES DEUX PILIERS DE L'OPEN SOCIETY SELON GEORGE SOROS

La méthode Soros repose sur deux piliers : « Alors que la plupart des bailleurs de fonds ont tendance à se focaliser soit sur la société civile soit sur les institutions gouvernementales, [la fondation Open Society] adopte une démarche stratégique visant à agir en même temps sur ces deux axes, par un renforcement des institutions et structures démocratiques et un appui aux initiatives de promotion de la participation civique aux processus de prise de décision »⁵.

Et Soros de préciser que ses fondations « travaillent avec le gouvernement lorsqu'elles le peuvent et indépendamment du gouvernement lorsqu'elles ne le peuvent pas ; parfois, elles sont carrément dans l'opposition. Lorsque les fondations peuvent coopérer avec le gouvernement, elles peuvent être plus efficaces ; lorsqu'elles ne le peuvent pas, leur travail est d'autant plus nécessaire et apprécié car elles offrent une source de financement alternative pour la société civile. En règle générale, pire est le gouvernement, mieux est la fondation, car elle jouit de l'engagement et du soutien de la société civile »⁶.

Armer la société civile

La société civile est fondamentale au bon fonctionnement de l'Open Society selon Soros, avec pour fonction d'observer, contrôler et au besoin orienter l'action des gouvernants. Pour activer ce nécessaire contre-pouvoir, Soros s'inscrit partout dans une même logique, avec trois leviers principaux : les media comme vecteurs d'opinion, les mouvements citoyens comme supports d'action et les ONG comme catalyseurs du changement.

⁵ [en ligne] disponible sur <http://www.nsiwa.org/fr/qui-nous-sommes/ce-que-nous-faisons/>

⁶ BERNSTEIN, Leandra, George Soros et sa nouvelle conquête tunisienne, *Afrique-Asie*, 10/04/2015, [en ligne] disponible sur <http://www.afrique-asie.fr/menu/actualite/9084-george-soros-et-sa-nouvelle-conquete-tunisienne.html>

Media : façonner l'opinion

Les media constituent un premier pilier de l'arsenal sorosien. George Soros intervient à plusieurs niveaux, à commencer par la défense de la liberté de la presse, qu'il soutient en subventionnant de nombreuses associations locales et régionales (comme Journalistes en Danger⁷, Africa Freedom of Information Centre⁸, Center for Media Studies & Peace Building⁹, Fondation pour les Médias en Afrique de l'Ouest¹⁰, Human Rights Network for Journalists Uganda¹¹ ou le Media Institute of Southern Africa¹² et bien d'autres encore). L'action de ces associations est soutenue par de puissants réseaux internationaux tels que Reporters Sans Frontières (RSF) ou International Freedom of Expression Exchange (IFEX), le plus grand réseau mondial d'ONG militant pour la liberté d'expression, l'un et l'autre régulièrement financés par OSF¹³.

Au-delà des grands combats de principe et de la défense des droits fondamentaux, Soros s'investit activement sur le terrain. Il accompagne la professionnalisation du journalisme dans les pays africains par son soutien à des associations spécialisées (l'Union des Professionnels des Media du Bénin, l'Association des Professionnelles Africaines de la Communication (APAC), le Réseau des Journalistes Economiques de Guinée ou le Syndicat des Professionnels de l'Information et de la Communication au Sénégal, par exemple)¹⁴.

⁷ INFOASAIID, Democratic Republic of Congo Media and telecoms landscape guide, 12/2012, [en ligne] disponible sur https://www.internews.org/sites/default/files/resources/drc_guide_-_final_051212_20.12.12.pdf

⁸ [en ligne] disponible sur <http://www.africafoicentre.org/index.php/who-we-are/donors>

⁹ [en ligne] disponible sur <http://www.mfwa.org/fr/partner-highlights/>

¹⁰ [en ligne] disponible sur <http://www.mfwa.org/fr/our-partners/funding-partners/>

¹¹ [en ligne] disponible sur https://hrnjuganda.org/?page_id=1227

¹² [en ligne] disponible sur <http://misa.org/who-we-are/development-partners/>

¹³ Concernant RSF : cf. information [en ligne] disponible sur :

http://archives.rsf.org/article.php3?id_article=16523 ;

http://archives.rsf.org/article.php3?id_article=10589 ;

http://archives.rsf.org/article.php3?id_article=14274 ;

http://archives.rsf.org/article.php3?id_article=17776.

Concernant l'IFEX : cf. information [en ligne] disponible sur :

http://www.ifex.org/international/2009/08/14/ifex_funding_summary_charts.pdf

¹⁴ [en ligne] disponible sur <http://www.oslwa.org/grants-database>

Soros finance par ailleurs de très nombreux supports d'information. C'est la radio, vecteur d'information privilégié en Afrique, qui tient la place centrale dans son dispositif. Les associations de George Soros subventionnent ainsi une multitude de radios locales telles que Radio Okapi en RDC et Radio Democracy¹⁵, FreeMedia Group¹⁶ et Independent Radio Network¹⁷ en Sierra Leone.

Soros est également plus directement à la manœuvre avec deux réseaux radiophoniques développés à son initiative, sur le modèle de Radio Free Europe/Radio Liberty¹⁸ en Europe de l'Est. Il s'agit de Voice of the People (VOP), une radio zimbabwéenne créée par OSISA en 2000¹⁹, et de West Africa Democratic Radio (WADR), un réseau ouest-africain lancé par OSIWA en 2002²⁰. Ce dernier, initialement destiné aux pays de la Mano River (Sierra Leone, Guinée, Liberia), a progressivement étendu son périmètre via des partenariats avec d'autres radios, de sorte qu'il couvre à présent une dizaine de pays. Les deux réseaux ont en commun de diffuser leurs programmes principalement en langue locale et de collaborer avec des radios communautaires de manière à toucher l'audience la plus large possible, incluant notamment les populations rurales.

Si l'objectif affiché est non-partisan – à en croire Kim Brice, coordinateur du projet VOP au sein d'OSISA, le but serait uniquement de promouvoir « une voix alternative via la radio à travers le pays »²¹ – le soutien à l'opposition ne fait pourtant guère de doute : il est inscrit dans l'origine même du projet. Ainsi, au Zimbabwe, où Soros a activement soutenu l'opposition – au demeurant

¹⁵ Radio Democracy est également soutenue par West Africa Democratic Radio (WADR), par Amnesty International et par le Center of Accountability and Rule of Law (CARL), tous financés par Soros, cf. information [en ligne] disponible sur <http://radiodemocracy.si/about-us/our-owners/>, <http://www.osiwa.org/radio-democracy-opens-open-society-studio/>.

¹⁶ [en ligne] disponible sur <http://www.osiwa.org/grants-database>

¹⁷ [en ligne] disponible sur <http://www.osiwa.org/grants-database>

¹⁸ Radio Free Europe/Radio Liberty est une radio soutenue par Soros en Europe de l'Est, célèbre pour le rôle qu'elle a joué en soutien aux révolutions de couleur.

¹⁹ [en ligne] disponible sur <http://www.osisa.org/radio-voice-people-vop>

²⁰ [en ligne] disponible sur <http://www.wadr.org/home/index.php?p=institutionnal-partners&lang=fr>

²¹ Les sponsors d'une radio clandestine, *La Lettre de l'Océan Indien*, 16/09/2000, [en ligne] sur <https://www.africaintelligence.fr/1.01/politique-pouvoirs/2000/09/16/les-sponsors-d-une-radio-clandestine.445695-ART>

largement représentée au sein de sa fondation²² -, VOP est créée à la veille d'une échéance électorale importante, les législatives de 2000, en collaboration avec d'anciens salariés de la radio nationale, ZBC, désireux de porter la voix des candidats de l'opposition. Les programmes font la part belle à ces derniers avec entre autres des interviews d'un membre de l'ex-Forum for Democratic Reform et d'un candidat du parti d'opposition Movement for Democratic Change (MDC)²³. Cette voix de l'opposition n'est pas sans rencontrer de nombreuses difficultés dans l'exercice de son activité. Victime en 2002 d'un attentat à la bombe jamais élucidé, VOP est contrainte de s'exiler et diffuse depuis ses émissions via le transmetteur de la radio publique néerlandaise Radio Netherlands à Madagascar. Les membres du directoire sont par ailleurs arrêtés en 2006 pour possession et utilisation de « matériel de transmission sans autorisation »²⁴. Et VOP ferait, selon RSF, l'objet de campagnes de brouillage régulières orchestrées par le pouvoir zimbabwéen.

Quant à WADR, pour mobiliser les fonds nécessaires à sa création, George Soros a bénéficié à l'époque de l'appui d'Alassane Ouattara, alors l'un des chefs de file de l'opposition ivoirienne, ainsi que d'Ellen Johnson Sirleaf, représentante d'OSIWA à Monrovia, opposante libérienne, candidate à la

²² Reginald Matchaba-Hove, membre du board d'OSISA, a été National Chair du Zimbabwe Election Support Network de 2001 à 2007 (cf. information [en ligne] disponible sur <http://www.osisa.org/board/reginald-matchaba-hove>).

Le directeur d'OSISA au Zimbabwe, Godfrey Kanyenze, est l'ancien Chef Economist du Zimbabwe Congress of Trade Unions (ZCTU), qui est à l'origine de la création du Movement for Democratic Change (MDC), principal parti d'opposition au régime de Mugabe (cf. information [en ligne] disponible sur https://en.wikipedia.org/wiki/Open_Society_Initiative_for_Southern_Africa).

Enfin, a également été membre du board d'OSISA, de 2006 à 2009, une autre grande figure de l'opposition au Zimbabwe, Elinor Sisulu, bru de Walter Sisulu, militant de l'African National Congress (ANC) et combattant anti-apartheid en Afrique du Sud (cf. information [en ligne] disponible sur <https://www.linkedin.com/in/elinorisisulu>).

²³ Les sponsors d'une radio clandestine, *La Lettre de l'Océan Indien*, 16/09/2000, N° 917 du 16/09/2000 [en ligne] sur <https://www.africaintelligence.fr/LOI/politique-pouvoirs/2000/09/16/les-sponsors-d-une-radio-clandestine>, 445695-ART

²⁴ REPORTERS SANS FRONTIÈRES, Un juge décide d'abandonner les poursuites engagées contre le personnel de Voice of the People, 25/09/2006, [en ligne] disponible sur <https://rsf.org/fr/actualites/un-juge-decide-dabandonner-les-poursuites-engagees-contre-le-personnel-de-voice-people>

²⁵ REPORTERS SANS FRONTIÈRES, La radio Voice of the People brouillée : « sabotage d'Etat » contre l'information indépendante, 10/11/2005, [en ligne] disponible sur <https://rsf.org/fr/actualites/la-radio-voice-people-brouillee-sabotage-detat-contre-linformation-independante>

présidentielle de 1997 contre Charles Taylor²⁶. La radio, qui devait initialement diffuser depuis le Libéria, s'est d'ailleurs heurtée au refus du Président libérien, d'où son implantation au Sénégal²⁷. La vocation d'opposition de WADR reste aujourd'hui intacte puisque la radio a joué un rôle important ces dernières années dans la couverture des élections au Liberia, en Sierra Leone, en Gambie, au Sénégal ou encore au Burkina Faso, avec des analyses, entretiens et portraits de candidats ne laissant guère de doute quant aux prises de position d'OSIWA.

Aux côtés des media traditionnels, Soros s'investit par ailleurs de plus en plus dans les nouvelles technologies, permettant une diffusion virale de l'information. C'est ainsi que WADR est aujourd'hui largement relayée sur les réseaux sociaux tels que Facebook ou twitter. Soros finance également Droit Libre TV²⁸, une webtélé née au Burkina Faso avec pour objectif de défendre la liberté d'expression et les droits de l'Homme ; après avoir joué un rôle notable dans la chute du régime Compaoré, Droit Libre TV s'est aujourd'hui développée dans toute l'Afrique de l'Ouest. Sans compter des initiatives novatrices telles que le site mackymetre.com, créé par quatre jeunes informaticiens sénégalais pour suivre et évaluer le niveau de réalisation des promesses de campagne du Président Macky Sall²⁹. Dans le même esprit, on peut aussi citer l'exemple de lahidi.org (« promesse » en langue soussou), une plateforme lancée par des blogueurs guinéens, soutenue notamment par OSIWA³⁰, répertoriant les promesses non tenues du régime d'Alpha Condé ; l'ONG, qui a répertorié 281 promesses d'Alpha Condé et 165 de son gouvernement pour l'essentiel non tenues, fait valoir « qu'on ne piétine pas une promesse »³¹. On peut encore mentionner africacheck.org, site de fact-checking qui, partant du principe que « pour que la démocratie fonctionne, les personnalités publiques doivent être tenues pour

²⁶ Qui a peur de « Radio Soros » ? *La Lettre du Continent*, N°406 du 05/09/2002, [en ligne] sur https://www.africaintelligence.fr/LC-/pouvoirs-et-reseaux_politique/2002/09/05/qui-a-peur-de-radio-soros_4665037-ART

²⁷ [en ligne] disponible sur https://fr.wikipedia.org/wiki/West_Africa_Democracy_Radio

²⁸ [en ligne] disponible sur <http://www.semfilms.org/spip.php?article4>

²⁹ OSIWA, Suivi des processus de gouvernance, [en ligne] disponible sur <http://www.osiwa.org/fr/stories/suivi-des-processus-de-gouvernance/>

³⁰ [en ligne] disponible sur <https://www.lahidi.org/accueil>

³¹ GUINEE ECONOMIE, Alpha Condé lâché par son ami Soros ?, 22/08/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.guineeconomie.info/alpha-conde-lache-par-son-ami-soros-guinee7/>

responsables de leurs déclarations », s'est donné pour objectif de vérifier la véracité des déclarations faites dans l'espace public en Afrique³².

Soros cultive ainsi un terreau médiatique qui contribue à installer la musique de fond sur laquelle les mouvements citoyens vont pouvoir éclore et s'épanouir.

Mouvements citoyens : donner la parole aux populations

Autre pilier de l'arsenal sorosien de promotion de l'Open Society : une société civile responsable et agissante au service de la démocratie et des libertés civiques.

Pour animer cette société civile, Soros agit en matière de sensibilisation, structuration et formation des organisations de la société civile (OSC). Un des fers de lance de cette action est le programme West Africa Civil Society Institute (WACSI), créé par OSIWA en 2005 et opérationnel depuis 2007³³. WACSI apporte conseil, formation et support opérationnel aux associations avec pour objectif de « combler les lacunes évidentes en terme de capacités et d'activités des OSC en vue d'un engagement efficace avec l'Etat, le secteur privé et les autres acteurs clés du développement dans le processus d'élaboration des politiques en Afrique de l'Ouest »³⁴. Dans son rapport de 2014, WACSI déclarait avoir mis en œuvre depuis 2007 plus de 90 programmes de renforcement des capacités ayant bénéficié à près de 2.100 praticiens et plus de 2.000 organisations³⁵. Soros dote ainsi les populations des moyens de prendre en main la défense de leurs libertés et droits fondamentaux.

En parallèle, les fondations de Soros financent de nombreuses associations civiles, avec un focus sur l'implication des femmes, des communautés LGBT et des personnes vivant avec un handicap sur les questions qui les concernent.

³² [en ligne] disponible sur <http://fr.africacheck.org/a-propos/nos-principes/>

³³ [en ligne] disponible sur http://www.wacsi.org/fr/site/about_us_contact/

³⁴ WACSI, Rapport annuel 2014 : Influencer le Changement, 30/11/2015, [en ligne] disponible sur <http://www.wacsi.org/fr/site/publications/2752/Rapport-Annuel-2014-Influencer-le-Changement-Rapport-Annuel-2014-WACSI-OSIWA-Societe-Civile-Renforcement-de-capacite.htm>

³⁵ Ibidem

Les jeunes for
Soros. De no
dernières ann
marre, en 20
nouveau ma
ensuite répli
Burkina Faso
le changeme
ça. D'un pa
régimes aut
démocratique

JEUNE CITOYEN

Y'en
cont
parti
sync
n'es
de
con
gag
for
ex
te
ré
es
C
d
d

³⁶ ROGE
démocr
http://

sentinel

³⁷ Ibidem

³⁸ Ibidem

Les jeunes font également l'objet d'une attention particulière de la part de Soros. De nombreux mouvements ont éclos partout sur le continent ces dernières années. C'est au Sénégal qu'apparaît le premier d'entre eux, Y'en a marre, en 2011, en réaction à la volonté d'Abdoulaye Wade de briguer un nouveau mandat. Le mouvement développé par les jeunes sénégalais est ensuite répliqué, selon un modèle quasi-identique (cf. encadré ci-dessous), au Burkina Faso, sous l'appellation Le Balai citoyen, puis en RDC, avec Lutte pour le changement (Lucha) et Filimbi, ou encore au Gabon, avec Ça suffit comme ça. D'un pays à l'autre, « tous défient ouvertement, et pacifiquement, les régimes autoritaires en place dans leurs pays tout en prônant des valeurs démocratiques »³⁶.

JEUNES, APOLITIQUES, HYPERCONNECTES : LES NOUVEAUX MOUVEMENTS CITOYENS AFRICAINS

Y'en a marre, Balai citoyen, Lucha et autres Filimbi, s'ils sont nés dans des contextes variés, n'en présentent pas moins un air de famille certain. Non-partisans, ils ne sont pas formellement structurés en partis ou en syndicats : aucune cotisation ni carte d'adhésion ou inscription formelle n'est requise pour les intégrer³⁷. Les activistes sont jeunes pour la plupart, de l'adolescence à la trentaine, maîtrisant parfaitement les leviers d'une communication moderne efficace. « Ingrédient central de la recette gagnante de ces mouvements citoyens : un nom qui claque, souvent en forme de slogan choc. [...] Tous adoptent une dénomination imagée exprimant clairement leur défiance aux pouvoirs en place. [...] A Dakar, les tee-shirts noirs barrés du slogan "Y'en a marre" resurgissent régulièrement durant les manifestations, tandis qu'à Ouagadougou, le balai est devenu un symbole de la lutte victorieuse contre le régime de Blaise Compaoré »³⁸. Ces jeunes maîtrisent par ailleurs parfaitement l'usage d'Internet et particulièrement des réseaux sociaux ; avec des milliers d'abonnés, ils parviennent à mobiliser largement via Facebook et twitter.

³⁶ ROGER, Benjamin, « Y'en a marre », « Balai citoyen, « Filimbi »... : l'essor des sentinelles de la démocratie, *Jeune Afrique*, 19/03/2015, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/228193/politique/y-en-a-marre-balai-citoyen-filimbi-l-essor-des-sentinelles-de-la-d-mocratie/>

³⁷ Ibidem

³⁸ Ibidem

Autre point commun : plusieurs de ces mouvements sont menés par des personnalités connues : les rappeurs Thiat et Kilifeu ou le journaliste Fadel Barro pour Y'en a marre, le rappeur Smockey, le reggaeman Sam's K le jain ou l'avocat Me Guy Hervé Kam pour le Balai citoyen. Des personnalités qui « maîtrisent l'art de la parole et bénéficient de tribunes publiques régulières, dont ils profitent pour faire passer leurs messages »³⁹.

Ces mouvements ne sont pas sans évoquer le Printemps arabe. Ils rappellent également les révolutions de couleur soutenues par Soros en Europe de l'Est. Certains éléments dans leur doctrine et leur *modus operandi* font ainsi notamment penser au mouvement Otpor, aujourd'hui rebaptisé Canvas, soutenu par Soros, et qui a notamment contribué à la chute de Slobodan Milošević en Serbie (cf. encadré ci-dessous).

D'OTPOR À Y'EN A MARRE : UNE FILIATION SOROSIENNE ?

Le mouvement serbe Otpor (« résistance »), créé en 1998, et aujourd'hui connu sous le nom de Canvas (Center For Applied nonviolent Action and strategies), est soutenu financièrement par OSF⁴⁰ ainsi que par le National Endowment for Democracy (NED) et par Freedom House⁴¹ – deux associations financées par l'État américain⁴² avec lesquelles Soros collabore ou a collaboré comme nous le verrons dans la troisième partie.

Le mouvement prône, pour renverser les dirigeants, la stratégie de résistance individuelle non violente théorisée par le politologue américain Gene Sharp, fondateur de l'Albert Einstein Institute⁴³. Forts du succès d'Otpor en Serbie, où le mouvement a activement participé à la chute de Slobodan Milošević, ses dirigeants, Ivan Marovic and Srđja Popovic, ont depuis contribué à organiser des mouvements de

protestation
Albanie. Ven
d'Otpor (un
Canvas rec
Liberia, en
serait main
au Zimbal
mouvement
on n'en re
ont tous
« How to
été proje
2014, au
Balai citi

Il est vrai
largement
notoireme
hésité, à l'
d'un t-shi
soutien a
occasion
égal. Des

³⁹ Ibidem

⁴⁰ FLOUDERS, Sara, Des milliers d'« ONG » financées par les USA à l'assaut de la Russie, [en ligne] disponible sur <http://www.mondialisation.ca/des-milliers-d-ong-financ-es-par-les-usa-l-assaut-de-la-russie/2357>

⁴¹ GENTE, Régis et ROUY, Laurent, Dans l'ombre des "révolutions spontanées", *Le Monde diplomatique*, 01/2005, [en ligne] disponible sur <https://www.monde-diplomatique.fr/2005/01/GENTE/11838>, et JEGO, Marie, Tbilissi entre Moscou et Washington, *Politique Internationale*, Été 2004, N°104, [en ligne] disponible sur

http://www.politiqueinternationale.com/revue/read2.php?id_revue=18&id=103&content=texte

⁴² [en ligne] disponible sur https://fr.wikipedia.org/wiki/National_Endowment_for_Democracy, et FREEDOM HOUSE, Financial Report, 30/06/2015, [en ligne] disponible sur

https://freedomhouse.org/sites/default/files/Freedom%20House_15%20FS_Final.pdf

⁴³ A noter que l'Albert Einstein Institute est financé par le NED et est partenaire de Canvas.

⁴⁴ GUEYE,
coordonat
et KINDO,
procès au
[en ligne]

protestation non violente dans de nombreux pays : Géorgie, Ukraine, Albanie, Venezuela ou Egypte notamment. Chaque fois, le symbole d'Otpor (un poing levé) est repris par les protestataires. Canvas reconnaît être aujourd'hui actif en Afrique. Il aurait ainsi agi au Liberia, en Sierra Leone, au Sénégal, en Ouganda ou encore au Nigeria et serait maintenant présent aux côtés des opposants et de la société civile au Zimbabwe et au Swaziland. Si à ce jour aucun lien entre les mouvements africains soutenus par Soros et Canvas n'a pu être démontré, on n'en remarque pas moins que le Balai citoyen, Y'en a marre ou Filimbi ont tous repris le symbole du poing levé. On note également que le film « How to start a revolution » de Ruairidh Arrow, consacré à Gene Sharp, a été projeté dans le cadre du Festival Ciné Droit Libre de Ouagadougou en 2014, auquel assistaient les militants des mouvements Y'en a marre et Balai citoyen, et qui a précédé de peu la chute de Compaoré.



Il est vrai que tous ces mouvements citoyens africains bénéficient très largement du soutien de Soros. Le premier né d'entre eux, Y'en a marre, est notoirement financé par la fondation de George Soros⁴⁴, qui n'a d'ailleurs pas hésité, à l'occasion d'un grand rassemblement en 2015, à Dakar, à poser vêtu d'un t-shirt Y'en a marre, au milieu des activistes, affichant sans détour son soutien au mouvement. « Avec Soros comme avec les autres, déclare à cette occasion Fadel Baro, un des leaders du mouvement, nous discutons d'égal à égal. Des ONG sont venues vers nous, Oxfam, Open Society Institute de George

⁴⁴ GUEYE, Mbaye, Sénégal : le mouvement « Y'en a marre » n'est pas manipulable, selon son coordinateur, 05/05/2015, [en ligne] disponible sur http://alerte-info.net/alerte_details.php?f=10935, et KINDO, Bassératou, Fadel Baro du mouvement Y'en a marre du Sénégal : « C'est faire un mauvais procès au Balai citoyen en pensant que c'est eux qui ont amené les militaires au pouvoir », 03/07/2015, [en ligne] disponible sur <http://mobile.lefaso.net/spip.php?article65553>

Soros, OSIWA, pour nous accompagner dans la réalisation de nos programmes »⁴⁵.

Quant aux autres mouvements, même si leur subvention par Soros n'est pas démontrée, les associations se montrant peu enclines à communiquer sur leurs sources de financement et n'y étant pas contraintes, le lien n'en est pas moins visible. A commencer par le fait que tous ces mouvements sont inspirés et aidés dans leur action par leur homologue sénégalais Y'en a marre financé par Soros. Les leaders des différents mouvements se rencontrent régulièrement. Un grand rassemblement est par exemple organisé à Kinshasa, le 15 mars 2015, auquel participent les leaders des mouvements sénégalais, burkinabé et congolais. Quelques mois plus tard, c'est à Dakar, sur l'île de Gorée, qu'ils se retrouvent, à l'occasion d'une grande manifestation sur le thème des élections et de la bonne gouvernance en Afrique subsaharienne financée par deux fondations proches de Soros⁴⁶ : la fondation allemande Konrad Adenauer, connue pour son implication dans les révolutions de couleur et sa proximité avec certaines ONG soutenues par Soros⁴⁷, et la fondation sud-africaine Brenthurst, notoirement liée aux réseaux Soros⁴⁸. Le festival Ciné Droit Libre, piloté par l'association burkinabée Semfilms

⁴⁵ MUSANDJI, Roger, Qui est derrière OSIWA, FONG américaine qui finance Y'en a marre ?, 14/05/2015, [en ligne] disponible sur <http://onidafrique.com/georges-soros-yen-a-marre-et-l'imperialisme-malinetats-unien/>.

⁴⁶ BOISSELET, Pierre, Une réunion d'opposants congolais à Dakar jette un froid entre la RDC et le Sénégal, *Jeune Afrique*, 11/12/2015, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/286416/politique/tensions-entre-rd-congo-et-senegal-pays-d'accueil-dune-reunion-dopposants-congolais/>.

⁴⁷ La Konrad Adenauer Stiftung a participé activement à la révolution orange ukrainienne tout comme OSI (cf. BENSADA, Ahmed, Ukraine : autopsie d'un coup d'état, 09/03/2014, [en ligne] disponible sur <http://www.mondialisation.ca/ukraine-autopsie-dun-coup-detat/5372363>). En Afrique, les deux organismes ont soutenu plusieurs mouvements et initiatives, entre autres en faveur de l'instauration d'une Cour Africaine pour les droits de l'Homme (cf. article [en ligne] disponible sur <http://africainofafrica.org/event/current-role-and-proposed-evolution-of-the-african-court-keys-for-a-comprehensive-engagement-of-the-african-human-rights-system/>).

⁴⁸ La fondation Brenthurst est liée à la famille Oppenheimer, propriétaire du groupe diamantifère De Beers. Brenthurst est dirigé par Greg Mills, ancien conseiller en stratégie du Président rwandais Paul Kagame. Dans un article intitulé « There is no Congo », Greg Mills proposait un redécoupage des frontières de la RDC au profit des pays limitrophes, incluant la réattribution au Rwanda de l'Est de la RDC, riche en ressources minières. Notons que c'est dans cette région qu'est né le mouvement citoyen Brenthurst.

subventionnée par OSIWA⁴⁹, et organisé chaque année dans plusieurs grandes capitales africaines, est également pour ces mouvements l'occasion de se retrouver – et nous verrons dans les exemples du Burkina Faso et de la RDC que le rôle qu'a joué cette plateforme d'échanges et de concertation dans la montée en puissance des mouvements populaires est loin d'être négligeable.

Ces mouvements se regroupent en outre au sein d'associations panafricaines dont certaines sont ouvertement soutenues par la mouvance Soros. Tous sont membres, par exemple, du collectif Tournons la page⁵⁰, alliance d'acteurs mobilisés pour la défense des droits de l'Homme et de la démocratie sur le continent africain. Ils sont également membres d'Africtivistes, un réseau de webactivistes soutenu par George Soros via OSIWA ainsi que, indirectement, via deux associations qu'il subventionne, l'International Research & Exchanges Board (IREX) et Global Voices⁵¹. Cette association permet à ses membres d'échanger des best practices, notamment en matière de communication online, et de s'allier pour organiser des actions communes et faire porter leur voix sur la scène internationale. On note que les deux collectifs collaborent régulièrement avec Droit Libre TV⁵², la webtélé soutenue par Soros.

Ces mouvements représentent aujourd'hui une force d'opposition influente. Y'en a marre, Le Balai citoyen et Lucha, qui se sont vus récompenser en 2016 par le Prix Ambassadeurs de conscience d'Amnesty International⁵³ – ONG soutenue par Soros – ont par exemple déjà marqué des points face aux régimes qu'ils combattent : « Y'en a marre a fait plier la dynastie Wade au

⁴⁹ En plus de subventionner Semfilms, l'association organisatrice du festival Ciné Droit Libre, OSIWA finance directement l'édition de Dakar (cf. information [en ligne] disponible sur <http://festivalcinedroitlibre.blogspot.fr/2014/04/communiqu%C3%A9-de-presse.html>)

⁵⁰ [en ligne] disponible sur <http://tournonslapage.com/wp-content/uploads/2015/01/Rapport-Tournons-la-Page1.pdf>

⁵¹ [en ligne] disponible sur <http://www.africtivistes.org/>

[en ligne] disponible sur <https://www.irex.org/our-supporters>

[en ligne] disponible sur <https://globalvoices.org/special-thanks/>

⁵² [en ligne] disponible sur <http://droitlibre.net/spip.php?page=recherche&recherche=africtiviste>

[en ligne] disponible sur <http://www.droitlibre.net/la-coalition-tournons-la-page-appelle-les-peuples.html>

On retrouve notamment le Festival Ciné Droit libre comme membre du collectif Tournons la page, cf. information [en ligne] disponible sur <http://tournonslapage.com/wp-content/uploads/2015/01/Rapport-Tournons-la-Page1.pdf>

⁵³ AFRIK.COM, Amnesty International décerne un prix à Angélique Kidjo, Y'en a marre, le Balai citoyen et Lucha, 04/05/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.afrik.com/amnesty-international-decerne-un-prix-a-angelique-kidjo-y-en-a-marre-le-balai-citoyen-et-lucha>

Sénégal, le Balai citoyen a dit non à Compaoré au Burkina et la société civile congolaise a rendu possible la journée "ville morte" du 16 février [2016] »⁵⁴. Et cette dynamique panafricaine ne cesse de s'étendre, essaimant à la faveur d'échéances électorales importantes. C'est ainsi que des délégations du Balai citoyen et de Y'en a marre se sont rendues respectivement au Niger et au Burundi à la veille des présidentielles⁵⁵.

Forts de leurs succès, ces mouvements partagent à présent l'ambition d'une représentation au plus haut niveau. A terme, « "un de nos objectifs est de lancer une Union africaine des peuples, qui représenterait vraiment les Africains, pas comme l'UA actuelle qui est une institution déconnectée des gens", explique Thiat, cofondateur de Y'en a marre »⁵⁶ ; quant aux Africтивistes, ils indiquent espérer « avoir un "statut d'observateur" au sein des organisations continentales ou régionales sur le continent »⁵⁷. L'objectif est ambitieux mais il est vrai qu'un cap important a déjà été franchi dans la reconnaissance internationale de ces mouvements, reçus fin 2016 au Quai d'Orsay : « Plusieurs leaders de mouvements citoyens africains ont participé, du 16 au 22 novembre à Paris, au Programme d'invitation des personnalités d'avenir qu'organisait le ministère français des Affaires étrangères. Parmi eux, Serge Bayala (Balai citoyen, Burkina Faso), Trésor Nzila Kendet (Tournons la page, Congo-Brazzaville), Soraya Aziz (Lucha, RD Congo), Floribert Anzuluni (Filimbi, RD Congo), [Malal Aïmany Tall], alias Fou Malade (Y'en a marre, Sénégal) et [Chérif Mahamat Zene] (Camojet, Tchad). Ils ont notamment été reçus par le ministre, Jean-Marc Ayrault – ce qui a irrité les autorités de Kinshasa –, ainsi que dans plusieurs institutions, et ont pris part à un colloque

⁵⁴ DIENG, Amadou, Africтивistes : et si vous passiez de l'arène civile à la politique !, *Le Point*, 31/07/2016, [en ligne] disponible sur http://afrique.lepoint.fr/actualites/africтивistes-et-si-vous-passiez-de-l-arene-civile-a-la-politique-31-07-2016-2058257_2365.php

⁵⁵ ROGER, Benjamin, « Y'en a marre », « Balai citoyen », « Filimbi »... : l'essor des sentinelles de la démocratie, *Jeune Afrique*, 19/03/2015, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/228193/politique/y-en-a-marre-balai-citoyen-filimbi-l-essor-des-sentinelles-de-la-democratie/>

⁵⁶ Ibidem

⁵⁷ KIRANGULA, Trésor, Sénégal : savez-vous ce que font les webactivistes africains réunis à Dakar ?, *Jeune Afrique*, 26/11/2015, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/281901/societe/senegal-savez-webactivistes-africains-reunis-a-dakar/>

à Sciences-Po intitulé « Politique de la rue : mobilisations citoyennes, violence et démocratie en Afrique »⁵⁸.

Watchdogs : catalyser les mécontentements

Si la pression exercée d'en bas par les mouvements populaires est essentielle, elle ne suffirait pourtant pas nécessairement à impacter les gouvernements sans une pression exercée d'en haut par les grandes ONG, particulièrement les lanceurs d'alerte, qui font aujourd'hui figure de leaders d'opinion, avec la réputation de bénéficier d'une grande écoute de la part des organisations internationales (Amnesty International bénéficie par exemple d'un statut consultatif spécial aux Nations unies⁵⁹), ainsi qu'auprès des media et plus largement de l'opinion publique.

Dans cette perspective, Soros subventionne Human Rights Watch⁶⁰, qui a reçu d'OSI, en 2010, un don record de 100 millions de dollars sur dix ans, ainsi qu'Amnesty International⁶¹, Transparency International⁶², Global Witness⁶³, International Crisis Group⁶⁴, Natural Resource Governance Institute⁶⁵ (ex Revenue Watch Institute) ou encore Oxfam⁶⁶.

⁵⁸ Afrique-France : Y'en a marre au Quai d'Orsay, *Jeune Afrique*, 29/11/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/mag/377260/politique/afrique-france-yen-a-marre-quai-dorsay/>

⁵⁹ [en ligne] disponible sur <https://www.amnesty.org/fr/what-we-do/united-nations/>

⁶⁰ [en ligne] disponible sur <https://www.hrw.org/about/partners>

[en ligne] disponible sur <https://www.hrw.org/news/2010/09/07/george-soros-give-100-million-human-rights-watch>

⁶¹ [en ligne] disponible sur https://www.opensocietyfoundations.org/sites/default/files/2013-program-expenditures-20140508_0.pdf

[en ligne] disponible sur https://www.opensocietyfoundations.org/sites/default/files/Expenditures%202014%20FINAL_7.2.15_0.pdf

⁶² [en ligne] disponible sur

https://www.transparency.org/whoweare/accountability/who_supports_us/1/

⁶³ [en ligne] disponible sur <https://www.globalwitness.org/fr/donate/our-supporters/>

[en ligne] disponible sur <https://www.opensocietyfoundations.org/people/george-soros>

⁶⁴ [en ligne] disponible sur <https://www.crisisgroup.org/support-us/our-supporters/governments-foundations>

⁶⁵ [en ligne] disponible sur <http://www.resourcegovernance.org/about-us/financials>

⁶⁶ [en ligne] disponible sur https://www.oxfamamerica.org/static/media/files/Oxfam_America-Annual_Report_2015.pdf

[en ligne] disponible sur <http://www.oxfam.org.uk/what-we-do/about-us/plans-reports-and-policies/annual-report-and-accounts>

Quelle que soit l'ampleur de ce soutien financier, la connexion est plus profonde encore, avec des liens relationnels multiples et multilatéraux. Sans viser à l'exhaustivité, on note des exemples significatifs :

- George Soros lui-même, ainsi que son fils Alexander Soros, siègent au board d'International Crisis Group. Celui-ci inclut également une ancienne d'OSIWA, Ayo Obe, et quatre membres du board actuel d'OSF : Mark Malloch Brown, Maria Cattaut, Emma Bonino et Mabel van Oranje⁶⁷.
- Aryeh Neier, co-fondateur et ancien directeur exécutif de Human Rights Watch, a dirigé OSF de 1993 à 2012 ; il en est aujourd'hui Président émérite⁶⁸.
- On trouve chez Transparency International deux membres du programme Open Government Partnership (OGP) que soutient Soros (cf. encadré page 155), Elena Panfilova⁶⁹ et Robin Hodess⁷⁰, ainsi que l'ancienne directrice de la Communication de Radio Free Europe/Radio Liberty, qu'avait lancée Soros en Europe de l'Est, Virginie Coulloudon⁷¹.
- On note, au sein de la direction générale du secrétariat international d'Amnesty International, la présence de deux anciens de la fondation Open Society⁷² : Anna Neistat, directrice générale chargée des recherches chez Amnesty International, qui a précédemment travaillé pour OSI, et Tawanda Mutasah, directeur général du programme Droit et politique, qui a occupé les fonctions de directeur exécutif d'OSISA.
- Le bureau régional Afrique d'OSF compte un ancien d'Oxfam, Neville Gabriel⁷³.
- Anya Schiffrin a siégé au board du Natural Resource Governance Institute de même qu'à celui du programme d'OSF sur le journalisme indépendant⁷⁴.
- Alexander Soros et Mabel van Oranje, membre du board d'OSF, sont tous deux membres de l'advisory board de Global Witness⁷⁵. On note

⁶⁷ [en ligne] disponible sur <https://www.crisisgroup.org/who-we-are/board>

⁶⁸ [en ligne] disponible sur <https://www.opensocietyfoundations.org/people/aryeh-neier>

⁶⁹ [en ligne] disponible sur <https://www.transparency.org/whoweare/organisation/board/members>

⁷⁰ [en ligne] disponible sur https://www.transparency.org/whoweare/contact/staff/robin_hodess

⁷¹ [en ligne] disponible sur https://www.transparency.org/whoweare/contact/staff/virginie_coulloudon

⁷² [en ligne] disponible sur <https://www.amnesty.org/en/about-us/secretary-general-and-senior-leadership-team/>

⁷³ [en ligne] disponible sur <https://www.opensocietyfoundations.org/people/neville-gabriel>

⁷⁴ [en ligne] disponible sur https://en.wikipedia.org/wiki/Anya_Schiffrin

⁷⁵ [en ligne] disponible sur <https://www.globalwitness.org/en/about-us/advisory-board/>

également que Simon Taylor, directeur et co-fondateur de Global Witness, est l'un des instigateurs de la campagne Publish What You Pay (PWYP) lancée en 2002 en collaboration avec Soros⁷⁶. Sans oublier la connexion via Fiona Napier, qui a occupé des fonctions de direction à la fois chez Global Witness et OSF⁷⁷. Cette dernière est d'ailleurs également, tout comme Mabel van Oranje, membre du Conseil d'administration de Crisis Action⁷⁸, une ONG financée par OSF⁷⁹.

Les ONG constituent un maillon essentiel dans le dispositif d'influence de Soros. Elles participent à un encerclement des régimes jugés non respectueux des valeurs démocratiques, chacune avec sa spécialité propre : droits de l'Homme (Amnesty International, Human Rights Watch), lutte contre le pillage des ressources naturelles (Global Witness, Natural Resource Governance Institute), prévention des conflits (International Crisis Group), lutte contre la pauvreté (Oxfam) ou encore lutte contre la corruption des États (Transparency International).

Leurs attaques combinées ont ainsi contribué à déstabiliser plusieurs régimes auxquels Soros était notoirement hostile. Les cas du Burkina Faso et de la RDC sont développés ci-après.

La situation de la Côte d'Ivoire fournit un autre exemple parlant. Rappelons qu'Alassane Ouattara y était soutenu contre Laurent Gbagbo par George Soros, qui aurait d'ailleurs mis à sa disposition un jet privé⁸⁰. Parmi les éléments qui ont contribué à l'accession au pouvoir d'Alassane Ouattara, un rapport a joué un rôle déterminant : il s'agit de l'enquête de Human Rights Watch – qui venait tout juste de se voir attribuer par Soros la subvention de 100 millions de

⁷⁶ [en ligne] disponible sur <https://www.globalwitness.org/fr/about-us/board-directors/>

⁷⁷ [en ligne] disponible sur <https://www.leadersquest.org/people/fiona-napier>

⁷⁸ [en ligne] disponible sur <https://crisisaction.org/fr/qui-sommes-nous/conseil-dadministration/>

⁷⁹ Crisis Action est une ONG visant à coordonner l'action d'associations œuvrant à la protection des populations civiles dans les zones de conflits armés. On compte parmi les partenaires de Crisis Action, entre autres, les ONG International Crisis Group, Human Rights Watch, Amnesty International, Refugees International ou encore Oxfam (cf. information [en ligne] disponible sur

<https://crisisaction.org/fr/ceux-avec-qui-nous-travaillons/nos-partenaires-principaux/>), toutes soutenues par Soros. Pour le financement de Crisis Action par OSF, cf. information [en ligne] disponible sur <https://crisisaction.org/fr/ceux-avec-qui-nous-travaillons/nos-bailleurs-de-fonds/>

⁸⁰ Crise ivoirienne ou comment l'ONU prend la démocratie en otage : les traits de la nébuleuse apparaissent... 22/01/2011, [en ligne] disponible sur <http://news.abidjan.net/h/388420.html>

dollars évoquée ci-dessus –, dénonçant l'existence de charniers : un rapport très médiatisé qui aura largement contribué à « diaboliser » Gbagbo permettant à Ouattara de recruter ses « rebelles »⁸¹. En parallèle, un travail de sape économique avait par ailleurs été entrepris à l'encontre du régime Gbagbo, un rapport de la même association pointant du doigt le « mauvais traitement » des enfants dans les plantations agricoles ivoiriennes : « L'accusation avait pour objectif réel de "ralentir" l'investissement des multinationales agricoles en Côte d'Ivoire, d'entraîner un repli du marché quant à l'achat des produits agricoles made in Côte d'Ivoire et, par ricochet, d'affaiblir le pouvoir Gbagbo en le privant de ressources financières (notamment ceux du cacao) »⁸². Cette attaque avait d'ailleurs été doublée par la publication d'une pétition en ligne sur le site avaaz.org, également financée par George Soros et dirigée par un des ses proches, Tom Perriello (cf. encadré p. 160), appelant à boycotter les producteurs de cacao ivoiriens en vue de déstabiliser le régime Gbagbo⁸³. Un dispositif global dont la chute de Gbagbo a prouvé l'efficacité.

On pourrait également citer le cas du Libéria et de la levée de boucliers contre Charles Taylor : les rapports de toutes les ONG, avec des charges particulièrement virulentes de Global Witness et de Human Rights Watch, ont contribué à la fuite, l'arrestation et la condamnation de Charles Taylor, auquel a ainsi pu succéder Ellen Johnson Sirleaf, une proche de Soros, ancienne d'OSIWA. Une des premières mesures prises par cette dernière au lendemain de son élection aura d'ailleurs été la renégociation avec Mittal Steel d'un contrat minier qu'avait dénoncé Global Witness dans son rapport « Heavy Mittal »⁸⁴. Signalons qu'Ellen Sirleaf est la lauréate du In Pursuit of Peace Award décerné par International Crisis Group – preuve que les censeurs

⁸¹ Ibidem

⁸² N'DA, Jean-David, Alassane Ouattara et l'enjeu des terres arables en Côte d'Ivoire, 16/06/2014, [en ligne] disponible sur http://www.civox.net/Alassane-Ouattara-et-l-enjeu-des-terres-arables-en-Cote-d-ivoire_a5014.html

⁸³ SALLIER, Pierre-Alexandre, L'embargo qui peut faire tomber Gbagbo, *Le Temps*, 27/01/2011, [en ligne] disponible sur <https://www.letemps.ch/monde/2011/01/27/embargo-faire-tomber-gbagbo>

⁸⁴ Mittal en cour à Monrovia, *Africa Energy Intelligence*, N°585 du 16/07/2008, [en ligne] sur https://www.africaintelligence.fr/LAE/petrole/2008/07/15/mittal-en-cour-a-monrovia_45378615-ART

peuvent également à l'occasion distribuer des bons points aux candidats qu'ils soutiennent⁸⁵.

Sont aujourd'hui sous les feux croisés des ONG de nombreux Présidents, parmi lesquels Ali Bongo, Denis Sassou Nguesso et Teodor Obiang. Outre les ONG déjà citées, ceux-ci sont par ailleurs également attaqués par l'association française Sherpa. Soutenue par OSF, Amnesty, Global Witness et Human Rights Watch⁸⁶, Sherpa est à l'initiative des plaintes déposées dans l'affaire des biens mal acquis aux côtés de Transparency – le Président de Sherpa, William Bourdon, est d'ailleurs l'avocat de Transparency France. L'affaire n'aura pas suffi à déstabiliser Ali Bongo, qui malgré les critiques est parvenu à se maintenir à la tête de l'Etat gabonais au terme d'une élection contestée – mais peut-être Paul Biya aura-t-il plus de difficultés à sortir vainqueur de la présidentielle à venir ? Des rapports de diverses ONG visent à décourager ce dernier de se présenter, notamment celui d'International Crisis Group indiquant que sa reconduite au pouvoir serait fatale et lui demandant de promettre « de ne pas se représenter aux élections de 2018 en échange de la garantie d'une absence de poursuites et du maintien de ses avoirs »⁸⁷. Une attaque à laquelle s'est associée une autre association soutenue par Soros, Freedom House, qui dans un rapport a dénoncé sévèrement la répression dont font l'objet les journalistes et activistes politiques au Cameroun⁸⁸.

Encadrer les gouvernements

Dès lors que des gouvernements alliés sont en place, Soros peut activer un second niveau d'intervention : l'assistance aux gouvernements, à la fois par l'allocation de moyens mais aussi par une aide à la mise en œuvre de programmes de développement.

⁸⁵ [en ligne] disponible sur https://en.wikipedia.org/wiki/International_Crisis_Group

⁸⁶ [en ligne] disponible sur <https://www.asso-sherpa.org/nos-partenaires>. Pour les liens entre l'association Sherpa et OSF, se référer à l'article [en ligne] disponible sur

<https://sorosconnection.org/2017/02/03/soros-sherpa-fondation-charles-leopold-mayer-1/>

⁸⁷ OTTOU, Aboudi, Cameroun : candidature de Paul Biya : le contre appel des officines internationales, [en ligne] disponible sur <http://www.camer.be/51120/30:27/cameroun-candidature-de-paul-biya-le-contre-appel-des-officines-internationales-cameroon.html>

⁸⁸ NJILO, Albin, Les dessous du rapport de « Freedom House » contre le Cameroun, 17/04/2016, [en ligne] disponible sur <https://www.237online.com/article-09668-les-dessous-du-rapport-de-freedom-house-contre-le-cameroun.html>

Financer

Lorsqu'il choisit de soutenir un Etat, George Soros fait figure de généreux donateur. Ses promesses d'investissement sont habilement mises en scène, photos et articles à l'appui, souvent à la veille ou au lendemain d'élections présidentielles, bénéficiant ainsi à l'image du candidat ou du Président nouvellement élu. C'est ainsi qu'en 2009, à l'occasion du Sierra Leone Trade and Investment Forum à Londres, la présence et le soutien affiché de George Soros, communiquant sur son intérêt pour la Sierra Leone, confortent le Président fraîchement élu, Ernest Koroma, à la fois sur la scène internationale et dans l'opinion nationale⁸⁹. De même, en 2014, au lendemain de l'arrivée au pouvoir de Peter Mutharika, Soros rencontre le Président du Malawi et communique sur sa volonté d'investir dans l'agriculture du pays⁹⁰. En Guinée, en 2011, les rumeurs de promesses d'investissements circulent avant même l'élection, Alpha Condé assurant que les développements promis à la population seront financés avec l'aide « d'un ami américain ». Et dès le lendemain de l'élection, George Soros se rend en Guinée, où il confirme à l'occasion d'une conférence de presse qu'il entend soutenir le Président Condé par des investissements majeurs dans le pays, notamment pour l'électrification du territoire⁹¹.

⁸⁹ THE OAKLAND INSTITUTE, *Understanding Land Investment Deals in Africa*, 2011, [en ligne] disponible sur

http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/OI_SierraLeone_Land_Investment_report_0.pdf

⁹⁰ CHAUWA, Alfred, *Malawi plans to produce fertilizer - APM*, *Nyasa Times*, 13/08/2014, [en ligne] disponible sur <http://www.nyasatimes.com/malawi-plans-to-produce-fertilizer-apm>

OFFICIAL MALAWI GOVERNMENT ONLINE, *Press Statement*, 12/08/2014, [en ligne] disponible sur <https://www.facebook.com/malawigovernment/posts/273115939541574/>

⁹¹ La Guinée transformée en champ de bataille par des lobbys miniers internationaux (3^{ème} partie) : Soros le philanthrope intéressé, 20/09/2013, [en ligne] disponible sur <http://guineenews.org/la-guinee-transformee-en-champ-de-bataille-par-des-lobbys-miniers-internationaux-3eme-partie-sur-soros-le-philanthrope-interesse/>

Encadrer

Pour autant, Soros ne signe pas de chèque en blanc. Il exerce en effet un étroit contrôle de ses investissements via un système de conseil et d'encadrement. De toutes les régions du monde où Soros intervient, l'Afrique est la seule où il dédie d'aussi importants moyens à la gouvernance économique, qui y constitue une priorité⁹².

George Soros finance de nombreuses missions de conseil aux Etats, dépêchant sur le terrain des experts qu'il place ainsi au plus proche des gouvernants pour les assister principalement en matière de gouvernance et d'infrastructures. Parmi les noms qui reviennent le plus régulièrement dans le paysage Soros, Jeffrey Sachs, Paul Collier et Tony Blair jouent notamment un rôle clé dans son dispositif d'encadrement des gouvernements africains.

- Le premier, Jeffrey Sachs, grande figure de l'économie américaine, accompagne George Soros depuis les années 1990, durant lesquelles ils ont collaboré en Pologne. George Soros le sollicite régulièrement pour des missions (cf. encadré ci-dessous). Il est notamment intervenu à Sao Tomé, au Nigeria, en Guinée ou encore au Ghana.

JEFFREY SACHS, THEORICIEN DE LA « SHOCK THERAPY »

Economiste américain réputé, dont l'impressionnante carrière professionnelle inclut des missions de conseil auprès du FMI, de la Banque mondiale ou encore du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Jeffrey Sachs sera même un temps pressenti pour prendre la tête de la Banque mondiale en cas de victoire du candidat démocrate John Kerry à l'élection présidentielle de novembre 2004⁹³. Il est notamment connu pour avoir théorisé le concept de « shock therapy », consistant à procéder à des privatisations massives en vue de provoquer une évolution accélérée vers l'économie de marché, qu'il met en pratique en Bolivie en 1985. Le concept séduit George Soros qui, en lien avec le FMI, finance en 1989 une mission de Jeffrey Sachs en Pologne pour y mettre en

⁹² [en ligne] disponible sur <https://www.opensocietyfoundations.org/about/expenditures>

⁹³ Jeffrey Sachs, *Africa Energy Intelligence*, N°483 du 24/03/2004, [en ligne] sur <https://www.africainelligence.fr/LAE/who-s-who/2004/03/23/jeffrey-sachs,10456784-ART>

application la « shock therapy » : « Sachs work in Poland had begun before Solidarity's election victory, at the request of the Communist government [...] and with Solidarity. It was George Soros [...] who had enlisted Sachs to play a more hands-on role. [...] Soros agreed to cover the costs for Sachs and his colleague David Lipton⁹⁴, a staunch free-market economist then working at the IMF, to set up an ongoing Poland mission. When Solidarity swept the elections, Sachs began working closely with the movement. Though he was a free agent, not on the payroll of either the IMF or the US government, Sachs, in the eyes of many of Solidarity's top officials, possessed almost messianic powers »⁹⁵. L'expérience sera réitérée en Russie en 1991, avec des résultats contestés.

Par la suite, George Soros et Jeffrey Sachs se retrouvent en Afrique, où ce dernier est engagé dans la lutte contre la pauvreté depuis le milieu des années 1990. Son action est guidée par la conviction, énoncée dans son livre *La Fin de la Pauvreté*, paru en 2005, que « la gouvernance africaine est pauvre parce que l'Afrique est pauvre ». Il lie étroitement problématiques politiques et économiques. Selon lui, si rien n'est fait pour solutionner les problèmes de gouvernance, les élites politiques continueront de faire sortir les richesses issues des ressources du pays, n'offrant ainsi aucune source d'investissement et donc de développement⁹⁶ : une position qui fait clairement écho à celle de Soros. Fort de ces convictions, Jeffrey Sachs conduit de nombreuses missions de conseil auprès de dirigeants africains, parmi lesquels le Président guinéen Alpha Condé dont Soros soutient également le gouvernement.

L'autre grand projet qui le mobilise est le Millennium Villages Project. Ancien conseiller spécial de Kofi Annan puis de Ban Ki-moon sur les Millennium Development Goals, puis conseiller spécial auprès de Ban Ki-moon sur les Sustainable Development Goals, il a à cœur de mettre ces grands objectifs en pratique concrètement sur le terrain. Dans cette optique, il est co-fondateur et Chief Strategist de l'association Millennium Promise Alliance et directeur du programme Millennium Villages Project, dont l'objet est de démontrer comment des projets intégrés, conduits collectivement par les communautés, peuvent contribuer à leur réalisation.

⁹⁴ David Lipton, aujourd'hui Premier directeur général adjoint du FMI, avait auparavant notamment travaillé au Département du Trésor sous l'administration Clinton, de 1993 à 1998.

⁹⁵ KLEIN Naomi, *The Shock Doctrine: The Rise of Disaster capitalism*, 2007, chapitre 9.

⁹⁶ [en ligne] disponible sur https://fr.wikipedia.org/wiki/Jeffrey_Sachs

- Le second, Paul Collier, ancien économiste en charge de l'Afrique au sein de la Banque mondiale, travaille régulièrement avec Jeffrey Sachs. Véritable *missi dominici* de Soros en Afrique, qui le présente comme « *one of the most distinguished Development Economist* »⁹⁷, Paul Collier constitue un rouage essentiel de la galaxie Soros, qui met ses services à disposition de nombreux gouvernements, du Malawi⁹⁸ à Sao Tomé.

- Quant à Tony Blair, l'ancien Premier ministre britannique, qui a développé une activité de conseil via sa société Africa Governance Initiative (AGI), il collabore lui aussi très régulièrement avec Soros (cf. encadré p. 144) ; il a notamment conseillé les Présidents Alpha Condé, Ellen Sirleaf, Ernest Koroma ou encore Uhuru Kenyatta.

Un document attribué à Soros, publié sur le site guineeactu.info – document dont l'origine n'a pu être établie mais dont la similarité, sur le fond comme sur la forme, avec d'autres écrits de George Soros, rend son caractère plausible l'authenticité⁹⁹ –, illustre sa philosophie d'action appliquée au cas de la Guinée (cf. encadré ci-dessous).

« JE VEUX CREER DEUX LIGNES – UNE POUR SOUTENIR ALPHA ET L'AUTRE POUR AIDER LA SOCIÉTÉ CIVILE »

« J'ai consulté Alpha Condé par le biais de Ron Glickman, qui a assisté à son installation en mon nom le 22 décembre, et de Bernard Kouchner, qui connaît Alpha depuis le lycée. Je le considère comme digne de confiance et digne de recevoir mon aide. Et lui-même est extrêmement désireux de l'obtenir. La situation était quelque peu analogue au Libéria lorsqu'Ellen Johnson Sirleaf a été élue Présidente. Alpha, un émigré de retour, est moins expérimenté qu'Ellen mais désireux de créer une démocratie qui fonctionne bien. Le pays n'a pas d'expérience démocratique ou d'institutions. [...] Sur la base de notre expérience au Libéria, nous devons faire mieux cette fois. Dans la mesure où nous n'avons pas la capacité, nous

⁹⁷ OFFICIAL MALAWI GOVERNMENT ONLINE, Press Statement, 12/08/2014. [en ligne] disponible sur <https://www.facebook.com/malawigovernment/posts/273115939541574>

⁹⁸ Ibidem

⁹⁹ D'autres sources corroborent par ailleurs les contenus de ce texte comme indiqué plus loin dans l'encadré sur la réforme du code minier en Guinée (cf. encadré p. 118).

devons l'acquérir. Nous pourrions rapidement en avoir de nouveau besoin en Côte d'Ivoire. Je veux créer deux lignes – une pour soutenir Alpha et l'autre pour aider la société civile. Je veux garder les deux lignes distinctes. La deuxième ligne peut s'appuyer sur notre membre du conseil qui est Aisha X, une partisane du peulh Diallo, et a un parti-pris contre Alpha Condé. Cela doit fournir un moyen utile de vérifier notre participation directe. Au sujet de la première ligne, je tiens à approvisionner la Guinée avec un prêt-relais d'urgence plutôt qu'avec un fonds de renforcement des capacités. Je pense à 25 millions de dollars.

Notre première mission arrivera à Conakry le 2 janvier, composée d'Abdul Tejan-Cole, un représentant d'OSIWA, et Patrick Heller, de Revenue Watch. Chris Canavan se joindra à eux dès que possible. Paul Collier s'y rendra avant le 9 janvier. Patrick Heller devrait immédiatement établir un contact avec lui et se préparer à sa visite. Paul est parfaitement familier de la question du chemin de fer Vale-Liberia. Jeffrey Sachs a proposé d'envoyer quelqu'un avec notre mission. Je vais lui demander de céder à Collier le développement économique et d'aider la Guinée avec les questions macroéconomiques et financières. La Guinée a besoin d'une remise de dettes. Je donne parole à Steve Radelet au département d'Etat pour son aide. Stewart Paperin s'occupera de l'électricité pour Conakry et éventuellement de l'offre du riz. J'ai parlé à Tony Blair et nous devrions également activer sa vapeur. J'ai l'intention de visiter prochainement Conakry. Revenue Watch et OSIWA devraient maintenir une présence plus ou moins permanente pour les prochains mois. Cela devrait être un bon début »¹⁰⁰.

Surveiller

Outre l'encadrement qu'il exerce via des missions de conseil et d'accompagnement, George Soros opère par ailleurs une surveillance active par le biais de la société civile, qu'il maintient en garde fou y compris avec les gouvernements « alliés ». Les ONG de la galaxie Soros restent en effet critiques à l'égard des chefs d'Etat qu'il a contribué à promouvoir.

¹⁰⁰ [en ligne] disponible sur <http://guineeactu.info/HTML/document-confidentiel-la-complicité-avec-entre-alpha-condé-bernard-kouchner-et-le-milliardaire-américain-George-soros.htm>

Ainsi, au Liberia, Global Witness n'hésite pas à critiquer le régime d'Ellen Sirleaf, mis en cause dans l'affaire Golden Veroleum, un groupe spécialisé dans l'exploitation d'huile de palme, soupçonné de corruption¹⁰¹. Alexander Soros lui-même, le fils de George Soros, en visite au Liberia en qualité d'administrateur de Global Witness, a d'ailleurs exprimé ses réserves sur la présidence Sirleaf, offrant un bel exemple de dualité sorosienne : « *Alex Soros, while in Monrovia for a visit a few weeks later, took serious exceptions, telling FrontPageAfrica, in an exclusive interview, that President Sirleaf's utterances were, in his words, "very troubling"* »¹⁰².

Plus récemment, c'est l'affaire Sable Mining qui a défrayé la chronique, mettant en cause des proches d'Ellen Sirleaf mais aussi d'Alpha Condé, autre chef d'Etat soutenu par Soros : « Mohamed Alpha Condé, fils unique et conseiller spécial du Président Alpha Condé, a joué depuis 2010 un rôle d'intermédiaire pour le compte d'Aboubacar Sampil, demi-frère d'Alpha Condé et administrateur de la société d'exploration Sable Mining, afin de lui obtenir des permis »¹⁰³. Des accusations qui ont entraîné une réaction immédiate des Présidents concernés, l'un et l'autre ordonnant aussitôt le déclenchement d'une enquête.

¹⁰¹ RFI, Au Liberia, Ebola aurait accéléré l'accaparement des terres, 24/07/2015, [en ligne] disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20150724-liberia-ebola-auroit-accelere-accaparement-terres-huile-de-palme-golden-veroleum>

¹⁰² SIEH, Rodney D., Soros connection: why Global Witness report won't go away, [en ligne] disponible sur <http://www.frontpageafricaonline.com/index.php/op-ed/866-soros-connection-why-global-witness-report-won-t-go-away>

¹⁰³ Les solides réseaux miniers de «MAC», fils et conseiller d'Alpha Condé, *Africa Mining Intelligence*, N°370 du 14/06/2016, [en ligne] sur <https://www.africaintelligence.fr/AMF/exploration-et-production/2016/06/14/les-solides-reseaux-miniers-de-mac-fils-et-conseiller-d-alpha-conde,108169881-EVE>

SOROS AU CŒUR DES REVOLUTIONS POPULAIRES : ILLUSTRATION AU BURKINA FASO ET EN RDC

Parmi les pays dans lesquels Soros est intervenu pour animer la protestation contre les régimes en place, nous avons choisi de réaliser un focus sur deux d'entre eux : le Burkina Faso et la RDC. Ces deux exemples illustrent comment, de l'Afrique de l'Ouest à l'Afrique centrale, dans des contextes très différents, Soros emploie des leviers sensiblement identiques, conformes à ceux décrits ci-dessus :

- en première ligne figurent les mouvements d'opposition soutenus par Soros ;
- la dynamique est nourrie par des media d'une part, des ONG d'autre part, les uns et les autres soutenus par Soros ;
- et en arrière-plan se retrouvent chaque fois les autorités américaines, avec lesquelles nous verrons dans la dernière partie de ce livre que George Soros agit en étroite concordance.

BURKINA FASO : coup de balai sur le régime Compaoré

L'exemple du Burkina Faso, où les mouvements d'opposition soutenus par George Soros ont conduit à la chute du régime Compaoré, permet d'observer a posteriori le rôle de Soros dans l'orchestration du soulèvement, de sa genèse à son aboutissement. La contestation, longtemps restée latente notamment du fait du manque de cohésion de l'opposition, qui compte pas moins de 70 partis, va monter en puissance à partir de 2013 à la faveur de trois évènements : le succès aux législatives de Zéphirin Diabré, Président de l'Union pour le Progrès et le Changement (UPC), qui s'impose alors en chef de file de l'opposition politique et multiplie les appels à manifester ; la création, au cours d'une de ces manifestations, d'un mouvement populaire, le Balai citoyen, qui va venir renforcer l'opposition, cette fois sur le plan civil ; et l'annonce, en 2014, par le Président Blaise Compaoré, de sa volonté d'amender la Constitution pour se donner la possibilité de briguer un nouveau mandat, qui va précipiter le soulèvement.

RENVERSEMENT DU RÉGIME COMPAORÉ : LES TEMPS FORTS DU SOULEVEMENT POPULAIRE

C'est en 2013 que l'opposition au régime Compaoré commence à monter en puissance. Deux grandes manifestations sont organisées par l'UPC, premier parti d'opposition du pays, présidé par Zéphirin Diabré, les 29 juin et 28 juillet. L'année qui suit voit l'opposition se renforcer, tandis que le pouvoir du chef de l'Etat s'effrite. Le 12 avril 2014, une annonce va précipiter le soulèvement populaire : les partis proches du régime proposent un référendum sur le changement de Constitution, l'objectif étant de donner à Compaoré la possibilité de briguer un troisième mandat. L'opposition réagit vivement et organise une importante réunion publique, qui rassemble le 31 mai 2014, à Ouagadougou, au stade du 4 août, près de 35.000 personnes. Le 21 octobre 2014, Blaise Compaoré annonce que la modification de la Constitution ne fera finalement pas l'objet d'un référendum : la question sera soumise au Parlement le 30 octobre. Zéphirin Diabré appelle à une journée nationale de protestation le 28 octobre, qui rassemble plusieurs dizaines de milliers de manifestants. Diabré harangue la foule : « Notre lutte est entrée en phase finale. Maintenant, ça passe ou ça casse, la patrie ou la mort ! La phase de persuasion est terminée. Il reste la phase de confrontation »¹⁰⁴. Il enjoint à la population de se mobiliser massivement pour assister à la session plénière de l'Assemblée nationale du 30 octobre, au cours de laquelle la question de la modification de la Constitution doit être posée¹⁰⁵. Le jour J, les manifestants convergent vers le Parlement et mettent le feu à l'édifice ; certains d'entre eux se dirigent vers les domiciles des dignitaires du régime. La police ne peut rien empêcher ; le pouvoir est submergé. Acculé, Compaoré démissionne. Un Président intérimaire est désigné et une charte de transition adoptée dans l'attente des élections présidentielles, qui se tiennent le 29 novembre 2015. C'est Roch Kaboré, fort de sa légitimité d'ancien Premier ministre et de Président de l'Assemblée nationale, qui remporte l'élection. Zéphirin Diabré, qui arrive deuxième, loin devant ses autres concurrents, conforte

¹⁰⁴ MARJANOVIC, Vladislav, Burkina Faso : qui a tenu le manche du balai ? ou comment organiser une « révolution » pour que rien ne change, 21/12/2014, [en ligne] disponible sur <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=14202>

¹⁰⁵ Modification de l'article 37 : l'opposition invite la population à assister à la plénière, 30/10/2014, [en ligne] disponible sur <http://news.actaga.com/h/36328.html>

son positionnement de leader de l'opposition et reprend son rôle de contre-pouvoir face à un régime qui peine à incarner le changement¹⁰⁶.

Opposition politique et mouvement citoyen alliés contre le régime

Une des forces de l'opposition burkinabée est d'avoir pu s'appuyer sur deux organisations, l'une politique, l'autre civile, permettant de prendre en étau le pouvoir.

- La première force d'opposition à la manœuvre est le parti UPC, présidé par Zéphirin Diabré. Ce dernier n'est pas étranger au réseau Soros puisqu'il a travaillé comme enseignant-chercheur à l'université d'Harvard, qu'il a rejointe en 1997, auprès de Jeffrey Sachs, économiste américain proche de George Soros¹⁰⁷. Et peu de temps après, Zéphirin Diabré collabore avec un autre proche de la sphère Soros : en janvier 1999, il est nommé directeur général adjoint du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) par Kofi Annan, alors secrétaire général des Nations Unies, dont nous verrons dans la troisième partie qu'il est également connecté à Soros¹⁰⁸.
- L'autre grande force d'opposition qui va contribuer à faire tomber le régime burkinabé est le mouvement Balai citoyen, qui voit le jour lors de la marche de protestation du 29 juin 2013 (cf. encadré ci-après). Le mouvement bénéficie des conseils et du support de son homologue sénégalais, Y'en a marre, soutenu par Soros, avec lequel il partage le symbole du poing levé. Ainsi, quelques jours avant la manifestation qui voit naître le Balai citoyen, les futurs meneurs de l'association rencontrent les rappeurs Thiat et Kilifeu, leaders de Y'en a marre¹⁰⁹. Et après la chute du Président Compaoré, le coordinateur du Balai citoyen, Maître Guy Hervé Kam, confirmera que son mouvement a eu de nombreux contacts

¹⁰⁶ [en ligne] disponible sur

https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lection_pr%C3%A9sidentielle_de_2015_au_Burkina_Faso

¹⁰⁷ [en ligne] disponible sur <http://zeph15.bf/index.php/portrait-du-candidat>

¹⁰⁸ Ibidem

¹⁰⁹ YARGA, Justin, Le balai citoyen. Du Y'en a marre burkinabè, *Burkina* 24, 30/06/2013, [en ligne] disponible sur <http://burkina24.com/2013/06/30/le-balai-citoyen-du-y-en-a-marre-a-la-burkinabe/>

avec Y'en a marre et a fortement bénéficié de son expérience et de son soutien logistique¹¹⁰.

LA NAISSANCE DU BALAI CITOYEN

C'est à l'occasion de la manifestation du 29 juin 2013 organisée par l'UPC, que, pour la toute première fois, le reggaeman et animateur radio Samé'K. Le Jah et le rappeur et acteur Serge Bambara, connu sous le nom de scène Smorkey, s'adressant aux manifestants, évoquent le balai, « mouvement apolitique [qu'ils veulent] lancer pour tous ceux qui veulent réagir mais qui n'ont pas envie de s'engager dans un parti politique »¹¹¹ : c'est la naissance du Balai citoyen. Le mouvement est officiellement constitué le 18 juillet 2013. Dès lors, il ne va cesser de se développer, rassemblant en moins d'une semaine plus de 1.500 membres sur les réseaux sociaux¹¹². Deux mois après sa création, des clubs sont constitués dans chaque quartier de la capitale, réunissant chacun une soixantaine de personnes ; des antennes voient également le jour dans la plupart des autres grandes villes du pays, ainsi qu'au sein de la diaspora burkinabée aux États-Unis, en France et en Allemagne¹¹³.

Tout au long de l'année qui va voir chuter le régime Compaoré, les deux mouvements, politique et civil, œuvrent de concert. Né à l'occasion d'une manifestation organisée par Zéphirin Diabré, le Balai citoyen va participer à chacun des rassemblements orchestrés par l'UPC. Les deux mouvements ont une attitude complémentaire, le Balai citoyen adoptant souvent une position plus offensive que l'UPC : c'est ainsi que le 28 octobre 2014, tandis que Zéphirin Diabré exhorte les manifestants à rentrer chez eux dans l'attente de

¹¹⁰ GAYE, Mor Talla, Me Guy Hervé Kam, coordinateur du mouvement « Balai citoyen » du Burkina Faso « ce que Y'en a marre nous a apporté dans la lutte pour le départ de Blaise », 03/11/2014, [en ligne] disponible sur <http://www.igfm.sn/me-guy-herve-kam-coordonnateur-du-mouvement-balai-citoyen-du-burkina-faso-ce-que-y-en-a-marre-nous-a-apporte-dans-la-lutte-pour-le-depart-de-blaise/>

¹¹¹ YARGA, Justin, Le Balai citoyen. Du Y'en a marre burkinabé, *Burkina 24*, 30/06/2013, [en ligne] disponible sur <http://burkina24.com/2013/06/30/le-balai-citoyen-du-y-en-a-marre-a-la-burkinabe/>

¹¹² Le Balai citoyen est présent sur Facebook avec la page www.facebook.com/CitoyenBalayeur, aujourd'hui suivie par 45.000 personnes, ainsi que sur twitter.

¹¹³ PITROIPA, Abdel, Burkina Faso : ici aussi y'en a marre !, *Jeune Afrique*, 13/09/2013, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2748p040.xml/0/>

BOA, Burkina Faso : « Le Balai citoyen », un mouvement pour « assainir » la mal-gouvernance, 18/07/2013, [en ligne] disponible sur <http://koaci.com/burkina-faso-balai-citoyen-mouvement-pour-assainir-gouvernance-83932.html>

nouvelles consignes, les leaders du Balai citoyen incitent quant à eux la foule à se rendre au Rond-point des Nations Unies, proche de l'Assemblée nationale ; il faudra que la police intervienne pour disperser les manifestants. La préparation de la manifestation du 30 octobre, la veille au soir, est également parlante : « Le Balai citoyen parcourt les quartiers et, le soir, tente d'occuper la place de la Nation, relate *Jeune Afrique*. Les partis se réunissent au siège du Chef de file de l'opposition politique (CFOP, coalition de plusieurs formations). Voilà pour l'affichage. Mais le sort du régime se joue ailleurs. Quelque part dans Ouaga, en un lieu tenu secret, on se réunit pour finaliser le plan de mise à bas du pouvoir. Il y a là des opposants bien connus pour ne pas être des enfants de chœur, et des acteurs de la société civile. Avec l'argent donné par des commerçants et des hommes d'affaires, ils ont recruté des centaines de jeunes (5.500, selon une source) pour faire le coup de poing, mais aussi des anciens militaires radiés en 2011. Les leaders de l'opposition sont au courant. Le mercredi soir, l'un d'eux demande à un meneur d'oublier certaines "cibles" »¹¹⁴.

Une révolution catalysée par les media...

Le cas burkinabé offre une bonne illustration du rôle central des media dans le dispositif d'influence de Soros pour mobiliser l'opinion.

Plusieurs supports lancés par l'association Semfilms subventionnée par OSIWA ont en effet joué un rôle déterminant. A commencer par la webtélé Droit Libre TV. Cette chaîne de télé online, dont nous avons vu qu'elle est aujourd'hui active partout en Afrique de l'Ouest, a vu le jour au Burkina Faso, avec pour objectif de porter la voix de la société civile sur des sujets sensibles. Financée notamment par OSIWA¹¹⁵ et soutenue par Amnesty International, ONG subventionnée par Soros, Droit Libre TV a produit près de 300 vidéos en trois ans. Avec plus de deux millions de visites sur la période, Droit Libre TV a

¹¹⁴ ROGER, Benjamin et CARAYOL, Rémi, Burkina : le récit de la chute de Compaoré, heure par heure, *Jeune Afrique*, 18/11/2014, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/39108/politique/burkina-le-r-cit-de-la-chute-de-compaor-heure-par-heure/>

¹¹⁵ ROGER, Benjamin, Burkina Faso : Droit libre TV, une vigie sur le web, *Jeune Afrique*, 18/07/2014, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/49021/politique/burkina-faso-droit-libre-tv-une-vigie-sur-le-web/>

permis de toucher une partie significative de la population burkinabée. Plus, notamment contribué à diffuser et populariser les messages du Balai citoyen. Droit Libre TV a ainsi diffusé de nombreuses vidéos des dirigeants du Balai citoyen, notamment de l'avocat Guy Hervé Kam et du chanteur Smockey, en amont des manifestations qui ont entraîné la chute du Président Compaoré. Les équipes ont par ailleurs filmé l'ensemble des événements et réalisé un film, « Une révolution africaine », donnant le beau rôle aux membres du Balai citoyen. Si le producteur exécutif du film, Abdoulaye Diallo, collaborateur de Droit Libre TV, se défend d'avoir réalisé un panégyrique de l'association, il n'en reconnaît pas moins des « proximités » avec le Balai citoyen¹¹⁶.

Semfilms est également à l'initiative d'un événement qui a joué un rôle important dans la révolution burkinabée : le Festival Ciné Droit Libre. Il est intéressant de noter que les manifestations du 29 juin 2013 et du 31 mai 2014 se sont toutes deux déroulées en marge du festival, auquel participaient les leaders des mouvements sénégalais et burkinabé – l'occasion d'échanger et de cultiver les synergies. A l'occasion de l'édition 2014 avait d'ailleurs été projeté « How to start a revolution », film consacré à Gene Sharp, théoricien de l'action non violente, qui comme nous l'avons vu a inspiré de nombreux activistes lors des révolutions de couleur et des printemps arabes. Une source d'inspiration pour la révolution qui allait suivre ?

On remarquera également le rôle de WADR, une des radios sponsorisées par Soros, qui se fait le porte voix du Balai citoyen, et plus généralement de l'opposition burkinabée, tout au long des événements.

... et les ONG

L'opposition bénéficie également du soutien de grandes ONG financées par Soros, notamment d'International Crisis Group qui, dans son rapport « Burkina Faso : avec ou sans Compaoré, le temps des incertitudes », publié le 22 juillet 2013 – soit quatre jours après la création du Balai citoyen et trois semaines après la marche citoyenne du 29 juin 2013 –, envoie

¹¹⁶ SAWADOGO, Tiga Cheikh, Les dix jours qui ont fait chuter blaise Compaoré : les burkinabé racontent leur propre histoire dans un film, 24/06/2015, [en ligne] disponible sur <http://lefaso.net/splp.php?article65461>

avertissement sans ambiguïté à l'égard des autorités, et un message de support très clair à l'attention de l'opposition burkinabée¹¹⁷.

Par ailleurs, il semble que Freedom House – que subventionne Soros – aurait de son côté financé les activités du Balai citoyen et la formation de cyberdissidents burkinabés¹¹⁸.

Et après la démission de Compaoré, plusieurs associations liées à Soros s'investissent également dans la campagne présidentielle afin de garantir le respect des droits civiques et la transparence du processus électoral. Un sondage commandé par le Centre pour la gouvernance démocratique (CGD), financé par OSIWA, et réalisé par Afrobaromètre, organisme soutenu par Soros (*cf. encadré p. 158*), identifie les problématiques jugées prioritaires par la population burkinabée¹¹⁹ : santé, éducation, énergie, eau et emploi. Sondage sur la base duquel le CGD et le Center for Democracy and Development (CDD) West Africa, également soutenu par OSIWA, interrogent les candidats à la présidentielle quant à leurs propositions sur ces sujets.

Par ailleurs, OSIWA, associé à d'autres organismes comme le National Democratic Institute (NDI), dirigé par Madeleine Albright, une proche de Soros comme nous le verrons dans la troisième partie (*cf. encadré p. 134*), initie la création de la Convention des Organisations de la Société Civile pour l'Observation Domestique des Elections (CODEL). Cette structure, qui

¹¹⁷ « Le chef de l'Etat burkinabé dispose d'un peu moins de trois ans pour préparer son départ et éviter ainsi une bataille de succession ou une nouvelle fronde populaire. Il lui appartient de faciliter cette transition. C'est d'abord en respectant la Constitution et en ne succombant pas à une tentation dynastique qu'il pourra confirmer la principale réussite de sa longue présidence : la stabilité. Un choix contraire ouvrirait la porte à une période de troubles. De son côté, l'opposition burkinabé et la société civile doivent devenir des forces de proposition et travailler dès maintenant à créer les conditions d'un progrès démocratique compatible avec la paix et de la stabilité. Les partenaires extérieurs, notamment les puissances occidentales, doivent maintenant s'intéresser autant à l'évolution politique interne du Burkina Faso et à la consolidation démocratique », extrait de INTERNATIONAL CRISIS GROUP, Synthèse du rapport Burkina Faso : avec ou sans Compaoré, le temps des incertitudes, 22/07/2013, [en ligne] disponible sur <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/burkina-faso-or-without-compaore-times-uncertainty>

¹¹⁸ NJILO, Albin, Les dessous du rapport de « Freedom House » contre le Cameroun, 17/04/2016, [en ligne] disponible sur <https://www.237online.com/article-09668-les-dessous-du-rapport-de-freedom-house-contre-le-cameroun.html>

¹¹⁹ OUEDRAOGO, Oumar L., Présidentielle 2015 : les candidats interrogés sur les cinq priorités des populations, 25/11/2015, [en ligne] disponible sur <http://lefaso.net/spip.php?article68237>

regroupe une centaine d'organisations, dont le Balai citoyen et Semfilan, chargée de s'assurer du bon déroulement du processus électoral¹²⁰.

... et les États-Unis en arrière-plan

Un autre paramètre expliquant le succès de l'opposition burkinabè est le soutien qui lui est apporté par la diplomatie américaine, avec laquelle l'opposition politique aussi bien que le Balai citoyen entretiennent des contacts réguliers, quoique discrets, tout au long des événements. Ainsi, le 14 juillet 2014, des membres du Balai citoyen, dont le rappeur Sams'K Le la, rendent une visite de « courtoisie » à l'ambassade des États-Unis à Ouagadougou¹²¹. La rencontre suit de peu le retour de l'ambassadeur américain Tulinabo Mushingi d'une grande tournée à travers le Burkina Faso à l'occasion de laquelle, de septembre 2013 à mai 2014, il rencontre les gouverneurs de toutes les régions et plus de 1.000 membres d'associations communautaires. Il s'en félicite d'ailleurs à l'occasion de la fête nationale américaine, le 4 juillet 2014, lors des célébrations organisées dans son ambassade en présence de l'épouse du Président Compaoré et de quelques membres du gouvernement burkinabè. « Malgré tous les progrès accomplis, le Burkina n'a pas encore vécu une transition pacifique et démocratique ; donc la peur d'un avenir incertain est présente », déclare l'ambassadeur, qui appelle la population burkinabè à « se sacrifier pour prôner l'alternance » et se dit prêt à « accompagner la Commission électorale nationale indépendante (CENI) parce que des élections libres, justes et transparentes sont la marque de ce processus démocratique »¹²² : un message sans équivoque, en ligne avec le discours des associations soutenues par Soros.

¹²⁰ CODEL, 1 dec 2015 : les tendances de la CODEL confirment les résultats de la CENI, 01/12/2015, [en ligne] disponible sur <http://oneworld.org/2015/12/03/les-tendances-de-la-codel-confirment-les-resultats-de-la-ceni/>

¹²¹ KABORÉ, Dimitri, Burkina Faso : le « Balai Citoyen » reçu par l'ambassadeur des États-Unis, 17/07/2014, [en ligne] disponible sur http://fr.africartime.com/burkina_faso/articles/burkina-faso-le-balai-citoyen-recu-par-lambassadeur-des-etats-unis

¹²² Ibidem

RDC : inébranlable Kabila ?

Le Burkina Faso semble avoir constitué un bon théâtre de répétition pour le combat qui se joue aujourd'hui en RDC, à plus grande échelle, face à un adversaire plus coriace, et avec des enjeux économiques de taille. Le deuxième mandat du Président congolais Joseph Kabila prenait officiellement fin le 19 décembre 2016. Craignant qu'il ne tente de se maintenir au pouvoir malgré l'interdiction constitutionnelle de briguer un troisième mandat, les congolais se sont mobilisés pour exiger son départ. En vain puisque, la date fatidique passée, Joseph Kabila est parvenu à rester en place moyennant quelques vagues engagements de transition à plus ou moins longue échéance. Depuis, la mobilisation se poursuit, mais non sans difficulté, les opposants politiques étant durement réprimés, de même que les media locaux.

Dans ce contexte, le rôle des ONG internationales, plus libres de leur parole que les media locaux, et des mouvements citoyens, plus difficiles à juguler que les partis politiques officiels avec des actions moins prévisibles, des militants plus nombreux et une organisation moins structurée, prend particulièrement de sens.

Mouvements citoyens et actions subversives

Dans un pays où les partis politiques d'opposition disposent d'une marge d'action limitée, les mouvements citoyens ont un rôle essentiel à jouer pour exprimer la contestation populaire. C'est dans ce contexte que sont nés en RDC deux mouvements, l'un et l'autre liés à la nébuleuse Soros.

- Le premier est Lucha. Créé en 2012 à Goma, dans le Nord-Kivu, ce mouvement citoyen non associatif, non-violent et non-partisan¹²³, sans dirigeant à sa tête – par souci de protection mais aussi par volonté de responsabilisation de ses membres –, s'est donné pour objet de dénoncer les conditions de vie miséreuses des habitants de cette région pourtant riche en ressources minérales ainsi que l'insécurité qui y règne. Lucha s'est notamment fait connaître lors de la rébellion du Mouvement du 23

¹²³ [en ligne] disponible sur <http://www.luchacongo.org/>

mars (M23), de mai 2012 à novembre 2013¹²⁴. Ces militants dénonçaient la passivité de la Monusco, la mission des Nations Unies en charge de la pacification dans l'Est de la RDC, qui avait fait montre d'une certaine frilosité à intervenir entre les belligérants (forces armées congolaises et rebelles du M23). Depuis, très actif sur les réseaux sociaux (Lucha en compterait plus de 2.000 membres¹²⁵), le mouvement ne cesse de gagner en notoriété. La campagne « Goma veut de l'eau » lancée par Lucha en juin 2014 donne une mesure de sa capacité de mobilisation : l'opération a attiré près de 3.000 manifestants dans la capitale régionale. Un rassemblement d'une rare ampleur dans cette ville quadrillée par les forces de sécurité depuis des années¹²⁶. Fort de ce succès, le mouvement a annoncé en janvier 2016 son implantation au Sud-Kivu, après Kinshasa, Kisangani et Bunia (Nord-Est) et Mbuji-Mayi (centre)¹²⁷.

- Le second grand mouvement citoyen de RDC, qui se veut également « non partisan », est Filimbi (« sifflet » en swahili), créé le 15 mars 2015 à Kinshasa à l'initiative de Floribert Anzuluni, à l'occasion d'un rassemblement de mouvements citoyens africains sur le thème « Promouvoir l'engagement civique des jeunes Congolais de manière pacifique et responsable »¹²⁸. Dirigé par Floribert Anzuluni, Mi-Yangu Kiakwama et Franck Otete (tous trois actuellement en exil en Europe)¹²⁹, Filimbi fédère plusieurs dizaines d'associations actives en RDC. Mais celles-ci, redoutant la répression qui pourrait s'exercer à leur encontre, préfèrent dissimuler leur appartenance à ce collectif. Le mouvement a notamment été à l'initiative de la campagne « Piga Filimbi » (« sifflet »).

¹²⁴ Ibidem

¹²⁵ BRAECKMAN, Colette, Pacifique mais avide de moralité politique, la nouvelle génération congolaise inquiète le pouvoir, 19/02/2016, [en ligne] disponible sur <http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2016/02/19/pacifique-mais-avide-de-moralite-politique-la-nouvelle-generation-congolaise-inquiete-le-pouvoir/>

¹²⁶ [en ligne] disponible sur <http://www.luchacongo.org/nos-actions/goma-leau/>

[en ligne] disponible sur <http://www.afriquesenlute.org/afrique-centrale/congo-kinshasa/article/rdc-lucha-un-mouvement-citoyen-de>

¹²⁷ [en ligne] disponible sur <https://www.facebook.com/lucha.rdcongo/posts/850607068401034>

¹²⁸ BOURSIN, Clément, Quand la jeunesse fait peur à Kabila, 08/10/2015, [en ligne] disponible sur <https://www.acafrance.fr/actualite/rdc-quand-la-jeunesse-fait-peur-a-kabila>

¹²⁹ BOISSELET, Pierre, Interview : « Même exilé à Paris, Filimbi continue la lutte pour la démocratie en RDC », *Jeune Afrique*, 17/04/2015, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/230320/politique/interview-m-me-exil-paris-filimbi-continue-la-lutte-pour-la-democratie-en-rdc/>

le 19 novembre 2016, à l'occasion de laquelle cinq mille sifflets et cartons jaunes ont été distribués aux habitants de la ville de Bunia pour siffler la fin du mandat du Président Joseph Kabila¹³⁰.

Les deux mouvements inquiètent le régime. Pour preuve, la rencontre du 15 mars 2015 se solde par l'arrestation d'une trentaine de participants, principalement journalistes et membres de mouvements citoyens. Parmi eux, des militants des mouvements sénégalais Y'en a marre et burkinabé Balai citoyen sont expulsés¹³¹. Cinq membres de Filimbi (dont Floribert Anzuluni) sont contraints de quitter le territoire congolais. Fred Bauma, militant de Lucha, et Yves Makwambala, webmaster de Filimbi, seront quant à eux détenus jusqu'en août 2016. Et quelques mois plus tard, le ministre de l'Intérieur congolais donne aux gouverneurs de provinces l'instruction d'interdire toute activité de personnes morales juridiquement non répertoriées : une mesure qui vise notamment Filimbi et Lucha¹³².

Il est vrai que l'impact de ces mouvements est aujourd'hui devenu significatif, d'autant plus qu'ils commencent à se coaliser. C'est ainsi que Filimbi, Lucha et différents mouvements de jeunes ont lancé le 22 novembre 2016 une campagne « Bye bye Kabila » pour « rappeler au Président Kabila, la nécessité de quitter le pouvoir à la fin de son mandat, le 19 décembre 2016 »¹³³. Lucha et Filimbi sont également membres du Front citoyen qui s'est constitué en décembre 2015 pour s'opposer à un troisième mandat de Joseph Kabila. Ce front, coordonné par Floribert Anzuluni, regroupe des membres de la société civile aux côtés de personnalités politiques d'opposition – en sont notamment membres Moïse Katumbi, Vital Kamerhe et Félix Tshisekedi, ainsi que Eve

¹³⁰ Bunia : la police disperse une manifestation du mouvement Filimbi, 19/11/2016. [en ligne] disponible sur <http://www.radiookapi.net/2016/11/19/actualite/politique/bunia-la-police-disperse-une-manifestation-du-mouvement-filimbi>

¹³¹ Dont Fadel Barro, Allou Sane et Malal Almany Tall, alias Fou Malade, de Y'en a marre, et Sibiri Ouedraogo, membre du Balai citoyen. Voir le rapport de mission parlementaire sur la réunion du 15 mars 2015, [en ligne] disponible sur <http://afrikarabia.com/wordpress/wp-content/uploads/2015/07/RAPPORT-DE-MISSION-D-INFORMATION-PARLEMENTAIRE-SUR-FILIMBI.pdf>

¹³² Traqués par Boshab, Filimbi et Lucha promettent continuer leur extension sur tout le territoire RD congolais, 04/12/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.matininfos.net/traques-par-boshab-filimbi-et-lucha-promettent-continuer-leur-extension-sur-tout-le-territoire-rd-congolais/>

¹³³ BUKAJERA, Stanys, Filimbi et Lucha lancent la campagne « bye bye kabila », 22/11/2016, [en ligne] disponible sur <https://actualite.cd/2016/11/22/filimbi-lucha-lancent-campagne-bye-bye-kabila/#1RcYmVsvr5GTodC.99>

Bazaiba, Secrétaire général du MLC, et Martin Fayulu, leader des Forces acquises au changement (FAC) – et de représentants d'ONG comme l'Association Africaine de Défense des Droits de l'Homme (ASADHO) et les Amis de Nelson Mandela¹³⁴.

Aucun lien financier direct n'est établi entre Soros d'une part, et Lucha et Filimbi d'autre part. Les deux mouvements se défendent de recevoir le moindre financement d'organisations ou de pays étrangers. Cela étant, des interrogations pèsent sur le financement de Filimbi, dont certaines sources indiquent qu'il aurait reçu des fonds de partenaires étrangers : selon le journaliste Habibou Bangré, « le gouvernement avait affirmé que "100.000 dollars" offerts par des pays ayant "pignon sur rue" en RDC avaient été trouvés dans un établissement bancaire de Kinshasa. Filimbi explique que l'USAID en a financé une partie, mais Floribert Anzuluni souligne que, depuis, aucune organisation ou pays étranger n'a financé le mouvement, alimenté par des "dons" allant en moyenne de "100 à 1.000 euros", provenant de Congolais et "amis du Congo" en RDC et en Belgique, et transférés sur un compte belge »¹³⁵. Quant à Lucha, si aucun don financier n'est prouvé, le mouvement n'en bénéficie pas moins d'une aide en nature d'Avocats sans frontières, une organisation financée par Soros, qui fournit régulièrement des avocats pour défendre les militants¹³⁶.

¹³⁴ KIBANGULA, Trésor, RDC : comment le Front citoyen 2016 compte empêcher « le glissement » du calendrier électoral, *Jeune Afrique*, 22/12/2015, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/298897/politique/rdc-front-citoyen-2016-compte-empêcher-glissement-calendrier-electoral/>

¹³⁵ L'United States Agency for International Development (USAID) est une agence indépendante du gouvernement des États-Unis chargée du développement économique et de l'assistance humanitaire dans le monde, cf. information [en ligne] disponible sur https://fr.wikipedia.org/wiki/Agence_des_%C3%89tats-Unis_pour_le_d%C3%A9veloppement_international

¹³⁶ BANGRE, Habibou, La nouvelle opposition en RDC : les mouvements citoyens de la jeunesse, *Notes de l'IFRI*, 05/2016, [en ligne] disponible sur https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/habibou_bangre_opposition_rdc.pdf

¹³⁷ [en ligne] disponible sur https://issuu.com/avocatsansfrontieres/docs/20160316_arrestation_lucha_rdc

BANGRE, Habibou, La nouvelle opposition en RDC : les mouvements citoyens de la jeunesse, *Notes de l'IFRI*, 05/2016, [en ligne] disponible sur https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/habibou_bangre_opposition_rdc.pdf

¹³⁸ [en ligne] disponible sur <http://www.asf.be/fr/about-asf/finances/>

Les deux mouvements bénéficient par ailleurs des conseils et du support opérationnel d'associations subventionnées par Soros. Filimbi et Lucha sont l'un et l'autre membres du collectif Africтивistes soutenu par Soros¹³⁹. Par ailleurs, ils sont tous deux proches des mouvements Y'en a marre et Balai citoyen. Floribert Anzuluni connaît depuis plusieurs années le leader de Y'en a marre, Fadel Barro. Et les mouvements congolais ont l'occasion d'échanger avec leurs homologues burkinabés et sénégalais dans le cadre de divers événements. Ils se sont retrouvés notamment lors de la rencontre du 15 mars à Kinshasa, à l'issue de laquelle plusieurs militants ont été arrêtés. Ils ont également pu échanger à Ouagadougou, lors du Festival Ciné Droit Libre piloté par l'association Semfilms subventionnée par OSIWA, à l'occasion de l'édition 2015, placée sous le thème « Quand la jeunesse se met debout »¹⁴⁰. Et quelques mois plus tard, du 11 au 14 décembre 2015, les différents mouvements se retrouvaient encore à Gorée, dans le cadre d'un rassemblement sur le thème des élections et de la bonne gouvernance en Afrique subsaharienne¹⁴¹. Y assistaient des membres de Filimbi, Lucha, Y'en a marre et Balai citoyen.

On peut également signaler la participation conjointe, en avril 2016, de Smockey (Balai citoyen), Aliou Sané (Y'en a marre) et Floribert Anzuluni (Filimbi) à une conférence-débat organisée à l'Université libre de Bruxelles dans le cadre de la journée de l'Afrique organisée par le groupe des socialistes et démocrates du Parlement européen¹⁴².

Enfin, les deux mouvements comptent dans leurs équipes des personnalités proches des réseaux Soros. Le site Internet de Lucha est enregistré au nom de

¹³⁹ DIENG, Amadou, Africтивistes: et si vous passiez de l'arène civile à la politique !, *Le Point*, 31/07/2016, [en ligne] disponible sur http://afrique.lepoint.fr/actualites/africтивistes-et-si-vous-passiez-de-l-arene-civile-a-la-politique-31-07-2016-2058257_2365.php

¹⁴⁰ RIMONDI, Laurène, RDC : Filimbi, la nouvelle génération de citoyens qui ébranle le pouvoir, *GRIP*, 17/08/2015, [en ligne] disponible sur

http://www.grip.org/sites/grip.org/files/BREVES/2015/EC_2015-08-17_FR_L-RIMONDI.pdf

¹⁴¹ BANGRE, Habibou, La nouvelle opposition en RDC : les mouvements citoyens de la jeunesse, *Notes de l'IFRI*, 05/2016, [en ligne] disponible sur

https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/habibou_bangre_opposition_rdc.pdf

¹⁴² Mouvements citoyens en Afrique : quatre leaders invités au Parlement européen, 14/04/2016, [en ligne] disponible sur <http://congoactuel.com/wp/2016/04/mouvements-citoyens-en-afrique-quatre-leaders-invites-au-parlement-europeen/>

Glenys Babcock (gbabcock@pragmora.com¹⁴³), Présidente de Pragmora, organisation spécialisée dans la résolution de conflit, qui est membre exécutif d'Amnesty International, une ONG financée par Soros. Quant à Floribert Anzuluni, fondateur de Filimbi et coordinateur du Front citoyen 2016, ce fils d'un ancien cacique du régime de Mobutu est proche de Paul Nsapu, Président de la Ligue des électeurs (membre du Front citoyen) et secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), organisation financée par Soros. Ensemble, Anzuluni et Nsapu effectuent à New York, du 29 février au 4 mars 2016, une « mission de sensibilisation auprès des diplomates accrédités aux Nations Unies, membres du Conseil de sécurité », alertant sur la crise pré-électorale en RDC et demandant à ce que la Monusco accorde une « attention particulière » aux opposants, aux militants de la société civile et aux journalistes¹⁴⁴. Quelques mois plus tard, en juin 2016, accompagnés de la représentante permanente de la FIDH, ils effectuent une nouvelle mission de sensibilisation, cette fois à la Haye, auprès de la Cour Pénale Internationale (CPI), où ils rencontrent Fatou Bensouda, procureur de la CPI – proche de Soros comme nous le verrons plus loin (cf. encadré p. 176) – avec qui ils évoquent les massacres de Beni¹⁴⁵. Enfin, leurs associations respectives, Filimbi et Ligue des électeurs, en partenariat avec l'ASADHO, ont créé ensemble un fonds de soutien aux activistes pro-démocratie en RDC, avec pour vocation de soutenir tout mouvement citoyen ou individu militant pour la démocratie et le respect de droit de l'Homme en RDC¹⁴⁶.

Media : prises de position partisans

Ces mouvements d'opposition congolais sont soutenus par une dynamique générale entretenue par des media proches de Soros. Ainsi Radio Okapi, clairement anti-Kabila, est-elle soutenue par la Fondation Hirondelle¹⁴⁷, dont

¹⁴³ [en ligne] disponible sur <http://whois.domaintools.com/luchacongo.org>

¹⁴⁴ [en ligne] disponible sur <https://twitter.com/FrontCitoyen/status/706018747673403392/photo/1>

¹⁴⁵ KIBANGULA, Trésor, RD Congo : le Front citoyen 2016 plaide pour que la CPI se saisisse des massacres de Beni, *Jeune Afrique*, 03/06/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/330951/politique/rd-congo-front-citoyen-2016-plaide-cpi-se-saisisse-massacres-de-beni/>

¹⁴⁶ NGONGA, Franck, Filimbi et l'ASADHO lancent un fond de soutien aux actions pro-démocraties, 01/12/2016, [en ligne] disponible sur <https://actualite.cd/2016/12/01/filimbi-lasadho-lancent-fond-de-soutien-aux-actions-pro-democraties/>

¹⁴⁷ Cette fondation suisse a pour vocation de soutenir des radios produisant et diffusant une

OSF est partenaire en matière de conception des opérations et de financement. En RDC, Radio Okapi est de loin le média le plus écouté. Son signal, relayé par 59 émetteurs, lui permet de viser un auditoire potentiel de vingt millions de personnes. À noter qu'en 2006, Radio Okapi a joué un rôle déterminant dans la tenue d'élections libres en RDC¹⁴⁸.

En parallèle, à l'international, le *Monde Afrique*, dont l'un des partenaires n'est autre qu'OSIWA, relate la crise politique en RDC. Faisant la part belle aux mouvements citoyens, le traitement de l'information semble dénoter un parti pris plutôt favorable à l'opposition¹⁴⁹.

Le système associatif de Soros à la manœuvre en RDC

Comme au Burkina Faso, et conformément au système décrit en début de chapitre, l'action menée localement par les mouvements citoyens et par les médias nationaux est confortée par celle de grandes ONG internationales, parmi lesquelles plusieurs financées par Soros. Intervenant sur des sujets divers, elles participent à un véritable encerclement du pouvoir en place.

La fondation de Soros elle-même, OSF, organise en juin 2016, au Parlement européen, une conférence sur les élections en RDC, dans l'objectif d'échanger sur le rôle et la responsabilité de l'Union européenne dans le soutien à un processus démocratique crédible en RDC. Parmi les intervenants figurent entre autres Ida Sawyer, experte RDC de Human Rights Watch, ONG soutenue par Soros, Nick Elebe, responsable RDC d'OSISA, ou encore Marta Martinelli, directeur adjoint de l'Open Society European Policy Institute et experte des questions africaines, qui déclare à cette occasion que « l'UE doit sans équivoque rejeter un possible troisième mandat brigué par le Président Joseph

information indépendante. Elle est principalement active sur le continent africain. Financée par OSF, elle travaille également avec OSIWA en Guinée (Studio Hirondelle Guinée). Elle est également active en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger, en Centrafrique et au Burkina Faso.

¹⁴⁸ BARRO, Pierre, Quand les « radios de la paix » prennent racine, 24/01/2011, [en ligne] disponible sur <http://www.inaglobal.fr/radio/article/quand-les-radios-de-la-paix-prennent-racine>

¹⁴⁹ TILOUINE, Ioan, A Kinshasa, siffler la fin du mandat de Joseph Kabila, au péril de sa vie, *Le Monde Afrique*, 29/12/2016, [en ligne] disponible sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/12/29/a-kinshasa-siffler-la-fin-du-mandat-de-joseph-kabila-au-peril-de-sa-vie_5055337_3212.html

Kabila et promouvoir au contraire une véritable transition démocratique en RDC »¹⁵⁰.

Comme au Burkina, est également active sur la question de la RDC l'ONG International Crisis Group, qui, dans son rapport du 5 mai 2015, « Congo : l'alternance démocratique est-elle possible », recommande à la communauté internationale de « suspendre le soutien au processus électoral et aux forces de sécurité congolaises si le Président et le gouvernement continuent de tergiverser sur le respect de la limite de deux mandats. (...) "En cas d'importants retards et de violation flagrante du principe des deux mandats" il y a lieu pour l'ONU "de revoir l'aide publique au développement et envisager la révision du mandat de la Monusco" »¹⁵¹.

Sur des problématiques liées à la défense des droits de l'Homme, Human Rights Watch et Amnesty International dénoncent activement la répression dont sont victimes les mouvements citoyens. Les deux ONG alliées de Soros se mobilisent notamment suite à l'arrestation des militants le 15 mars 2015 à Kinshasa pour la libération de Fred Bauma, membre fondateur de Lucha, et d'Yves Makwambala, membre de Filimbi¹⁵². L'action de Human Rights Watch est telle qu'Ida Sawyer, représentante de l'association en RDC, se voit refuser le renouvellement de son visa, la contraignant à quitter le pays le 9 août 2016. Elle sera de nouveau expulsée en janvier 2017 après quelques jours de présence sur le territoire congolais¹⁵³ : une sanction vivement dénoncée par

¹⁵⁰ EUCRAC, L'UE doit agir en soutien d'un processus électoral crédible, ouvert et apaisé en République démocratique du Congo, 02/05/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.forumrefugies.org/fr/informer/actualites/l-ue-doit-agir-en-soutien-d-un-processus-electoral-credible-ouvert-et-apaise-en-republique-democratique-du-congo>

¹⁵¹ Prise le 30 mars 2016 : La Résolution de la mise sous tutelle de la RD Congo, 05/04/2016, [en ligne] disponible sur <http://lenmaximum.cd/prise-le-30-mars-2016-la-resolution-de-la-mise-sous-tutelle-de-la-rd-congo/>

L'original du rapport est disponible : INTERNATIONAL CRISIS GROUP, Congo : l'alternance démocratique est-elle possible ?, Rapport N°225 du 05/05/2015, [en ligne] disponible sur <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/democratic-republic-congo/congo-democratic-change-possible>

¹⁵² [en ligne] disponible sur

<https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR6247612016FRENCH.pdf>

[en ligne] disponible sur <https://www.hrw.org/fr/news/2015/06/15/rd-congo-il-faut-liberer-les-activistes-de-filimbi>

¹⁵³ [en ligne] disponible sur <http://www.adiac-congo.com/content/human-right-watch-ida-sawyer-nouveau-expulsee-de-la-rdc-60482>

l'ONG, qui déplore l'absence d'explications données par le gouvernement¹⁵⁴.

Les représentants de Human Rights Watch n'ont pas été les seuls à se voir chasser du pays. C'est également le cas, en avril 2016, de Jason Stearns, fondateur du Groupe d'Études sur le Congo (GEC) de la New York University, expulsé par les autorités suite à la publication d'un rapport sur les massacres qui auraient été perpétrés par les forces de sécurité congolaises dans la région de Béné, dans l'Est du pays¹⁵⁵. Jason Stearns a travaillé pour deux ONG soutenues par Soros¹⁵⁶, International Crisis Group et Rift Valley Institute¹⁵⁷. Siègent par ailleurs au Conseil consultatif du GEC Ida Sawyer de Human Rights Watch et l'avocat congolais Pascal Kambale¹⁵⁸, spécialiste des droits de l'Homme, directeur du bureau d'OSISA à Kinshasa et directeur adjoint d'AfriMAP, un programme soutenu par Soros. Pascal Kambale a également travaillé pour Human Rights Watch.

De même, Global Witness a vu récemment plusieurs de ses membres expulsés de RDC. Cette association subventionnée par Soros, spécialisée dans la dénonciation des faits de corruption et des dommages environnementaux liés à l'exploitation des richesses naturelles, est particulièrement active en RDC. Le 4 mai 2016, l'organisation alerte sur le fait que « des contrats miniers secrets risquent à nouveau de financer les élections au Congo ». Le 15 novembre 2016, l'ONG prévient que la RDC a, dans le cadre du projet de Glencore, signé un contrat avec à la clé potentiellement plus de 880 millions de dollars de royalties à des sociétés offshore appartenant à des amis du Président congolais. En réaction à l'activisme de l'ONG, les autorités congolaises décident d'expulser Jules Caron et Alice Harrison, deux membres de Global Witness¹⁵⁹.

Sur cette même problématique de la corruption et des dommages

¹⁵⁴ [en ligne] disponible sur <https://www.hrw.org/fr/news/2017/01/23/rd-congo-une-chercheuse-de-human-rights-watch-expulsee>

¹⁵⁵ [en ligne] disponible sur <http://congoresearchgroup.org/communique-de-presse-sur-l'expulsion-de-jason-stearns-de-la-rd-congo/?lang=fr>

¹⁵⁶ [en ligne] disponible sur <http://cic.nyu.edu/people/jason-stearns>

¹⁵⁷ [en ligne] disponible sur <http://riftvalley.net/partners-funders>

¹⁵⁸ [en ligne] disponible sur <http://congoresearchgroup.org/quelque/conseilconsultatif/?lang=fr>

¹⁵⁹ Le gouvernement décide d'expulser deux employés de l'ONG Global Witness, 12/07/2016, [en ligne] disponible sur http://www.oneyvision.com/actu-rdc/RDC-Le-gouvernement-decide-d-expulser-deux-employes-de-l-ONG-Global-Witness,-20160715-cc9e?intro_autostart=1

environnementaux générés par l'exploitation des ressources naturelles, une autre ONG proche de Soros est active. Il s'agit de l'Alexander Soros Foundation, la fondation du fils de George Soros, qui soutient quant à elle des activistes congolais luttant contre un projet pétrolier dans la région de Virunga. Le 27 octobre 2015, la fondation attribue son prix annuel pour l'Environnement et les droits de l'Homme à deux activistes congolais, Muhindo Valivambene et Bantu Lukumbo, militant pour la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption¹⁶⁰. A noter que sont membres du jury Aryeh Neier, ancien Président d'OSF et co-fondateur de Human Rights Watch, Kenneth Roth, directeur de Human Rights Watch, Patrick Alley, co-fondateur de Global Witness, ainsi qu'Elisa Massimino, Présidente de Human Rights First, autre ONG financée par OSF.

Toutes ces ONG sont aujourd'hui d'autant plus opérantes qu'elles agissent de concert. Ainsi, le 10 décembre 2016, quelques jours avant l'échéance du 19 décembre, date de la fin officielle du mandat de Joseph Kabila, un communiqué conjoint signé par quinze ONG internationales, parmi lesquelles Human Rights Watch et Reporters Sans Frontières, et soixante-douze ONG congolaises, appelle à des sanctions ciblées contre les officiels congolais coupables de violation ou d'atteinte aux droits de l'Homme en RDC : « L'Union européenne et les Etats-Unis devraient étendre les sanctions ciblées contre les personnes principalement responsables de la récente répression violente et d'autres violations graves des droits humains en République démocratique du Congo »¹⁶¹.

Soros et la diplomatie américaine sur la même ligne

Tout comme les associations soutenues par Soros, la position du pouvoir américain vis-à-vis du régime Kabila ne fait aucun doute : Joseph Kabila doit quitter le pouvoir. Un message on ne peut plus clairement énoncé à de nombreuses reprises par Barack Obama aussi bien que par son secrétaire

¹⁶⁰ [en ligne] disponible sur <http://alexsoros.com/news/alphonse-muhindo-bantu-lukumbo/>

¹⁶¹ [en ligne] disponible sur <https://www.hrw.org/fr/news/2016/12/09/uc/etats-unis-appel-sanctionner-de-hauts-responsables-en-rd-congo>

d'Etat John Kerry et de manière générale par l'administration américaine¹⁶².

La position américaine à l'égard des autorités en place s'est notamment traduite par des sanctions contre diverses personnalités du régime. C'est ainsi que, le 23 juin 2016, le Général Kanyama, chef de la police de Kinshasa, accusé d'être impliqué dans des violences contre des civils¹⁶³, fait l'objet de diverses sanctions, dont le gel de ses avoirs aux Etats-Unis. Dans la lignée américaine, le Conseil de sécurité de l'ONU vote le même jour une résolution reconduisant le régime de sanctions auquel est soumis Kinshasa et l'étendant à toutes les violations des droits de l'Homme dans le contexte pré-électoral. Le 12 décembre 2016, c'est au tour d'Evariste Boshab, vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur, et de Kalev Mutond, chef des services de renseignement, coupables selon les Etats-Unis de « mise en danger des institutions et du processus démocratique en RD Congo », de voir geler leurs avoirs par le pouvoir américain. Là encore, les USA sont suivis à l'international : c'est cette fois l'Union européenne qui, le même jour, adopte des sanctions (mesures restrictives en matière de déplacements et gel de leurs avoirs) visant sept hauts responsables des services de sécurité congolais, dont le Général Kanyama et Gabriel Amisi Kumba, Commandant de la première zone de défense de l'armée congolaise, accusés notamment d'avoir « fait un usage disproportionné de la force » lors de manifestations à Kinshasa¹⁶⁴.

L'opposition des Etats-Unis à Kabila se traduit également par le support américain aux mouvements Filimbi et Lucha. On note d'ailleurs la proximité de certains de leurs membres avec les Etats-Unis. C'est le cas de Glenys Babcock, chez Lucha : experte en résolution de conflit et en processus de démocratisation, Glenys Babcock a notamment conseillé l'armée américaine et a été consultante à la Rand corporation, think tank américain notoirement proche du département d'Etat et des services de renseignement américains. On note également que Floribert Anzuluni, cette fois chez Filimbi, a participé à

¹⁶² Grands Lacs : citations sur les limitations du nombre de mandats dans les Constitutions au Burundi, en RDC, au Congo B, au Rwanda, 27/07/2016, [en ligne] disponible sur <https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/07/27/grands-lacs-citations-sur-les-limitations-du-nombre-de-mandats-dans-les-constitutions-au-burundi-en-rdc-au-congo-b-au-rwanda/>

¹⁶³ [en ligne] disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20160623-rdc-general-kanyama-chef-police-sanctionne-tresor-america-repression>

¹⁶⁴ [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/383050/politique/rd-congo-lunion-europeenne-sanctionne-sept-hauts-responsables-regime-kabila/>

la Young African Leaders Initiative (YALI), un programme de formation destiné aux futurs leaders africains, lancé par Obama et encadré par le département d'Etat américain, combinant séminaires dans des universités américaines et réseautage¹⁶⁵.

Les Etats-Unis reconnaissent par ailleurs avoir financé, via l'USAID¹⁶⁶, le rassemblement du 15 mars 2015, à Kinshasa, à l'occasion duquel est né le mouvement Filimbi. Tom Perriello, envoyé spécial des Etats-Unis dans la région des Grands lacs, affiche le soutien des Etats-Unis à l'opposition, et notamment à Lucha, dans le cadre d'une conférence de presse organisée à Kinshasa¹⁶⁷ - intervention qui lui vaut d'être pris à partie à l'aéroport de Kinshasa par un député proche du chef de l'Etat congolais.

Tom Perriello compte d'ailleurs parmi les personnalités invitées à témoigner par la commission des droits de l'Homme du Congrès américain, le 29 novembre 2016, sur la situation en RDC. Il appelle à la mise en œuvre de sanctions ciblées contre les personnalités qui entravent « le processus démocratique »¹⁶⁸. Est également auditionnée Ida Sawyer, la représentante de Human Rights Watch, qui affirme que « si le Président Kabila reste au pouvoir après le 19 décembre sans annonce publique d'une date pour son retrait du pouvoir et sans un large consensus sur l'organisation d'une période de transition jusqu'aux élections, il existe un risque que des manifestations éclatent et que les forces de sécurité répondent avec une force excessive. Le pays pourrait s'enfoncer dans une violence généralisée et dans le chaos »¹⁶⁹. Est par ailleurs aussi entendu dans le cadre de cette commission l'opposant Fred Bauma.

Ce dernier trouve également une tribune sur la radio publique américaine

¹⁶⁵ [en ligne] disponible sur http://afrique.lepoint.fr/actualites/barack-obama-et-l-afrique-le-jour-maie-entendu-30-10-2016-2079628_2365.php

¹⁶⁶ [en ligne] disponible sur <http://oelldafrique.com/yen-a-marre-filimbi-balai-citoyen-une-jeunesse-africaine-recuperee-par-le-milliardaire-americain-george-soros/>

¹⁶⁷ [en ligne] disponible sur <https://actualite.cd/2016/09/14/lucha-rencontre-lenvoye-special-debarcoir-a-kinshasa-audio/#gS4BIO3eSYwUwElK99>

¹⁶⁸ [en ligne] disponible sur <http://www.latempete.info/17904-2/>

¹⁶⁹ [en ligne] disponible sur <http://www.politico.cd/actualite/la-une/2016/11/24/ida-sawyer-demande-sanctions-contre-kalev-boshab.html>

Voice of America¹⁷⁰ et dans un think tank américain influent, proche des milieux de la Défense et du département d'Etat : l'Atlantic Council¹⁷¹, qui compte parmi ses directeurs honorifiques Madeleine Albright ou Wesley Clark, deux proches de Soros comme nous le verrons plus loin. Un autre opposant congolais, Moïse Katumbi, intervient lui aussi devant l'Atlantic Council, à l'invitation d'un membre du think tank, le Général James Logan Jones, ancien Conseiller à la Sécurité nationale du Président Obama et directeur du Brent Scowcroft Center on International Security¹⁷². Les 13 juillet et 28 novembre derniers, devant une assemblée regroupant notamment des membres du Congrès¹⁷³, il réitère son appel au départ de Kabila et milite pour l'application de sanctions à l'encontre des dignitaires du régime congolais.

¹⁷⁰ [en ligne] disponible sur <http://www.politico.cd/grand-angle/2016/11/30/fred-bauma-de-makala-a-washington.html>

¹⁷¹ [en ligne] disponible sur <http://www.politico.cd/grand-angle/2016/11/30/fred-bauma-de-makala-a-washington.html>

¹⁷² Katumbi et Jones semblent très proches. Le général américain, aujourd'hui reconverti dans le conseil aux entreprises pétrolières, dirige par ailleurs une société de conseil et de sécurité, Jones Group International. L'arrestation de ressortissants américains, anciens marines, travaillant pour cette société pour assurer la protection de Moïse Katumbi, avait défrayé la chronique en avril 2016. Les autorités congolaises avaient inculpé l'opposant congolais et les ressortissants américains, accusant ces derniers d'être des « mercenaires ». Ces poursuites sont à l'origine de l'exil forcé de l'opposant congolais aux États-Unis.

¹⁷³ [en ligne] disponible sur <http://www.politico.cd/actualite/la-une/2016/07/16/rdc-a-washington-katumbi-a-plaide-pour-des-sanctions.html>

[en ligne] disponible sur <http://actu.kin.com/devant-atlantic-council-a-washington-dc-moise-katumbi-le-congo-nest-pas-la-proprieete-privée-dun-homme-ou-dun-groupe-dindividus/>

Une philanthropie profitable ou les contradictions assumées de George Soros

« Il incarne une exploitation financière féroce alliée à son propre antagoniste :
un souci humanitaire quant aux conséquences sociales catastrophiques d'une
économie de marché débridée.

Le train-train quotidien d'un Soros est une supercherie en acte. »

Slavoj Žižek, *Les faux ennemis du progrès*, *Courrier international*, 06/12/2006.

Dans le cadre de l'Open Society promue par George Soros, la démocratie pour corollaire l'économie de marché, fournissant un environnement propice au développement des investissements, spéculatifs ou de plus long terme.

Les investissements de Soros sur le continent africain passent par différents fonds pilotés par un family office, le Soros Fund Management (SFM), basé à New-York. Un dispositif qui fait l'objet de nombreuses critiques du fait de son manque de transparence – transparence dont George Soros se fait pourtant le chantre (cf. encadré ci-dessous).

OFFSHORE ET TRANSPARENCE : FAITES CE QUE JE DIS, PAS CE QUE JE FAIS

Dès 1969, lorsqu'il crée son premier fonds d'investissement, le Quantum Fund – célèbre pour avoir « fait sauter » la Banque d'Angleterre en 1992 –, George Soros choisit de l'implanter dans les Antilles néerlandaises. Par la suite, il crée une myriade d'autres fonds, tous enregistrés dans des paradis fiscaux. On peut notamment citer Quantum Strategic Partners Ltd, Quantum Endowment Fund, Quantum Partners LP et Quantum Industrial Partners Ldc, immatriculé aux îles Caïman. Seule la structure-mère, le Soros Fund Management (SFM), est basée aux Etats-Unis, servant à Soros de vitrine légale. Suite au vote du Dodd-Frank Act, qui oblige les fonds supérieurs à 150 millions de dollars d'actifs à s'enregistrer auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) et à communiquer des informations sur leurs investisseurs et leurs actifs, incluant toute donnée sur des conflits d'intérêts potentiels, Soros modifie, en juillet 2011, la structure juridique du Quantum Endowment Fund, le transformant en family office, non soumis aux obligations de déclarations du Dodd-Frank Act¹⁷⁴. Une attitude qui ne manque pas d'ironie sachant que George Soros et nombre d'ONG qu'il soutient se font les promoteurs de la transparence et de la bonne gouvernance et ont soutenu par un intense lobbying l'adoption de cette loi. Soros veille par ailleurs à exclure tout ressortissant américain du Conseil d'administration de ses fonds basés dans des paradis fiscaux afin d'échapper au contrôle, aux régulations et aux impôts américains. Lui-même ne siège pas au conseil du Quantum Fund, pour lequel il agit en tant

¹⁷⁴ ROSEMAIN, Mathieu, Le milliardaire George Soros transforme son fonds mythique en family office *Les Echos*, 27/07/2011, [en ligne] disponible sur http://www.lesechos.fr/27/07/2011/LesEchos/20982-134-ECH_le-milliardaire-george-soros-transforme-son-fonds-mythique-en-family-office-.htm

que simple « conseiller aux investissements » par le biais de SFM, ceci l'exonérant de toute responsabilité qui pourrait lui échoir en qualité de dirigeant.

D'autres investissements passent par le Soros Economic Development Fund (SEDF), une structure créée en 1997, à but non lucratif, rattachée à l'Open Society Foundations, dont elle relaie l'action par des investissements ciblés dans des activités et services à visée de développement socio-économique¹⁷⁵. Si ce fonds n'a pas d'objectif de rentabilité affiché, il n'en est pas moins un utile levier pour développer des activités quant à elles tout à fait rentables comme nous le verrons par exemple dans le cas de l'agriculture. Qui plus est, précisons que pour bénéficier du régime d'exonération fiscale des fondations aux Etats-Unis, un minimum de 5% des avoirs doit être consacré à des donations ; les 95% restants peuvent dès lors être investis dans des activités lucratives parfois bien éloignées de considérations philanthropiques. Au demeurant, George Soros s'est exprimé on ne peut plus clairement sur le sujet en déclarant : « La limite de ma philanthropie, c'est le maximum de l'exonération fiscale autorisé par le système américain »¹⁷⁶.

Les investissements de Soros en Afrique se concentrent à ce jour sur quelques grands secteurs stratégiques de par leur rentabilité et/ou leur importance dans le développement des marchés africains : énergie, télécoms, bancassurance, mais aussi et surtout agriculture et industries extractives.

¹⁷⁵ [en ligne] disponible sur <https://www.opensocietyfoundations.org/press-releases/soros-economic-development-fund-and-ifu-invest-millions-food-security-and-clean>

¹⁷⁶ DELAGLANDE, Sabine, George Soros ou la spéculation spectacle, *L'Express*, 05/08/1993, [en ligne] disponible sur http://www.lexpress.fr/informations/george-soros-ou-la-speculation-spectacle_595496.html

ENERGIE ET TELECOMS : EN QUETE DE RENTABILITE ET D'INFLUENCE

Au-delà de l'aspect de rentabilité, George Soros investit dans des secteurs à fort enjeu de développement socio-économique pour les marchés africains. Aux côtés des secteurs agricole et minier sur lesquels nous reviendrons, il est ainsi présent dans l'énergie, les télécoms et la bancassurance, qui à la fois contribuent à développer et à mobiliser la société civile et constituent de puissants leviers d'influence et/ou de pression auprès des gouvernements.

L'énergie, levier social et politique

Avec d'immenses besoins en électricité encore non couverts – en Afrique subsaharienne, environ 77% de la population n'avait pas accès à l'électricité en 2014¹⁷⁷ –, la production d'énergie compte parmi les secteurs d'activité les plus prometteurs en Afrique. Soros a investi dans l'un des leaders des solutions énergétiques en Afrique : APR Energy, une société spécialisée dans la fourniture de solutions de production d'énergie clés en main, incluant l'installation, l'exploitation et la maintenance des équipements¹⁷⁸.

C'est en 2011 que SFM investit dans APR Energy, aux côtés d'Albright Capital Management, le fonds de l'ancienne secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright. L'investissement s'élève à 250 millions de dollars¹⁷⁹. APR Energy, qui connaît un développement soutenu, avec pour clients aussi bien de grandes sociétés industrielles que des services publics, a travaillé sur des projets dans de nombreux pays, notamment en Angola, au Botswana, au Burkina Faso, au Gabon, en Libye, au Mali, au Mozambique, au Sénégal et en Tanzanie¹⁸⁰. Le développement de la société profite du programme Power Africa lancé par

¹⁷⁷ La situation énergétique de l'Afrique, 20/01/2014, [en ligne] disponible sur <http://climatdeveloppement.org/la-situation-energetique-de-lafrique/>

¹⁷⁸ [en ligne] disponible sur <http://www.aprenergy.com/>

¹⁷⁹ APR sauveur de Wade père et fils, *Africa Energy Intelligence*, N°648 du 23/03/2011, [en ligne] sur <http://www.africaintelligence.fr/LAE/electricite/2011/03/22/apr-sauveur-de-wade-pere-et-fils,88615707-ART>

¹⁸⁰ [en ligne] disponible sur <http://www.aprenergy.com/fr/afrique>

Barack Obama en 2013, dont APR Energy est partenaire, bénéficiant à certains de contacts privilégiés¹⁹¹.

Au-delà de l'intérêt financier, APR présente pour Soros un intérêt stratégique. La fourniture d'énergie constitue en effet un sujet sensible pour les gouvernants, et par conséquent un moyen d'influence et/ou de pression. Il est d'ailleurs révélateur qu'en 2013, en soutien à Alpha Condé, Soros promet de doter la Guinée d'un réseau de fourniture d'électricité viable, affirmant que « d'ici le 6 mars une équipe canadienne sera à Conakry pour faire une étude de faisabilité afin de trouver une solution au problème d'électricité en Guinée »¹⁹² – promesse non tenue mais qui vaut à Condé le soutien de la population au moment de son accession au pouvoir. Et l'électricité figure au nombre des sujets sur lesquels Soros propose ses conseils aux gouvernements – c'est ainsi, par exemple, que Agenda for Growth, un programme de coopération, financé par Soros, entre le gouvernement ghanéen et le Earth Institute de Columbia présidé par Jeffrey Sachs, visant à conseiller le gouvernement ghanéen dans une série de secteurs, inclut l'électricité parmi les priorités¹⁹³.

S'étant spécialisé dans la fourniture de solutions énergétique en urgence et à grande échelle, APR Energy s'est à plusieurs reprises signalé par sa capacité à dépanner les gouvernements dans des situations délicates. C'est ainsi qu'il rapporte *Africa Intelligence*, qu'APR Energy permet en 2011 au pouvoir sénégalais de se tirer d'une mauvaise passe : « Grâce à un contrat signé avec l'Etat sénégalais le 10 mars, APR Energy va installer d'ici à la fin de l'année des centrales d'urgence d'une capacité de 150 MW dans le pays. Les coupures électriques à répétition avaient contraint un proche du Président Abdoulaye Wade, Samuel Sarr, à quitter son poste de ministre de l'Energie en octobre 2010. Sarr avait transmis ce portefeuille au fils du Président, Karim Wade. Il fallait donc réagir vite et calmer la fronde qui avait même conduit des religieux influents à demander "des têtes" durant les pics de la crise durant l'été

¹⁹¹ [en ligne] disponible sur <http://www.aprenergy.com/content/apr-energy-wins-50mw-power-generation-project-benin>

¹⁹² La Guinée transformée en champ de bataille par des lobbys miniers internationaux, 20/09/2013, [en ligne] disponible sur <http://guineenews.org/la-guinee-transformee-en-champ-de-bataille-par-des-lobbys-miniers-internationaux-3eme-partie-soros-le-philanthrope-interesse/>

¹⁹³ Vijay Modi, *Africa Energy Intelligence*, N°470 du 28/01/2004, [en ligne] sur http://www.africainelligence.fr/LAE/who-s-who/2004/01/27/vijay-odi_10002760-ART

2010 »¹⁸⁴. La même année, APR secourt également le Burkina : « Pendant la crise postélectorale, le Président ivoirien sortant Laurent Gbagbo avait, dès le mois de février, obligé son voisin du Nord à payer son électricité dès la livraison, alors que le contrat, signé il y a plusieurs années, prévoyait un paiement à terme. Gbagbo avait besoin de fonds car les Nations Unies avaient gelé ses flux financiers habituels. Blaise Compaoré ayant refusé d'obtempérer, le ministre ivoirien de l'Energie avait ordonné, fin février, de stopper l'envoi de courant vers Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Pour endiguer ce problème, Compaoré avait eu recours à des centrales d'urgences de 30 MW. C'est APR Energy qui avait remporté le contrat auprès de la Société nationale d'électricité du Burkina Faso (Sonabel). Celles-ci avaient été opérationnelles dès le 3 mars »¹⁸⁵. Cette opération contribue à saper Laurent Gbagbo, un des objectifs clés de Soros à l'époque.

La production d'énergie donne donc à Soros une prise sur les gouvernements. Qui plus est, elle participe d'un certain bien-être socio-économique qui permet à la société civile d'être plus à l'écoute de ses messages démocratiques ; sans compter que l'électricité permet d'alimenter les réseaux de télécommunications qui permettent à Soros de diffuser ces mêmes messages à la population.

Télécoms : au cœur de l'information

Opérateurs et antennes relais, deux secteurs stratégiques

Comme de nombreux autres grands investisseurs américains, Soros a parfaitement compris les enjeux pour le continent africain des nouvelles technologies de l'information – téléphonie mobile mais aussi, de plus en plus, Internet –, ceci expliquant la multiplication de ses investissements dans ce secteur depuis plusieurs années.

¹⁸⁴ APR sauveur de Wade père et fils, *Africa Energy Intelligence*, N°648 du 23/03/2011, [en ligne] sur <http://www.africaintelligence.fr/LAE/electricite/2011/03/22/apr-sauveur-de-wade-pere-et-fils,88815707-ART>

¹⁸⁵ Abidjan normalise le courant, *Africa Energy Intelligence*, N°655 du 06/07/2011, [en ligne] sur <https://www.africaintelligence.fr/LAE/electricite/2011/07/05/abidjan-normalise-le-courant,91139022-ART>

L'intérêt de Soros pour les télécoms n'est pas nouveau. Dès 1983, il fonde San Francisco/Moscow Teleport (SFMT), entreprise à but non lucratif destinée à encourager les échanges électroniques entre les Etats-Unis et la Russie. L'entreprise propose des services de télécommunications clés en main aux pays d'Europe de l'Est. En 1995, elle est transformée en société commerciale et rebaptisée GTS, avec pour ambition de profiter du développement d'Internet et de la libéralisation du marché des télécoms en Europe pour se développer. En avril 1995, elle lance la société Hermès, dans laquelle elle prend 50% de participation aux côtés du consortium Hit Rail, qui réunit les dix principales compagnies de chemin de fer européennes, avec pour objectif ambitieux de dérouler des fibres optiques le long des voies ferrées¹⁸⁶. Mais GTS, confrontée à des malversations en 1997, lors de la crise russe, puis à une entrée en bourse malheureuse, est rachetée en 2001 par KPN-Qwest, qui fait faillite en 2002¹⁸⁷.

Les investissements de Soros dans les télécoms en Afrique passent en grande partie par le fonds Helios Investment Partners (HIP), dont il est l'un des principaux investisseurs, ce depuis son lancement en 2007 (cf. encadré ci-dessous).

HELIOS INVESTMENT PARTNERS, FONDS D'INVESTISSEMENT PANAFRICAIN DE PREMIER PLAN

Lancé en 2004 par les nigériens Tope Lawani et Babatunde Soyoye et implanté à Londres, le fonds d'investissement Helios Investment Partners (HIP) est spécialisé dans les marchés africains. Il gère à ce jour plus de 3 milliards de dollars d'actifs et opère dans plus de 35 pays africains¹⁸⁸, se positionnant parmi les plus importants fonds d'investissement africains.

¹⁸⁶ LAUNET, Edouard, Soros lance la SNCF dans les télécoms, le milliardaire veut utiliser le réseau ferroviaire contre France Télécom, *Libération*, 14/03/1996, [en ligne] disponible sur http://www.liberation.fr/futurs/1996/03/14/soros-lance-la-sncf-dans-les-telecoms-le-milliardaire-veut-utiliser-le-reseau-ferroviaire-contre-fra_165900

¹⁸⁷ [en ligne] disponible sur https://fr.wikipedia.org/wiki/Global_TeleSystems

¹⁸⁸ Le fonds panafricain Helios Investors III récolte plus d'un milliard de dollars, *Jeune Afrique*, 12/01/2015, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/3914/economie/le-fonds-panafricain-helios-investors-iii-r-colte-plus-d-un-milliard-de-dollars/>

A l'origine très diversifié, de la banque à la distribution, son portefeuille se concentre aujourd'hui majoritairement sur quelques secteurs choisis comme les télécoms, les hydrocarbures et la finance. Soros, via différentes sociétés, a participé aux différentes levées de fonds d'HIP¹⁸⁹. 305 millions de dollars sont levés en 2006 dans le cadre d'Helios Investors I, 908 millions de dollars en 2010 dans le cadre d'Helios Investors II¹⁹⁰. La dernière levée de fonds en date, en 2014, a atteint 1,1 milliard de dollars¹⁹¹, les investisseurs des phases I et II contribuant à cette dernière à hauteur de 60%. Aux côtés de Soros figurent plusieurs investisseurs institutionnels de premier plan dont la banque américaine JP Morgan, la Société financière internationale (SFI)¹⁹², l'African Development Bank (ADB), Texas Pacific Group, RIT Capital Partners et Terra Firma Group¹⁹³. De fait, Helios Investment Partners, qui a pu rémunérer ses investisseurs dès la première année, est apprécié des financiers.

On note que les fonds Helios I, II et III sont immatriculés aux îles Caïman¹⁹⁴ : un élément qui en dit long sur le souci de transparence du fonds et de ses actionnaires, d'autant qu'HIP utilise pour le développement de ses opérations des sociétés immatriculées dans des pays réputés « peu regardants » sur les notions de transparence, comme l'île Maurice ou le Luxembourg.

Helios Investment Partners s'intéresse tout d'abord aux opérateurs téléphoniques. C'est ainsi que le fonds acquiert, via la société luxembourgeoise

¹⁸⁹ ARMITAGE, Jim, *Revealed: humbled tory donors links to the man who broke the bank of England*, *The Independent*, 29/09/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.independent.co.uk/news/revealed-humbled-tory-donors-links-to-the-man-who-broke-the-bank-of-england-a7337241.html>

¹⁹⁰ [en ligne] disponible sur <http://www.heliosinvestment.com/our-firm/our-history>

¹⁹¹ *Ibidem*

¹⁹² La Société financière internationale (SFI) est une organisation du Groupe de la Banque mondiale dédiée au secteur privé. Elle accorde des prêts avec pour objectif de faciliter le développement des entreprises dans les pays en développement, en particulier dans les marchés émergents, cf. information [en ligne] disponible sur

https://fr.wikipedia.org/wiki/Soci%C3%A9t%C3%A9_financi%C3%A8re_internationale

¹⁹³ LINGE, Idriss, *Helios Investment Partners s'apprête à clôturer son troisième fonds africain à 1,1 milliard \$*, 13/01/2015, [en ligne] disponible sur <http://www.agencececofin.com/investissement/1301-25725-helios-investment-partners-sapprete-a-cloturer-son-troisieme-fonds-africain-a-1-1-milliard>

¹⁹⁴ [en ligne] disponible sur

https://www.opic.gov/sites/default/files/docs/helios_sub_saharan_africa_fund_II_if.pdf

[en ligne] disponible sur

[https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1605103/000160510314000002/xslFormDX01/primary_d](https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1605103/000160510314000002/xslFormDX01/primary_doc.xml)

[en ligne] disponible sur

<http://www.cdgroup.com/Documents/Fund%20investment%20information%20as%20at%2030.09.16.pdf>

Samba Luxco Sarl, 22% en 2007, portés à 25% en 2008, de la société Africatel, qui héberge les actifs africains de Portugal Télécom (Namibie, Sao Tomé, Angola et Cap Vert)¹⁹⁵. En 2014, la société brésilienne Oi rachète à Portugal Télécom les 75% restants. Suite à des démêlés juridiques entre Samba et Oi, les deux actionnaires trouvent un compromis, Samba ramenant à 14% sa participation au sein d'Africatel en échange de la totalité des actifs d'Africatel dans Cellco Mobile Télécommunications en Namibie¹⁹⁶.

Plus récemment, le 10 juin 2016, HIP annonce l'acquisition de 60% des parts de Telkom Kenya, unique opérateur de lignes fixes kényan et troisième opérateur mobile du pays¹⁹⁷.

LES TELECOMS : UN SECTEUR STRATEGIQUE POUR LES AMERICAINS ET LES BRITANNIQUES

Les récentes révélations d'Edward Snowden ont permis de lever un coin du voile sur les activités de renseignement des services secrets américains en Afrique subsaharienne. Dans un article du *Monde*, écrit en collaboration avec *The Intercept*, il est notamment mentionné la manière dont les sociétés de télécommunications et leurs employés font l'objet d'une surveillance poussée de la part des Services eu égard à leurs accès à des données stratégiques, l'objectif étant de faciliter des interceptions de communication ultérieures¹⁹⁸. Une révélation éclairante quant à l'enjeu majeur des sociétés de télécommunications pour les intérêts américains.

Helios Investment Partners est également actif dans le secteur des antennes relais. C'est ainsi que le fonds crée en 2006 la société Helios Towers Nigeria (HTN), qui met en place un modèle innovant de gestion et d'entretien des

¹⁹⁵ [en ligne] disponible sur <http://www.heliosinvestment.com/our-investments/private-equity/portfolio-companies/africatel>

¹⁹⁶ Oi gives Samba 34% stake in Namibia's MTC in return for Samba reducing Africatel share to 14%. 20/01/2016, [en ligne] disponible sur <https://www.telegeography.com/products/commsupdate/articles/2016/06/20/oi-gives-samba-34-stake-in-namibias-mtc-in-return-for-samba-reducing-africatel-share-to-14/>

¹⁹⁷ [en ligne] disponible sur <http://www.heliosinvestment.com/news/helios-acquires-majority-stake-in-telkom-kenya>

¹⁹⁸ LÉLOUP, Damien et UNTERSINGER, Martin, Comment les services de renseignement font la chasse aux employés des télécoms, *Le Monde*, 08/12/2016, [en ligne] disponible sur http://www.lemonde.fr/pixels/article/2016/12/08/comment-les-services-de-renseignement-font-la-chasse-aux-employes-des-telecoms_5045496_4408996.html

antennes relais. HIP cède ses parts dans HTN en 2016 au groupe HIS, un des leaders du secteur en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient¹⁹⁹.

Avec pour objectif de répliquer dans d'autres pays africains la stratégie mise en place avec succès par HTN, en 2009 est créée Helios Towers Africa (HTA), une société panafricaine de gestion d'antennes-relais dotée d'un capital de 350 millions de dollars. Parmi les actionnaires, on retrouve le fonds Quantum Strategic Partners de Soros (40%), Helios Investment Partners (26.5%), Albright Capital Management, la société d'investissement de l'ancienne secrétaire d'Etat Madeleine Albright (13.3%)(dont on peut noter au passage que son intérêt pour les télécoms n'est pas nouveau puisque sa société, associée à Portugal Telecom, s'était portée candidate en 2012 à l'achat de 75% des actions de la société de télécoms kosovare PTK²⁰⁰), RIT Capital et des investissements directs de la famille Rothschild (13.3% au total) et la SFI, société d'investissement de la Banque mondiale (6.6%)²⁰¹. Le succès est retentissant : HTA se développe dans de nombreux pays et noue des partenariats avec de nombreux opérateurs télécoms, comme Vodacom qui, en juillet 2013, cède à HTA son parc de 1.149 tours en Tanzanie. Et en 2015, HTA complète son parc en rachetant les antennes relais du géant indien Barhi Airtel au Tchad et en Tanzanie²⁰². Aujourd'hui, HTA possède un parc de près de 6.500 tours réparti dans de nombreux pays africains (Ghana, Tanzanie, RDC, Congo Brazzaville, Tchad, Tanzanie)²⁰³.

¹⁹⁹ [en ligne] disponible sur <http://www.lhstowers.com/news/lhs-towers-closes-first-african-mobile-infrastructure-consolidation-transaction-htn-towers/>

²⁰⁰ Madeleine Albright, candidate au rachat des télécoms du Kosovo, *les Echos*, 05/09/2012, [en ligne] disponible sur http://www.lesechos.fr/05/09/2012/lesechos.fr/0202250034208_madeleine-albright-candidate-au-rachat-des-telecoms-du-kosovo.htm

²⁰¹ [en ligne] disponible sur

http://empea.org/_files/listing_pages/EMPEA_Helios_Towers_Africa_case_study.pdf

²⁰² GHOSH, Shauvik, Airtel's towers sale deal in Chad and Tanzania terminated, 17/06/2015, [en ligne] disponible sur <https://www.livemint.com/Companies/xjJOPgxmEcQFsAL0vm8F5K/Airtels-towers-sale-deal-in-Chad-and-Tanzania-terminated.html>

²⁰³ [en ligne] disponible sur <https://www.helios Towers Africa.com/Company.aspx>

Service intéressé ?

A l'intérêt économique de ces investissements s'ajoute également pour Soros leur intérêt pour son action socio-politique, ce à plusieurs points de vue.

Les télécoms constituent d'abord un important vecteur d'information participant à l'action médiatique de Soros en direction de la société civile.

Ils fournissent par ailleurs un utile outil de promotion de la vie civique, tout s'inscrivant d'ailleurs en ligne avec les objectifs définis par les États-Unis (cf. encadré ci-dessous).

SOROS, ACTEUR DE LA DIPLOMATIE DIGITALE AMÉRICAINE

Le 21 janvier 2010, la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, prononce le discours fondateur de la diplomatie digitale US en affirmant la nécessité de placer les technologies digitales dans les mains du peuple pour promouvoir la démocratie et les droits de l'Homme. Pour ce faire, elle en appelle à « un partenariat entre l'industrie, le monde académique et les organisations non gouvernementales afin d'établir un effort permanent qui permettra d'exploiter la puissance des technologies de connexion et de les appliquer à nos objectifs diplomatiques. Nous pouvons donner aux citoyens plus de pouvoir et fortifier notre diplomatie traditionnelle »²⁰⁴. Désormais, les outils technologiques feront partie intégrante du smart power américain, doctrine mise en avant par Hillary Clinton lors de sa prise de fonction en 2009 (cf. encadré p. 128). Cette diplomatie digitale s'inscrit dans le cadre d'une politique plus générale dite d'open government ou gov2.0, alliant transparence gouvernementale et participation citoyenne, activement promu par la présidence Obama²⁰⁵. Une tendance totalement en ligne avec le positionnement de George Soros et des OSC de sa mouvance.

Les nouvelles technologies sont notamment utilisées au service du monitoring électoral. Par exemple au Ghana, en 2008, la Coalition of Domestic Election Observers (CODEO), soutenue par OSIWA ainsi que par le NDI, par l'USAID et

²⁰⁴ ALLARD, Laurence, Du Coca au Nokia ? Smart power et téléphonie mobile, *Cahiers d'analyse et de prospective* n°14, printemps-été 2011, Vers un monde 2.0

²⁰⁵ Ibidem

par la Fondation Ford, établit des rapports par SMS sur le déroulement du vote²⁰⁶. Dans le même esprit, les réseaux Soros encouragent le développement d'outils de suivi sur Internet sur le modèle des logiciels kenyans Ushahidi et Uchaguzi, développés par des citoyens lors d'affrontements post-électoraux au Kenya en 2007²⁰⁷. Ces plateformes de collecte et de compilation de données permettent à la société civile de surveiller en temps réel l'information concernant les scrutins. Reprise et déclinée dans de nombreux pays, la technologie a été utilisée partout sur le continent, du Soudan jusqu'en Côte d'Ivoire²⁰⁸. Soros soutient son déploiement : le site uchaguziwetu.blogspot.2015.com est lancé, dans le cadre de l'élection présidentielle tanzanienne d'octobre 2015, à l'initiative de la Coalition on Election Monitoring and Observation in Tanzania (CEMOT) financée par OSIEA²⁰⁹ ; et la plateforme uzabe.org est créée pour le suivi des élections au Nigeria par l'ONG CODE²¹⁰ financée notamment par OSIWA et par la fondation Omidyar de Pierre Omidyar, un des dirigeants d'eBay²¹¹.

Internet sert également de support pour de nombreuses autres initiatives citoyennes, comme info.mzalendo.com, un site de contrôle citoyen des activités du parlement kényan²¹² soutenu par Technology for Transparency Network, une initiative promue par OSF, par la fondation Omidyar et par NRGI, visant à développer des technologies permettant d'améliorer la transparence et la gouvernance, outils de traitement et de mapping notamment²¹³. OSF et la fondation Omidyar soutiennent également

²⁰⁶ [en ligne] disponible sur <http://www.codeghana.org/about-donors.php>

²⁰⁷ [en ligne] disponible sur <http://www.osisa.org/openspace/mapping-world-african-tool-crisis-situations>

²⁰⁸ BELOT, Laure, Les enfants d'Ushahidi (5/10) : pour surveiller les élections présidentielles au Kenya, en Tanzanie, en Zambie..., *Le Monde*, 16/11/2015, [en ligne] disponible sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/11/16/les-enfants-d-ushahidi-5-10-pour-surveiller-les-elections-presidentielles-au-kenya-en-tanzanie-en-zambie_4011002_3212.html#oL1v4ay0Q0hkEFT.99

²⁰⁹ TEMCO ELECTION OBSERVATION MISSION, Interim statement on Tanzania 2015 general, 10/2015, [en ligne] disponible sur http://www.temco.udsm.ac.tz/images/stories/Interim_Statements/TEMCO_INTERIM_STATEMENT_ON_TANZANIA_2015_GENERAL_ELECTIONS-ENG-VER.pdf

²¹⁰ [en ligne] disponible sur <http://uzabe.org/>
BELOT, Laure, Les enfants d'Ushahidi (5/10) : endiguer la violence en période électorale au Nigeria, *Le Monde*, 19/11/2015, [en ligne] disponible sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/11/19/les-enfants-d-ushahidi-5-10-endiguer-la-violence-en-periode-electorale-au-nigeria_4813710_3212.html

²¹¹ [en ligne] disponible sur <http://connecteddevelopment.org/support-us/>

²¹² [en ligne] disponible sur <http://info.mzalendo.com/>

²¹³ [en ligne] disponible sur <http://transparency.globalvoicesonline.org/about>

frontlinesms.com, un site visant à promouvoir la communication virale des ONG²¹⁴. On peut également rappeler la contribution de Soros à la mise en place d'outils comme lahidi.org, africacheck.org ou mackymètre.com, cités dans la première partie.

Enfin, les nouvelles technologies de l'information apportent de nombreux services aux populations, particulièrement en Afrique, qui compte parmi les continents les plus friands en services mobiles. Soros participe volontiers au mouvement. C'est ainsi que SEDF investit en 2010, aux côtés de la SFI, dans Esoko, une société ghanéenne qui diffuse aux agriculteurs, via SMS, une information en temps réel sur les cours des matières premières afin de les aider à mieux programmer leur récolte et négocier leurs prix de vente²¹⁵. On peut également citer l'exemple d'Africa Finance Business Mauritius, une start-up dont Soros est actionnaire depuis 2015 via le fonds LeapFrog, fournissant au Kenya, en Zambie et au Ghana des services sur téléphones mobiles en matière d'assurance et de crédit²¹⁶ – un autre secteur stratégique dans lequel Soros est présent (cf. encadré ci-dessous). Autant de services qui concourent à développer les secteurs économiques dont Soros entend être acteur.

BANCASSURANCE : UN INVESTISSEMENT RESPONSABLE... ET RENTABLE !

Soros est présent dans le secteur de la bancassurance africaine principalement via le fonds LeapFrog Investments, dont SEDF est l'un des investisseurs d'origine. Créé en 2007, ce fonds spécialisé dans les marchés émergents, Afrique et Asie principalement, a été salué par Bill Clinton à l'occasion de la Global Initiative Conference de 2009²¹⁷. La société, qui depuis sa création a attiré près d'un milliard de dollars, a réalisé des investissements principalement dans les secteurs de la banque et de l'assurance, au Ghana, au Kenya, au Nigeria et en Afrique du Sud. Aux côtés de Soros, on compte notamment parmi ses investisseurs la SFI. L'Overseas

²¹⁴ [en ligne] disponible sur <http://www.frontlinesms.com/connect-with-us/thank-you-2/>

²¹⁵ Esoko Software of Ghana Gets Equity Partners in IFC and Soros, 25/11/2010, [en ligne] disponible sur

<http://africabusinesscommunities.com/news/esoko-software-of-ghana-gets-equity-partners-in-ifc-and-soros.html>

²¹⁶ BONORCHIS, Renée, LeapFrog Buys \$25 Million Stake in AFB Mauritius in Fourth Deal, 26/02/2015 [en ligne] disponible sur <https://www.bloomberg.com/news/articles/2015-02-26/leapfrog-buys-25-million-stake-in-afb-mauritius-in-fourth-deal>

Private Investment Corporation (OPIC), agence publique américaine spécialisée dans les investissements de développement, s'est par ailleurs engagée à investir dans LeapFrog 200 millions de dollars²¹⁸ – le plus gros investissement jamais réalisé par l'OPIC en faveur d'un fonds d'« impact investing »²¹⁹. Avec un taux de rendement de l'ordre de 25 à 30%, ce fonds basé à Maurice représente un investissement pour le moins rentable.

Mais là n'est pas le seul intérêt de la bancassurance pour Soros. Elle répond également à son objectif de développement d'une société civile prospère et à l'écoute. C'est dans cette optique qu'il a réalisé plus récemment, en 2014, toujours via SEDF, un investissement de neuf millions de dollars dans GN Bank Ghana pour promouvoir un service bancaire inclusif, avec pour cible prioritaire les petits agriculteurs ghanéens²²⁰.

²¹⁸ President Bill Clinton Honors LeapFrog Investments(R), Microinsurance Fund, as the « Insurer to the Poor », 30/09/2009, [en ligne] disponible sur <http://www.prnewswire.com/news-releases/president-bill-clinton-honors-leapfrog-investmentsr-microinsurance-fund-as-the-insurer-to-the-poor-62861982.html>

²¹⁹ [en ligne] disponible sur <http://www.leapfroginvest.com/announcement/>

²²⁰ Investissement visant à générer un bénéfice social ou environnemental mesurable en plus de sa rentabilité économique.

²²⁰ [en ligne] disponible sur <https://www.opensocietyfoundations.org/press-releases/soros-economic-development-fund-invests-gn-bank-promote-financial-inclusion-ghana-s>

AGROBUSINESS : ENJEUX ECONOMIQUES... ET SOCIETAUX

George Soros ne cache pas son intérêt pour le secteur agricole. Jim Rogers, avec qui il a co-fondé le Quantum Fund, affirme en 2009 qu'il constitue un investissement d'avenir : « *I'm convinced that farmland is going to be one of the best investments of our time. Eventually, of course, food prices will get high enough that the market probably will be flooded with supply through development of new land or technology or both, and the bull market will end. But that's a long ways away yet* »²²¹.

Cet intérêt a déjà trouvé à se concrétiser largement en Amérique du Sud, où Soros, via SFM, est actionnaire de la société Adecoagro, une entreprise américaine possédant plus de 257.000 hectares de terres agricoles (cf. encadré ci-dessous).

ADECOAGRO, LEADER DE L'AGROBUSINESS ET DES BIOCARBURANTS EN AMERIQUE DU SUD

Adecoagro, qui détient aujourd'hui près de 260.000 hectares de terres agricoles en Amérique latine, compte vingt exploitations en Argentine, onze au Brésil et une en Uruguay – une exploitation à très grande échelle qui lui vaut d'être critiqué par plusieurs ONG l'accusant d'accaparement de terres. Son activité, à l'origine largement centrée sur l'élevage de bétail et la production laitière, fait une place croissante à la culture de céréales, soja et canne à sucre, destinés notamment à la production de bioéthanol²²². L'investissement de Soros est monté jusqu'à 22% du capital d'Adecoagro en 2012-2013 ; il n'est plus que de 10% à l'heure où s'écrit ce livre, mais la société reste l'une des plus importantes positions du portefeuille de SFM. Un utile levier pour se lancer à la conquête des marchés africains.

²²¹ O'KEEFE, Brian, Betting the farm, *Fortune*, 08/06/2009, [en ligne] disponible sur http://archive.fortune.com/2009/06/08/retirement/betting_the_farm.fortune/index.htm

²²² Accaparement mondial des terres agricoles en 2016 : ampleur et impact, 12/07/2016, [en ligne] disponible sur <https://www.grain.org/fr/article/entries/5508-accaparement-mondial-des-terres-agricoles-en-2016-ampleur-et-impact>

Soros s'est aujourd'hui tourné vers le continent africain, qui représente un immense potentiel avec 60% des terres non cultivées sur terre à ce jour²²³. Soros et son entourage restent discrets sur leurs activités en Afrique, on n'observe pas moins une série d'investissements attestant d'un intérêt notable pour l'agrobusiness, avec trois secteurs principaux : l'agroalimentaire, la production de biocarburant et la fourniture d'intrants (semences, fertilisants). Trois domaines étroitement liés à des problématiques sociétales telles que les OGM, l'accaparement de terres et la déforestation, ceci posant la question de la contradiction entre les affaires de George Soros et les convictions affichées par certaines des ONG qu'il soutient.

« Food security will become the next tradable commodity »²²⁴

« It is the decade of agriculture in Africa. Food security will become the next tradable commodity », affirme Stewart Paperin, Président du Soros Economic Development Fund²²⁵.

Fort de cette conviction, Soros tente dès 1998, mais sans succès, de s'emparer du groupe Lonrho²²⁶, à l'époque l'un des plus puissants acteurs du secteur agroalimentaire en Afrique²²⁷. Réitérant ses tentatives dans les années 2010, il réalise une série d'investissements, majoritairement via SEDF, son fonds à but non lucratif. L'objectif affiché est d'aider les petits exploitants à produire et à vendre mieux, avec néanmoins pour effet de projeter l'agriculture africaine vers une dimension plus intensive.

²²³ L'Afrique possède 60% des terres non cultivées au monde, selon la FAO, [en ligne] disponible sur <http://www.agencecofin.com/gestion-publique/2702-45200-l-afrique-possede-60-des-terres-non-cultivees-au-monde-selon-la-fao>

²²⁴ GILLAM, Carey, Investors try new tactic with African agriculture, *Reuters*, 01/12/2010, [en ligne] disponible sur <http://www.reuters.com/article/2010/12/01/us-transform-feature-idUSTRE6B06BN20101201?feedType=RSS&feedName=everything&virtualBrandChannel=11563>

²²⁵ Ibidem

²²⁶ George Soros est intéressé par Lonrho Africa, *Les Echos*, 09/06/1998, [en ligne] disponible sur http://www.lesechos.fr/09/06/1998/LesEchos/17662-082-ECH_george-soros-est-interesse-par-lonrho-africa.htm

²²⁷ A noter que le groupe Lonrho, en proie à des difficultés, a depuis été en grande partie démantelé

Parmi les investissements les plus significatifs de SEDF dans l'agroalimentaire figure un financement de cinq millions de dollars, en mars 2014, à la société ghanéenne Global Agri-Development Company (GADCO)²²⁸, aux côtés notamment d'AgDevCo²²⁹. GADCO bénéficie en outre de partenariats avec le semencier suisse Syngenta, avec la Banque mondiale, avec l'USAID²³⁰ ainsi qu'avec l'Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA)²³¹, une association créée par la Bill and Melinda Gates Foundation (BMGF) et la Rockefeller Foundation pour développer la production agricole en Afrique. GADCO a alors pour chairman Lord Malloch Brown, un proche de George Soros, ancien vice-chairman de SFM et d'OSI (cf. encadré p. 141)²³².

Fondée en 2010, GADCO aide les petits producteurs de riz locaux à produire et à vendre à plus grande échelle, avec plusieurs programmes. Le programme Copa Connect vise à soutenir les agriculteurs locaux (500 au démarrage, 5.000 à terme selon l'objectif affiché) en leur fournissant les moyens nécessaires à l'exploitation de leurs terres et en les mettant en contact avec des acheteurs à la fin de la récolte²³³. Coppa Connect est soutenu par la fondation Syngenta et par l'Africa Enterprise Challenge Fund (AECF), une association commune aux fondations Gates et Rockefeller. Un autre programme a pour principe de regrouper des petits producteurs sur une même exploitation disposant d'intrants agricoles, d'unités de transformation et de facilités logistiques.

²²⁸ [en ligne] disponible sur <https://www.opensocietyfoundations.org/press-releases/soros-economic-development-fund-invests-ghana-bolster-food-security> (02/08/2016)

²²⁹ Fondée en 2009, AgDevCo est une société à but non lucratif spécialisée dans le développement agricole et financée notamment par les gouvernements britannique, norvégien et néerlandais. Des fondations contribuent également à son budget, notamment la Mastercard Foundation, la Rockefeller Foundation et la William and Flora Hewlett Foundation, cf. information [en ligne] disponible sur <http://www.agdevco.com/about-us/our-partners.html>

²³⁰ The Impact of Contractual Partnerships on Small-Scale Rice Growers in Ghana, [en ligne] disponible sur <http://www.poverty-action.org/study/impact-contractual-partnerships-small-scale-rice-growers-ghana>

²³¹ Accaparement mondial des terres agricoles en 2016 : ampleur et impact, 12/07/2016, [en ligne] disponible sur <https://www.grain.org/fr/article/entries/5508-accaparement-mondial-des-terres-agricoles-en-2016-ampleur-et-impact>

²³² Selon les informations disponibles, Mark Malloch Brown est chairman de Gadco depuis 2012 et l'était encore jusqu'au moins en 2015.

[en ligne] disponible sur https://riceforafrica.net/downloads/Meetings/gm5/S2-1.GADCO_EN.pdf

[en ligne] disponible sur https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/7091/FAC_Working_Paper_123.pdf?sequence=1

²³³ Le fonds Soros investit au Ghana pour renforcer la sécurité alimentaire, 25/03/2014, [en ligne] disponible sur <http://www.prnewswire.com/news-releases/le-soros-economic-development-fund-investit-au-ghana-pour-renforcer-la-securite-alimentaire-252148131.html>

GADCO a obtenu en 2011 « un bail de 30 ans sur 1.000 ha que la société prévoit d'étendre progressivement à 5.000-6.000 ha »²³⁴. GADCO s'est inspiré des méthodes brésiliennes pour les reproduire en Afrique de l'Ouest : emploi de « semences de qualité », pas de culture avec labour, utilisation de fertilisants chimiques... GADCO a d'ailleurs conclu un « partenariat stratégique avec Agropecuária Foletto, une entreprise brésilienne appartenant à l'un des plus grands producteurs de riz brésiliens, Ari Foletto, afin de superviser les opérations de ses fermes rizicoles ghanéennes »²³⁵.

Fort de ce savoir-faire, GADCO est aujourd'hui devenue la première société productrice de riz au Ghana. Racheté en 2015 par RMG Concept Limited (une des principales multinationales de l'agrobusiness en Afrique de l'Ouest, implantée dans 17 pays, dont est actionnaire Enko, une société dans laquelle Soros a investi en 2014), le groupe ambitionne aujourd'hui d'étendre ses activités à cinq autres pays, notamment au Mozambique, et de développer une production rizicole verticalement intégrée à grande échelle en Afrique de l'Ouest ; il projette de mobiliser près de 100 millions de dollars à cet effet²³⁶. Le retour sur investissement pourrait à terme, selon Iggy Bassi, fondateur de la société, atteindre 40%²³⁷.

SEDF est par ailleurs partenaire de l'initiative TransFarm Africa (TFA), une initiative de l'Aspen Institute²³⁸. Parmi les partenaires stratégiques de TFA, on retrouve l'AGRA et AgDevCo ; on trouve également Oxfam, ONG notoirement proche de George Soros, ainsi que TechnoServe, connu pour sa proximité avec la famille Soros, Paul Soros, le frère de George Soros, ayant siégé pendant près de vingt ans au Conseil d'administration de la société²³⁹. Enfin, un des

²³⁴ Accaparement mondial des terres agricoles en 2016 : ampleur et impact, 12/07/2016, [en ligne] disponible sur <https://www.grain.org/fr/article/entries/5508-accaparement-mondial-des-terres-agricoles-en-2016-ampleur-et-impact>

²³⁵ Ibidem

²³⁶ AGRIX, investment opportunities for dutch agrifood companies in Mozambique - A Challenge for Patient Money, 06/2014, [en ligne] disponible sur <http://agripofocus.com/upload/AgrifoodinvestmentopportunitiesMozambique1417448619.pdf>

²³⁷ WALLIS, William, Ghana rice venture points new way ahead, *Financial Times*, 15/03/2013, [en ligne] disponible sur <https://www.ft.com/content/ee02394e-8735-11e2-bde6-00144feabdc0>

²³⁸ ASPEN GLOBAL HEALTH AND DEVELOPMENT, TransFarm Africa a new initiative of aspen global health and development, 25/01/11, [en ligne] disponible sur <https://www.oecd.org/aidfortrade/48367039.pdf>

²³⁹ [en ligne] disponible sur <http://www.TechnoServe.org/blog/remembering-paul-soros>

principaux partenaires institutionnels de TFA est l'Initiative for Global Development, dont le Leadership Council a longtemps été co-présidé par le Général Colin Powell et par l'ancienne secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright²⁴⁰, une proche de Soros comme déjà mentionné. L'initiative TFA a été lancée avec l'objectif de promouvoir une agriculture à vocation commerciale intégrée aux marchés, permettant aux petits exploitants de développer leur activité avec pour leviers l'utilisation de « semences de haute qualité » et de fertilisants, la vente de la production à de grands groupes de distribution comme Shoprite et Pick-n-Pay ou encore l'utilisation de corridors logistiques pour désenclaver les pays ne possédant pas de débouchés maritimes et leur permettre ainsi d'exporter leurs marchandises. Si le projet TFA semble aujourd'hui à l'arrêt, ce dernier objectif n'en reste pas moins d'actualité pour Soros, qui investit dans la logistique portuaire (cf. encadré ci-dessous).

QUI TIENT LA MER TIENT LE COMMERCE

En septembre 2013, par le biais de SEDF, George Soros co-investit avec le fonds d'investissement Jacana Partners dans la société DSM Corridor Group (DCG) à hauteur de 20% du capital²⁴¹. Cette société est la première sur le marché du vrac sec au niveau du port de Dar-Es-Salaam, en Tanzanie. Elle est notamment impliquée dans le transbordement de fertilisants, de céréales, de sucre et de minerais comme le charbon, le cuivre, le clinker et le cobalt²⁴². D'après Cedric de Beer, directeur des opérations en Afrique de SEDF, la société présente un important potentiel de développement : « *DCG is facing a number of new opportunities thanks to the rising regional importance of the port of Dar es Salaam, which not only serves Tanzania but is a gateway for exports and imports for several landlocked African countries. This, combined with the positive outlook of the sectors DCG serves such as mining, agribusiness and construction means there is high-growth potential for the company and significant social impact for the wider community* »²⁴³.

²⁴⁰ IGD NEWS, Press Release: IGD's Frontier 100 Forum draws attention to emergence of African businesses in the world-class space, 30/10/2015, [en ligne] disponible sur <http://www.igdleaders.org/press-release-igds-frontier-100-forum-draws-attention-to-emergence-of-african-businesses-in-the-world-class-space/>

²⁴¹ [en ligne] disponible sur <http://www.procurementandlogisticsonline.com/2017/02/3158/>

²⁴² [en ligne] disponible sur <http://www.dsmcorridor.com/>

²⁴³ Jacana invests in Dar es Salaam, [en ligne] disponible sur <http://portfinanceinternational.com/categories/emerging-economies/item/1085-jacana-invests-in-dar-es-salaam>

Outre GADCO et TFA, SEDF a également investi dans différents fonds opérant dans l'agrobusiness comme :

- le Fanisi Venture Capital Fund (Kenya, Rwanda, Tanzanie, Ouganda)²⁴⁴,
- le Manocap Soros Fund (Sierra Leone, Liberia, Ghana)²⁴⁵,
- ou encore le fonds Injaro (Afrique de l'Ouest), qui compte d'ailleurs dans son board Jocelyn Songco, Investment Officer au sein de SEDF²⁴⁶.

Enfin, on peut noter la présence d'Adecoagro, dont Soros est, comme nous l'avons vu, un important actionnaire, au Nigeria, où le groupe a conclu en août 2013 un accord d'assistance technique avec Flour Mills of Nigeria (FMN). Le contrat prévoit qu'Adecoagro assiste FMN dans la gestion de sa ferme de Kaboji, une des plus importantes du pays avec 10.000 hectares de terres, consacrées principalement à la culture de maïs et de soja²⁴⁷. La présence en Afrique de ce spécialiste du bioéthanol est intéressante à noter, de même que le fait que la plupart des investissements de Soros donne la priorité à des cultures susceptibles d'être exploitées dans le cadre de la production de biocarburant – un secteur auquel Soros s'intéresse fortement.

Biocarburants : de l'Amérique latine à l'Afrique

« Je suis un spéculateur de l'éthanol et je le dis même si le mot est péjoratif », déclare George Soros en 2007, lorsqu'il se lance dans la production de biocarburant au Brésil.

Et de fait, les années qui suivent le voient investir massivement dans les biocarburants, notamment via la société Adecoagro, dont il fait évoluer l'activité, traditionnellement centrée sur l'élevage de bétail, vers la culture de soja destiné à la production de bioéthanol. Le groupe se positionne ainsi

²⁴⁴ THE OAKLAND INSTITUTE, Betting on world agriculture, US private equity managers eye agricultural returns, 2012, [en ligne] disponible sur http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/OI_report_Betting_on_World_Agriculture.pdf

²⁴⁵ Ibidem

²⁴⁶ [en ligne] disponible sur <http://www.iachl.com/parent.php?root=about&link=directors>

²⁴⁷ BUSINESS DAY, Flour Mills of Nigeria notifies NSE on agreement with Adecoagro, 28/08/2013, [en ligne] disponible sur <http://www.farmlandgrab.org/post/view/22489-flour-mills-of-nigeria-notifies-nse-on-agreement-with-adecoagro>

comme l'un des plus gros acteurs du marché, notamment au Brésil, premier pays à avoir introduit, il y a près de quarante ans, une alternative à l'essence. Soros a également longtemps été actionnaire du groupe Petrobras, lui aussi très actif dans les biocarburants en Amérique du sud ; il en soutient d'ailleurs le développement en Afrique via le fonds Helios Investment Partners (HIP) (cf. encadré p. 70), dont il est actionnaire, et qui a investi dans Petrobras Africa.

PETROBRAS, FER DE LANCE DE LA STRATEGIE BRÉSILIENNE D'EXTENSION DU MARCHÉ DES BIOCARBURANTS A L'AFRIQUE

Le Brésil, deuxième exportateur mondial de bioéthanol, entend développer le marché international, et notamment africain, des biocarburants. Il souhaite ainsi s'assurer des débouchés commerciaux sur ce continent où plus d'un habitant sur trois appartient désormais à la classe moyenne²⁴⁸ ; il espère en outre éviter de nouvelles pénuries comme celle qu'a connue le pays en 2011. Pour conquérir le marché africain, le Brésil a donné la priorité aux anciennes colonies portugaises, lusophones, Mozambique et Angola notamment. Sa stratégie repose sur deux axes. Le premier consiste en une stratégie d'influence diplomatique et institutionnelle : négociation d'accords de coopération (comme avec le Mozambique, avec lequel le Brésil signe en 2006 un accord de six milliards d'euros d'investissements dans le secteur du bioéthanol à base de canne à sucre), formation d'ingénieurs par l'Embrapa (Institut de recherche agronomique du Brésil), etc. Le second axe consiste en une stratégie d'achat de terres et d'implantation d'entreprises brésiliennes, avec pour principal fer de lance l'entreprise publique Petrobras. Celle-ci débute au Mozambique avec l'exploitation d'une usine de production de sucre en collaboration avec Guarani puis la construction d'une usine de production d'éthanol via sa filiale Biocombustível. La construction de cette seconde usine précède l'achat par de grands propriétaires brésiliens de terres représentant l'équivalent des deux tiers du Portugal²⁴⁹. Fort de ce premier succès, Petrobras a depuis noué des accords pour l'exploitation de champs de canne à sucre dans une vingtaine de pays,

²⁴⁸ DUFAY, Fantin, L'influence brésilienne sur le continent africain : l'exemple de Petrobras, 01/03/2012, [en ligne] disponible sur <http://www.infoguerre.fr/industries-et-souverainete/petrobras-influence-bresil-sur-afrique-5657>

²⁴⁹ DUPRESSOIR, Mathieu, La diplomatie lusophone de l'éthanol : l'exemple du Mozambique, 08/03/2012, [en ligne] disponible sur <https://portail-je.fr/analysis/160/la-diplomatie-lusophone-de-l-ethanol-l'exemple-du-mozambique>

incluant le Ghana, le Bénin, le Mozambique, le Kenya ou encore le Gabon²⁵⁰. La société a annoncé en juin 2013 une joint-venture avec la plus grande banque d'investissement d'Amérique latine, BTG Pactual, avec notamment pour ambition de déployer sa présence en Afrique²⁵¹.

En plus de développer la production de biocarburant, Soros entend également en promouvoir la consommation. C'est ainsi que, en septembre 2012, il investit via SEDF plus de six millions de dollars dans CleanStar, au Mozambique, devenant ainsi son premier actionnaire. CleanStar collabore avec TechnoServe et AgDevCo qui, comme nous l'avons vu, collaborent également avec SEDF au sein de TFA et de GADCO²⁵². L'objet du projet, soutenir 2.000 exploitations agricoles familiales par la fourniture de matériel et d'assistance technique, ce afin d'augmenter les récoltes de produits alimentaires, manioc notamment. L'excédent est racheté et transformé en carburant de cuisine par CleanStar²⁵³, qui revend le biocarburant avec des poêles ad hoc, destinés à remplacer les poêles à charbon de bois largement répandus pour cuisiner. Derrière les nobles objectifs affichés, comme l'amélioration de la santé des populations (émissions toxiques du charbon de bois) et la lutte contre les dommages écologiques liés à la production de charbon de bois (déforestation, détérioration du climat, érosion des sols...), cette lucrative entreprise contribue à généraliser l'usage de biocarburants dans le pays et donc à développer la filière bioéthanol. Si ce projet fonctionne au Mozambique, précise Steve Paperin, il pourrait importer du bioéthanol dans plus de 45 villes africaines confrontées aux mêmes problèmes, générant un chiffre d'affaire de 2 milliards de dollars²⁵⁴. SEDF ambitionne d'étendre le

²⁵⁰ DUFAY, Fantin, L'influence brésilienne sur le continent africain : l'exemple de Petrobras, 01/03/2015, [en ligne] disponible sur <http://www.infoguerre.fr/industries-et-souverainete/petrobras-influence-bresil-sur-afrique-5657>

²⁵¹ Ibidem

²⁵² AGRIX, Investment opportunities for dutch agrifood companies in Mozambique - A Challenge for Patient Money, 06/2014, [en ligne] disponible sur <http://agriprofocus.com/upload/AgrifoodinvestmentopportunitiesMozambique1417448619.pdf> (page 69)

²⁵³ 9 millions de dollars pour CleanStar Mozambique, 19/09/2012, [en ligne] disponible sur <http://www.temoignages.re/international/nouvelles-d-afrique/9-millions-de-dollars-pour-cleanstar-mozambique-58698>

²⁵⁴ KARABELL, Shellie, Impact investing, Soros style, 14/08/2013, [en ligne] disponible sur <http://knowledge.insead.edu/responsibility/impact-investing-soros-style-2576>

projet sur le continent : la société a négocié lors de son entrée au capital une clause lui permettant de poursuivre ses investissements en ce sens.

On peut également noter que Soros a des participations dans une société semencière spécialisée dans le biocarburant, et plus particulièrement dans le sorgho : la société Ceres²⁵⁵. La production d'intrants est en effet, aux côtés de l'agroalimentaire et de la production de biocarburant, le troisième secteur dans lequel Soros est actif sur la scène agricole africaine.

Vers des semences à « haut rendement »

George Soros est impliqué dans la promotion du secteur semencier international, avec un point notable qui est son engagement dans le domaine des OGM. Soros a investi à de nombreuses reprises dans des acteurs majeurs du secteur agro-chimique comme Monsanto (racheté par Bayer en septembre 2016), Agrium Inc., CF Industries Holding Inc. ou Mosaic co.

Au demeurant, même si le mot « OGM » n'est pas explicitement employé, on note qu'OSIWA et OSISA incluent dans leurs plans d'action des initiatives destinées à favoriser l'émergence en Afrique d'une agriculture à haut rendement.

C'est donc sans grande surprise que l'on trouve associés à nombre des projets agricoles africains soutenus par Soros de grands groupes spécialisés dans la biotechnologie. Ainsi, un des actionnaires de CleanStar aux côtés de SEDF est Novozymes, leader mondial de la bio innovation (utilisation d'enzymes et de micro-organismes pour augmenter les rendements des cultures en utilisant moins d'intrants), connu pour sa collaboration avec Monsanto²⁵⁶. On note également que l'initiative TPA soutenue par SEDF prévoit entre autres leviers de promouvoir l'utilisation de « nouvelles semences et de nouvelles variétés

²⁵⁵ A ne pas confondre avec la société Ceres Partners.

²⁵⁶ En décembre 2013, Novozymes s'est associé au géant américain Monsanto en créant The BioAg Alliance, alliant les opérations commerciales et de recherche et développement de micro-organismes de Novozymes aux capacités en recherche, biologie de pointe, expérimentation de terrain et opérations commerciales de Monsanto. cf. information [en ligne] disponible sur <http://www.monsanto.com/global/fr/actualites/pages/monsanto-et-novozymes.aspx>.

[pour] accroître la productivité agricole dans les prochaines décennies. GADCO est aussi très lié aux multinationales du secteur, notamment Syngenta et Yara, ainsi qu'en atteste un document interne confidentiel²⁵⁸. GADCO a d'ailleurs été racheté en 2015 par la multinationale RMG Concept Limited, créée en 2007 par d'anciens directeurs de Syngenta pour distribuer les produits agrochimiques de Syngenta en Afrique de l'Ouest²⁵⁹. RMG fournit des intrants et semences les petits agriculteurs. Le principe : les produits sont fournis sous forme de crédits en nature aux exploitants, ceux-ci remboursent en nature également, en vendant tout ou partie de leur récolte à RMG. Notons au passage que RMG a pour actionnaire depuis 2008 la société Enko, dans laquelle Soros a investi en avril 2014²⁶⁰.

En plus de ces partenariats, Soros investit dans diverses sociétés de fabrication ou de fourniture d'intrants, à la fois via ses fonds d'investissement traditionnels et via son fonds à but non lucratif SEDF. Ainsi Soros a-t-il investi en 2012, via Quantum Industrial Partners, dans la société Ceres²⁶¹ évoquée plus haut. Parmi les autres actionnaires, on trouve Monsanto. Fondée en 1997, et originellement active dans la recherche, le brevetage et la commercialisation de plants (avec pour client notamment Monsanto), Ceres a opéré en 2004 un recentrage stratégique et s'est aujourd'hui spécialisée dans le biocarburant, et plus particulièrement dans le sorgho, avec l'ambition de se positionner parmi les semenciers de premier rang sur la scène internationale. Rachetée en juin 2016 par un géant de l'agro-business américain, Land O'Lakes²⁶², la société a notamment conclu des accords avec le géant semencier Syngenta.

Ceres fait aujourd'hui l'objet de vives critiques, accusé de piller le patrimoine génétique de certains pays. En cause : le fait de breveter le génome de sorghos

²⁵⁸ ASPEN GLOBAL HEALTH AND DEVELOPMENT, TransFarm Africa, a new initiative of Aspen Global Health and Development, 25/01/2011, [en ligne] disponible sur <https://www.oecd.org/aidfortrade/48367039.pdf>

²⁵⁹ [en ligne] disponible sur http://riceforafrica.net/downloads/Meetings/gm5/S2-1.GADCO_EN.pdf (04/02/2013).

²⁶⁰ GRAIN, Transactions foncières en 2016, [en ligne] disponible sur <https://www.grain.org/attachments/3887/download>

²⁶¹ WADE, Amada, Tour d'horizon avec Cyrille Nkontchou, 26/12/2015, [en ligne] disponible sur <http://www.financialafrik.com/2015/12/26/tour-dhorizon-avec-cyrille-nkontchou/#.WK6XG9qg4>

²⁶² [en ligne] disponible sur <http://investor.ceres.net/secfilingscfm?filingID=950123-12-2156&CIK=767884>

originaires d'Afrique, par la suite vendus dans d'autres pays, notamment au Brésil, pour la production d'agro-carburants²⁶³. Ce faisant, Ceres contrevient aux règles de protection contre la privatisation du vivant végétal du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRFAA) initié par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Selon le Centre Africain pour la Biodiversité (CAB), Ceres profite du fait que ses commanditaires soient pour la plupart basés aux Etats-Unis, qui ont signé le traité mais ne l'ont pas ratifié²⁶⁴. Un contournement sinon illégal, à tout le moins moralement discutable.

Soros soutient plusieurs autres projets via SEDF, dont le West Africa Agricultural Investment Fund (WAAIF) lancé par l'AGRA en 2014 dans le cadre du programme Seed Production for Africa (SEPA)²⁶⁵ pour favoriser l'utilisation d'engrais chimiques et de semences commerciales. Il est à noter que l'AGRA, aujourd'hui devenue très influente en Afrique, fait l'objet de multiples critiques, dont principalement de promouvoir les OGM. L'AGRA est d'ailleurs liée au Earth Institute de Jeffrey Sachs, grand partisan des OGM, et ami de Soros, via un accord engageant celui-ci à « promouvoir les technologies agricoles au bénéfice des petits paysans africains »²⁶⁶.

Outre SEDF et l'AGRA, le WAAIF a pour investisseur d'origine la Lundin Foundation²⁶⁷. Celle-ci est par ailleurs connue pour avoir investi dans l'Acumen Fund (dont Andrea Soros Colombel, la fille de George Soros, est partenaire fondateur²⁶⁸, et Mark Malloch Brown, un proche de Soros, membre de l'Advisory Council²⁶⁹), qui se trouve être l'un des partenaires financiers de

²⁶³ AFRICAN CENTRE FOR BIOSAFETY, African Sorghum for Agrofuels, 03/2010, [en ligne] disponible sur http://achio.org.za/wp-content/uploads/2015/02/ACB-Briefing-African-sorghum-for-agrofuels_March-2010.pdf

²⁶⁴ AFRICAN CENTRE FOR BIOSAFETY, The race to own Africa's Sorghum genes, 17/06/2010, [en ligne] disponible sur <http://achio.org.za/the-race-to-own-africas-sorghum-genes/>

²⁶⁵ AFRICAN CENTRE FOR BIOSAFETY, Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA) laying the groundwork for the commercialisation of African Agriculture, 09/2012, [en ligne] disponible sur http://achio.org.za/wp-content/uploads/2015/02/AGRA_critique.pdf

²⁶⁶ OOKO, Daniel, AGRA, Earth Institute sign deal to advance African green revolution, 16/01/2009, [en ligne] disponible sur http://news.xinhuanet.com/english/2009-01/16/content_10669838.htm

²⁶⁷ GUILLET, Dominique, Effet de "Serres" et Révolution Verte Eugénique, 07/10/2009, [en ligne] disponible sur <http://liberterre.fr/gaiasophia/gaia-climats/generaux/eugenique.html>

²⁶⁸ [en ligne] disponible sur <http://www.iachl.com/parent.php?root=about&link=partners>

²⁶⁹ [en ligne] disponible sur <https://www.opensocietyfoundations.org/people/andrea-soros-colombel>

²⁶⁹ [en ligne] disponible sur <http://acumen.org/about/people/advisors/>

la société kényane Western Seed Company, spécialisée dans les maïs hybrides F1²⁷⁰.

Le WAAIF a pour objectif d'aider au développement de petites compagnies semencières, capables de produire des semences améliorées à haute productivité, dans cinq pays (Burkina Faso, Ghana, Mali, Niger et Nigeria)²⁷¹. Ses détracteurs l'accusent de soutenir ces sociétés semencières dans le but de développer la commercialisation d'engrais et de semences fournis par les grandes multinationales : ces sociétés seraient incitées à travailler avec des multinationales, ce qui préparerait le terrain en vue de rachats ultérieurs²⁷².

Le fonds qui gère le programme WAAIF, Injaro – soutenu par Soros comme mentionné plus haut (cf. p. 84) – a investi dans plusieurs autres sociétés semencières : Comptoir 2000 au Mali, Neema Agricole du Faso Sari [Nafaso] au Burkina Faso, M&B Seeds and Agricultural Services au Ghana, Faso Kaba au Mali et Alheri au Niger²⁷³.

SEDF soutient également l'African Fertilizer Agribusiness Partnership (AFAP), fondé en 2011 en collaboration avec le NEPAD et l'African Development Bank (ADB). Cet organisme a été financé à l'origine par l'AGRA, à hauteur de 25 millions de dollars, pour établir une politique régionale et un projet de régulation facilitant l'usage d'engrais en Afrique orientale et australe. Son objectif est d'accroître de 100% l'utilisation de fertilisants chimiques et de 15% le nombre d'utilisateurs²⁷⁴. A cet effet, l'AFAP facilite et soutient l'importation et la distribution de fertilisants via des subventions directes et des garanties de crédits. Selon un rapport du CAB, l'AFAP attirerait de nombreux donateurs parmi lesquels l'USAID et la fondation Soros – sans précision toutefois sur ces donations²⁷⁵.

²⁷⁰ [en ligne] disponible sur <http://www.africa-assets.com/data/funds/west-africa-agricultural-investment-fund>

²⁷¹ [en ligne] disponible sur

http://www.injaroinvestments.com/en/details.php?id_news=25&id_item=news&lang=fr

²⁷² AFRICAN CENTRE FOR BIOSAFETY, Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA) laying the groundwork for the commercialisation of African Agriculture, 09/2012, [en ligne] disponible sur http://achio.org.za/wp-content/uploads/2015/02/AGRA_critique.pdf

²⁷³ [en ligne] disponible sur <http://www.aicl.com/parent.php?root=portfolio&link=profiles>

²⁷⁴ AFRICAN CENTRE FOR BIOSAFETY, AFAP in Ghana, Mozambique and Tanzania – for profit or people?, 08/2015, [en ligne] disponible sur http://doc.rero.ch/record/257735/files/45-AFAP_in_Ghana_Mozambique_and_Tanzania-for_profits_or_people_August_2015.pdf

²⁷⁵ Ibidem

Comme dans le cas des biocarburants, Soros encourage non seulement la production et la distribution d'intrants OGM mais aussi leur consommation. Et là encore, comme avec CleanStar, il utilise la voie de l'action philanthropique avec le Millennium Villages Project (MVP), un programme de développement piloté par Jeffrey Sachs (cf. encadré ci-dessous), centré entre autres sur l'agriculture et faisant la part belle à l'utilisation de semences et fertilisants fournis par les grands acteurs de l'industrie OGM.

MILLENNIUM VILLAGES PROJECT : CHEVAL DE TROIE DES OGM EN AFRIQUE?

Lancé en 2006 pour une durée initiale de 5 ans, le Millennium Villages Project (MVP) est le fruit d'un partenariat entre le PNUD, l'Earth Institute de l'Université de Columbia dirigé par Jeffrey Sachs et l'organisation Millennium Promise fondée et dirigée par le même Jeffrey Sachs. Le projet est à l'origine financé par des prêts de la Banque mondiale et par des subventions de divers donateurs, parmi lesquels George Soros, qui contribue à hauteur de 50 millions de dollars. Au terme de la première phase, en 2011, le PNUD se retire du programme, et c'est l'ONG Millennium Promise qui reprend seule la conduite du projet. Outre Soros, sont aujourd'hui partenaires du programme²⁷⁶, entre autres, l'ONU via plusieurs de ses branches (UNAIDS, UNOP, World Food Programme...), la Fondation Clinton, l'AGRA mais aussi de nombreuses multinationales spécialisées dans les semences hybrides et génétiquement modifiées, les produits pharmaceutiques et les fertilisants de synthèse, comme Monsanto, Novartis/Syngenta, Sanofi-Aventis, GlaxoSmithKline, Procter et Gamble, Merck, Mosaic co., Pfizer, Sumitomo Chemical ou encore Yara. La contribution de Monsanto, par exemple, ainsi qu'en témoigne son rapport annuel, consiste en dons de semences ; le programme MVP assure que ces intrants sont exploités dans les meilleures conditions, de sorte qu'ils produisent des rendements optimaux²⁷⁷. Ainsi les OGM entrent-ils de manière détournée dans l'usage quotidien des petits agriculteurs africains, les semenciers contournant l'opposition à la biotechnologie par la voie moralement irréprochable de la philanthropie.

²⁷⁶ [en ligne] disponible sur <http://millenniumvillages.org/about/partners/>

²⁷⁷ [en ligne] disponible sur http://www.monsantoafrica.com/responsibility/community_focus.asp

Et il semblerait que l'engagement de Soros dans le développement des semences OGM n'en soit qu'à ses débuts. En témoigne la déclaration de Stewart Paperin, qui a annoncé la volonté de SEDF d'investir dans une société – dont il n'a pas dévoilé le nom – ayant créé un stimulant de croissance biologique pour les plantes contribuant à augmenter leur rendement ainsi que leur résistance à la sécheresse et aux changements de température. Déjà testé en Indonésie pour la production de riz, le procédé aurait permis d'augmenter les rendements de cinq à douze tonnes par hectare²⁷⁸.

OGM, accaparement des terres... : Soros le businessman vs Soros l'idéologue

Incontestablement, le secteur agricole offre un bel exemple de dualité sorosienne entre objectifs philanthropiques et intérêts économiques.

En effet, si la majorité des investissements de Soros dans le secteur agricole passe par SEDF, son fonds à but non lucratif, avec un objectif affiché de promotion de la petite agriculture locale, ils n'en ont pas moins pour effet de servir les intérêts des grandes multinationales partenaires de Soros : Adecoagro, Monsanto, etc.

Qui plus est, on note une contradiction certaine entre le système promu par Soros tel que décrit ci-dessus et les valeurs défendues par nombre d'ONG soutenues par le même Soros. La contradiction est flagrante dans le domaine des OGM : tandis qu'il promeut activement le secteur, un certain nombre d'ONG qu'il finance, notamment les Amis de la Terre²⁷⁹, luttent pour une nourriture et une agriculture exemptes d'organismes génétiquement modifiés²⁸⁰. Plus directement, ses propres fondations s'investissent sur le terrain contre les OGM. Ainsi OSIWA et Oxfam soutiennent-elles l'organisation ghanéenne Peasant Farmers Association of Ghana (PFAG) qui se bat depuis

²⁷⁸ KARABELL, Shelle, Impact investing. Soros style, 14/08/2013, [en ligne] disponible sur <http://knowledge.insead.edu/responsibility/impact-investing-soros-style-2576>

²⁷⁹ [en ligne] disponible sur <http://www.foceurope.org/about/financial>

²⁸⁰ [en ligne] disponible sur <http://www.amisdelaterre.org/-OGM-.html>

plusieurs années contre l'implémentation des OGM dans ce pays²⁸¹. OSIWA a par ailleurs financé en 2014 la quatrième Foire ouest-africaine des semences paysannes durant laquelle les OSC participantes ont vivement critiqué l'AGRA ainsi que les projets favorisant l'introduction des OGM en Afrique²⁸². OSIWA soutient aussi financièrement l'Association Sénégalaise des Producteurs de Semences Paysannes (ASPSP) qui milite pour la défense des semences paysannes et contre l'utilisation des OGM²⁸³.

De même, dans le domaine de l'exploitation agricole, plusieurs initiatives de Soros contribuent au développement d'une agriculture intensive, comme GADCO : qui plus est, Soros compte dans son entourage des dirigeants de sociétés accusées de participer à l'accaparement de terres (cf. encadré ci-dessous).

ACCAPAREMENT DES TERRES : DES PROCHES DE SOROS IMPLIQUES

L'entourage de Soros compte plusieurs dirigeants impliqués dans des affaires d'accaparement de terres. Ainsi est-il proche de plusieurs personnalités liées à Agrica, principal producteur et transformateur de riz en Tanzanie, accusé d'accaparement de terres et d'atteinte à l'environnement. Le fondateur et directeur d'Agrica, Alan Leland Boyce, a travaillé de 1999 à 2007 pour le Soros Fund Management et compte parmi les fondateurs et membres du Conseil d'administration d'Adecoagro. Par ailleurs, un des directeurs d'Agrica est Daniel Hulls²⁸⁴, directeur général d'AgDevCo, qui a co-investi avec Soros dans GADCO et TFA.

Soros est également lié à l'une des dirigeantes de Dekel Oil, société spécialisée dans la production d'huile de palme, principalement implantée en Côte d'Ivoire en association avec Biopalm Energy (une succursale du

²⁸¹ Food crisis could hit Ghana soon – Prez of Peasant farmers, 10/07/2014, [en ligne] disponible sur <http://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/economy/artikel.php?ID=316395> ;

[en ligne] disponible sur <https://twitter.com/pfagghana> ;

Agric budget to stifle crop production, 19/12/2014, [en ligne] disponible sur

<http://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/Agric-budget-to-stifle-crop-production-339826> ;

[en ligne] disponible sur <http://www.fooddemocracynow.org/blog/2016/may/4>

²⁸² ASPSP – BEDE, Journal de la 4^e foire ouest-africaine des semences paysannes, 03/2014, [en ligne] disponible sur http://www.bede-asso.org/wp-content/uploads/2014/11/WEB_JournalFoire2014.pdf

²⁸³ [en ligne] disponible sur <http://www.fiarasenegal.org/wp-content/uploads/2015/03/AGRO-FIARA-Mise-en-page-1.pdf>

²⁸⁴ [en ligne] disponible sur <http://www.agrica.com/html/directors8.html>

groupe singapourien Siva, très critiqué par les détracteurs de l'industrie des agro-carburants). En 2013, la société détenait une plantation de 1.886 hectares ainsi que des accords avec des coopératives, petits paysans et propriétaires terriens locaux donnant à l'entreprise les droits fonciers sur 27.000 ha autour d'Ayenouan et 24.000 hectares de gestion de 10.000 ha de est par ailleurs engagée dans un contrat de gestion de 10.000 ha de palmeraies appartenant à la Coopérative de Guitry. L'entreprise de Guitry et deux familles propriétaires, avec lesquelles Dekel Oil affirme avoir un accord pour les terres de Guitry, contestent avoir donné à l'entreprise les droits sur leurs terres. Il se trouve qu'une proche de Soros est, depuis août 2014, directrice non-exécutive de cette société très controversée. Il s'agit d'Orli Arav²⁸⁵, qui est directrice des investissements du Soros Economic Development Fund ; par ailleurs, Orli Arav a travaillé de 2005 à 2015 au sein du Emerging Africa Infrastructure Fund (EAIF) qui, en 2013, dans le cadre d'un achat de 700 tours de télécommunications en RDC, a prêté 7,5 millions de dollars à Helios Towers Africa (HTA), dont Soros est actionnaire. Le Président du Conseil d'administration de Dekel Oil, Andrew James Tillery, est quant à lui directeur non exécutif de la Miro Forestry Company²⁸⁶, une des plus importantes sociétés forestières d'Afrique de l'Ouest avec 30.000 hectares de plantations, liée à Miro Asset Management²⁸⁷, qui s'est associé en 2009 au Pharos Financial Group, créé en 1997 avec l'apport en capital du Soros Economic Development Fund, pour lancer le fonds Pharos Miro Agriculture Fund. Le partenariat entre les deux sociétés semble avoir cessé dès 2010. Le Pharos Financial Group avait par ailleurs lancé en 2011 le Global Agriculture Fund (Pharos Ag) qui, en partenariat avec la société Agrisol Energy, avait pour objectif de mettre en culture 10.000 hectares en Tanzanie – 300.000 à terme²⁸⁸. A noter que les

²⁸⁵ [en ligne] disponible sur <http://www.dekeloil.com/page.php?PID=50&ppID=2>

²⁸⁶ [en ligne] disponible sur <http://www.bloomberg.com/research/stocks/private/person.asp?personId=82307321&privcapId=231023764>

²⁸⁷ [en ligne] disponible sur <http://www.bloomberg.com/Research/stocks/private/person.asp?personId=106300564&privcapId=259975707>

[en ligne] disponible sur <https://au.linkedin.com/in/owhbarnes>

²⁸⁸ THE OAKLAND INSTITUTE, Betting on world agriculture, US private equity managers eye agricultural returns, 2012, [en ligne] disponible sur http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/OI_report_Betting_on_World_Agriculture.pdf

GRAIN, Les nouveaux propriétaires fonciers : les sociétés d'investissement en tête de la course aux terres agricoles à l'étranger, 20/11/2010, [en ligne] disponible sur

brochures éditées par Pharos Ag à l'époque mentionnaient les sociétés Yara, Monsanto et Pioneer comme partenaires, ainsi que le programme Water Efficient Maize for Africa (WEMA), connu pour inciter à l'adoption de maïs OGM. L'investissement, semble-t-il, a été suspendu face à la levée de boucliers internationale.

Pourtant, dans le même temps, Soros finance de nombreuses ONG engagées dans la lutte contre les problématiques d'accaparement des terres et de déforestation. Ainsi avons-nous vu que Global Witness a dénoncé les ravages provoqués au Liberia par le groupe Golden Veroleum, acteur majeur de l'huile de palme²⁸⁹. Sherpa s'est insurgé contre les agissements de Socapalm au Cameroun. International Crisis Group a quant à elle dénoncé la réforme foncière au Burundi dans un rapport de février 2014. Oxfam, de son côté, mène actuellement une campagne sur le droit à la terre des communautés locales et autochtones²⁹⁰. On pourrait encore citer l'ONG canadienne Association of Community Organizations for Reform Now (Acorn), connue pour sa proximité avec George Soros, qui a participé en septembre dernier, à Douala, à un forum international des organisations de paysans spoliés par les multinationales. Acorn, conjointement avec le Réseau d'Actions Collectives Transnationales (React), a ainsi apporté son soutien à l'organisation camerounaise Synaparcam (Synergie Nationale des Paysans et Riverains du Cameroun), une association de défense des droits économiques, sociaux et environnementaux des populations riveraines des plantations des groupes Socfin et Bolloré²⁹¹.

<https://www.grain.org/article/entries/4407-les-nouveaux-propriteaires-fonciers-les-societes-d-investissement-en-tete-de-la-course-aux-terres-agricoles-a-l-etranger>

²⁸⁹ GLOBAL WITNESS, Palm oil giant Golden Veroleum bulldozes religious sites in Liberia, protected by armed police, 19/10/2016, [en ligne] disponible sur <https://www.globalwitness.org/tr/press-releases/palm-oil-giant-golden-veroleum-liberia/>

²⁹⁰ OXFAM INTERNATIONAL, Pourquoi les droits fonciers collectifs nous concernent toutes et tous, [en ligne] disponible sur <https://www.oxfam.org/fr/pourquoi-les-droits-fonciers-collectifs-nous-concernent-toutes-et-tous>

²⁹¹ MBELLA, Yves, Droit à la terre : canadiens et riverains camerounais s'associent contre Socfin et Bolloré, 09/10/16, [en ligne] disponible sur <http://www.info-cameroun.com/droit-terre-canadiens-riverains-camerounais-contre-socfin-bollore/>

Est également engagé dans la lutte contre l'accaparement des terres le Columbia Center on Sustainable Investment (CCSI) dirigé par Lisa Sachs, qui n'est autre que l'épouse de Jeffrey Sachs, proche de George Soros²⁹². On peut enfin noter que, dans un document officiel daté du 15 septembre 2016, Fatou Bensouda, procureur de la Cour Pénale Internationale et proche de George Soros comme nous le verrons (cf. encadré p. 176), affirme que son bureau « s'intéressera particulièrement » aux crimes impliquant ou entraînant « des ravages écologiques, l'exploitation illicite de ressources naturelles ou l'expropriation illicite de terrains », qui pourraient faire l'objet de poursuites pour crime contre l'humanité²⁹³.

Des contradictions difficiles à justifier pour Soros mais peut-être plus encore pour les ONG qui acceptent d'être financées par l'un des acteurs à l'origine des dérives qu'elles dénoncent.

²⁹² CCSI – NRGL, Gouvernance des fonds de ressources naturelles : les points essentiels, 08/2014, [en ligne] disponible sur http://ccsi.columbia.edu/files/2014/04/NRFL_BP_Overview_FR.pdf

²⁹³ COUR PÉNALE INTERNATIONALE, Document de politique générale relatif à la sélection et à la hiérarchisation des affaires, 15/09/2016, [en ligne] disponible sur https://www.icc-cpi.int/itemsDocuments/20160915_OTP-Policy_Case-Selection_Fra.pdf

INDUSTRIES EXTRACTIVES ET TRANSPARENCE : UN BUSINESSMAN AU SERVICE D'UNE GRANDE CAUSE... OU L'INVERSE ?

Contrairement au secteur agricole, dans lequel les investissements de Soros passent principalement par SEDF, son fonds à but non lucratif, les investissements de Soros dans les industries extractives sont réalisés majoritairement via ses fonds traditionnels. Là encore, ces investissements ne sont pas exempts de contradictions, la plus frappante étant le fait d'investir dans des sociétés accusées de malversations et de corruption alors que Soros lui-même se fait le chantre de la transparence. Il est d'ailleurs l'initiateur et le grand orchestrateur d'un vaste dispositif d'optimisation de la gouvernance dans les secteurs minier et pétrolier. Mais sans doute faut-il y voir moins une contradiction qu'une forme de cynisme sachant que ces outils de moralisation des affaires servent de manière détournée à promouvoir les intérêts de Soros.

Des contradictions assumées...

Les investissements de Soros dans les industries extractives

Soros a manifesté un intérêt de longue date pour les industries extractives – mines, pétrole et gaz – avec des investissements nombreux dans de grands groupes présents sur le continent africain.

A commencer par le secteur des mines, où Soros investit depuis une dizaine d'année déjà.

DES INVESTISSEMENTS MINIER SOUTENUS DEPUIS DIX ANS

En 2005, SFM détient déjà des parts dans de nombreuses sociétés minières possédant des actifs en Afrique. On peut notamment citer Barrick Gold, AngloGold Ashanti Ltd, qui contrôle à l'époque une des plus importantes mines d'or au monde, Newmont Mining, qui possède un important

portefeuille minier au Ghana, ou encore le groupe Apex Silver, dans lequel Soros investit massivement, via sa société Geosor Corporation, plaçant son frère Paul Soros au sein du Conseil d'administration²⁹⁴. En 2007, via ses fonds d'investissement, Soros acquiert d'importantes participations dans la société chinoise Aluminum Corp of China (Chinalco) et dans le groupe brésilien Brazil's CVRD (aujourd'hui connu sous le nom de Vale). La même année, il investit également dans les sociétés Freeport-McMoRan Copper&Gold, très présente en RDC, et Kinross, quant à elle active au Ghana et en Mauritanie²⁹⁵. Le 31 octobre 2008, via le Quantum FMEA Fund, Soros investit près de 100 millions de dollars pour s'emparer de 5% de l'australien Sphere Investment, qui concentre alors l'essentiel de ses activités autour d'un projet phare : l'exploitation de la mine de fer à ciel ouvert de Guelb el-Aouj, en Mauritanie, en partenariat avec la Société nationale industrielle et minière (Snim)²⁹⁶. En 2009, Soros poursuit ses investissements avec une autre minière australienne, Platinum Australia, ayant d'importants actifs dans le platine en Afrique du Sud²⁹⁷ ; l'année suivante, il s'empare de près de 10% d'un autre spécialiste du platine, la compagnie Platinum Group Metals Ltd. A noter qu'à cette époque, les cours du platine font plus que doubler en moins de deux ans²⁹⁸ : un investissement pour le moins profitable pour Soros.

Porté par cette dynamique, Soros poursuit aujourd'hui encore activement ses investissements dans le secteur minier africain, spéculant au gré des cours des matières premières. La hausse des cours de l'or, conjuguée à la faiblesse des titres de certaines sociétés, lui a notamment permis de réaliser quelques très belles opérations sur des valeurs aurifères.

Soros a ainsi massivement investi dans le canadien Barrick Gold, numéro un mondial de l'extraction d'or, qui détient de nombreux actifs africains, regroupés depuis 2014 au sein de la société Acacia Mining. Fin mars 2016,

²⁹⁴ [en ligne] disponible sur <http://www.nasdaq.com/markets/ipos/filing.ashx?filingid=530325>

²⁹⁵ DA SILVA, Tekoa, The Soros position nobody is talking about, 24/11/2012, [en ligne] disponible sur <http://www.mining.com/web/the-soros-position-nobody-is-talking-about/>

²⁹⁶ BECHIR (JA), Le milliardaire Soros en Mauritanie, *Jeune Afrique*, 09/11/2008, [en ligne] disponible sur

<http://www.jeuneafrique.com/219842/archives-thematique/le-milliardaire-soros-en-mauritanie/>

²⁹⁷ Soros Fund Mgt buys 9 pct of Platinum Australia, *Reuters*, 12/10/2009, [en ligne] disponible sur <http://www.reuters.com/article/platinumaustralia-soros-idUSB37856320091012>

²⁹⁸ BURGESS, Luke, George Soros' \$32.6 million Junior Platinum Stock Investment, *Wealth Daily*, 04/11/2010, [en ligne] disponible sur <http://www.wealthdaily.com/articles/george-soros-326-million-junior-platinum-stock-investment/2815>

SFM fait son entrée dans Barrick Gold avec l'acquisition de quelque 19,41 millions d'actions (1,67% du capital) pour un montant de 263,7 millions de dollars ; trois mois plus tard, le fonds revend 94% de ces actions, soit plus de 18,34 millions de titres, pour un montant de 391,6 millions de dollars, réalisant une plus-value de l'ordre de 127 millions de dollars²⁹⁹. « *Our intention is to continue to make more and more money for Mr Soros*, affirme un représentant de Barrick Gold lors d'une interview à la chaîne d'information économique Bloomberg. *We think he's a smart investor. He's proven once again what a smart investor he is* »³⁰⁰. Après avoir cédé l'essentiel de ses actions pour enregistrer cette belle plus-value, Soros s'est récemment repositionné dans Barrick Gold, acquérant 2,85 millions de nouveaux titres de la société³⁰¹.

À l'instar du secteur minier, eu égard à la fluctuation des cours du pétrole, les sociétés pétrolières présentent un domaine d'investissement intéressant pour Soros qui, ces dernières années, a ainsi régulièrement investi, via ses différents fonds, dans des majors comme Chevron, Conoco Phillips, Exxon, Shell, San Leon Energy ou encore le groupe Petrobras, dans lequel il effectue plusieurs allers-retours, manifestant un intérêt notable pour le géant brésilien (cf. encadré ci-après).

Soros investit d'ailleurs également dans Petrobras indirectement, via le fonds Helios Investment Partners (HIP), dont il est un important actionnaire comme nous l'avons vu (cf. encadré p. 70) : en 2013, HIP investit dans Petrobras International Braspetro (BIP), une joint-venture 50/50 entre Petrobras et le groupe bancaire brésilien BTG Pactual, qui gère les opérations d'exploration et de production du groupe Petrobras en Afrique (Nigeria, Gabon, Angola, Tanzanie...) ³⁰². Bien que minoritaire (10%)³⁰³, la prise de participation ouvre à

²⁹⁹ FAY, Pierrick, Barrick Gold, la médaille d'or de George Soros, *Les Echos*, 16/08/2016. [en ligne] disponible sur

http://www.lesechos.fr/16/08/2016/lesechos.fr/0211206532275_barrick-gold--la-medaille-d-or-de-george-soros.htm

³⁰⁰ RAVIER, Luzi-Ann, Bet on Gold Mining Companies Fuels Jackpot for Soros, *Bloomberg*, 15/07/2016, [en ligne] disponible sur <https://www.bloomberg.com/news/articles/2016-11-14/soros-more-than-doubles-stake-in-barrick-gold-as-shares-decline>

³⁰¹ Ibidem

³⁰² [en ligne] disponible sur <https://www.petrobras.com/en/countries/nigeria/nigeria.htm>

³⁰³ BTG a du mal à vendre ses actifs de Petrobras, *Africa Energy Intelligence*, N°783 du 13/12/2016, [en ligne] sur <https://www.africaintelligence.fr/LAE/gaz/2016/12/13/btg-a-du-mal-a-vendre-les-actifs-de-petrobras,108193403-BRE>

HIP les portes du Conseil d'administration de la nouvelle compagnie, valorisées à l'époque près de 3 milliards de dollars³⁰⁴.

PETROBRAS : COUP SPECULATIF OU INVESTISSEMENT DE LONG TERME ?

Soros s'intéresse à la société brésilienne Petrobras, active en Afrique dans le secteur pétrolier mais aussi dans le domaine des biocarburants, depuis 2009. Il compte alors parmi les principaux actionnaires non institutionnels du groupe. A la même époque, Barack Obama décide d'octroyer un prêt de près de deux milliards de dollars à la société pour lui permettre de mener des campagnes d'exploration au large des côtes brésiennes. La concomitance des investissements de Soros et de l'annonce d'Obama, alors même que ce dernier vient de rendre public un train de mesures restreignant les activités d'extraction d'hydrocarbures sur le sol américain, vaudront de nombreuses critiques au Président américain.

Entre 2014 et 2015, Soros procède à des allers et retours sur les marchés, investissant via SFM jusqu'à près de deux milliards dans le géant pétrolier brésilien. Tous les analystes financiers s'accordent à penser que Soros entend investir sur le long terme dans Petrobras. Mais les affaires de corruption qui frappent Petrobras et les autorités brésiennes font fuir les investisseurs (Black Rock Fund Advisors, Fidelity...); Soros ne fait pas exception.

A l'automne 2016, alors que les démêlés judiciaires du groupe brésilien semblent derrière lui, Soros rachète massivement près de 1.56 million de titres³⁰⁵. Ce sursaut d'intérêt de Soros pour Petrobras pourrait notamment s'expliquer par les déboires financiers du groupe pétrolier, mis à mal par le scandale et endetté à hauteur de 126 milliards de dollars, ainsi que de la banque BTG Pactual, partenaire de Petrobras en Afrique via la joint-venture Petrobras International Braspetro (BIP). BTG Pactual, qui a engagé en janvier 2016 une vaste campagne de cession d'actifs, cherche notamment à vendre ses parts dans la société BIP que certains sénateurs brésiliens l'accusent d'avoir acquis à un prix sous-évalué. Et Petrobras envisagerait la cession de certains actifs africains, notamment certains

³⁰⁴ Helios rejoint la coentreprise entre Petrobras et BTG Pactual. *Jeune Afrique*, 26/07/2013, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/17950/economie/helios-rejoint-la-coentreprise-entre-petrobras-et-btg-pactual/>

³⁰⁵ [en ligne] disponible sur

https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1029160/000114036116086458/xslForm13F_X01/ocm13fInfoTable.xml

permis nigériens, lorsque BTG Pactual aura finalisé la vente de ses parts au sein de BIP³⁰⁶. Soros pourrait vouloir ainsi se positionner pour profiter de ces opportunités, d'autant plus qu'il bénéficie d'un siège au Conseil d'administration de BIP via Helios.

En plus de Petrobras, HIP réalise de nombreux autres investissements dans les hydrocarbures. C'est ainsi qu'en 2012, le fonds acquiert 29.4% d'Eland Oil & Gas, lui permettant de détenir 45% de l'Oil Mining Lease (OML) 40 dans le delta du Niger³⁰⁷. Et en août 2014, HIP s'empare de 13.6% de la société britannique Impact Oil & Gas Ltd³⁰⁸, active dans l'exploration pétrolière en Afrique du Sud, en Namibie, au Gabon ainsi qu'au large des côtes sénégalaises.

HIP confirme son intérêt pour le secteur des hydrocarbures avec l'acquisition en mai 2015, pour 100 millions de dollars, de 12.4% d'Africa Oil, via une société de son portefeuille, Stampede Natural Resources³⁰⁹. La compagnie canadienne a un potentiel intéressant du fait de ses découvertes avec Tullow Oil près du lac Turkana, au Kenya³¹⁰.

Aux côtés de ses investissements dans les sociétés d'exploration et de production, HIP investit également dans la distribution. En 2011, HIP fonde en partenariat avec Vitol Energy, à hauteur de 40% chacun, la société Vivo Energy, qui reprend la majeure partie de l'activité de distribution de carburants et lubrifiants de Shell, présent dans seize pays africains avec près de 1.650 stations-services³¹¹. A noter que, quelques mois avant l'opération, en 2010, un proche de George Soros, Mark Malloch Brown (cf. encadré p. 141), avait été nommé consultant par Vitol. Mark Malloch Brown étant proche des

³⁰⁶ Foire d'empoigne pour le contrôle d'Agbami, Egina et Akpo, *Africa Energy Intelligence*, N°776 du 06/09/2016, [en ligne] sur <https://www.africainelligence.fr/LAE/petrole/2016/09/06/foire-d-empoigne-pour-le-contrôle-d-agbami-egina-et-akpo>, 108179812-ART

³⁰⁷ [en ligne] disponible sur <http://www.heliosinvestment.com/our-investments/private-equity/portfolio-companies/eland-oil-and-gas>

³⁰⁸ [en ligne] disponible sur <http://www.heliosinvestment.com/our-investments/private-equity/portfolio-companies/impact-oil-and-gas>

³⁰⁹ Helios invests \$100mln in Africa Oil through Stampede, *Africa Capital Digest*, 03/05/2015, [en ligne] disponible sur <http://africapitaldigest.com/helios-invests-100mln-in-africa-oil-through-stampede/>

³¹⁰ Helios profite de ses fonds pour faire du shopping, *Africa Energy Intelligence*, N°750 du 14/07/2015, [en ligne] sur <https://www.africainelligence.fr/LAE/petrole/2015/07/14/helios-profite-de-ses-fonds-pour-faire-du-shopping>, 108084049-ART

³¹¹ [en ligne] disponible sur <http://www.heliosinvestment.com/our-investments/private-equity/portfolio-companies/vivo-energy>

dirigeants de Shell – l'intéressé est d'ailleurs nommé au Conseil d'administration de la fondation Shell en 2010³¹² –, il n'est pas interdit de penser qu'il n'est pas étranger à la revente des actifs de Shell en Afrique et à la création de Vivo Energy. Shell, qui était dans un premier temps resté actionnaire, cède en décembre 2016 ses parts dans la société (20%) à Vitol et à HIP, pour un montant de 250 millions de dollars³¹³.

En juillet 2016, HIP et Vitol réalisent un autre investissement conjoint, cette fois en partenariat avec la société pétrolière nigériane Oando PLC, pour la création d'une nouvelle compagnie, OVH Energy, possédant près de 350 stations-services au Nigeria³¹⁴. Suite à cet investissement, interrogés par la presse britannique sur leurs connexions avec Soros, HIP et Vitol bottent en touche : HIP refuse de répondre. Quant à Vitol, le groupe indique ne négocier qu'avec HIP, non avec Quantum ou avec George Soros ; pourtant, il est établi que les deux groupes collaborent également hors du périmètre africain d'Helios, en Grande-Bretagne et en Australie notamment³¹⁵.

Les contradictions avec l'action des ONG soutenues par Soros

Comme dans le secteur agricole, les investissements de Soros dans les industries extractives ne manquent pas de contradictions entre les objectifs économiques du Soros businessman et les causes défendues par le Soros philanthrope via ses fondations et ONG alliées, dans les domaines des droits de l'Homme, de l'environnement ou de la gouvernance notamment.

Ainsi peut-on s'étonner de voir que Soros, qui soutient de nombreuses ONG militant en faveur des droits de l'Homme, investit dans une société aussi contestée que Barrick Gold, dont la branche africaine, Acacia Mining, fait

³¹² [en ligne] disponible sur <http://www.shellfoundation.org/About-Us/Our-Trustees/Mark-Malloch-Brown>.

³¹³ HUME, Neil, Vitol, Helios take full control of Vivo Energy valuing business at \$1.25bn, *Financial Times*, 23/12/2016, [en ligne] disponible sur <https://www.ft.com/content/50a8b5ae-c05b-34e0-9d6d-29a12e4b9dcd>.

³¹⁴ [en ligne] disponible sur <http://www.vitol.com/consortium-comprising-helios-and-vitol-to-acquire-an-equity-stake-in-oandos-downstream-businesses/>.

³¹⁵ ARMITAGE, Jim, Revealed: humbled tory donors links to the man who broke the bank of England, *The Independent*, 29/09/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.independent.co.uk/news/revealed-humbled-tory-donors-links-to-the-man-who-broke-the-bank-of-england-a7337241.html>.

régulièrement la Une des journaux en Tanzanie. La société y est accusée de favoriser l'expulsion de populations locales³¹⁶. En outre, le groupe a été incriminé à plusieurs reprises pour l'emploi abusif de la force par le service de sécurité de ses sites miniers, avec plusieurs morts à déplorer³¹⁷. En décembre 2016, le Président tanzanien aurait annulé un permis de prospection d'Acacia Mining pour éviter l'expropriation de près de 5.000 mineurs dans la zone convoitée³¹⁸.

Au Nigeria, Amnesty International, ONG soutenue par Soros, dénonce régulièrement la société Shell, à laquelle est pourtant lié le même Soros au sein de Vivo Energy, pour ses atteintes aux droits de l'Homme. Shell fait également l'objet de nombreuses attaques d'Amnesty du fait des dégâts environnementaux engendrés par ses activités dans le delta du Niger³¹⁹.

De fait, la question environnementale est un autre sujet sur lequel les investissements miniers et pétroliers de Soros le placent régulièrement en contradiction avec son action philanthropique. L'hypocrisie de Soros sur la question du charbon et de la fracturation hydraulique a été largement dénoncée (cf. encadré ci-dessous).

L'HYPOCRISIE DE SOROS SUR LE GAZ DE SCHISTE ET LE CHARBON

En 2013, OSF réalise un documentaire intitulé « High Cost of Cheap Gas », dénonçant les sociétés utilisant la fracturation hydraulique pour exploiter le pétrole et le gaz naturel en Afrique australe, entre autres au Botswana, pointant notamment du doigt l'impact de la fracturation sur la faune et la

³¹⁶ YORK, Geoffrey, Barrick Gold subsidiary evaded Tanzanian taxes, tribunal rules, *The Globe and Mail*, 05/04/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/international-business/african-and-mideast-business/barrick-gold-subsiary-evaded-tanzanian-taxes-tribunal-rules/article29533858/>

³¹⁷ Ibidem

³¹⁸ How do you kick out more than 5,000 people in favour of just one investor?, *Mining Journal*, 12/12/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.mining-journal.com/world/africa/how-do-you-kick-out-more-than-5000-people-in-favour-of-just-one-investor/>

³¹⁹ Shell, carte blanche pour violer les droits humains, 27/01/2017, [en ligne] disponible sur <https://www.amnesty.fr/responsabilite-des-entreprises/actualites/shell-carte-blanche-pour-violer-les-droits-humains>

Shell : pour bâtir le futur, il faut nettoyer le delta du Niger, 11/2015, [en ligne] disponible sur <https://www.amnesty.org/fr/latest/campaigns/2015/11/shell-clean-up-oil-pollution-niger-delta/>

flore³²⁰. Soros finance par ailleurs plusieurs ONG militant contre la fracturation hydraulique, notamment le Natural Resources Defense Council et l'Union of Concerned Scientists. Et pourtant, en 2014, il investit dans la société Consol Energy, une importante société américaine pratiquant la fracturation gazière et pétrolière³²¹.

Un autre de ses combats est la lutte contre le charbon, dont il affirme : « *There is no magic bullet for climate change, but there is a lethal bullet: coal* ». Soros soutient l'Alliance for Climate Protection, une initiative d'Al Gore s'opposant à l'utilisation des énergies fossiles, et participe financièrement à la création de la Climate Policy Initiative, qui affirme dans un rapport de 2014 que la transition vers un monde « hors-charbon » représente un bon moyen de réduire les émissions de carbone. Soros apporte par ailleurs un fervent soutien à la « guerre du charbon » menée par le Président Obama³²². Et pourtant, là encore, la contradiction est au rendez-vous puisque, en 2015, profitant de la dégringolade des titres des géants du charbon ArchCoal et Peabody Energy (dont le titre avait chuté de 60 USD à 1 USD), il achète à bon compte des parts dans ces deux sociétés³²³.

Et toujours sur le plan de l'environnement, Vitol, dont Soros est partenaire au sein de plusieurs sociétés, est au cœur d'un scandale d'envergure. En septembre 2016, l'ONG suisse Public Eye (ex-Déclaration de Berne) – dont Transparency et Amnesty, ONG soutenues par Soros, sont partenaires dans le cadre d'une initiative sur la responsabilité des multinationales³²⁴ – publie une enquête révélant comment les négociants suisses en matières premières, au premier rang desquels Vitol Energy, profitent des faibles standards en vigueur en Afrique pour produire, livrer et vendre des carburants toxiques pouvant

³²⁰ [en ligne] disponible sur <https://www.opensocietyfoundations.org/voices/high-cost-cheap-gas-southern-africa>

³²¹ BASTASCH, Michael, George Soros Invests Big In Fracking Company Despite Funding Green Groups, *The Daily Caller*, 15/08/2014, [en ligne] disponible sur <http://dailycaller.com/2014/08/15/george-soros-invests-big-in-fracking-company-despite-funding-green-groups/>

³²² Climate change warrior Soros warms up on coal, 21/08/2015, [en ligne] disponible sur <https://www.rt.com/business/313046-soros-coal-investment-climate/>

³²³ MATHIESEN, Karl, Climate philanthropist George Soros invests millions in coal, *The Guardian*, 19/08/2015, [en ligne] disponible sur <https://www.theguardian.com/environment/2015/aug/19/climate-philanthropist-george-soros-invests-millions-in-coal>

³²⁴ Cette initiative lancée par Public Eye vise à contraindre les sociétés suisses à vérifier si leurs activités à l'étranger conduisent à des violations des droits de l'Homme ou des standards environnementaux. Cf. information [en ligne] disponible sur <https://www.publiceye.ch/fr/campagnes-et-actions/initiative-multinationales-responsables/>

contenir jusqu'à 378 fois plus de soufre que la teneur autorisée en Europe³²⁵. Des pratiques, sinon illégales du moins contestables, qui contribuent à l'augmentation de la pollution de l'air dans les villes africaines et nuisent à la santé de millions de personnes. L'enquête provoque un véritable tollé, contraignant les gouvernements africains concernés à légiférer très rapidement afin d'abaisser les seuils de tolérance au soufre. L'absence de réaction de George Soros, partenaire de Vitol, peut étonner, de même, d'ailleurs, que l'absence de réaction des ONG de la mouvance Soros, qui n'ont aucunement relayé la campagne menée par Public Eye.

Au demeurant, cette polémique n'est pas la seule dont Vitol fasse l'objet. La société, dont la réputation est sulfureuse, est soupçonnée d'avoir contourné l'embargo irakien lorsque le programme « pétrole contre nourriture » a été mis en place par les Nations Unies ou encore d'avoir entretenu des relations d'affaires avec un chef de guerre serbe ou des milices anti-Kadhafi en Libye³²⁶. Elle est également accusée d'avoir mis en place des schémas d'investissements et de transferts financiers opaques, notamment au Kazakhstan, où Vitol refuse de nommer les ayant-droits des sociétés offshore qui se dissimulent derrière sa filiale locale Ingma. Pour nombre d'observateurs, les bénéficiaires pourraient être des membres de la famille du dirigeant kazakh, Nazarbayev³²⁷. Citons par ailleurs les liens de Vitol avec Och-Ziff, au cœur d'une affaire de corruption qui a fait grand bruit (*cf. encadré ci-après*). Soros, qui pourtant se pose en ardent défenseur de l'éthique des affaires, ne dénonce pas cette proximité ; pas plus, d'ailleurs, qu'il ne dénonce la connexion de son ami Malloch Brown avec Och-Ziff.

³²⁵ PUBLIC EYE, *Dirty Diesel*, How swiss traders flood Africa with toxic Fuels, 09/2016, [en ligne] disponible sur https://www.publiceye.ch/fileadmin/files/documents/Rohstoffe/DirtyDiesel/PublicEye2016_DirtyDiesel_A-Public-Eye-Investigation.pdf

³²⁶ BLAS, Javier et HOFFMAN, Andy, Giant oil trader Vitol makes billions in volatile times, *Bloomberg*, 01/06/2016, [en ligne] disponible sur <https://www.bloomberg.com/news/features/2016-06-01/giant-oil-trader-vitol-makes-billions-in-volatile-times>

³²⁷ ARMITAGE, Jim, Revealed: humbled tory donors links to the man who broke the bank of England, *The Independent*, 29/09/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.independent.co.uk/news/revealed-humbled-tory-donors-links-to-the-man-who-broke-the-bank-of-england-a7337241.html>

La société de prospection pétrolière New African Global Energy (New Age), domiciliée à Jersey, compte parmi ses actionnaires le groupe Vitol, dont on a vu le lien avec HIP³²⁸, ainsi que le fonds d'investissement américain Och-Ziff³²⁹. En outre, était également partie prenante dans l'actionnariat initial de New Age une société écran, Golden Spirit Services Limited³³⁰, ayant pour actionnaire Palladino Holding Limited³³¹. En 2011, la Security Exchange Commission (SEC) américaine engage une enquête sur un vaste réseau de sociétés écran intervenues dans l'attribution de permis miniers et pétroliers en Afrique. Est notamment impliquée Och-Ziff, à qui la SEC reproche d'avoir utilisé New Age pour corrompre des agents étrangers pour l'attribution de permis pétroliers au Congo et de concessions minières en Guinée (cf. note 378)³³². Les faits de corruption impliquent également les activités d'Och-Ziff avec Dan Gertler en RDC. Après des années d'enquête, Och-Ziff accepte de payer une amende de près de 413 millions de dollars pour que les poursuites soient abandonnées, sans pour autant plaider coupable³³³.

Et cette connexion de Soros avec Och-Ziff n'est pas la seule puisqu'on note la présence de son ami Mark Malloch Brown au Conseil d'administration de Kerogen Capital, actionnaire de New Age³³⁴ – auquel il est entré alors même que les autorités américaines avaient engagé leur enquête et que des soupçons de corruption et de malversations pesaient sur la société³³⁵. Un double lien qui peut poser question sachant que des ONG financées par Soros, comme Global Witness, ont pris clairement parti dans l'affaire, se félicitant de la dénonciation

³²⁸ [en ligne] disponible sur http://www.newafricanglobalenergy.com/Shareholders_Directors

³²⁹ GRAHAM WOOD, Malcolm, Oil price, Genel, Sound Energy, Pantheon, VOG, Savannah/New Age And finally..., 29/12/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.proactiveinvestors.co.uk/columns/the-pay-zone/24371/oil-price-genel-sound-energy-pantheon-vog-savannah-new-age-and-finally-24371.html>

³³⁰ [en ligne] disponible sur http://www.wsrw.org/files/dated/2014-09-29/new_age_special_resolution_rec23sep2008.pdf

³³¹ [en ligne] disponible sur <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/10134370>

³³² [en ligne] disponible sur <https://www.sec.gov/litigation/admin/2016/34-70989.pdf>

³³³ BAH, Boubacar Caba, Affaire Palladino – Suite et fin. La firme Och-Ziff paie une amende de 412 millions de dollars pour clore l'affaire. Le rapport explosif du FBI, 14/11/2016, [en ligne] disponible sur <http://guineenews.org/affaire-palladino-suite-et-fin-la-firme-och-ziff-paie-une-amende-de-412-millions-de-dollars-pour-clore-l-affaire-le-rapport-explosif-du-fbi/>

BOISSELET, Pierre, Corruption : comment le fonds d'investissement américain Och-Ziff a fait main basse sur l'Afrique, *Jeune Afrique*, 13/10/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/mag/363857/societe/corruption-fonds-d-investissement-americain-och-ziff-a-main-basse-lafrique/>

³³⁴ [en ligne] disponible sur <http://www.kerogenacap.com/who-we-are/executive-board/>

[en ligne] disponible sur <http://www.kerogenacap.com/investment-portfolio/>

³³⁵ WILD, Frantz, The Dealmaker Who Helped a U.S. Hedge Fund Score Congo Oil Prize, *Bloomberg*, 07/05/2015, [en ligne] disponible sur <https://www.bloomberg.com/news/articles/2015-05-07/the-dealmaker-who-helped-a-u-s-hedge-fund-score-congo-oil-prize>

du vaste réseau de corruption mis en place par le fonds et de l'amende infligée à Och-Ziff³³⁶.

Soros ne s'embarrasse pas davantage de transparence s'agissant de son investissement dans Barrick Gold, dont la branche africaine, Acacia Mining, est accusée d'avoir mis en place un vaste système d'évasion fiscale³³⁷. Idem pour Chinalco et Vale, impliquées dans le scandale de Simandou en Guinée.

Mais le paradoxe le plus frappant est probablement le refus d'un grand nombre de sociétés dans lesquelles Soros investit ou avec lesquelles il collabore d'adhérer à l'Extractive Industries Transparency Initiative (EITI), un programme en faveur de la transparence dans les industries extractives dont il est lui-même le grand initiateur et orchestrateur. C'est le cas notamment de Vitol, qui refuse de publier ses résultats financiers et se montre réticent à toute initiative en matière de transparence³³⁸, mais aussi de la société nigériane Oando ou des juniors détenues par HIP comme Eland Oil & Gas.

... au cynisme patenté

À la faveur du printemps arabe, Soros écrivait : « Dans l'euphorie qui traverse le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, on perd de vue le fait que dans beaucoup de ces pays, y compris en Libye, les revenus du pétrole ont nourri des régimes corrompus mais n'ont pas bénéficié à leurs populations. Si les revenus

³³⁶ GLOBAL WITNESS, Un fonds spéculatif condamné à verser 413 millions \$ pour faits de corruption : un important pas en avant dans la lutte contre la corruption – réaction de Global Witness, 03/10/2016, [en ligne] disponible sur <https://www.globalwitness.org/en/press-releases/un-fonds-speculatif-condamne-verser-413-millions-pour-faits-de-corruption-un-important-pas-en-avant-dans-la-lutte-contre-la-corruption-reaction-de-global-witness/>

³³⁷ YORK, Geoffrey, Barrick Gold subsidiary evaded Tanzanian taxes, *tribunal rules*, *The Globe and Mail*, 05/04/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/international-business/african-and-mideast-business/barrick-gold-subsiary-evaded-tanzanian-taxes-tribunal-rules/article29533858/>

³³⁸ ARMITAGE, Jim, Revealed: humbled tory donors links to the man who broke the bank of England, *The Independent*, 29/09/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.independent.co.uk/news/revealed-humbled-tory-donors-links-to-the-man-who-broke-the-bank-of-england-a7337241.html>

Sous pression, BP Shell, Trafigura et Vitol ont accepté d'établir un groupe de travail pour considérer les voies d'amélioration en matière de transparence sur le marché des matières premières, [en ligne] disponible sur <http://progrep.eiti.org/2016/platform-for-progress/bringing-transparency-first-trade>
BLAS, Javier et HOFFMAN, Andy, Giant oil trader Vitol makes billions in volatile times, *Bloomberg*, 01/06/2016, [en ligne] disponible sur <https://www.bloomberg.com/news/features/2016-06-01/giant-oil-trader-vitol-makes-billions-in-volatile-times>

énergétiques ne promeuvent pas une croissance économique large. Les périodes démocratiques dans les pays pétroliers ne mèneront pas à une haute qualité de vie. Mais cette malédiction des ressources peut être battue. Pour ce faire, « la transparence dans les industries extractives peut jouer un rôle important. Le secteur des ressources naturelles, à lui seul, peut engendrer des milliards de dollars de revenus »³³⁹.

Une conviction qui, depuis le début des années 2000, anime l'action de Soros et des ONG qu'il soutient en faveur de la transparence dans les industries extractives, notamment en Afrique. Afin de faire pression sur les Etats riches en ressources naturelles et sur les industries du secteur extractif, Soros a organisé un vaste réseau interconnecté d'ONG articulées autour de trois piliers : la coalition Publish What You Pay (PWYP), le programme Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) et l'association Natural Resource Governance Institute (NRGI).

Un arsenal complet au service de la bonne gouvernance

Soros est à l'initiative de trois organisations de référence sur la scène internationale en matière de moralisation du secteur des industries extractives, organisations qu'il contrôle aujourd'hui largement.

- En 2002, George Soros s'associe à l'ONG britannique Global Witness pour lancer une vaste campagne, baptisée Publish What You Pay (PWYP), visant à contraindre les compagnies pétrolières à rendre publics les revenus, bonus et taxes payés aux gouvernements des pays dans lesquels elles opèrent. Ciblant dans un premier temps l'Angola, la campagne s'étend progressivement à d'autres Etats. Ses promoteurs élargissent par ailleurs leur champ d'intervention du secteur pétrolier à l'ensemble des industries extractives. Dans la foulée, la coalition PWYP intègre de nombreuses ONG dont NRGI, Catholic Relief Services, Transparency

³³⁹ SOROS, George, Openness can help lift the curse of resources. *Financial Times*, 04/03/2011, [en ligne] disponible sur <https://www.ft.com/content/016ad9d4-45e1-11e0-acd8-00144feab49a>

International, Save the children UK et Oxfam, toutes soutenues par Soros³⁴⁰.

Avec près de 500.000 dollars de subvention en 2013³⁴¹, OSF reste à ce jour le principal contributeur financier de ce mouvement, qui regroupe aujourd'hui plus de 800 ONG émanant de 65 pays. Il existe des chapitres nationaux de PWYP (on en dénombre 35 à ce jour, notamment au Tchad, en Guinée ou encore en RDC). PWYP encourage également la mise en place de groupements nationaux et indépendants de surveillance, comprenant des représentants des parlements nationaux, de l'industrie, de la société civile et des institutions financières internationales telles que le FMI et la Banque mondiale.

- Dans le prolongement de la campagne PWYP, George Soros et Tony Blair, alors Premier ministre britannique, lancent l'Extractive Industries Transparency Initiative (EITI), dont l'objectif est d'établir une norme internationale contraignant les Etats exportateurs de pétrole, de gaz naturel ou de minerais stratégiques à déclarer les sommes versées par les entreprises pétrolières et minières. L'organisation est fondée lors de la conférence de Londres en 2003. Dès lors, l'EITI ne cesse de monter en puissance, avec notamment pour catalyseur l'enquête d'un journaliste angolais sur les violences contre les mineurs artisanaux en Angola, « Opération Kissonde : les diamants de l'humiliation et de la misère », qui fait grand bruit. Rafael Marques, l'auteur du rapport, est l'ancien représentant en Angola de l'Open Society Institute de George Soros³⁴² ; il sera récompensé en 2013 par Transparency International, qui lui décerne son Integrity Award³⁴³. En 2006, une nouvelle étape est franchie avec la création d'un secrétariat indépendant, basé en Norvège. Ce secrétariat, financé par OSI, compte dans son Conseil d'administration

³⁴⁰ MADJIRO, Raymond, Sociétés civiles et pétrole au Tchad : Publiez ce que vous payez, Publiez ce que vous gagnez, 03/01/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.cruset-td.org/2016/01/societes-civiles-et-petrole-au-tchad-publiez-ce-que-vous-payez-publiez-ce-que-vous-gagnez/>

³⁴¹ [en ligne] disponible sur <http://www.publishwhatyoupay.org/fr/financement-3/>

³⁴² Accusations de violences en Angola, *Africa Energy Intelligence*, N°541 du 20/09/2006, [en ligne] sur <http://www.africaintelligence.fr/LAE/consultants/2006/09/19/accusations-de-violences-en-angola-22525067-BRE>

³⁴³ BECK, Johannes, Award for courageous Angolan anti-corruption crusader, 08/11/2013, [en ligne] disponible sur <http://www.dw.com/en/award-for-courageous-angolan-anti-corruption-crusader/a-17213911>

des membres provenant d'associations proches de Soros telles que Publish What You Pay, le Revenue Watch Institute et Global Witness³⁴⁴. Les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'EITI sont de deux sortes. Le premier est le respect d'indicateurs de conformité. Le second porte sur le rapport régulier d'un « Revenue Watch » mentionnant le circuit complet des fonds, établi par un cabinet d'audit indépendant.

Siègent au Conseil d'administration des représentants de la société civile, des Etats et des multinationales. Côté société civile, outre OSF et PWYP, on compte parmi les contributeurs ou partenaires de l'EITI nombre d'ONG de la mouvance Soros telles qu'Oxfam, Transparency International, le Natural Resource Governance Institute (NRGI) et l'Open Government Partnership (OGP), auquel Soros est fortement connecté (cf. encadré p. 155). Le FMI et la Banque mondiale apportent leur expertise et leur support technique.

En ce qui concerne les Etats, 51 pays adhèrent à ce jour à l'EITI, dont 25 pays africains. La pression des ONG, avec la publication régulière de rapports par Global Witness, Transparency International, OSF ou PWYP, incite les Etats à adhérer à l'EITI et à se conformer à ses principes. Les pays qui ne respectent pas la norme peuvent être suspendus. C'est ainsi que la République centrafricaine a été suspendue, tandis que le Gabon et la Guinée équatoriale ont été sanctionnés pour avoir tardé à respecter leurs engagements, notamment la publication de leurs données, et ne font plus aujourd'hui partie de l'initiative.

L'EITI a par ailleurs le soutien de la plupart des grandes multinationales, qui apprécient la dimension égalitaire de la démarche : lorsqu'un pays rejoint l'EITI, toutes les entreprises du secteur extractif qui y sont actives, quelle que soit leur nationalité, doivent se conformer à la norme même si elles ne sont pas membres de l'EITI au niveau international. D'importantes multinationales minières et pétrolières (Total, AngloGold Ashanti, Anglo American, Vale, Exxon Mobil, Barrick Gold, Areva, Fleurette, BHP Billiton...) sont ainsi associées à l'initiative. Il est vrai

³⁴⁴ PEAN, Pierre, *Carnages*, pp. 58 sq.

qu'elles y ont tout intérêt, le Conseil d'administration décidant de l'évolution de la norme EITI et des critères adoptés.

Parmi les organisations les plus actives pour contrôler que l'EITI soit bien mise en application figure le Revenue Watch Institute, devenu aujourd'hui le Natural Resource Governance Institute (NRGI). Originellement lancé par l'Open Society Institute de George Soros, à titre de programme destiné à surveiller les ressources et les dépenses des gouvernements riches en ressources extractives, le Revenue Watch Institute est devenu un organisme autonome et indépendant en 2006³⁴⁵.

L'influence de Soros reste néanmoins notable. Le Conseil d'administration de NRGI compte de nombreux membres de la nébuleuse Soros : Alan Detheridge siège au Conseil d'administration de PWYP ; Sean Hinton a rejoint OSF en septembre 2015 comme CEO de SEDF ; Warren Kratchik est l'un des membres fondateurs de l'OGP (cf. encadré p. 155) ; Mo Ibrahim et Paul Collier, connus pour leur proximité avec Soros, sont par ailleurs membres du Conseil d'administration de NRGI³⁴⁶. NRGI collabore également avec le Columbia Center on Sustainable Investment (CCSI) dirigé par Lisa Sachs³⁴⁷.

Le but de NRGI est de garantir à l'opinion publique l'accès aux données financières liées à l'exploitation des ressources naturelles, appelant ainsi à une bonne gestion de ces revenus par les Etats. L'association travaille avec des organisations internationales comme la Banque mondiale et accorde des subventions aux ONG locales pour permettre le renforcement de leurs capacités et le contrôle des données transmises par les Etats. Elle finance également des organisations de contrôle et forme des journalistes, des compagnies, des agences gouvernementales ainsi que des organisations intergouvernementales. A titre d'exemple, NRGI est intervenu en Guinée pour conseiller Alpha Condé dans la révision de la législation minière et piloter le comité de revue des

³⁴⁵ [en ligne] disponible sur http://keywiki.org/Revenue_Watch_Institute

³⁴⁶ [en ligne] disponible sur <http://www.resourcegovernance.org/about-us/leadership/board>

³⁴⁷ [en ligne] disponible sur http://ccsi.columbia.edu/files/2014/04/NRF_BP_Overview_FR.pdf

contrats miniers³⁴⁸, ou encore en Sierra Leone pour soutenir la mise en œuvre de l'EITI dans le pays et assister le gouvernement dans la révision de la politique et des contrats miniers³⁴⁹.

Tout ce dispositif de promotion de la transparence et de la bonne gouvernance dans les industries extractives est activement soutenu par les fondations Soros. OSF consacre plus de 10% de son budget, soit 100 millions de dollars, à son programme de gouvernance économique³⁵⁰. Sur le plan local, les plans stratégiques des branches régionales d'OSF témoignent de leur implication dans le dispositif de contrôle mis en place par Soros sur la gestion des ressources naturelles. Ainsi, OSISA affiche clairement ses objectifs dans son plan d'action 2015-2018, indiquant notamment sa volonté d'inciter le Lesotho et le Malawi à rejoindre l'EITI et de pousser la RDC à publier ses données en contrepartie de sa validation comme membre de l'EITI³⁵¹. De même, le plan d'action stratégique d'OSIWA pour 2014-2017 mentionne que ses interventions « iront dans le sens de la mise en œuvre effective des réglementations nationales, régionales et internationales en matière de gestion des ressources naturelles. OSIWA entend évaluer la mise en œuvre des initiatives EITI et PWYP [...] afin de déterminer le niveau de respect, surtout dans les pays où l'application de ces initiatives a été difficile »³⁵². Dans cette perspective, OSIWA et OSISA ont toutes deux développé des programmes de monitoring des revenus des gouvernements générés par l'exploitation des richesses naturelles : le West African Resource Watch (WARW)³⁵³ pour la première et le Southern Africa Resource Watch³⁵⁴ (SARW) pour la seconde.

³⁴⁸ La Guinée transformée en champ de bataille par des lobbys miniers internationaux, 20/09/2013 [en ligne] disponible sur <http://guineenews.org/la-guinee-transformee-en-champ-de-bataille-par-des-lobbys-miniers-internationaux-3eme-partie-soros-le-philanthrope-interesse/>

³⁴⁹ [en ligne] disponible sur http://50.57.111.125/revenuewatch/news/newsletter-102008_french20170202.pdf

³⁵⁰ [en ligne] disponible sur <https://www.opensocietyfoundations.org/sites/default/files/open-society-foundations-2017-budget-overview-20170202.pdf>

³⁵¹ [en ligne] disponible sur http://www.osisa.org/sites/default/files/osisa_strategy_020614_final.pdf

³⁵² [en ligne] disponible sur <http://www.osiwa.org/wp-content/uploads/2015/03/OSIWA-2014-2017-strategy-in-french.pdf>

³⁵³ [en ligne] disponible sur <http://www.comminit.com/governance-africa/content/natural-resource-management-west-africa-role-civil-society-and-media> ; il semble qu'aujourd'hui le West African Resource Watch soit inactif.

³⁵⁴ [en ligne] disponible sur <http://www.sarwatch.org/fr>

Au-delà du monitoring, Soros et son réseau vont encore plus loin avec des actions sur les plans juridique et judiciaire. Ainsi OSIWA et OSISA militent-elles pour que l'Africa Mining Vision, initiée par l'Union africaine, soit généralisée dans les pays de leurs zones respectives. OSIWA plaide également pour le déploiement d'une politique de la CEDEAO en matière de développement minéral, qui devrait bientôt s'apparenter à un code minier³⁵⁵. Quant à OSISA, elle vise à la révision des codes miniers en RDC et au Lesotho. Sans compter l'activisme de Soros pour promouvoir le Dodd-Frank Act, adopté en 2011, avec deux sections impactant directement les industries extractives en Afrique : la section 1502, imposant aux entreprises s'approvisionnant en minerais en RDC d'adopter des mesures empêchant que l'exploitation de ces minerais ne finance les conflits dans les Grands Lacs, et la section 1504, contraignant les entreprises du secteur extractif cotées en bourse aux États-Unis à rendre publics les montants qu'elles versent aux gouvernements.

Sur le plan judiciaire, OSF est à l'origine de plaintes, conjointement avec d'autres ONG, ayant entraîné la poursuite et l'arrestation de ressortissants russes soupçonnés d'avoir participé au blanchiment d'avoirs de la société pétrolière équato-guinéenne GE Petrol au profit du clan présidentiel³⁵⁶. Et une OSC soutenue par Soros en Sierra Leone, le Center for Accountability and Rule of Law (CARL)³⁵⁷, est l'auteur d'une plainte ayant conduit à l'arrestation d'un ressortissant belgo-américain, Michel Desaeleer, soupçonné de trafic de « diamants de guerre » pendant la guerre civile³⁵⁸.

³⁵⁵ [en ligne] disponible sur <http://www.osiwa.org/wp-content/uploads/2015/03/OSIWA-2014-2017-strategy-in-french.pdf>

³⁵⁶ ROMERO, David, La familia de origen ruso encarcelada en España sin pruebas, 01/12/2016, [en ligne] disponible sur <http://espaciouseuropeos.com/2016/12/la-familia-origen-ruso-encarcelada-espana-sin-pruebas/>

EU REPORTER, Public officials of #EquatorialGuinea confirm payments made to Vladimir Kokorev originated from legitimate business practices, 20/04/2016, [en ligne] disponible sur <https://www.eureporter.co/world/2016/04/20/public-officials-of-equatorial-guinea-confirm-payments-made-to-vladimir-kokorev-originated-from-legitimate-business-practices/>

³⁵⁷ [en ligne] disponible sur http://www.osiwa.org/wp-content/uploads/2014/12/osiwa_2014-2017_for_website_final.pdf

³⁵⁸ [en ligne] disponible sur <https://www.opensocietyfoundations.org/voices/two-steps-forward-patient-pursuit-ill-gotten-gains>

En plus de son action directe, Soros entend, comme sur tous les sujets, favoriser le rôle des OSC, promouvant une « transparence sous supervision de la société civile ». « Il appartient aux mouvements citoyens de prendre la connaissance [des accords contractuels] en les confrontant aux réglementations nationales en vigueur (code minier, Constitution, etc.) et de les dénoncer dans les média en cas de non-respect des clauses »³⁵⁹, explique le collectif Tournons la page soutenu par Soros. Dans cette optique, OSISA travaille à la mise en place de plateformes nationales d'OSC pour la surveillance des ressources naturelles en Zambie, en RDC, au Zimbabwe et au Lesotho³⁶⁰.

Toutes les grandes ONG soutenues par Soros sont par ailleurs actives sur ces questions. Première ONG à avoir développé une expertise interne sur les problèmes pétroliers, Human Rights Watch publie ainsi des enquêtes fouillées qui font autorité sur les secteurs miniers (Sierra Leone, RDC, Mozambique, Mali, Ghana) et pétrolier (Angola, Nigeria, Zimbabwe, Guinée équatoriale)³⁶¹. Spécialisée dans la lutte contre le pillage des ressources naturelles des pays en développement, l'ONG Global Witness, qui a joué un rôle déterminant dans la constitution de l'EITI, est l'auteur de rapports qui ont fait grand bruit, notamment « A Rough Trade » sur « les diamants du sang » et « A Crude Awakening » sur la corruption dans l'industrie pétrolière. L'ONG dénonce par ailleurs régulièrement les agissements des grands groupes : affaires BP en Angola ; Shell et Eni au Nigeria ; Gertler, Glencore et Eurasian Natural Resources Corporation (ENRC) en RDC ; BSRG en Guinée... Catholic Relief Services, qui a participé à la campagne PWYP, est aussi actif dans le domaine pétrolier (Tchad, Angola...). Quant à Oxfam, elle a également mis en place un programme consacré à l'impact environnemental et humain de l'extraction pétrolière ainsi qu'à la transparence dans la gestion des revenus issus des ressources naturelles, dirigé par l'ancien responsable de la surveillance des activités des groupes pétroliers au sein de Catholic Relief Services, Ian Gary³⁶².

³⁵⁹ [en ligne] disponible sur <http://tournonslapage.com/wp-content/uploads/2015/04/Document-de-capitalisation-s%C3%A9minaire-panafricain-de-Ouagadougou-janvier-2016.pdf>

³⁶⁰ [en ligne] disponible sur http://www.osisa.org/sites/default/files/osisa_strategy_020614_final.pdf

³⁶¹ Les grandes ONG ciblent les pétroliers, *Africa Energy Intelligence*, N°517 du 14/09/2005, [en ligne] sur <https://www.africaintelligence.fr/LAE/l-evenement/2005/09/13/les-grandes-ong-ciblent-les-petroliers>, 15307310-EVE.

³⁶² [en ligne] disponible sur <http://eminvestorsalliance.org/people/ian-gary>

Sans oublier Amnesty International, dont l'activité était originellement axée sur la défense des prisonniers politiques, et qui a mis en œuvre ces dernières années des campagnes contre de grands groupes gaziers et pétroliers tels qu'Exxon (pipeline Tchad-Cameroun), Shell et Agip (Nigeria).

Le cas d'Areva au Niger illustre d'ailleurs bien comment ce réseau peut se mobiliser dans des attaques collectives ciblées (cf. encadré ci-dessous).

AREVA, CIBLE DE LA SPHERE SOROS AU NIGER

En 2014, OSIWA publie un rapport sur « Les revenus des industries extractives du Niger, le cas de l'uranium : qui en profite »³⁶³, qui pointe « un ensemble complexe d'irrégularités à tous les niveaux », indiquant que « laisser une entreprise comme Areva continuer à fonctionner de la manière décrite [...] équivaut en réalité à une volonté de contribuer au refus de la publication complète des données publiques et à l'affaiblissement de la bonne gouvernance, ce qui encouragera et accentuera la corruption dans le pays ». Et de conclure en recommandant à l'État nigérien de « renégocier les contrats » et « d'auditer les sociétés ». La publication de ce rapport très ciblé est assez inhabituelle dans l'activité d'OSIWA, qui d'ordinaire n'intervient pas en première ligne sur ce type de campagne. L'attaque fait d'autant plus de tort à Areva qu'elle a été précédée, en 2013, d'un rapport d'Oxfam sur le même sujet : « Areva au Niger : à qui profite l'uranium ? »³⁶⁴ – et encore une fois, ce rapport tranche sur les publications habituelles d'Oxfam, qui portent habituellement plutôt sur les problématiques sécuritaires et sanitaires. Le tout était préparé par le travail du NDI, association financée par Soros et présidée par son amie Madeleine Albright, qui depuis 2011 s'implique dans la régulation des industries extractives au Niger – là encore, en décalage avec l'activité habituelle de l'organisation, axée principalement sur la transparence électorale, la promotion de la démocratie ou la protection des populations les plus vulnérables. Sans compter Sherpa, une autre association soutenue par Soros, qui attaque Areva au Niger mais aussi au Gabon, où l'ONG, qui dénonce l'impact social et environnemental de l'exploitation de l'uranium,

³⁶³ [en ligne] disponible sur http://www.osiwa.org/wp-content/uploads/2015/02/revenus_des_industries_extractives_du_niger-final_2.pdf

³⁶⁴ [en ligne] disponible sur <https://www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2013-12-19/areva-au-niger-qui-profite-uranium>

représente les victimes dans le cadre de négociations avec l'entreprise. Une attaque dont le caractère collectif et inhabituel par rapport aux activités respectives des différentes associations n'est pas sans poser la question d'une volonté de déstabilisation obéissant à des motivations plus politiques qu'idéologiques.

Toutes ces actions, directes et indirectes, prennent une résonance d'autant plus grande qu'elles sont relayées par la sphère médiatique activée par Soros. C'est ainsi qu'OSIWA, en partenariat avec NRG1 et l'EITI, soutient AMINES (Action Mines), une association de journalistes œuvrant pour la promotion de la transparence dans les industries extractives en Guinée³⁶⁵. En Sierra Leone, Radio Democracy, soutenue par OSIWA, s'est donné pour objectif de « renforcer les compétences d'un groupe de journalistes en matière d'enquête et de publication de rapports sur la gestion des finances publiques au niveau national »³⁶⁶. La radio WADR n'est pas en reste, relayant l'action d'Oxfam, ONG partenaire de Soros, en faveur de l'adoption d'un code minier commun aux pays de la CEDEAO³⁶⁷. Quant à Radio Okapi³⁶⁸ en RDC, elle s'est fait l'écho d'un rapport de NRG1 intitulé : « Sortir de l'impasse fiscale, comment sauver la réforme du code minier en République démocratique du Congo » et d'une étude de SARW sur la participation de la société civile dans la mise en œuvre de l'EITI³⁶⁹.

Un dispositif profitable

Derrière les intentions louables affichées, le dispositif mis en place par Soros au service de la transparence et de la bonne gouvernance n'en présente pas moins des avantages certains pour son grand orchestrateur.

³⁶⁵ [en ligne] disponible sur <http://actionminesguinee.org/>

³⁶⁶ [en ligne] disponible sur <http://radiodemocracy.sl/projects/>

³⁶⁷ [en ligne] disponible sur <http://www.wadr.org/home/index.php?p=stories&lang=fr&auth.=785>

[en ligne] disponible sur <https://soundcloud.com/westafricademocracyradio/senegal-reunion-oxfam-sur-les-mines>

³⁶⁸ Pour les liens entre Soros et Radio Okapi, cf. p. 54-55.

³⁶⁹ RADIO OKAPI. Révision du code minier : l'ONG NRG1 appelle les parties engagées au dialogue, 29/11/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.radiookapi.net/2016/11/29/emissions/echos-deconomie/revision-du-code-minier-long-nrg1-appelle-les-parties-engagees>

A commencer par l'accès privilégié à l'information que permet un organisme comme l'EITI. Ses parties prenantes, dont Soros, ont la possibilité d'examiner les contrats et les recettes des industries stratégiques des pays signataires, avec des rapports détaillés mentionnant le circuit complet des fonds ainsi que toutes les informations de la chaîne (entreprises partenaires, factures, etc.), de l'extraction jusqu'à la livraison en passant par l'épuration et éventuellement la transformation. Une source d'informations qui peut se révéler précieuse à l'approche de renégociations de contrats ou en cas d'appel d'offres voire de ralds boursiers.

La question de la transparence est également un prétexte utile pour proposer aux régimes « alliés » des services de conseil en matière de gouvernance ou de révision des codes miniers ou pétroliers. Un filon lucratif pour les amis conseillers de George Soros – Jeffrey Sachs, Paul Collier... – et un bon moyen de se poster aux premières loges pour influencer les autorités. C'est ainsi qu'en 2004, OSF sponsorise les travaux du Columbia Oil Advisory Group, dirigé par l'incontournable Jeffrey Sachs, qui participe notamment à la rédaction de la loi sur les revenus pétroliers à Sao Tomé³⁷⁰.

SAO TOME : SOROS, JUGE ET PARTIE

A la fois investisseur et philanthrope, Soros se retrouve régulièrement dans une posture de juge et partie : Sao Tomé en offre un exemple significatif. En 2004, Soros participe à la modification du code pétrolier de Sao Tomé. Un an plus tard, il soutient une enquête sur les conditions d'attribution des permis dans la Joint Development Zone (JDZ) entre le Nigeria et Sao Tomé. Des soupçons pèsent en effet sur plusieurs sociétés qui, sans disposer de la moindre expérience dans le secteur pétrolier, mais avec en revanche des liens solides avec les présidences du Nigeria et de Sao Tomé, ont obtenu des blocs dans la JDZ. Le procureur général de Sao Tome, qui est à l'initiative de l'enquête, est assisté par deux avocats américains détachés par l'International Senior Lawyers Project, une ONG américaine financée par

370 ECON ANALYSIS SA, West Africa's oil resources - curse or blessing? 14/09/2014, [en ligne] disponible sur http://www.cmeyanchama.com/Documents/Guinee/2004_all_West_Africas_oil_resources_curse_or_blessing_2004PART_IV.pdf

OSP³⁷¹. Une information qui n'a pas manqué de surprendre sachant que Soros détenait à l'époque, via le Soros Fund Management, 3,99 millions d'actions du groupe pétrolier américain Pioneer, actionnaire du bloc 2 dans la JDZ.

Par la suite, Soros réitère ce schéma à plusieurs reprises, notamment en Sierra Leone, au Liberia ou en Côte d'Ivoire. En 2014, en visite officielle à l'occasion du sommet Afrique-Etats-Unis, George Soros propose également au Président du Malawi, Peter Mutharika, de lui fournir une expertise en matière de gestion des industries extractives et de gouvernance des ressources naturelles³⁷².

De même, en Guinée, peu après l'accession au pouvoir d'Alpha Condé, Soros envoie ses équipes pour conseiller le nouveau Président sur les réformes à mener (code minier et foncier, grands travaux d'infrastructures...) ainsi que dans le contentieux qui l'oppose au puissant homme d'affaire israélien, Beny Steinmetz, au sujet de la mine de Simandou (cf. encadré p. 122).

REFORME DU CODE MINIER EN GUINEE : SOROS A LA MANŒUVRE

Peu après l'accession au pouvoir d'Alpha Condé en Guinée, Bernard Kouchner, ancien ministre des Affaires étrangères français, ancien camarade de lycée de Condé, lui présente George Soros. A son tour, ce dernier introduit Tony Blair auprès d'Alpha Condé, qui signe un contrat annuel avec le cabinet de conseil de l'ancien Premier ministre britannique, Africa Governance Initiative (AGI)³⁷³. Plusieurs experts d'AGI et autres organisations de la mouvance sorosienne occupent ainsi très rapidement des fonctions de conseil auprès de la présidence et des administrations guinéennes. Patrick Heller, du Revenue Watch Institute (aujourd'hui NRGI), spécialiste des questions pétrolières, fait ainsi partie d'une première

³⁷¹ Conflit d'intérêt pour Soros, *Africa Energy Intelligence*, N°519 du 12/10/2005, [en ligne] sur <http://www.africaintelligence.fr/LAE/petrole-gaz/2005/10/11/conflit-d-inter%C3%AAts-pour-soros%C2%A015775216-ART>

³⁷² ETTER-PHOYA, Rachel, Mutharika courts mining investors - Mining Review, 19/09/2014, [en ligne] disponible sur <https://mininginmalawi.com/2014/09/19/mutharika-courts-mining-investors-mining-review-september-2014/>

³⁷³ AGI est missionné pour conseiller les autorités guinéennes dans la mise en œuvre de projets et de plans de développement favorisant l'amélioration des conditions de vie des citoyens guinéens. AGI concentre notamment ses activités de conseil sur les réformes économiques et sur la priorisation des actions du gouvernement.

délégation arrivée sur place début 2011³⁷⁴. Il est accompagné de Paul Collier, économiste proche de Soros. Ils sont suivis par une délégation de conseillers de l'Open Society, dont Abdul Tejan-Cole, l'actuel directeur exécutif d'OSIWA. Certains de ces conseillers deviennent des représentants permanents ; ainsi Thomas Lassourd, coordonnateur de NRGI en Guinée, a-t-il à ses bureaux à proximité immédiate du ministère des Mines et assiste-t-il à toutes les réunions stratégiques. Il « conseille le gouvernement sur les régimes fiscaux du secteur minier, sur des réformes législatives et un processus transparent de révision de contrats miniers conclus sous des régimes précédents ». Il développe aussi « des outils de formatage pour des mines de fer et de bauxite et d'infrastructure intégrée »³⁷⁵. Selon *Africa Mining Intelligence*, il a pour mission de « modeler tous les contrats miniers avant qu'ils ne soient examinés par le conseil des ministres »³⁷⁶.

Le premier chantier qui est adressé est la réforme du code minier. Dans ce cadre, les autorités consultent la société civile, notamment la coalition PWYP. Par ailleurs, des juristes internationaux, notamment du Revenue Watch Institute et de l'International Senior Lawyers Project (une ONG financée par Soros), participent à sa rédaction. Le nouveau code est adopté le 9 septembre 2011.

Dans le même temps, tous les contrats signés par les prédécesseurs de Condé sont réévalués voire abrogés et, le cas échéant, les multinationales invitées à régulariser leur situation (cf. encadré p. 122). En 2012, la Guinée, sous les bons auspices de Soros, réintègre l'EITI. OSIWA et NRGI publient en 2014 un rapport « Pour une bonne gouvernance du secteur extractif en Guinée (guide à l'attention de la société civile) ». Plutôt indulgent envers les autorités, ce rapport reconnaît que « la Guinée a entamé une marche vers la bonne gouvernance du secteur extractif. Les réformes législatives entreprises intègrent un certain nombre de bonnes pratiques internationales, mais il reste encore un long chemin à parcourir au niveau de l'application des lois, de la mise en place des mécanismes de transparence et de la surveillance du secteur »³⁷⁷.

³⁷⁴ Comment Soros va appuyer Alpha Condé, *Africa Mining Intelligence*, N°242 du 19/01/2011, [en ligne] sur https://www.africaintelligence.fr/AMF/dossier/george_soros_tisse_sa_toile_en_afrique?pdf=1

³⁷⁵ [en ligne] disponible sur <https://www.linkedin.com/in/thomas-lassourd-3a693422>

³⁷⁶ Alpha Condé, an all powerfull miner président, *Insiders Mining* (publié par *Africa Mining Intelligence*), 15/11/2012

³⁷⁷ [en ligne] disponible sur http://www.resourcegovernance.org/sites/default/files/documents/guidesc_ei_guinea_20140422.pdf

Toutefois, dans le cas de la Guinée, les résultats de l'action de Soros sont aujourd'hui mis à mal. Le code minier voté en 2011, fierté des organisations et conseillers de la sorosphère, a dû être amendé deux ans plus tard. Et Soros a été en grande partie tenu pour responsable d'avoir introduit cette réforme qui a entraîné la fuite du pays des multinationales et gelé tout ou partie de leurs projets miniers. En outre, les scandales retentissants se sont multipliés ces dernières années : Sable Mining, Rio Tinto ou encore Palladino¹⁷⁸. Au point que Soros se désolidarise du régime d'Alpha Condé qu'il avait soutenu, sollicitant l'intervention de l'agence de lutte contre la fraude britannique.

Il est vrai que les campagnes des OSC sur la transparence dans les industries extractives constituent par ailleurs un levier utile pour déstabiliser des pays ou des régimes « récalcitrants ». Le cas congolais constitue à ce titre un cas d'école.

LA SOROSPHERE MOBILISÉE CONTRE LA GOUVERNANCE MINIÈRE DE KABILA

Dans le bras de fer de Soros avec le Président Kabila, la question de la transparence dans les industries extractives joue un rôle notable de déstabilisation du régime et de fragilisation de son image sur la scène internationale. Et de fait, toute la mouvance Soros est mobilisée dans une campagne active contre le gouvernement congolais sur cette question. En première ligne, la fondation de Soros, OSISA, a, comme nous l'avons vu, développé un outil propre, le Southern Africa Resource Watch (SARW), qui fait la part belle au monitoring sur les revenus générés par l'industrie extractive en RDC. OSISA et le SARW cherchent à fédérer un nombre important d'ONG sur la question de la révision du code minier. Ils sont à l'origine d'une coalition d'une soixantaine d'OSC dont le bureau du Réseau Ressources naturelles (RRN) en RDC, l'ASADHO, AfriMAP, World Wildlife Fund (WWF) ou encore Action Contre l'Impunité pour les Droits Humains

¹⁷⁸ Révélé en 2014 par le *Sunday Times*, le scandale Palladino trouve son origine en avril 2011, lorsque les autorités guinéennes signent un accord de prêt secret de 25 millions de dollars avec Walter Hennig, un homme d'affaires sud-africain, propriétaire de la compagnie Palladino Capital domiciliée dans les Îles Vierges Britanniques. L'une des clauses de l'accord stipule que si les autorités guinéennes ne parviennent pas à rembourser ce prêt, Palladino Capital convertira la créance en une participation de 30% dans les opérations de la SOGUIPAMI (Société Guinéenne du Patrimoine Minier) créée en août 2011. L'information fait scandale ; la Banque mondiale diligente une enquête, George Soros sollicite l'agence de lutte contre la fraude britannique. Le gouvernement guinéen fait machine arrière en remboursant le prêt.

(ACIDH)³²⁹. Cette dernière, qui a pour partenaires notamment OSISA et Amnesty International³³⁰, a pour activité essentielle de publier des informations relatives à l'industrie extractive et à son impact sur les populations. L'actuel représentant congolais de NRG, Jean-Pierre Okenda, est un ancien chercheur de l'ACIDH³³¹. Les grandes ONG de la sphère sorosienne, dont Oxfam, Global Witness, Amnesty International et la coalition PWYP, publient aussi régulièrement des rapports dénonçant les manquements du gouvernement congolais ou les activités de certaines multinationales proches du pouvoir comme le groupe de Dan Gertler ou Glencore. CCFD-Terre solidaire, proche de PWYP, a également publié en novembre 2013 un rapport dénonçant les activités de la société pétrolière franco-britannique Perenco dans la région de Muanda (atteinte à l'environnement, opacité financière, atteinte aux droits des salariés...) et le laxisme des autorités sur ce dossier³³².

Si la mouvance Soros semble avoir perdu une bataille avec l'annonce au printemps 2016 de l'arrêt des négociations pour l'adoption d'un nouveau code minier, il n'en reste pas moins que la campagne a contribué à fragiliser le régime Kabila. Et la guerre se poursuit puisque depuis l'automne, les grandes OSC de la mouvance Soros ont relancé une campagne de mobilisation et de sensibilisation sur la question de la réforme du code minier en RDC.

En plus des régimes contestés, la question de la transparence constitue aussi un bon cheval de bataille contre certaines entreprises.

La révision des contrats miniers signés par les prédécesseurs de Condé, qui sont réévalués voir abrogés, donne ainsi à George Soros l'occasion de régler ses comptes avec le magnat Beny Steinmetz (cf. encadré ci-après). Les raisons de l'inimitié entre les deux hommes dateraient d'un désaccord ancien : selon le *Financial Times*, « les deux milliardaires étaient membres des consortiums

³²⁹ [en ligne] disponible sur <http://cepas-rdc.org/index.php/activites-du-cepas/news/163-participation-au-plaidoyer-de-la-societe-civile-pour-la-revision-du-code-minier>

³³⁰ [en ligne] disponible sur <http://acidhcd.org/?q=content/nos-partenaires>

³³¹ CEU-NRGI, *Reversing the Resource Curse: Theory and Practice*, 04/2016, [en ligne] disponible sur https://spp.ceu.edu/sites/spp.ceu.hu/files/nrgi-gpa-participant_booklet-april-04-12-2016-final-web.pdf

³³² CCFD-TERRA SOLIDAIRE, *Régulation des multinationales du pétrole à Muanda : la justice au rabais*, 11/2013, [en ligne] disponible sur http://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/petrole_muanda_201113.pdf

rivaux dans la privatisation controversée des télécommunications russes en 1997. Une bataille remportée par Soros »³⁸³.

SOROS VS STEINMETZ : RÈGLEMENT DE COMPTE A « OK SIMANDOU »

En 2008, sous le régime de Lansana Conté, le Beny Steinmetz Group Resources (BSGR) acquiert en Guinée, pour 160 millions de dollars, les droits sur la moitié du gisement de Simandou, dont Rio Tinto détenait pourtant l'exclusivité depuis 1997. Un an plus tard, BSGR vend 51% de ses parts au rival de Rio Tinto, le groupe brésilien Vale, pour près de 2,5 milliards de dollars. Une cession qui interpelle des OSC proches de Soros comme Transparency, Human Right Watch ou l'African Progress Panel, qui mettent en doute le bien-fondé de la cession, critiquant la corruption des autorités guinéennes de l'époque.

Lorsqu'il accède à la présidence, Alpha Condé, pour éclaircir l'affaire, fait appel au cabinet d'avocat DLA Piper sur les conseils de Soros, qui va jusqu'à payer les investigations initiales³⁸⁴. Sur la base du rapport de DLA, les autorités contestent les conditions de la cession. L'enquête met en lumière un vaste réseau de corruption. Le 22 avril 2011, Rio Tinto accepte de payer 700 millions de dollars aux autorités guinéennes pour conserver les droits qui lui restaient sur la moitié de la concession de Simandou. Selon BSGR, George Soros aurait accueilli en septembre 2011, dans son appartement à New York, un représentant de Rio Tinto, se présentant comme un partenaire des autorités guinéennes en faveur des réformes du secteur minier, disposé à aider Rio Tinto à écarter BSGR de Guinée³⁸⁵.

En 2013, l'Etat guinéen décide d'abroger tous les permis détenus par BSGR sur le sol guinéen, et Rio Tinto, associé au chinois Chinalco, obtient le droit d'exploitation total du gisement de Simandou, le projet intégré de minerai de fer et d'infrastructures le plus important jamais réalisé en Afrique³⁸⁶. Le

³⁸³ Mines : La guerre des « Grands » s'est-elle transposée en Guinée ? [en ligne] disponible sur <http://www.trainemergenceguineenne.com/fichiers/livre12.php?langue=fr&type=rub36&code=calb2952&num=>

³⁸⁴ Elles seront notamment menées par Steven Fox, ancien du département d'Etat ayant travaillé pour la CIA, par ailleurs dirigeant de la société d'évaluation des risques Veracity Worldwide, cf. La Guinée le « Petit Poucet » fait tomber les grands : Retour sur une affaire qui n'a pas livré encore tous ses secrets, 21/12/2016, [en ligne] disponible sur <http://guinee7.com/2016/12/21/la-guinee-le-petit-poucet-fait-tomber-les-grands-retour-sur-une-affaire-qui-na-pas-livre-encore-tous-ses-secrets/>

³⁸⁵ [en ligne] disponible sur <http://83.244.215.7/12.12.16.LettertoRioTinto.PDF>

³⁸⁶ En effet, il nécessitera notamment la construction d'une ligne de chemin de fer de plus de 700 km et d'un port en eaux profondes. Le projet, qui aurait dû débuter en 2018, aurait dû rapporter 1,2 milliard de dollars par an, mais la chute des cours a remis en cause la viabilité du projet.

communiqué de presse annonçant l'accord entre Rio Tinto et les autorités guinéennes signé le 16 juin 2013 précise que « la rencontre entre Rio Tinto et les autorités guinéennes a été accueillie par George Soros, soutien inconditionnel du gouvernement guinéen »³⁸⁷. Entre-temps, parallèlement au conflit entre l'Etat guinéen et BSGR, une véritable bataille s'est engagée entre BSGR et Rio Tinto : tous les coups sont engagés les hostilités en 2011, en faisant appel aux services de l'agence de communication FTI Consulting pour mener une campagne de déstabilisation contre ses adversaires³⁸⁸. Mais en 2012, FTI décide de rompre ses relations avec BSGR. Il est vrai que dans l'intervalle, Mark Malloch Brown, proche de George Soros, a été nommé à la tête de la société... C'est ensuite Steinmetz qui fait les frais du scandale Panama Papers, dont on sait qu'une partie des protagonistes est financée par Soros (cf. encadré p. 163). Puis à l'automne 2016, un scandale révélé par Mediapart secoue Rio Tinto, accusé de corruption au profit d'un conseiller de la présidence guinéenne, François de Combret³⁸⁹. Suite à ce scandale, l'avocat de BSGR demande « des explications » sur le paiement de 10,5 millions à François de Combret ; BSGR enfonce le clou en accusant Rio Tinto d'avoir orchestré une campagne de « diffamation » et d'avoir engagé DLA pour produire de faux renseignements³⁹⁰. Menacé par BSRG de poursuites devant les tribunaux londoniens, Rio Tinto dément en bloc et se dit prêt à se « défendre vigoureusement » si BSGR met sa menace à exécution.

Dernier épisode en date de ce feuilleton guinéen, le 19 décembre 2016, Beny Steinmetz est arrêté puis placé en résidence surveillée en Israël dans le cadre de l'enquête sur Simandou. A noter que Soros ne s'est pas contenté d'attaquer Steinmetz en Guinée puisqu'il a poursuivi ses campagnes anti-Steinmetz sur de multiples théâtres d'opérations, notamment en RDC³⁹¹ et en Roumanie, où Soros et des ONG ont organisé une vaste campagne pour empêcher Steinmetz d'exploiter la mine de Rosia Montana, l'une des plus importantes mines de

³⁸⁷ [en ligne] disponible sur http://www.riotinto.com/media/media-releases-237_8753.aspx

³⁸⁸ SOUDAN, François, Affaire Beny Steinmetz : le jour où Alpha Condé est entré en scène, *Jeune Afrique*, 17/10/2013, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/206805/politique/affaire-beny-steinmetz-le-jour-o-alpha-cond-e-entr-en-sc-ne/>

³⁸⁹ ISRAËL, Dan, Guinée : au cœur de la corruption, un pilier du capitalisme français, *Mediapart*, 09/11/2016, [en ligne] disponible sur <https://www.mediapart.fr/journal/economie/091116/guinee-au-coeur-de-la-corruption-un-pilier-du-capitalisme-francais?onglet=full>

³⁹⁰ [en ligne] disponible sur <http://83.244.215.7/12.12.16.LettertoRioTinto.PDF>

³⁹¹ [en ligne] disponible sur <https://panamapapers.investigativecenters.org/drc-copper-mining/>

métaux précieux du continent européen, sous couvert de protection de l'environnement : sous leur impulsion, « le gouvernement roumain vient de classer le village de Rosia Montana "site d'intérêt historique", le protégeant ainsi contre la société minière Gabriel Resources, qui tente depuis 15 ans d'y ouvrir une mine pour extraire 300 tonnes d'or »³⁹².

Est également victime du système Soros un proche de Steinmetz, Dan Gertler, proche du Président Kabila, patron du groupe minier Fleurette. En 2011, Global Witness et l'African Progress Panel, association présidée par Kofi Annan, proche de Soros, accusent Gertler d'avoir acquis des actifs sous évalués cédés par la société publique congolaise Gécamines. En janvier 2015, Global Witness publie un nouveau rapport dans lequel l'ONG accuse Gertler d'avoir spolié l'Etat congolais de 860 millions de dollars suite à un transfert des parts détenues dans le gisement de Kamoto entre deux sociétés du groupe Fleurette³⁹³. Gertler est également attaqué indirectement, via le groupe suisse de négoce de matières premières Glencore qui, bien que soutenant l'EITI depuis septembre 2011³⁹⁴, est régulièrement pointé du doigt par les ONG de la mouvance Soros, qui lui reprochent son association avec Gertler³⁹⁵. Le SARW et plusieurs ONG proches de Soros ont par ailleurs dénoncé des montages financiers facilitant l'évasion fiscale d'une partie des revenus de Glencore en RDC³⁹⁶.

Outre Steinmetz et Gertler, les entreprises chinoises, dont les Etats-Unis combattent la montée en puissance sur le continent africain, sont également visées par l'activisme de Soros en matière de transparence. Elles sont désormais contraintes par l'EITI de divulguer leurs paiements aux Etats membres de l'initiative – un frein certain à des pratiques concurrentielles

³⁹² En Roumanie, nouvelle victoire contre la mine d'or de Rosia Montana, 20/01/2016, [en ligne] disponible sur

https://reporterre.net/spip.php?page=redirect&id_article=8831

³⁹³ LE BEC, Christophe, RDC : un étrange transfert de royalties de la Gécamines à Dan Gertler, *Jeune Afrique*, 15/11/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/374348/economie/rdc-etrange-transfert-royalties-de-gecamines-a-dan-gertler/>

³⁹⁴ [en ligne] disponible sur <https://eiti.org/news/glencore-supports-eiti>

³⁹⁵ LE BEC, Christophe, Matières premières : Glencore, portrait d'un groupe opportuniste, *Jeune Afrique*, 12/05/16, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/mag/320554/economie/matieres-premieres-glencore-portrait-dun-groupe-opportuniste/>

³⁹⁶ [en ligne] disponible sur <http://gold.sarwatch.org/pt-pt/node/362>

parfois déloyales. Au demeurant, on note que les sociétés chinoises sont la cible régulière des ONG proches de Soros et des institutions internationales dans lesquelles elles sont parties prenantes, accusées de manquer de transparence quant à leurs acquisitions de ressources naturelles, notamment en Afrique³⁹⁷. Soros n'hésite pas à lui-même s'exprimer ouvertement pour exiger plus de transparence des autorités chinoises. Ainsi déclare-t-il, à l'occasion d'un forum sur les ressources naturelles en marge du sommet Afrique-Etats-Unis d'août 2014, que « la Chine doit s'aligner pour adhérer à la réglementation. Sinon, ils sont des spoilers (accapareurs) ». Soros se dit même prêt à revoir la structure de l'EITI pour que les Chinois acceptent d'adhérer à l'organisation³⁹⁸.

³⁹⁷ GLOBAL WITNESS, How to engage Chinese companies in EITI 21/06/2013, [en ligne] disponible sur <https://www.globalwitness.org/fr/archive/how-engage-chinese-companies-eiti/>

³⁹⁸ DAWSON Stella, China urged to reveal payments on natural resources, 04/08/2014, [en ligne] disponible sur <http://news.trust.org//item/20140804221746-omxsu/>

Soros, l'Afrique et la Worldwide company : un projet de société ?

« Behind the veil of legitimacy and humanitarian concerns can be found the same powerful people and organizations [...], financing and using a maze of well known NGO's [...] as well as more obscure entities. But, among all of them, shining as the Southern star, is George Soros who, like an immense Jules Verne octopus, extends his tentacles [...]. With the help of these various groups [it is possible] not only to shape but to create the news, the agenda and public opinion to further aims which are, in short, the control of the world, its natural resources and the furtherance of the uniform ideal of a perfect world polity made in America. »

Gilles d'Aymery, Mapping the Human Rights Crowd in the Balkans, 23/07/2001.

Le système décrit dans les pages précédentes est d'autant plus opérant - et pose d'autant plus question - qu'il fonctionne en étroite concordance avec les systèmes étasunien et onusien en Afrique. Les trois réseaux constituent les rouages d'une seule et même grande machine, s'alimentant les uns les autres de leurs puissances respectives.

Coincitant avec le développement des concepts de soft et de smart power (cf. encadré ci-dessous), la montée en puissance de ce vaste réseau américain atlantiste en Afrique offre l'illustration d'une nouvelle forme d'influence redoutablement efficace.

HARD, SOFT ET SMART POWER : TROIS VISIONS DES RELATIONS INTERNATIONALES

Hard, soft et smart power sont trois expressions employées pour qualifier les différents modes de relations internationales. La première désigne la capacité d'un corps politique à influencer le comportement d'autres corps politiques par la voie coercitive : force militaire principalement, mais aussi moyens économiques, comme la détention de ressources naturelles par exemple.

C'est par opposition à ce hard power que le professeur américain Joseph Nye, ancien sous-secrétaire d'Etat sous l'administration Carter puis secrétaire adjoint à la Défense sous celle de Bill Clinton, définit le soft power dans son ouvrage *Bound to Lead*, en 1990. Au hard power, utilisant la carotte et le bâton, il oppose le soft power, forme de pouvoir basée sur la persuasion. Plus précisément, le soft power se définit comme la capacité d'un acteur politique - Etat mais aussi multinationale, ONG, institution internationale ou encore association citoyenne - à influencer le comportement d'un autre sans avoir à user de la force ni de la menace, mais par une puissance de persuasion reposant sur des moyens idéologiques ou culturels : réputation, capacités de communication ou rayonnement, par exemple.

Toutefois, les deux notions se sont vues dépasser ou du moins réconcilier au sein d'un troisième concept, également introduit par Joseph Nye : le smart power, combinaison des deux précédents, défini par le Center for Strategic and International Studies comme « une approche qui souligne la nécessité d'une armée forte, mais aussi d'alliances, de partenariats et d'institutions à tous les niveaux pour étendre l'influence américaine et

établir la légitimité du pouvoir américain³⁹⁹. Une forme de puissance promue notamment par Hillary Clinton qui en 2009, alors secrétaire d'Etat d'Obama, et principalement en réaction à la politique étrangère de l'administration Bush, déclare vouloir s'appuyer sur le smart power⁴⁰⁰.

A la clé, les enjeux sont considérables puisqu'ils sont non seulement économiques, avec la maîtrise de gisements de ressources naturelles et de marchés de consommation potentiels parmi les plus importants au monde, mais aussi idéologiques, la conséquence sinon l'objectif final de ces opérations d'influence étant d'exporter une certaine vision de la société mais aussi plus généralement une certaine conception de la civilisation.

³⁹⁹ CSIS Commission on Smart Power: A Smarter, More Secure America, *Center for Strategic and International Studies*, 06/11/2007, [en ligne] disponible sur

<https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs->

[public/legacy_files/files/media/csis/pubs/071106_csis-smartpowerreport.pdf](https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy_files/files/media/csis/pubs/071106_csis-smartpowerreport.pdf)

⁴⁰⁰ Discours de confirmation d'Hillary Clinton devant le Sénat américain, 13/01/2009, [en ligne]

disponible sur <http://www.cfr.org/elections/transcript-hillary-clinton-confirmation-hearing/p18225>

SMALL WORLD : LES ETROITES CONNEXIONS DES RESEAUX SOROSIENS, ETASUNIENS ET ONUSIENS

Du pouvoir américain à la sphère atlantiste en passant par les grands intérêts capitalistes US, Soros se trouve à la confluence d'intérêts multiples.

Soros et le pouvoir américain, de Clinton à Obama

Les Américains commencent à s'intéresser au continent africain, vaste réservoir de ressources naturelles, au lendemain des décolonisations. Des sous-commissions sur l'Afrique sont créées au sein du Congrès en 1959 et les premières ambassades US en Afrique ouvertes à partir de 1960⁴⁰¹. Mais la guerre froide va suspendre le mouvement : elle « gèle quasiment pendant près d'un demi-siècle les luttes d'influence entre alliés en Afrique »⁴⁰². Pendant près de trente ans, l'engagement américain en Afrique va ainsi se trouver limité à des interventions ponctuelles, liées à la lutte contre le bloc communiste, avec pour objectif d'éviter que certains pays basculent dans le giron soviétique, comme l'Angola et le Mozambique dans les années 1970. Un agenda sensiblement similaire à celui de George Soros qui, lui aussi, fait ses premiers pas sur le continent africain durant la période post-coloniale, en 1979, en Afrique du Sud, mais choisit durant la guerre froide de concentrer son action en l'Europe de l'Est et ne s'engagera de nouveau activement en Afrique que près de deux décennies plus tard. Entre-temps, les Etats-Unis et Soros auront développé, de concert, en Europe de l'Est, un interventionnisme d'un nouveau genre, privilégiant l'influence à l'action directe. Un *modus operandi* – nous y reviendrons – qui inspirera très largement l'action des Etats-Unis lorsqu'ils se réengagent en Afrique.

Ce sont les attentats simultanés de 1998 contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, suivis des attaques du 11 septembre 2001, qui

⁴⁰¹ AIRAULT, Pascal, Barack Obama, good morning Africa !, *L'Opinion*, 03/08/2014, [en ligne] disponible sur <http://www.lopinion.fr/3-aout-2014/barack-obama-good-morning-africa-15023>

⁴⁰² PEAN, Pierre, *Carnages*, pp 144 à 146.

servent de déclencheur au retour des États-Unis en Afrique. La lutte contre le terrorisme justifie un interventionnisme plus soutenu des USA sur le continent, avec en toile de fond deux autres objectifs majeurs : la sécurisation des approvisionnements en pétrole et minerais et la volonté de contrer le développement de la présence chinoise en Afrique. Ainsi l'Afrique commence-t-elle à prendre une place croissante dans la politique étrangère américaine avec Bill Clinton, qui s'inscrit dans le cadre de la doctrine de l'«*enlargement*». Celle-ci, après le «*containment*» de la guerre froide, place les États-Unis dans une posture plus volontariste, avec pour objectif d'étendre la communauté des «*démocraties à économie de marché*» – une approche très en phase avec la vision de l'Open Society sorosienne.

Dans cette perspective, la politique africaine de Bill Clinton, poursuivie par George Bush puis par Barack Obama – Républicains et Démocrates montrant peu de différences dans leur politique à l'égard du continent africain – va privilégier le partenariat, chercher à promouvoir la bonne gouvernance et mettre un accent croissant, aux côtés des aspects sécuritaires et politiques traditionnels, sur le développement économique⁴⁰³.

Dans ce cadre, l'action américaine en Afrique s'articule principalement autour de trois grands axes. Le premier est l'aide au développement, qui ne cesse de croître. Entre 2000 et 2007, l'aide américaine en Afrique subsaharienne triple⁴⁰⁴ ; sous la présidence d'Obama, elle augmente encore, de 70 %, passant de 5 milliards de dollars en 2007 à 8,5 milliards de dollars par an en moyenne par la suite. L'Afrique devient ainsi, à partir de 2011, la première région bénéficiaire de l'aide américaine devant l'Asie selon les chiffres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)⁴⁰⁵.

⁴⁰³ DESLOIRE, Constance, La politique africaine d'Obama : un semblant de rupture ?, *Revue Internationale et Stratégique*, N°77, 2010, [en ligne] disponible sur <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2010-1-page-54.htm>

⁴⁰⁴ FAIVRE, Agnès, Barack Obama et l'Afrique : le grand malentendu, *Le Point*, 30/10/2016, [en ligne] disponible sur http://afrique.lepoint.fr/actualites/barack-obama-et-l-afrique-le-lourd-malentendu-30-10-2016-2079628_2365.php

⁴⁰⁵ CARMEL, Laurence, Que fera Donald Trump des programmes africains de Barack Obama ?, *Le Monde*, 09/11/2016, [en ligne] disponible sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/11/09/que-fera-donald-trump-des-programmes-africains-de-barack-obama_5028292_3212.html

des programmes ciblés sont par ailleurs lancés, tels que le President's Emergency Plan for AIDS Relief (PEPFAR) contre le sida ou le President's Malaria Initiative (PMI) contre le paludisme, deux initiatives de Bush. Ce dernier crée en outre, aux côtés de l'USAID, un nouvel instrument d'aide aux pays du tiers monde, le Millennium Challenge Account (MCA), avec une particularité : l'aide est conditionnée par le respect de dix-sept critères de bonne gouvernance édictés par les Etats-Unis⁴⁰⁶.

Le second volet est celui de la coopération militaire avec la création, en 2007, d'un commandement militaire régional pour l'Afrique, Africom – une première, les engagements militaires américains en Afrique ayant jusqu'alors été pilotés par le commandement européen Eucom. Ses missions : lutter contre le terrorisme dans la Corne de l'Afrique et en bordure du Sahara et sécuriser les approvisionnements pétroliers du golfe de Guinée. Cet objectif passe par une stratégie de coopération avec les pays africains partenaires, le but étant avant tout d'aider les armées locales à développer leurs capacités⁴⁰⁷.

Quant au troisième axe, plus nouveau, et qui va progressivement monter en puissance, il s'agit du partenariat économique, avec notamment l'adoption en 2000, sous Bill Clinton, de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), un accord de libre-échange permettant à 39 pays africains d'être exonérés de taxes à l'exportation vers les Etats-Unis. Il sera prolongé par George Bush puis par Barack Obama, qui va d'ailleurs l'utiliser comme un outil indirect de promotion des droits de l'Homme – le Swaziland en est par exemple exclu en 2015 en raison du caractère répressif du régime monarchique⁴⁰⁸. Barack Obama est par ailleurs à l'initiative de plusieurs grands projets tels que Power Africa, lancé en 2013 dans l'objectif de promouvoir l'électrification du continent africain. Il initie également le sommet Afrique-Etats-Unis qui rassemble, en août 2014, à Washington, tous les chefs d'Etat africains ; ce

⁴⁰⁶ [en ligne] disponible sur

https://en.wikipedia.org/wiki/Millennium_Challenge_Account?oldid=301098576

⁴⁰⁷ La stratégie américaine en Afrique, 07/12/2013, [en ligne] disponible sur

<https://froggybottomblog.com/2013/12/07/la-strategie-americaine-en-afrique/>

⁴⁰⁸ BELLANGER, Anthony, Trump et l'Afrique, 14/12/2016, [en ligne] disponible sur <https://www.franceinter.fr/emissions/les-histoires-du-monde/les-histoires-du-monde-14-novembre-2016>

sommet, premier du genre organisé par les Etats-Unis, est très clairement placé sous le thème des affaires et du développement économique.

Ces objectifs, en étroite concordance avec ceux de Soros, ne peuvent que servir ses intérêts – ce d'autant plus que, de Bill Clinton à Barack Obama, George Soros cultive une proximité forte avec les gouvernants américains. Des proches de Soros conseillent ainsi Bill Clinton : Jeffrey Sachs (cf. encadré p. 35), qui participe à la rédaction de l'AGOA⁴⁰⁹, et Madeleine Albright (cf. encadré ci-dessous), nommée secrétaire d'Etat en 1996, et particulièrement investie dans le rapprochement des Etats-Unis avec l'Afrique. Proche de Soros à la fois par son histoire et par ses convictions personnelles, Madeleine Albright a comme lui compté parmi les personnalités les plus investies en Europe de l'Est pour promouvoir démocratie et économie de marché. De là date la connexion entre les deux, qui perdure aujourd'hui puisqu'ils collaborent au sein de plusieurs fonds d'investissement en Afrique. George Soros est par ailleurs partenaire du National Democratic Institute (NDI) – une des branches du National Endowment for Democracy (NED), fondation privée mais majoritairement financée par le Congrès des Etats-Unis⁴¹⁰ –, que préside aujourd'hui Madeleine Albright⁴¹¹.

MADELEINE ALBRIGHT, GEORGE SOROS : DESTINS PARALLÈLES

Certains les disent amis. Quoi qu'il en soit de cette amitié supposée, la proximité de George Soros et de Madeleine Albright est quant à elle avérée, que ce soit par leur histoire, par leur action passée en Europe de l'Est ou par leur activité présente en Afrique.

Madeleine Korbél Albright naît à Prague, en 1937, sous le nom de Marie Jana Korblová, de parents juifs convertis au catholicisme pour échapper aux persécutions antisémites. La famille Korbél s'enfuit à Londres en 1939, puis s'installe à Belgrade après la Seconde Guerre mondiale, avant de s'exiler aux Etats-Unis en 1948 après la prise de pouvoir par les communistes à Prague – une histoire donc proche de celle de George Soros. Dans les années 1970 et 1980, Madeleine Albright s'impose en experte de l'URSS et de l'Europe de l'Est dans le cadre de ses travaux pour la

⁴⁰⁹ [en ligne] disponible sur <http://jeffsachs.org/about/>

⁴¹⁰ [en ligne] disponible sur <http://www.ned.org/about/a-propos-de-la-ned/>

⁴¹¹ [en ligne] disponible sur <https://www.ndi.org/people/madeleine-k-albright>

Smithsonian Institution et pour le Center for Strategic and International Studies. En 1993, elle entre dans l'administration de Bill Clinton, qui la nomme ambassadrice américaine aux Nations Unies, puis secrétaire d'Etat trois ans plus tard. A cette fonction, elle jouera un rôle déterminant en Bosnie-Herzégovine, notamment lors de la guerre du Kosovo. Lorsque prend fin son mandat, elle crée en 2000 un cabinet de conseil en stratégie internationale, l'Albright Stonebridge Group, puis en 2005 un fonds d'investissement spécialisé dans les marchés émergents, Albright Capital Management⁴¹². Ce dernier se trouve être associé à Soros dans le cadre de deux sociétés : APR Energy, société de production d'énergie, avec une implantation forte sur le continent africain, et Helios Towers Africa, spécialisé dans les tours de télécommunications en Afrique. Elle est également membre de nombreuses associations comme l'ONG Initiative for Global Development (partenaire comme Soros du programme TransFarm Africa) et de think tanks comme l'Atlantic Council (qui a offert une tribune à l'opposition congolaise contre Kabila). Parallèlement au développement de son activité privée, Madeleine Albright préside le NDI, agence financée notamment par le NED, par l'USAID, par le département d'Etat US ainsi que par OSF⁴¹³.

Egalement proche du successeur de Clinton, George Soros est lié de longue date à la famille Bush. George Soros aurait fait partie des très nombreux investisseurs du groupe Carlyle de George Bush père⁴¹⁴. Cette société de gestion de portefeuille – une des plus importantes au monde – est, par l'intermédiaire des sociétés qu'elle contrôle, un des principaux fournisseurs du Pentagone⁴¹⁵. George Soros est également lié à George Bush fils, qu'il a, révèle *The Nation*, sauvé de la faillite en 1990, alors qu'il dirigeait une société de prospection pétrolière, en épurant ses dettes via les sociétés Harken Energy et Spectrum 7 ; interrogé par le journal, Soros déclare avoir agi ainsi pour s'acheter « de l'influence politique »⁴¹⁶. Mais la posture guerrière de Bush

⁴¹² [en ligne] disponible sur https://fr.wikipedia.org/wiki/Madeleine_Albright

⁴¹³ [en ligne] disponible sur <https://www.ndi.org/supporters>

⁴¹⁴ BURKEMAN, Oliver et BORGER, Julian, The ex-president's club, *The Guardian*, 31/10/2001, [en ligne] disponible sur <https://www.theguardian.com/world/2001/oct/31/september11.usa4>

⁴¹⁵ George Soros, spéculateur et philanthrope, 15/01/2004, [en ligne] disponible sur <http://www.voltairenet.org/article11936.html>

⁴¹⁶ CORN, David, Bush and the Billionaire : How Insider Capitalism Benefited W., *The Nation*, 17/07/2002, [en ligne] disponible sur <https://www.thenation.com/article/bush-and-billionaire-how-insider-capitalism-benefited-w/>

fil, qui trouve son paroxysme dans l'intervention irakienne, finira par lui valoir une opposition violente de la part de George Soros, qui combat sa réélection en 2004. Soros investit 15 millions de dollars dans la campagne anti-Bush et publie une virulente critique du gouvernement de George Bush dans son livre *The Bubble of American Supremacy*.

SOROS, BUSH : SOFT VS HARD POWER

Aussi virulent George Soros soit-il à l'égard de George W. Bush, leur opposition est finalement de forme plus que de fond, leur objectif de promotion de la démocratie et du libéralisme économique étant *in fine* le même. Dans un article de juin 2003 paru dans *New Statesman*, le journaliste Neil Clark assure que le Président et le milliardaire sont tous deux partisans de l'Empire néo-libéral mais s'opposent quant à la manière de le gérer. « *Soros is angry not with Bush's aims – of extending Pax Americana and making the world safe for global capitalists like himself – but with the crass and blundering way Bush is going about it. By making US ambitions so clear, the Bush gang has committed the cardinal sin of giving the game away. For years, Soros and his NGOs have gone about their work extending the boundaries of the "free world" so skillfully that hardly anyone noticed. Now a Texan redneck and a gang of overzealous neo-cons have blown it. As a cultivated and educated man, Soros knows too well that empires perish when they overstep the mark and provoke the formation of counter-alliances. He understands that the Clintonian approach of multilateralism – whereby the US cajoles or bribes but never does anything so crude as to threaten – is the only one that will allow the empire to endure. Soros knows a better way – armed with a few billion dollars, a handful of NGOs and a nod and a wink from the US State Department, it is perfectly possible to topple foreign governments that are bad for business, seize a country's assets, and even to get thanked for your benevolence afterwards. Soros has done it* »⁴¹⁷.

A l'action brutale et transparente de Bush, Soros préférera la manière plus feutrée de son successeur, Barack Obama, qui doit beaucoup au milliardaire puisque celui-ci lui apporte son soutien alors qu'il n'est que sénateur, et

⁴¹⁷ [en ligne] disponible sur
http://www.bibliotecapleyades.net/sociopolitica/esp_sociopol_rothschild06.htm

encore peu connu. Les deux hommes se rencontrent en 2006 ; le lien à l'origine de la rencontre est peut-être à trouver dans une connaissance commune : Samantha Power (cf. encadré ci-dessous). Soros verse à Obama 60.000 dollars pour sa nouvelle campagne sénatoriale et le met en contact avec des donateurs fortunés⁴¹⁸. « Parmi eux, Robert Wolf, le patron de la filiale américaine d'un hedge fund, UBS Group of Americas, ainsi que le gestionnaire d'un hedge fund, Orin Kramer. Entre-temps, Wolf, à la tête d'un petit cercle de millionnaires, a pu réunir 500.000 dollars pour la campagne présidentielle d'Obama. Une fois son compte en banque couvert, Obama annonça publiquement qu'il cherchait l'investiture démocrate pour la présidence des Etats-Unis. Rapidement, Soros a organisé d'autres réunions pour lever des fonds, en avril et en mai 2007 »⁴¹⁹. C'est ainsi que Barack Obama accède à la présidence des Etats-Unis en 2009 en partie grâce au soutien de George Soros, soutien que ce dernier confirmera et accroîtra encore en 2012, la création des super PAC permettant alors aux donateurs de soutenir les candidats sans limite de montant.

SAMANTHA POWER, « ENTREMETTEUSE » ENTRE SOROS ET OBAMA ?

Diplômée de Yale, Samantha Power fait ses débuts au Carnegie Endowment for International Peace comme assistante de Morton Abramowitz, alors également administrateur du NED, qui créera quelques années plus tard l'ONG International Crisis Group avec le soutien de Soros. De 1993 à 1996, elle couvre la guerre de Bosnie-Herzégovine en tant que reporter, notamment pour *The Economist* (pour lequel a travaillé Marck Malloch Brown, une figure importante de la sphère sorosienne comme nous l'avons vu). Elle est l'auteur d'un essai, *A Problem From Hell: America and the Age of Genocide*, récompensé par le prix Pulitzer. Son travail reçoit le soutien de George Soros : « Si je n'avais pas obtenu une bourse de George Soros et de l'Open Society Institute, je n'aurais jamais été capable de mener le type de

⁴¹⁸ DREW, Christopher et MCINTIRE, Mike, After 2000 Loss, Obama Built Donor Network From Roots Up, *The New York Times*, 03/04/2007, [en ligne] disponible sur <http://www.nytimes.com/2007/04/03/us/politics/03obama.html>

⁴¹⁹ Obama dans les filets de l'Empire britannique : George Soros et le baron Mark Malloch Brown, 22/06/2008, [en ligne] disponible sur http://www.solidariteetprogres.org/actualites-001/Obama-dans-les-fiets-de-l-Empire-britannique-George-Soros-et-le-baron_04475.html

Voir également HEILEMANN, Jan, Money choose sides, *New York Mag*, 24/10/2007, [en ligne] disponible sur <http://nymag.com/news/politics/30634/>

journalisme d'investigation que je devais entreprendre », affirme-t-elle.⁴¹⁹ En 1996, elle intègre International Crisis Group en tant qu'analyste politique et aide à lancer l'organisation en Bosnie. C'est en 2004 que sa carrière s'oriente vers la politique, après un échange avec Barack Obama, fraîchement élu sénateur, qui s'entretient avec elle des écrits publiés grâce à la bourse de Soros. Elle rejoint son équipe au Sénat, le conseillant pour sa politique étrangère. Elle soutient sa campagne de réélection sénatoriale en 2005 et 2006, puis sa campagne présidentielle en 2008. Suite à l'élection d'Obama, Samantha Power entre dans son équipe au département d'Etat, et enfin au Conseil de sécurité nationale en 2009. Elle devient assistante spéciale du Président et directrice du Bureau des Affaires multilatérales et des Droits de l'homme de la Maison-Blanche. Elle fait nommer un ancien assistant de Madeleine Albright, David Pressman, comme directeur des Crimes de guerre et des Atrocités au Conseil de sécurité nationale⁴²¹. Parmi ses chevaux de bataille, Samantha Power défend la doctrine R2P (Responsabilité de protéger), promue notamment par l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair et par George Soros. En 2013, elle est nommée par Barack Obama au poste d'ambassadrice des Etats-Unis auprès des Nations Unies.

Outre Samantha Power, on trouve dans l'entourage de Soros de nombreux autres proches d'Obama, comme Tom Perriello (*cf. encadré p. 160*) ou Patrick Gaspard, ancien conseiller du Président Obama et ambassadeur US en Afrique du Sud, nommé Vice-président d'OSF en 2016⁴²². Soros est évidemment aussi très proche de l'ancienne secrétaire d'Etat de Barack Obama, Hillary Clinton, qui occupe la fonction de 2009 à 2013. Généreux donateur de la Fondation Clinton, il semblerait même, selon des mails récemment divulgués par WikiLeaks, que Soros ait bénéficié d'une disponibilité et d'une écoute privilégiées de la part de la secrétaire d'Etat⁴²³. Les relations seraient

⁴¹⁹ Obama dans les filets de l'Empire britannique : George Soros et le baron Mark Malloch Brown, 22/08/2008, [en ligne] disponible sur http://www.solidariteetprogres.org/actualites-001/Obama-dans-les-filets-de-l-Empire-britannique-George-Soros-et-le-baron_M4475.html

⁴²¹ MEYSSAN, Thierry, La face cachée de l'administration Obama, 10/11/2015, [en ligne] disponible sur <http://www.voltairenet.org/article189204.html>

⁴²² Patrick Gaspard, U.S. Ambassador to South Africa, Appointed Vice President of the Open Society Foundations, 02/12/2016, [en ligne] disponible sur <https://www.opensocietyfoundations.org/press-releases/patrick-gaspard-us-ambassador-south-africa-appointed-vice-president-open-society>

⁴²³ WESTWOOD, Sarah, Nine times Clinton Foundation donors got special access at State, *Washington Examiner*, 14/01/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.washingtonexaminer.com/nine-times-clinton-foundation-donors-got-special-access-at-state/article/2580451>

également plus personnelles puisque les Clinton sont amis avec plusieurs proches de Soros, dont le couple Blair et Madeleine Albright. Cette dernière comptait d'ailleurs parmi les invités au mariage de leur fille Chelsea – mariage à l'occasion duquel les parents Clinton étaient au demeurant logés chez Andrea Colombel, qui n'est autre que la fille de George Soros⁴²⁴.

Lors de la présidentielle de 2016, George Soros aura d'ailleurs apporté un soutien actif à la candidature d'Hillary Clinton : des 25 millions de dollars levés par le super PAC soutenant Hillary Clinton, 15 venaient de financiers, dont près de la moitié de George Soros⁴²⁵. Alexander Soros, son fils, figurait lui aussi dans les rangs des soutiens actifs de la candidate, dont il avait posté la photo sur son compte twitter avec le commentaire :

*« There can only be one #womancrushwednesday today and that is of course @hillaryclinton, not just for being the first woman to run for president from this nation's two largest political parties, but I believe the best presidential candidate this nation could have today ! Looking forward to seeing her crush it tomorrow ! #wcw #hillaryclinton »*⁴²⁶.

Cercle atlantiste : ONU, FMI, Banque mondiale

Proche du pouvoir américain, George Soros l'est également de l'ONU – cette dernière étant d'ailleurs très connectée au premier⁴²⁷.

Il est lié à la SFI, une branche de la Banque mondiale spécialisée dans l'aide au développement, qui est actionnaire à ses côtés des fonds Helios Investment

⁴²⁴ Chelsea Clinton Wedding Tents Go Up At Astor Courts?, *The Huffington Post*, 26/07/2010, [en ligne] disponible sur http://www.huffingtonpost.com/2010/07/26/chelsea-clinton-wedding-t_n_658956.html?ref=twitter

⁴²⁵ Présidentielles USA, nausée absolument démocratique, 04/02/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.dedefensa.org/article/presidentielles-usa-nausée-absolument-démocratique>

⁴²⁶ [en ligne] disponible sur <http://alexsoros.com/politics/>

⁴²⁷ Sans entrer dans le détail, rappelons que les États-Unis sont, historiquement et structurellement, notoirement liés à l'ONU, au FMI et à la Banque mondiale. Forts de la quote-part la plus élevée, les États-Unis disposent d'un droit de veto qui leur confère une influence prépondérante dans les trois instances : leur approbation est indispensable pour tout accord. La nomination du secrétaire général de l'ONU ne peut se faire sans leur aval et, selon une règle tacite, le Président de la Banque mondiale est désigné par le gouvernement américain ; seul le directeur du FMI est désigné par les gouverneurs européens. Sans oublier que les sièges des trois organisations sont localisés sur le territoire américain, à New York et à Washington.

Partners⁴²⁸, Esoko⁴²⁹ ou encore LeapFrog⁴³⁰, dont la création avait été saluée par Bill Clinton.

George Soros est également au cœur d'un projet essentiel dans le dispositif onusien en faveur du développement, principalement en Afrique. Il s'agit des Millennium Development Goals (MDG), dont Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies de 1997 à 2006, est le principal architecte. Définis et adoptés par les Etats membres de l'ONU en septembre 2000, avec pour horizon de réalisation 2015, ces objectifs visent à améliorer le bien-être de l'humanité principalement en réduisant la pauvreté, la faim et la mortalité infantile et maternelle dans le monde, en favorisant l'accès à l'enseignement pour tous, en jugulant les épidémies et les maladies ou encore en abolissant la discrimination entre les sexes⁴³¹.

Les MDG, qui sont activement soutenus par les Etats-Unis – Bush a notamment mis en place le Millennium Challenge Account, évoqué plus haut, en ligne avec le projet – doivent beaucoup à deux proches de Soros. Le premier, Mark Malloch Brown (*cf. encadré ci-après*), est associé à leur conception, jusqu'à leur adoption au Millennium Summit en 2000 ; le second, Jeffrey Sachs (*cf. encadré p. 35*), économiste américain, consultant auprès du secrétaire général des Nations Unies, est nommé par Kofi Annan en 2002 conseiller spécial des Nations Unies sur les MDG et à ce titre accompagne leur déploiement. Il les met en application notamment dans le cadre du Millennium Villages Project, dont Soros est le premier contributeur avec 50 millions de dollars de subvention.

⁴²⁸ [en ligne] disponible sur <http://www.agencecofin.com/investissement/2507-12655-helios-investment-partners-lancera-bientot-un-troisieme-fonds-panafricain-de-plus-d-1-milliard>

⁴²⁹ [en ligne] disponible sur http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/news_ext_content/ifc_external_corporate_site/news+and+event/s/news/ifc+helps+african+farmers+go+mobile+for+crop+information

⁴³⁰ [en ligne] disponible sur <http://www.institutionalinvestor.com/article/2455264/ifc-soros-invest-112m-leapfrog-fund.html#.WJNWx9LhDDc>

⁴³¹ [en ligne] disponible sur <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/>

Lord Mark Malloch Brown est incontestablement une carte maîtresse dans le jeu de Soros. Les deux hommes sont liés depuis une vingtaine d'années : membre de Refugees International, une association soutenue par OSF, Malloch Brown participe au Soros Advisory Committee on Bosnia en 1993-94. Ils restent par la suite en contact – Mark Malloch Brown loge d'ailleurs dans un appartement que lui loue Soros lorsqu'il déménage à New York dans le cadre de ses fonctions à l'ONU. Il occupe successivement les fonctions de Vice-président chargé des Affaires extérieures de la Banque mondiale, d'administrateur du PNUD, de chef de cabinet de Kofi Annan puis de Vice-secrétaire général des Nations Unies auprès de Kofi Annan. En mai 2007, Malloch Brown est nommé Vice-chairman du Soros Fund Management et de l'Open Society Institute ; il est également nommé Vice-président du Soros Quantum Fund, mais est contraint de démissionner dès septembre de la même année, lorsqu'il est nommé ministre du gouvernement britannique. Dans le cadre de ses fonctions, Mark Malloch Brown entretient des relations cordiales avec le pouvoir américain – dans un entretien au *Times*, Samantha Power affirme qu'il est « le canal principal entre l'Angleterre et Obama » et qu'il suscite « l'admiration d'Obama »⁴³². Mark Malloch Brown est aujourd'hui membre du comité exécutif d'International Crisis Group. Il a par ailleurs pris en 2012 la tête de la direction Afrique de l'agence de relations publiques FTI. Une nomination pour le moins opportune pour Soros : « Malloch Brown, désireux de nettoyer le fichier de FTI de ses clients jugés par lui peu présentables, résilie les contrats qui le lient à deux diamantaires israéliens opérant en Afrique : Dan Gertler, qui opère en RD Congo, où il est réputé proche du Président Kabila, et Beny Steinmetz. Steinmetz est fou de rage. Il intente un procès à FTI et se déchaîne contre Soros, aussitôt accusé d'antisémitisme »⁴³³.

Outre Sachs et Malloch Brown, nombre d'autres personnalités proches de Soros gravitent ou ont gravité dans l'orbite de l'ONU : Paul Collier, qui travaille

⁴³² Samantha Power et Susan Rice : la montée en puissance des amazones guerrières d'Obama, 08/06/2013, [en ligne] disponible sur <http://m.solidariteetprogres.org/actualites-001/samantha-power-et-susan-rice-la-montee-en.html>

⁴³³ SOUDAN, François, Affaire Beny Steinmetz : le jour où Alpha Condé est entré en scène, *Jeune Afrique*, 17/10/2013, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/206805/politique/affaire-beny-steinmetz-le-jour-o-alpha-cond-est-entr-en-sc-ne/>

pour lui sur de nombreuses missions de conseil, souvent en collaboration avec Jeffrey Sachs, est conseiller au FMI – où il a d'ailleurs travaillé avec Alassane Ouattara, dont il a par la suite soutenu l'accession à la présidence de la Côte d'Ivoire⁴³⁴. Deux proches de Soros ont occupé le poste d'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU : Madeleine Albright et Samantha Power. Sans viser à l'exhaustivité, notons encore que Tony Blair est représentant au Proche-Orient du Quartet, un organisme informel qui regroupe, sur le dossier israélo-palestinien, l'Union européenne, la Russie, les Etats-Unis et l'ONU.

Le privé, nouvel acteur de l'action US en Afrique

La description du système américano-atlantiste au sein duquel évolue Soros ne serait pas complète sans mentionner un troisième type d'acteurs, qui prend une importance croissante : les opérateurs privés US. En effet, les budgets de l'aide publique au développement ne cessent de diminuer ; par ailleurs, « les projets des agences multilatérales et des ONG sont désormais examinés avec de plus en plus d'attention et les résultats sont soigneusement évalués »⁴³⁵. Dans ce contexte, le gouvernement américain aussi bien que l'ONU encouragent le secteur privé à s'associer aux agences nationales et aux programmes des Nations Unies au sein de ce que Kofi Annan appelle des « coalitions de bonne volonté ». « Le développement de l'Afrique devient ainsi une cause défendue par des personnalités aussi variées que Bill et Melinda Gates, Warren Buffett, Bill Clinton, Tony Blair, l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, [...] le pionnier africain de la téléphonie mobile Mo Ibrahim ou une star du rock comme Bono »⁴³⁶. Autant d'acteurs qui évoluent en concordance étroite les uns avec les autres de même qu'avec les Etats-Unis, avec l'ONU mais aussi avec Soros, auquel ils sont pour beaucoup liés.

⁴³⁴ COLLIER, Paul, Ivory Coast: Could the army force Laurent Gbagbo from power?, *The Guardian*, 11/01/2011, [en ligne] disponible sur <https://www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2011/jan/11/ivory-coast-elections-laurent-gbagbo-custing>

⁴³⁵ Ces milliardaires qui croient en l'Afrique, *Jeune Afrique*, 05/03/2013, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/21698/economie/ces-milliardaires-qui-croient-en-l-afrique/>

⁴³⁶ Ibidem

Parmi ces contributeurs privés se trouvent de nombreux chefs d'entreprise qui, comme George Soros, mettent leur argent au service du continent africain. Ce « philanthrocapitalisme » s'inscrit dans une tradition US remontant au début du XX^e siècle, qui voit tous les grands capitaines d'industries créer leurs fondations, animés par des motivations multiples, allant du sens de la responsabilité que leur confère leur puissance économique à la volonté de promouvoir l'idéal US, en passant par des considérations plus basement matérielles d'ordre fiscal. C'est ainsi que naissent les fondations Ford ou Rockefeller, qui aujourd'hui s'impliquent dans l'aide au développement en Afrique, notamment en subventionnant nombre d'ONG actives sur le continent. De création plus récente (elle a été fondée en 2000), la Bill and Melinda Gates Foundation (BMGF) est elle aussi très active en Afrique. Avec, à fin 2014, 40 milliards de dollars d'actifs, plus de 30 milliards de dollars de subventions versées depuis sa création et 1.200 salariés, la BMGF compte parmi les plus importantes organisations philanthropiques qui aient jamais existé⁴³⁷. Elle compte aujourd'hui parmi les acteurs privés les plus impliqués dans l'aide à l'Afrique aux côtés de l'ONU et du pouvoir américain – signalons au passage que l'administrateur de l'USAID sous l'ère Obama, Rajiv Shah, est l'ancien responsable de la BMGF. Celle-ci coopère ainsi avec l'ONU au travers de plusieurs programmes dans le domaine de la santé, tel GAVI Alliance, partenariat mondial en faveur de la vaccination fondé en 2006, auquel participent également l'OMS, l'Unicef et la Banque mondiale. Elle est également à l'origine de l'AGRA, fruit d'une collaboration avec l'USAID, présidée par Kofi Annan et soutenue entre autres par Soros.

LE GOOD CLUB OU LA MONTEE EN PUISSANCE DES PHILANTHROCAPITALISTES

Encouragées par les Etats et par les grandes organisations internationales, les grandes fortunes américaines se sont depuis plusieurs années emparées des problématiques socio-économiques internationales : un phénomène dont le Good Club offre une frappante illustration. C'est le 5 mai 2009 que se tient la toute première réunion secrète du Good Club, une organisation qui rassemble les plus grands philanthropes US à l'initiative de Bill Gates,

⁴³⁷ Comment la fondation Gates dépense-t-elle son argent pour nourrir le monde, 17/11/2014, [en ligne] disponible sur <https://www.grain.org/fr/article/entries/5076-comment-la-fondation-gates-dépense-t-elle-son-argent-pour-nourrir-le-monde>

David Rockefeller et Warren Buffett. Sont présentes quelques unes des personnalités américaines les plus fortunées parmi lesquelles George Soros, Ted Turner, le fondateur de CNN, Michael Bloomberg, le maire de New York, ou encore Julian H. Robertson Jr., le spéculateur qui a travaillé avec Soros dans l'attaque des monnaies asiatiques. Le groupe représente au total une fortune cumulée de pas moins de 125 milliards de dollars. La réunion aurait été organisée en réaction au ralentissement économique mondial et aux nombreuses crises sanitaires et écologiques affectant la planète, avec entre autres sujets d'échanges l'éducation, la crise économique ou encore les problématiques de surpopulation⁴³⁹.

Aux côtés des entrepreneurs, de nombreuses personnalités de la vie publique et politique ont également commencé à s'engager, mettant leur influence sur la scène internationale au service du développement africain. Kofi Annan lui-même montre l'exemple avec sa fondation. Avec pour partenaires, entre autres, les fondations de George Soros, Bill Gates et Mo Ibrahim, la United Nations Foundation, International Crisis Group, AGRA ou encore ONE, que nous évoquerons plus loin, la Fondation Kofi Annan a pour principaux chevaux de bataille la lutte contre la faim dans le monde, la promotion des jeunes générations et le combat pour la démocratie.

On pourrait aussi citer Tony Blair, l'ancien premier ministre britannique, dont on a vu la proximité avec Soros (cf. encadré ci-dessous).

TONY BLAIR : DU PUBLIC AU PRIVE, TOUJOURS AU SERVICE DE L'AFRIQUE

Incontestablement, Tony Blair constitue un rouage essentiel des systèmes américain et sorosien. En tant que chef de parti puis Premier ministre britannique, il réforme le travaillisme, qu'il convertit aux mérites de l'économie de marché chère à George Soros⁴³⁹. Il s'investit par ailleurs durant son mandat au service d'autres causes défendues par Soros telles que la transparence (il est l'un des grands artisans de l'EITI aux côtés de ce dernier), la législation en faveur des communautés LGBT (qu'il fait évoluer vers plus de progressisme) ou encore les émissions de CO2

⁴³⁸ HARRIS, Paul, They're called the Good Club - and they want to save the world, *The Guardian*, 31/05/2009, [en ligne] disponible sur <https://www.theguardian.com/world/2009/may/31/new-york-billionaire-philanthropists>

⁴³⁹ [en ligne] disponible sur https://fr.wikipedia.org/wiki/Tony_Blair

(qu'il a la volonté de taxer tout comme Soros). Tony Blair fait par ailleurs de l'Afrique l'une des priorités de la présidence britannique du G8. A son départ du gouvernement, il est nommé représentant au Proche-Orient du Quartet, un organisme informel qui regroupe, sur le dossier israélo-palestinien, l'Union européenne, la Russie, les États-Unis et l'ONU. Il développe par ailleurs une activité de conseil, dans le cadre de la société Africa Governance Initiative (AGI). Il lui est d'ailleurs reproché d'user de son carnet d'adresses d'ancien Premier ministre et de représentant du Quartet pour alimenter son activité de conseil (au demeurant fort lucrative : Tony Blair serait à la tête d'une fortune estimée à 27 millions de livres en 2016 selon le *Guardian*⁴⁴⁰). Tony Blair conseille notamment de nombreux chefs d'États africains (parmi lesquels Ernest Bai Koroma en Sierra Leone, Alpha Condé en Guinée ou encore Ellen Johnson Sirleaf au Liberia), pour beaucoup en partenariat avec Soros et aux côtés de Jeffrey Sachs et de Paul Collier, dont il est l'ami. Il est également subventionné par l'USAID, qui a notamment financé des missions d'assistance au gouvernement sierra léonais en matière de gouvernance⁴⁴¹, de conseil dans le cadre de la lutte contre Ebola⁴⁴² et d'accompagnement du programme Power Africa⁴⁴³ – une collaboration qui n'est pas sans poser question au vu de l'amitié notoire du couple Blair avec Bill et Hillary Clinton, qui occupe les fonctions de secrétaire d'État à l'époque où sont négociés les contrats.

Sans oublier le couple Clinton, dont la fondation, créée en 1997, est très investie sur le continent africain, de même que la Clinton Global Initiative (CGI), une ONG de lutte contre la pauvreté en Afrique, le paludisme et le SIDA que Bill Clinton parraine depuis 2005. Avec la CGI, les Clinton ont su construire un réseau à la rencontre de l'économie, du politique et du philanthropique. La rencontre annuelle de la CGI est une plateforme où se retrouvent tous les leaders d'opinion de la planète, du Président de la Banque mondiale à Bill Gates en passant par Ellen Sirleaf, sans compter, bien évidemment, George Soros. La description du magazine *Jeune Afrique* de la

⁴⁴⁰ [en ligne] disponible sur <https://www.theguardian.com/money/2016/mar/14/tony-cherie-blair-property-empire-worth-estimated-27m-pounds>

⁴⁴¹ [en ligne] disponible sur <http://www.africagovernance.org/article/usaaid-announces-new-partnership-tony-blair-africa-governance-initiative>

⁴⁴² [en ligne] disponible sur <http://www.africagovernance.org/article/new-partnership-agi>

⁴⁴³ HOLEHOUSE, Matthew et MANICK, Edward, Tony Blair handed £3m slice of Barack Obama's aid for Africans, *The Telegraph*, 23/03/2014, [en ligne] disponible sur <http://www.telegraph.co.uk/news/politics/tony-blair/10716541/Tony-Blair-handed-3m-slice-of-Barack-Obamas-aid-for-Africans.html>

rencontre de la CGI en 2012 est à ce titre éloquent : « En septembre 2012, les dirigeants du monde entier se sont réunis au siège des Nations Unies, à New York, pour l'ouverture de l'Assemblée générale annuelle. À quelques centaines de mètres, une autre réunion rassemblait un nombre tout aussi impressionnant de personnalités. Pour les trois jours de séminaire de la Clinton Global Initiative, l'ancien Président américain avait su attirer plusieurs chefs d'Etat, dont Barack Obama, l'Egyptien Mohamed Morsi et Juan Carlos, le roi d'Espagne, ainsi que des dirigeants de grandes entreprises et les responsables d'organisations non gouvernementales (ONG) de premier plan. On a pu aussi croiser à cette réunion annuelle des philanthropes célèbres comme [...] l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair. [...] L'Afrique a notamment figuré au cœur de plusieurs débats très animés. Depuis son lancement en 2005, la Clinton Global Initiative aurait contribué à la collecte de 73,1 milliards de dollars (environ 55 milliards d'euros), susceptibles d'améliorer la vie de plus de 400 millions de personnes dans 180 pays »⁴⁴⁴.

Un événement qui illustre parfaitement la proximité des acteurs du petit monde US et atlantiste – coalition que l'on observe à l'œuvre sur de nombreuses problématiques, à commencer par les questions d'ordre socio-politique.

⁴⁴⁴ Ces milliardaires qui croient en l'Afrique, *Jeune Afrique*, 05/03/2013, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/21698/economie/ces-milliardaires-qui-croient-en-l-afrique/>

« THE UNIFORM IDEAL OF A PERFECT WORLD POLITY MADE IN AMERICA »⁴⁴⁵

Si chacun des acteurs du vaste réseau décrit ci-dessus oriente son action selon ses priorités propres, il est un sujet sur lequel tous s'accordent, à savoir la promotion des droits de l'Homme, de la démocratie et de la bonne gouvernance.

Un réseau d'influence hérité de la guerre froide

Sur les problématiques politiques et de gouvernance, pour comprendre l'action des réseaux américains en Afrique, l'Europe de l'Est fournit une utile grille de lecture. En effet, comme nous l'avons vu en début de chapitre, l'engagement des réseaux US en Afrique a suivi de près la guerre froide, et les similitudes entre les deux terrains d'opération sont frappantes.

Il est d'ailleurs intéressant de constater que plusieurs personnalités US aujourd'hui à l'œuvre en Afrique étaient déjà actives aux côtés de Soros en Europe de l'Est. C'est par exemple le cas de Mark Malloch Brown, dont on a vu qu'il avait été membre du Soros Advisory Committee on Bosnia, et de Jeffrey Sachs, qui a conseillé plusieurs gouvernements post-soviétiques pour réformer leur économie. On peut également citer Aryeh Neier, Président de la fondation Open Society de 1993 à 2012, qui a joué un rôle décisif dans la création du Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie⁴⁴⁶.

Le dispositif mis en place par la communauté US en Europe de l'Est est novateur par rapport au *modus operandi* qui était jusqu'alors celui des États-Unis sur la scène internationale. Loin des modes d'intervention traditionnels, plus directs, voire violents, les États-Unis développent durant la guerre froide un mode d'action fondé sur l'influence plus que sur la puissance : « L'intervention se fait, du côté américaniste, de moins en moins à partir

⁴⁴⁵ DAYMERY, Gilles, Mapping the Human Rights Crowd in the Balkans, 23/07/2001

⁴⁴⁶ [en ligne] disponible sur <https://www.ushmm.org/confront-genocide/speakers-and-events/biography/aryeh-neier>

d'organes officiels, type CIA et le reste, sans doute trop voyants mais, surtout, très concentrés sur des théâtres d'opération plus durs. [...] Les organisations américanistes ou assimilées qui sont intervenues pour l'influence et le financement sont privées »⁴⁴⁷. Le système à l'œuvre repose sur un vaste réseau d'agences gouvernementales, ONG et autres associations et fondations philanthropiques que Gilles d'Aymery décrit comme un réseau tentaculaire dominé par « la pieuvre Soros », collectivement dévoué à la promotion de l'idéal démocratique américain⁴⁴⁸. C'est ce système qui est aujourd'hui reproduit dans ses grandes lignes en Afrique.

Ainsi retrouve-t-on en Afrique le NED et Freedom House⁴⁴⁹ (cf. encadré ci-dessous), officines privées mais largement financées par le département d'État américain, qui ont joué un rôle essentiel dans la déstabilisation de plusieurs régimes durant la guerre froide, et ce en lien étroit avec Soros. Les deux associations sont toujours étroitement liées à ce dernier : Soros finance une branche du NED, le NDI, actuellement dirigé par Madeleine Albright comme nous l'avons vu, ainsi que Freedom House.

LE NED, VITRINE LEGALE DE LA CIA ?

Fondation privée à but non lucratif fondée en 1983, le NED a pour objectif déclaré le renforcement et le progrès des institutions démocratiques à travers le monde. Malgré son statut affiché de fondation privée, l'organisation est étroitement liée au pouvoir US, ses fonds provenant en grande partie du département d'État américain. Le NED reçoit également des financements de près de 35 autres pays, d'institutions multilatérales.

⁴⁴⁷ Malaparte postmoderne, 07/12/2004, [en ligne] disponible sur <http://www.dedefensa.org/article/malaparte-postmoderne>

⁴⁴⁸ « Behind the veil of legitimacy and humanitarian concerns can be found the same powerful people and organizations such as the Open Society Institute of the billionaire and - as always characterized - philanthropist, George Soros, the Ford Foundation, the United States Institute of Peace, the National Endowment for Democracy and many more, financing and using a maze of well known NGO's such as Human Rights Watch, Amnesty International, the International Crisis Group, etc., as well as more obscure entities. But, among all of them, shining as the Southern star, is George Soros who, like an immense Jules Verne octopus, extends his tentacles all over Eastern Europe, South-Eastern Europe, the Caucasus as well as the republics of the former Soviet Union. With the help of these various groups it is possible not only to shape but to create the news, the agenda and public opinion to further aims which are, in short, the control of the world, its natural resources and the furtherance of the uniform ideal of a perfect world polity made in America », cf. D'AYMERY, Gilles, Mapping the Human Rights Crowd in the Balkans, 23/07/2001

⁴⁴⁹ [en ligne] disponible sur <https://freedomhouse.org/content/our-supporters>

dont l'ONU via le PNUD, et de fondations. La réputation du NED, qualifié par certains observateurs de vitrine légale de la CIA, ne serait pas infondée à en croire la déclaration du premier Président de la fondation, Allen Weinstein, au *Washington Post* : « Une grande partie de ce que nous faisons aujourd'hui, la CIA le faisait clandestinement il y a vingt-cinq ans »⁴⁵⁰. Ainsi le NED a-t-il, en collaboration avec Soros, participé à la déstabilisation de plusieurs régimes en Europe de l'Est : en Serbie, par exemple, où le groupement Otpor, financé par OSI et par le NED, a servi au renversement du gouvernement de Slobodan Milošević, et en Ukraine, où NDI et Open Society sont impliqués dans le renversement du pouvoir suite aux manifestations « Euromaidan »⁴⁵¹. Le NED et l'Open Society ont par ailleurs soutenu en Russie le blogueur Alexeï Navalny ; l'un et l'autre sont d'ailleurs aujourd'hui interdits d'activité en Russie en application de la loi « sur les organisations étrangères indésirables ». Subventionnée par le NED ainsi que par l'USAID, par le département d'Etat US et par nombre de fondations dont la fondation Soros⁴⁵², Freedom House s'est également signalée par son activisme durant la guerre froide. Cette autre officine américaine, dont le conseil a été dirigé jusqu'en 2005 par l'ancien directeur de la CIA, James Woolsey, a aidé les sociétés post-communistes dans l'établissement de media indépendants et de groupes de réflexion. Elle a notamment soutenu plusieurs dissidents en Russie, dont Andreï Sakharov, et des mouvements citoyens comme Solidarność en Pologne. Plus récemment, elle a soutenu des citoyens engagés dans des révolutions en Serbie, en Ukraine ou en Géorgie⁴⁵³.

De même, les grandes ONG internationales qui œuvrent aujourd'hui en Afrique ont pour beaucoup fourbi leurs armes en Europe de l'Est. Plusieurs d'entre elles sont d'ailleurs nées durant la guerre froide, comme Human Rights Watch, créé en 1978 pour contrôler que l'ex-URSS se conforme bien aux accords d'Helsinki. Sous l'impulsion de son directeur exécutif, Kenneth Roth, procureur général américain (engagé chez Human Rights Watch par Aryeh Neier, qui a dirigé l'ONG avant d'être recruté par la fondation Soros), Human Rights Watch est l'une des organisations qui a le plus documenté les crimes

⁴⁵⁰ CALVO OSPINA, Hernando, Quand une respectable fondation prend le relais de la CIA, *Le Monde diplomatique*, 07/2007, [en ligne] disponible sur http://www.monde-diplomatique.fr/2007/07/CALVO_OSPINA/14911.

⁴⁵¹ [en ligne] disponible sur https://fr.wikipedia.org/wiki/National_Endowment_for_Democracy

⁴⁵² [en ligne] disponible sur https://fr.wikipedia.org/wiki/Freedom_House

⁴⁵³ [en ligne] disponible sur https://fr.wikipedia.org/wiki/Freedom_House

attribués à Slobodan Milošević ; ce même Kenneth Roth mettra par la suite un acharnement égal à faire condamner Charles Taylor. De même, International Crisis Group est né en réaction à l'incapacité de la communauté internationale à trouver une issue à la situation en Bosnie. George Soros, impliqué en amont du projet, fournit une partie des fonds de départ pour la création d'International Crisis Group, dont le Conseil d'administration ressemble alors à « un bottin de personnalités atlantistes » avec, aux côtés des anciens conseillers nationaux de sécurité Richard Allen et Zbigniew Brzezinski (ancien membre du board de Freedom House), « l'ancien procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie Louise Arbour ou encore l'ancien commandeur suprême de l'OTAN pendant la guerre de Yougoslavie le général Wesley Clark »⁴⁵⁴.

C'est donc un système rôdé qui est aujourd'hui transposé d'un continent à l'autre et répliqué, à la fois dans l'esprit mais aussi globalement dans la forme, en Afrique.

Le pouvoir des grandes associations internationales...

Conformément au système décrit ci-dessus, les ONG et autres associations de plaidoyer et lanceurs d'alerte jouent aujourd'hui un rôle central dans le système américain visant à promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance en Afrique.

On y retrouve les grandes ONG internationales qui, outre Soros comme vu précédemment, sont soutenues par la communauté étasunienne et onusienne. C'est ainsi que l'USAID subventionne Natural Resource Governance Initiative⁴⁵⁵ ou encore Transparency International⁴⁵⁶ ; le NED a subventionné Global Witness⁴⁵⁷ et soutient financièrement Transparency International⁴⁵⁸.

⁴⁵⁴ George Soros, spéculateur et philanthrope, 15/01/2004, [en ligne] disponible sur <http://www.voltairenet.org/article11936.html>

⁴⁵⁵ [en ligne] disponible sur <http://www.resourcegovernance.org/about-us/financials>

⁴⁵⁶ [en ligne] disponible sur

https://www.transparency.org/whowere/accountability/who_supports_us/2/

⁴⁵⁷ [en ligne] disponible sur

https://www.globalwitness.org/sites/default/files/pdfs/annual_report_2005_2.pdf

Le PNUD subventionne pour sa part Transparency International⁴⁵⁹ ; quant à la Banque mondiale, elle finance Natural Resource Governance Initiative⁴⁶⁰.

Les connexions sont également relationnelles, comme en témoigne l'exemple de Suzanne Nossel, ancienne Chief Operating Officer de Human Rights Watch nommée au département d'Etat en 2009, sous Hillary Clinton, avant de rejoindre la direction d'Amnesty International USA en janvier 2012⁴⁶¹. De même, avant de rejoindre Amnesty International, Salil Shetty a été, de 2003 à 2010, le directeur de la Millennium Campaign des Nations Unies⁴⁶². Quant à Minar Pimple, directeur général des opérations mondiales de l'ONG, il a été directeur régional des Millennium Development Goals⁴⁶³. De son côté, Transparency International, qui a été fondé par un ancien de la Banque mondiale, Peter Eigen, compte dans son board des membres du NED et de la Banque mondiale. Quant à International Crisis Group, l'ONG a été créée à l'initiative du diplomate américain Morton Abramowitz et de Mark Malloch Brown, qui allait être nommé peu après Vice-président de la Banque mondiale. La collaboration entre ces ONG et les grandes organisations internationales est d'ailleurs étroite : Amnesty International a ainsi voix consultative auprès de l'ONU, tandis que les rapports de Global Witness et de Human Rights Watch se sont à de nombreuses reprises appuyé sur les audits du FMI⁴⁶⁴ ; Global Witness est par ailleurs réputé avoir beaucoup d'influence sur les organismes internationaux tels que la Banque mondiale⁴⁶⁵.

[en ligne] disponible sur

https://www.globalwitness.org/sites/default/files/gw.%20hd%20consolidated%202012%20ye%20accounis%20final_signed%20cvdfr.pdf

⁴⁵⁹ [en ligne] disponible sur

https://www.transparency.org/whoweare/accountability/who_supports_us/2/

⁴⁶⁰ [en ligne] disponible sur

https://www.transparency.org/whoweare/accountability/who_supports_us/2/

⁴⁶¹ [en ligne] disponible sur <http://www.resourcegovernance.org/about-us/financials>

⁴⁶² BEELEY, Vanessa, George Soros, l'impresario de la campagne anti-syrienne, 22/04/2016, [en ligne]

disponible sur <http://lesakerfrancophone.fr/george-soros-limpresario-de-la-campagne-anti-syrienne>

⁴⁶³ [en ligne] disponible sur https://fr.wikipedia.org/wiki/Salil_Shetty

⁴⁶⁴ [en ligne] disponible sur <https://www.amnesty.org/fr/about-us/secretary-general-and-senior-leadership-team/>

⁴⁶⁵ Le jeu de rôles de la transparence pétrolière, *Africa Energy Intelligence*, N°484 du 07/04/2004, [en ligne] sur <https://www.africaintelligence.fr/LAE/l-evenement/2004/04/07/le-jeu-de-roles-de-la-transparence-petroliere.10568486-EVE>

⁴⁶⁶ Global Witness, *La Lettre de l'Océan Indien*, N°1191 du 29/07/2006, [en ligne] sur

https://www.africaintelligence.fr/LOI/diplomatie_organisations/2006/07/29/global-witness.21094529-ART

Les fondations privées soutiennent également ces mêmes ONG : la Fondation Gates a subventionné Transparency International⁴⁶⁶ ; la Fondation Hewlett est partenaire de Global Witness⁴⁶⁷, de Transparency International⁴⁶⁸ et de Natural Resource Governance Initiative⁴⁶⁹ ; quant à la Fondation Ford, elle soutient Global Witness⁴⁷⁰, Transparency International, Amnesty International⁴⁷¹ ou encore Natural Resource Governance Initiative⁴⁷².

Aux côtés de ces grandes ONG historiques, sont par ailleurs nées ces dernières années de nouvelles structures, dédiées à l'Afrique, dont l'effort participe également à la dynamique générale. Kofi Annan, l'ancien secrétaire général de l'ONU, montre ainsi l'exemple avec l'African Progress Panel, qu'il préside. L'association, qui regroupe dix éminentes personnalités issues des secteurs privé et public, mobilisées en faveur d'un développement équitable et durable pour l'Afrique, se donne pour objectifs de faciliter la création de coalitions pour approfondir et communiquer les connaissances et d'inciter les décideurs à influencer sur les politiques de développement pour créer le changement en Afrique. L'African Progress Panel édite chaque année un rapport thématique, toujours largement repris, comme celui de 2013 consacré aux industries extractives ; sur ce sujet, nous l'avons vu, l'association fait écho aux attaques de Soros contre Steinmetz et Gertler. Sont notamment membres de l'African Progress Panel des personnalités comme Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international de 1987 à 2000, Peter Eigen, fondateur de Transparency International et représentant spécial de l'EITI, ou encore Olusegun Obasanjo, Président du Nigeria de 1999 à 2007, nommé envoyé spécial dans la région des Grands Lacs par les Nations Unies en 2008. On retrouve également parmi les membres Bob Geldof, musicien, homme d'affaires et ardent militant contre la pauvreté et la faim dans le monde.

⁴⁶⁶ [en ligne] disponible sur [http://www.transparency.org/news/pressrelease/20081020_transparency_international_awarded_us\\$9_million_grant_from_bill_m](http://www.transparency.org/news/pressrelease/20081020_transparency_international_awarded_us$9_million_grant_from_bill_m)

⁴⁶⁷ [en ligne] disponible sur <https://www.globalwitness.org/fr/donate/our-supporters/>

⁴⁶⁸ [en ligne] disponible sur https://www.transparency.org/whoweare/accountability/who_supports_us/2/

⁴⁶⁹ [en ligne] disponible sur <http://www.resourcegovernance.org/about-us/financials>

⁴⁷⁰ [en ligne] disponible sur <https://www.globalwitness.org/fr/donate/our-supporters/>

⁴⁷¹ [en ligne] disponible sur <https://www.fordfoundation.org/work/our-grants/grants-database/grants-all?search=%26SearchText%3Damnesty&page=0>

⁴⁷² [en ligne] disponible sur <http://www.resourcegovernance.org/about-us/financials>

C'est lui qui a inspiré à Tony Blair, alors Premier ministre britannique, l'idée de créer dans le cadre du GB une Commission pour l'Afrique, dont lui-même sera membre⁴⁷³.

Le même Bob Geldof est également impliqué, avec Bono, le chanteur de U2, dans la création en 2002 de l'ONG Debt, AIDS, Trade, Africa (DATA), qui milite notamment pour l'allègement de la dette, le renforcement de la démocratie et la promotion de la transparence en Afrique. La création de l'association est subventionnée par les fondations Soros et Gates. Le cerveau de DATA est l'économiste Jeffrey Sachs⁴⁷⁴. En 2007, DATA fusionne avec le mouvement ONE, une coalition d'ONG incluant DATA et Oxfam, financée par la fondation Gates, dont l'objectif est sensiblement le même mais avec pour cible l'opinion publique, alors que DATA vise les chancelleries. Paul Collier est membre du Conseil sur les politiques africaines de ONE⁴⁷⁵, de même que Neville Gabriel, directeur non exécutif d'OSISA⁴⁷⁶, et Zohra Dawood, directrice exécutive de l'Open Society Foundation for South Africa⁴⁷⁷. On trouve au Conseil d'administration de l'association Morton Halperin, conseiller principal auprès de l'Open Society Institute, qui a travaillé au gouvernement dans l'administration Clinton, ou encore Mo Ibrahim⁴⁷⁸, l'une des grandes figures du plaidoyer en faveur de l'aide au développement en Afrique, qui a d'ailleurs été récompensé par de nombreux prix (Clinton Global Citizen Award, Millennium Excellence Award for Actions in Africa, David Rockefeller Bridging Leadership Award...). Membre des boards d'International Crisis Group et de Natural Resource Governance Initiative et ambassadeur de l'Open Government Partnership (cf. encadré p. 155), associations toutes soutenues par Soros, Mo Ibrahim collabore également, via sa Fondation, avec AfriMAP, un programme de l'Open Society Foundations.

⁴⁷³ [en ligne] disponible sur <http://www.africaprogresspanel.org/a-propos/>

⁴⁷⁴ Les « messieurs Afrique » d'Hillary Clinton, *La Lettre du Continent*, N°526 du 11/10/2007, [en ligne] sur <https://www.africaintelligence.fr/LC-/diplomatie-d-influence/2007/10/11/les-messieurs-afrique-d-hillary-clinton.34009713-ART>

⁴⁷⁵ [en ligne] disponible sur <https://www.one.org/fr/person/paul-collier/>

⁴⁷⁶ [en ligne] disponible sur <https://www.one.org/international/person/neville-gabriel/>

⁴⁷⁷ [en ligne] disponible sur <https://www.one.org/fr/person/zohra-dawood/>

⁴⁷⁸ [en ligne] disponible sur <https://www.one.org/fr/infos/leadership/>

AfriMAP, qui se définit comme un « projet pour l'observation et le plaidoyer sur la gouvernance en Afrique », est également soutenu par Oxfam⁴⁷⁹ et par le PNUD. Avec pour objectif clairement affiché d'« influencer les lois et les politiques », il vise à promouvoir la gouvernance et à renforcer l'engagement démocratique en Afrique via des audits et le soutien à la société civile.

Rouages essentiels du dispositif d'influence sorosien et américain à l'international, les ONG se voient néanmoins confrontées à un problème croissant : l'adoption par certains Etats de législations destinées à contenir voire interdire l'activité de ces ONG sur leur sol. La Russie a initié le mouvement en 2012, avec une loi qualifiant les ONG recevant des fonds étrangers d'« agents de l'étranger »⁴⁸⁰ ; la Chine et l'Inde ont suivi⁴⁸¹. Aujourd'hui, l'Afrique n'est pas en reste, révèle un rapport de la Fédération Internationale des droits de l'Homme (FIDH) et de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT)⁴⁸². Plusieurs Etats africains ont ainsi adopté des lois visant à encadrer et/ou limiter les financements des ONG, comme en Egypte, où les autorités doivent approuver tout financement venant de l'étranger, ou en Ethiopie, où les contributions par des donateurs étrangers aux ONG nationales sont limitées à 10%. Au Zimbabwe, les associations agissant dans les domaines des droits civiques ou de la gouvernance ne peuvent bénéficier de fonds étrangers. L'activité des ONG est par ailleurs très surveillée : en Egypte ou en Ouganda, par exemple, elles ont l'obligation de s'enregistrer auprès des autorités ; en Gambie, elles sont contraintes de signer avec les autorités un code de bonne conduite. On peut également citer le cas de l'Ethiopie, où la loi sur les sociétés et les associations caritatives a généré un environnement très restrictif pour les organisations de défense des droits de

⁴⁷⁹ [en ligne] disponible sur <https://www.pambazuka.org/governance/africa-afri-map-and-oxfam-launch-guide-au>

⁴⁸⁰ L'USAID a été tout particulièrement ciblée : elle a été interdite par Moscou le 1^{er} octobre 2012 pour « ingérence dans la vie politique russe ». La liste des ONG « indésirables » en Russie s'est allongée en 2015. Parmi elles, on peut citer le NED, le NDI, Freedom House et l'OSI de Soros.

⁴⁸¹ La Chine a récemment légiféré sur la question. Depuis le 1^{er} janvier 2017, les ONG étrangères sont contraintes de s'enregistrer auprès du ministère de la sécurité publique et de permettre à la police d'examiner leurs comptes et activités. Le gouvernement indien a quant à lui annulé en 2015 les licences de pas moins de 9.000 ONG et a considérablement restreint le financement provenant de donateurs étrangers.

⁴⁸² [en ligne] disponible sur https://www.fidh.org/IMG/pdf/obs_2013_defenseurs_droits_humains_francais.pdf.pdf

l'Homme. Quant à l'Ouganda, les ONG pro-LGBT y sont purement et simplement interdites.

Une problématique sur laquelle s'est exprimé Barack Obama à l'occasion d'une table ronde organisée en 2013 par l'Open Government Partnership (OGP), une plateforme d'échanges internationale financée par l'USAID et par Soros (cf. encadré ci-dessous) : « Il est vrai que de nombreux pays qui tentent de limiter l'action des ONG peuvent adopter des lois et qu'ils vont ensuite soutenir que des ONG ne respectent pas ces lois. C'est pourquoi je pense qu'il est si important de développer de structures institutionnelles qui contraignent les décisions des gouvernements »⁴⁸³. Dans cette attente, Obama appelait à trouver des solutions de contournement : « Nous devons faire en sorte de trouver des moyens pour financer les ONG de manière à les rendre plus difficilement identifiables comme des outils des Etats-Unis ou des puissances occidentales »⁴⁸⁴ : un appel à peine déguisé à l'opacification des flux financiers vers ou en provenance des fondations et des ONG.

OPEN GOVERNMENT PARTNERSHIP : UN FORUM D'INSPIRATION SOROSIENNE

Emanant de l'Open Government Initiative lancée en 2009 par le Président Obama, et subventionné par l'USAID, l'Open Government Partnership se définit comme « une plateforme internationale qui encourage les pays membres à réformer leur gouvernement afin de le rendre plus ouvert et plus responsable »⁴⁸⁵. Adhérent au programme 70 pays à ce jour, parmi lesquels neuf pays africains : Liberia, Sierra Leone, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria, Afrique du Sud, Malawi, Tanzanie et Kenya. Le nom du programme semble faire écho au projet sociétal de Soros, tout comme ses objectifs : accroître la transparence et la disponibilité des informations, faciliter l'accès aux nouvelles technologies pour aider à la transparence et à la responsabilité, lutter contre la corruption... Il est vrai que les liens entre Soros et l'OGP ne manquent pas. Samantha Power, proche de Soros comme

⁴⁸³ TEIL, Julien, Les Etats-Unis et les ONG : une alliance politique contre la souveraineté des Etats, 15/10/2014, [en ligne] disponible sur <http://www.mondialisation.ca/les-etats-unis-et-les-ong-une-alliance-politique-contre-la-souverainete-des-etats/5408125>

⁴⁸⁴ Discours original [en ligne] disponible sur <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/09/23/remarks-president-obama-civil-society-roundtable>

⁴⁸⁵ Ibidem

⁴⁸⁶ [en ligne] disponible sur https://fr.wikipedia.org/wiki/Partenariat_pour_un_gouvernement_ouvert

nous l'avons vu, compterait parmi les initiateurs du projet⁴⁸⁶. Soros soutient l'OGP via OSF⁴⁸⁷. Et l'ONG World Resources Institute, qui préside actuellement l'OGP conjointement avec la France, est financée notamment par OSF et par l'USAID⁴⁸⁸. En outre, la nomination comme responsable du département soutien au sein de l'OGP, de 2011 à 2012, de Julie McCarthy, proche de Soros⁴⁸⁹, témoigne encore de la proximité de l'OGP avec OSF.

... allié à la pression populaire

En complément des ONG et autres grandes associations internationales, l'action des réseaux étasuniens en Afrique se joue aussi au niveau local, avec une grande importance attachée à la mobilisation et à la formation de la société civile.

Les Etats-Unis misent notamment beaucoup sur l'éducation et sur la formation. Tout comme Soros, dont la fondation accorde de nombreuses bourses d'études – c'est d'ailleurs sa vocation d'origine –, la Maison Blanche attribue de nombreuses bourses dans l'objectif de promouvoir une génération de jeunes dirigeants convertis aux idéaux américains⁴⁹⁰. C'est dans cet esprit que Barack Obama lance le programme de formation YALI – programme auquel nous avons vu que Floribert Anzuluni, fondateur du mouvement citoyen Filimbi en RDC, a notamment participé. En août 2014, les 500 jeunes chefs d'entreprise membres du programme sont reçus à Washington quelques

⁴⁸⁶ The parting of the red tape, *The Economist*, 04/10/2011, [en ligne] disponible sur <http://www.economist.com/node/21531430>

HOWARD, Alex, Samantha Power: OGP is President Obama's signature governance initiative, 30/01/2013, [en ligne] disponible sur

<http://gov20.govfresh.com/samantha-power-ogp-is-president-obamas-signature-governance-initiative/> SAVCHENKO, Alexander, Soros's Virus Sneaking Into the Open Government Partnership, 14/04/2012, [en ligne] disponible sur <http://orientalreview.org/2012/04/14/soross-virus-sneaking-into-the-open-government-partnership/>

⁴⁸⁷ [en ligne] disponible sur <http://www.opengovpartnership.org/finances-and-budget>

⁴⁸⁸ [en ligne] disponible sur

http://www.wri.org/sites/default/files/uploads/Summary_List_of_WRIs_FY2015_Funders.pdf

⁴⁸⁹ En 2004, Julie McCarthy officie comme chercheuse/rédactrice pour l'Iraq Revenue Watch Project financé par OSF. Par la suite, elle coordonne les travaux de la fondation Open Society sur le Millennium Challenge Account. Julie McCarthy dirige ensuite le Revenue Watch Program d'OSF et cofonde le Revenu Watch Institute, où elle occupe la fonction de directeur adjoint jusqu'en 2009. Elle travaille ensuite pour les Nations Unies au Liberia avant d'être nommée, en 2010, directrice du programme sur la gouvernance fiscale au sein d'OSF, fonction qu'elle occupe encore aujourd'hui.

⁴⁹⁰ [en ligne] disponible sur <http://www.ihsnews.net/wp-content/uploads/2015/02/IHSN54.pdf>

Jours avant le sommet Afrique-Etats-Unis ; le message que leur délivre Barack Obama à cette occasion est sans ambiguïté : « Les jeunes doivent demander beaucoup à leurs dirigeants, leur niveau d'attente doit être élevé. Et ne vous laissez pas duper par la notion selon laquelle il y aurait une voie africaine. Non. Faire les choses "à l'africaine", ce n'est pas arriver au pouvoir et, d'un coup, avoir deux milliards de dollars sur un compte en banque en Suisse »⁴⁹¹.

Les Etats-Unis misent par ailleurs fortement sur une responsabilisation de la société civile. C'est la politique de l'« empowerment » : il s'agit pour les populations de prendre en charge leur avenir. Dans cette optique, la communauté US apporte son soutien au monde associatif local avec pour objectif d'informer les populations de leurs droits et libertés, mais aussi de les organiser et les former pour leur permettre de défendre ces droits et libertés.

La fondation Kofi Annan et la SFI sont partenaires du programme WACSI évoqué dans la première partie, créé en 2007 à l'initiative d'OSIWA pour aider les organisations de la société civile à professionnaliser leur action⁴⁹².

Le NED et le NDI financent quant à eux de nombreuses associations, avec pour priorités la transparence électorale, la professionnalisation des personnels politiques et la protection des populations marginalisées, particulièrement les femmes (Association pour le Développement Communautaire des Femmes (RDC), Organisation des Femmes Actives de Côte d'Ivoire, Women Development Association in Zimbabwe, Association Guinéenne des Femmes pour la Démocratie et le Développement, Movement for Indigenous Women's Rights (Liberia), Collectif des Femmes du Mali...) et les jeunes (Association Jeunesse pour la Paix et la Non Violence (Tchad), Cadre de Concertation des jeunes pour des élections apaisées (RDC), Tribune Jeunes pour le Droit au Mali, Youth Forum (Zimbabwe), Réseau Afrique Jeunesse de Guinée...)⁴⁹³.

⁴⁹¹ THIANTAN, Maurice, Avant le sommet Etats-Unis-Afrique, Barack Obama rencontre 500 jeunes entrepreneurs africains, [en ligne] disponible sur <http://bj.jolome.com/news/article/avant-le-sommet-etats-unis-afrique-barack-obama-rencontre-500-jeunes-entrepreneurs-africains>
⁴⁹² [en ligne] disponible sur <http://www.wacsi.org/en/site/partners/>
⁴⁹³ [en ligne] disponible sur <http://www.ned.org/region/africa/>
[en ligne] disponible sur <https://www.ndi.org/sub-saharan-africa>

NED et NDI agissent ainsi de manière très complémentaire à Soros, subventionnant d'ailleurs parfois les mêmes associations. C'est le cas par exemple de NAYMOTÉ [National Youth Movement for Transparent Elections]⁴⁹⁴ et ECC (Election Coordinating Committee)⁴⁹⁵, tous deux investis au service de la transparence électorale au Liberia, ou encore de SFCG (Search for Common Ground)⁴⁹⁶, qui intervient dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne pour la consolidation de la paix et le règlement des conflits. C'est également le cas de CDD-Ghana (Center for Democratic Development)⁴⁹⁷ tout comme cela l'était d'IDASA (Institute for Democracy in South Africa) jusqu'à sa fermeture en 2013. Dédiées à la promotion de la démocratie via l'éducation et l'information, ces deux dernières associations ont en commun d'être à l'origine de l'institut de sondage Afrobaromètre⁴⁹⁸ – un projet que Soros subventionne également par le biais du programme AfriMAP évoqué plus haut.

AFROBAROMETRE : ECLAIRER... OU INFLUENCER ?

Trois projets de recherche de la Michigan State University (MSU), de l'Institute for Democracy in South Africa (IDASA) et du Center for Democratic Development in Ghana (CDD-Ghana) ont fusionné en 1999 pour fonder l'Afrobaromètre. L'objectif ? Réaliser des enquêtes d'opinion publique pour les décideurs politiques, les chercheurs ou toute autre personne ayant un intérêt dans les problématiques de gouvernance, de politiques publiques ou encore d'administration. Aux côtés du NED et de Soros, on compte au nombre des donateurs d'Afrobaromètre l'USAID, son équivalent britannique le DFID, la Banque mondiale, Transparency International ou encore les fondations Gates et Mo Ibrahim. Parmi les membres fondateurs du projet se trouvent Michael Bratton et le Professeur Gyimah-Boadi, tous deux Research Council Members du NED ; le premier a

⁴⁹⁴ [en ligne] disponible sur <http://naymote.com/>

⁴⁹⁵ Liberian Elections Generally Peaceful, Orderly, 12/10/2011, [en ligne] disponible sur http://partner194.rssing.com/chan-21076669/all_p1.html

⁴⁹⁶ Liberia 2011 Election Coordinating Committee Launched, 24/06/2011, [en ligne] disponible sur <http://africanelections.blogspot.fr/2011/06/liberia-2011-election-coordinating.html>

⁴⁹⁷ [en ligne] disponible sur <https://www.sfcg.org/fr/partenaires-financiers/>

⁴⁹⁸ [en ligne] disponible sur <http://cddgh.org/newsarticles/CDDGhana-implements-project-on-strengthening-participatory-and-transparent-budgeting-among-MMDAs-in-Ghana> ; <http://www.ned.org/rcgion/africa/ghana-2016/>

⁴⁹⁹ [en ligne] disponible sur <http://afrobarometer.org/fr/propos-de-nous/notre-histoire>
[en ligne] disponible sur <http://afrobarometer.org/fr/our-network/core-partners>

travaillé comme consultant entre autres pour la Banque mondiale, le PNUD et l'USAID ; le second, qui est le directeur exécutif de CDD-Ghana, a quant à lui fourni des services de conseil notamment au PNUD, au DFID, à l'USAID, à la Banque mondiale ou encore à Transparency International⁴⁹⁹. Tous se sont donné pour mission de fournir des sondages permettant d'éclairer les opinions publiques africaines dans un esprit de transparence. Un objectif louable si ce n'est que l'impartialité de l'association est contestée par certains observateurs. En cause, des résultats qui étrangement coïncident systématiquement avec les opinions défendues par les Etats-Unis – et en l'occurrence par Soros. C'est ainsi que le 25 mai 2015, la presse africaine reprend massivement un sondage publié par Afrobaromètre affirmant que « 73% des Africains sont favorables à une limitation à deux du nombre de mandats présidentiels ». Un sondage qui coïncide parfaitement avec la volonté des Etats-Unis de faire évoluer un certain nombre de régimes en Afrique, et notamment au Burundi, qui est au cœur de l'enquête⁵⁰⁰. Et que dire du sondage publié fin septembre 2016, au lendemain de la réélection de Bongo – à laquelle les Etats-Unis et George Soros étaient notoirement opposés –, révélant que 45% des Africains ont peu ou n'ont pas confiance dans les résultats des élections auxquelles ils participent ?⁵⁰¹ Une fois encore, l'enquête appuie fort opportunément le discours américain.

Parallèlement aux associations citoyennes modérément voire pas du tout politisées, les Etats-Unis soutiennent également, comme Soros, des mouvements plus ouvertement engagés dans la lutte contre les gouvernements en place. En RDC, Filimbi affirme avoir été subventionné par l'USAID⁵⁰² ; quant à Lucha, le soutien des Etats-Unis au mouvement a été affirmé par Tom Perriello, envoyé spécial des Etats-Unis pour la région des

⁴⁹⁹ MICHEL, Luc, *Déstabilisation de l'Afrique made in USA, comment la presse se fait intoxiquer par les sondages des vitrines*, 27/05/2015, [en ligne] disponible sur http://www.alterinfo.net/DESTABILISATION-DE-L-AFRIQUE-MADE-IN-USA-1-COMMENT-LA-PRESSE-AFRICAINE-SE-FAIT-INTOXIQUER-PAR-LES-SONDAGES-DES-VITRINES_a114275.html#rzz1eBWwKvWdFxF199

⁵⁰⁰ Ibidem

⁵⁰¹ GAILLARD, Barthélémy, *Afrobaromètre : l'Afrique ne plébiscite pas ses élections*, *Jeune Afrique*, 27/09/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/360592/politique/afrique-ne-plébiscite-elections/>

⁵⁰² BANGRE, Habibou, *La nouvelle opposition en RDC : les mouvements citoyens de la jeunesse*, *Notes de l'IFRI*, 05/2016, [en ligne] disponible sur https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/habibou_bangre_opposition_rdc.pdf

Grands Lacs, proche de Barack Obama comme de Soros (cf. encadré ci-dessous), lors d'une conférence de presse organisée en RDC⁵⁰³.

TOM PERRIELLO, DU KOSOVO AUX GRANDS LACS

Diplômé de Yale, Tom Perriello devient conseiller du procureur au Tribunal international pour la Sierra Leone en 2002, avant d'en devenir le porte-parole. Consultant en 2003 pour le Centre international pour la justice transitionnelle au Kosovo (financé par Soros), il travaille par la suite au Darfour, en 2005, puis en Afghanistan, en 2007. Membre de Res Publica (association connectée à Soros, dont est également conseiller John Podesta, ancien porte-parole de la campagne d'Hillary Clinton)⁵⁰⁴, il est cofondateur de darfurgenocide.org et de la plateforme de pétitions en ligne avaaaz.org (également subventionnée par Soros). De 2008 à 2010, il est le représentant démocrate du cinquième district de l'Etat de Virginie. Il est alors un proche allié d'Obama au Congrès. Après sa défaite électorale en 2010, il cumule les fonctions de Président du Center for American Progress Action Fund et de conseiller politique au Center for American Progress (CAP)⁵⁰⁵, think tank démocrate soutenu financièrement par OSF⁵⁰⁶, dirigé par John Podesta et comptant parmi ses membres Madeleine Albright.

Impliqué également dans les politiques climatiques, il était jusqu'à sa nomination par John Kerry, le 6 juillet 2015, le représentant spécial pour le plan quadriennal de diplomatie et de développement.

⁵⁰³ La LUCHA rencontre l'envoyé spécial d'OBAMA ce soir à Kinshasa, 14/09/2016, [en ligne] disponible sur <https://actualite.cd/2016/09/14/luca-rencontre-lenvoye-special-dobama-soir-a-kinshasa-audio/#g54B103eSYwtIwELK99>

⁵⁰⁴ Res Publica, groupe de campagnes civiques transnationales, a travaillé notamment sur la Sierra Leone. Res Publica aurait été financé par OSF, cf. article [en ligne] disponible sur <http://www.discoverthenetworks.org/printgroupProfile.asp?groupid=7622>. L'association compte d'ailleurs parmi ses conseillers Zainab Bangura, ancien cadre d'OSIWA, ainsi que Clare Short, ancienne directrice de l'EITI, association proche de Soros. Elle semble également liée à International Crisis Group, cf. article [en ligne] disponible sur <http://archive.is/PQ0IN#selection-247.1-247.14>.

⁵⁰⁵ [en ligne] disponible sur <https://www.americanprogress.org/about/c3-board/>

⁵⁰⁶ [en ligne] disponible sur <https://www.activistfacts.com/organizations/528-center-for-american-progress/>

[en ligne] disponible sur <https://www.opensocietyfoundations.org/about/programs/us-programs/grantees/center-american-progress-6>

[en ligne] disponible sur <https://www.opensocietyfoundations.org/about/programs/us-programs/grantees/center-american-progress-7>

[en ligne] disponible sur <https://www.opensocietyfoundations.org/about/programs/us-programs/grantees/center-american-progress-3>

Le Balai citoyen aurait semble-t-il quant à lui reçu, nous l'avons vu, le soutien de l'appareil diplomatique américain, ainsi qu'un support de Freedom House, officine subventionnée par le département d'Etat US. Et son homologue sénégalais, Y'en a marre, a lui aussi bénéficié d'encouragements de la part du pouvoir américain : Fadel Barro rencontre le 27 juin 2013, sur l'île de Gorée, le Président Barack Obama, qui lui suggère de mettre ses idéaux « au service de réalisations concrètes »⁵⁰⁷. Sans compter que l'USAID aurait financé la rencontre qui réunit en mars 2015, à Kinshasa, les militants des mouvements américains à Kinshasa ont admis sur leur page Facebook que la manifestation du 15 mars avait été "sponsorisée en partie" par les Etats-Unis⁵⁰⁸. Au demeurant, lorsque les activistes sont arrêtés, ils ne sont pas les seuls interpellés : « Le diplomate Kevin Sturr, directeur de la division Démocratie, droits de l'Homme et gouvernance de l'USAID pour la RDC, a été brièvement appréhendé, en même temps que d'autres participants »⁵⁰⁹.

ET MAINTENANT ... Y'EN A MARRE DE LA FRANCE ?

Fin novembre 2016, les représentants de plusieurs mouvements citoyens africains – étaient notamment présents Y'en a marre, Filimbi ou encore le collectif Tournons la page – ont manifesté un rejet violent de la France et de sa politique d'influence qui, selon eux, contribue à garantir l'impunité de régimes autocratiques. Ce mouvement de protestation est né à l'occasion d'un colloque organisé à Paris sur « Les mobilisations citoyennes en Afrique », en conclusion d'un vaste programme de recherche mené conjointement par l'université Paris-I, Sciences Po et l'université Columbia (où intervient Jeffrey Sachs). « Il n'y a pas simplement un problème Paul Biya au Cameroun. Il y a un problème avec la France. S'il n'y avait pas la France, Biya ne serait plus Président depuis des lustres », a [déclaré le porte-parole] du mouvement Croire au Cameroun. [...] Assis à côté de lui à

⁵⁰⁷ BA, Mehdi, Sénégal – Y'en a marre : « Obama a été très attentif à notre discours sur la jeunesse », *Jeune Afrique*, 28/06/2013, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/169955/politique/s-n-gal-y-en-a-marre-obama-a-t-tr-s-attentif-notre-discours-sur-la-jeunesse/>

⁵⁰⁸ SAUR, Léon, Démocratie en Afrique subsaharienne : dépasser les certitudes occidentales, 11/2015, [en ligne] disponible sur http://justice-paix.cel.fr/IMG/pdf/Justice_Paix-Etude_Democratie_en_Afrique_subsaaharienne.pdf

⁵⁰⁹ RD Congo : les USA ont financé Y'en a marre, le Balai citoyen et Filimbi, 17/03/2015, [en ligne] disponible sur <http://oeilidafrique.com/rd-congo-les-usa-ont-finance-y-en-a-marre-le-balai-citoyen-et-filimbi/>

la tribune, Mahamat Zene Cherif, coordonnateur du [Collectif des Associations et Mouvements de Jeunes du Tchad], a tenu des propos semblables : "Au Tchad, l'ensemble de la population aspire au changement. La seule difficulté que nous voyons pour changer [Idriss Déby arrivé au pouvoir grâce à Paris en 1990], c'est la France [...]". Et que dire du Gabon, où la réélection contestée d'Ali Bongo Odimba fin août nourrit une rancœur non dissimulée : "[...] La France et les autres nations occidentales devraient changer de logiciel, explique Marc Oua Essingui, du mouvement Ça suffit comme ça ! [...]" ⁵¹⁰. Une manifestation qui peut poser question : faut-il voir derrière ce mouvement une tentative de sape de la part des réseaux US pour lesquels l'influence historique de la France en Afrique a toujours été un obstacle à leur développement sur le continent ?

Les Etats-Unis comme Soros savent que l'activisme n'est rien sans le support médiatique pour faire connaître les revendications auprès des gouvernants et de l'opinion internationale. Les USA promeuvent donc activement la liberté de la presse. Le NED soutient des associations comme Reporters Sans Frontières⁵¹¹ ou Freedom House⁵¹², qui publie régulièrement des rapports sur les manquements observés ici ou là. C'est ainsi que, nous l'avons vu, le Cameroun s'est récemment vu épinglez ; de même, le Burundi, dans le dernier Rapport annuel de l'ONG sur l'état des libertés dans le monde, s'est vu dénoncer comme un pays « où la presse est en danger » et « où plusieurs journalistes ont été cruellement agressés, tués, emprisonnés ou forcés à prendre le chemin de l'exil »⁵¹³.

L'action américaine passe également par le soutien à des associations spécialisées, supportant l'action des journalistes professionnels. C'est ainsi que l'USAID subventionne l'Organized Crime and Corruption and Reporting Project (OCCRP), spécialisé dans l'enquête d'investigation – à l'origine des Panama Papers (cf. encadré ci-après) –, que soutient également Soros⁵¹⁴.

⁵¹⁰ CAMEL, Laurence, Le « Y'en a marre de la France » des mouvements citoyens africains, *Le Monde Afrique*, 24/11/2016, [en ligne] disponible sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/11/24/le-y-en-a-marre-de-la-france-des-mouvements-citoyens-africains_5037122_3212.html

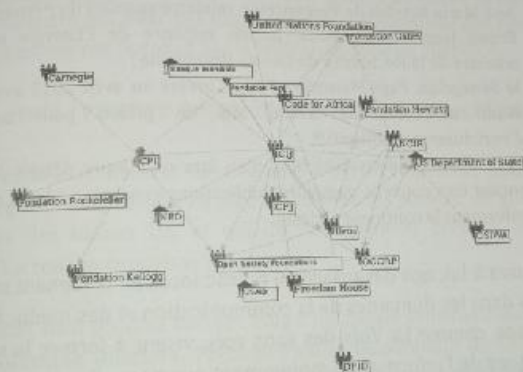
⁵¹¹ [en ligne] disponible sur <https://rsf.org/fr/nos-soutiens>

⁵¹² [en ligne] disponible sur <https://freedomhouse.org/content/our-supporters>

⁵¹³ JOHN, Lyndon, Le rapport de Freedom House 2016, 27/04/2016, [en ligne] disponible <http://www.voaafrrique.com/a/etat-de-la-presse-dans-le-monde-en-2016-freedom-house-note-une-nette-amelioration/3305146.html>

⁵¹⁴ [en ligne] disponible sur <https://www.occrp.org/en/about-us>

La divulgation des Panama Papers qui, sur la base de documents de la société panaméenne Mossack Fonseca, ont fait la lumière sur les avoirs cachés de dirigeants mondiaux, a été organisée par deux associations professionnelles : l'Organized Crime and Corruption and Reporting Project (OCCCRP) et l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ). La première est subventionnée notamment par l'USAID et par la fondation Soros ; quant à la seconde, elle est également financée par Soros, de même que le Center for Public Integrity, CPI⁵¹⁵. On retrouve parmi les soutiens de l'une et de l'autre de nombreuses autres connexions, qu'il s'agisse d'ONG (comme Code for Africa ou Hivos, qui est par ailleurs financé par OSF⁵¹⁶) ou de fondations d'entreprise (Gates, Ford ou autres).



Ces connexions n'ont pas manqué de jeter la suspicion sur, sinon la véracité des faits révélés par l'enquête, du moins la neutralité du choix des résultats divulgués. Il peut en effet sembler surprenant que Poutine ait été si fortement impliqué tandis qu'aucun grand nom US n'était cité, Soros entre autres. Ce dernier a en revanche pu avoir la satisfaction de voir cibler

⁷¹ [en ligne] disponible sur <https://www.icj.org/about>; <https://www.publicintegrity.org/about/our-work/supporters>

Benny Steinmetz, avec lequel il est en conflit dans plusieurs pays, Guinée et Roumanie notamment ; le nom de Steinmetz apparaît dans 282 documents, confirmant qu'il a transféré de l'argent à Mamadie Touré dans l'affaire des concessions guinéennes via un complexe réseau de sociétés écran⁵¹⁷. Par ailleurs, parmi les personnalités visées figurent des responsables politiques et des proches de chefs d'Etats africains critiqués par les Etats-Unis, comme par exemple :

- Mamadie Touré, la 4^{ème} épouse de l'ancien chef de l'Etat guinéen Lansana Conté, cité dans l'affaire de Simandou ;
- le banquier ivoirien Jean-Claude N'Da Ametchi, ancien proche du Président Laurent Gbagbo et aujourd'hui proche de Charles Konan Banny ;
- Denis Christel Sassou-Nguesso, fils du Président congolais ;
- Jaynet Désirée Kabila Kyungu, députée et sœur jumelle du Président de la RDC, Joseph Kabila ;
- José Maria Botelho de Vasconcelos, ministre angolais du Pétrole ;
- Bruno Jean-Richard Itoua, ancien ministre de l'Energie et actuel ministre de la Recherche du Congo-Brazzaville ;
- le Sénégalais Pape Mamadou Pouye, arrêté en avril 2013 avec Karim Wade et condamné à cinq ans de prison pour complicité d'enrichissement illégal⁵¹⁸.

Et les révélations pourraient bien n'en être qu'à leurs débuts, la presse annonçant une nouvelle vague de publications prochaine, visant cette fois exclusivement le continent africain.

Le NED, quant à lui, agit davantage au niveau local, en soutenant sur le terrain des actions dans les domaines de la communication et des media. Certaines de ses initiatives, comme La Voix des sans voix, visent à former la société civile aux techniques de l'information, notamment aux nouvelles technologies⁵¹⁹. Le NED est également à l'initiative du Center for International Media Assistance⁵²⁰, soutenu par OSF, en vue d'apporter une assistance professionnelle aux journalistes et autres professionnels des media. D'autres

⁵¹⁷ [en ligne] disponible sur https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Benny_Steinmetz

⁵¹⁸ DUHEM, Vincent, « Panama Papers » : des responsables africains cités dans le scandale des paradis fiscaux, *Jeune Afrique*, 04/04/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/315420/politique/panama-papiers-responsables-africains-cites-scandale-paradis-fiscaux/>

⁵¹⁹ [en ligne] disponible sur <http://www.ned.org/region/africa/congo-democratic-republic-2015/>

⁵²⁰ [en ligne] disponible sur <http://www.cima.ned.org/>

actions sont plus directement ciblées en direction de la presse locale. Le NED subventionne, tout comme Soros, de nombreux supports, tels que Radio Maendeleo en RDC⁵²¹, Radio Dialogue Trust au Zimbabwe⁵²², FM Liberté au Tchad ou encore Radio Anfani au Niger. On note d'ailleurs qu'une étude réalisée en 2009 auprès de ses adhérents par l'IFEX – l'International Freedom of Expression Exchange mentionné plus haut – a relevé que l'Open Society et le NED occupaient la première place dans le financement des média membres du réseau⁵²³.

Activistes, journalistes, humanitaires : un vaste réseau panafricain a ainsi été mis en place, sous-tendant la société civile et orientant les opinions publiques, réseau dont le dynamisme a été particulièrement visible à Washington, en 2014, à l'occasion du sommet organisé en marge de celui d'Obama par le NED, avec le soutien du NDI, de l'USAID, de l'Open Society de Soros et de grandes ONG. Une rencontre qui n'est pas sans rappeler la dynamique des révolutions de couleur promues par Soros et par le NED en Europe de l'Est⁵²⁴.

Régimes amis : rouage supplémentaire à la machine US

Toutes ces actions combinées contribuent à faire évoluer les Etats, avec la chute des régimes non-démocratiques et l'arrivée au pouvoir de gouvernants plus proches des idéaux US, et qui de fait viennent enrichir le système américain d'un rouage supplémentaire.

Les chefs d'Etat ainsi promus sortent tous d'un moule sensiblement identique, à l'instar d'Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, dont on dit qu'il est un ami de Soros (il a été invité à son mariage) et qui fût directeur général adjoint du FMI. Ou encore d'Ellen Johnson Sirleaf (*cf. encadré ci-après*), ancienne Présidente d'OSIWA, ancienne de la Banque mondiale, du PNUD et de la Citibank, la banque de Rockefeller. Quant à Alpha Condé, si son

⁵²¹ [en ligne] disponible sur <http://www.ned.org/region/africa/congo-democratic-republic-2015/>

⁵²² [en ligne] disponible sur <http://www.ned.org/region/africa/zimbabwe-2015/>

⁵²³ [en ligne] disponible sur

http://www.ifex.org/international/2009/08/14/ifex_funding_summary_charts.pdf

⁵²⁴ De nouvelles révolutions de couleur en Afrique, 24/12/2014, [en ligne] disponible sur <https://fr.sputniknews.com/actualite/201412241022995002-de-nouvelles-revolutions-de-couleur-en-afrique-et-ailleurs-a-l-horizon/>

parcours est un peu différent puisque c'est en France qu'il a fait ses études et passé une partie de sa jeunesse, il n'en reste pas moins un produit de l'exil et de l'Occident, justifiant le soutien des Etats-Unis lorsqu'il est emprisonné, soutien matérialisé par une visite de Madeleine Albright, alors secrétaire d'Etat, à Conakry.

ELLEN JOHNSON SIRLEAF : ELEVE MODELE DU SYSTEME AMERICAIN ET SOROSIEN

La Présidente du Liberia, Ellen Johnson Sirleaf, compte parmi les personnalités centrales des systèmes étasunien et sorosien. Etroitement connectée tant à Soros qu'aux Etats-Unis et aux grandes organisations internationales, sa position à la tête d'un Etat stratégiquement situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest constitue un atout indéniable pour ceux-ci. Formée aux Etats-Unis, Ellen Johnson Sirleaf est secrétaire d'Etat aux Finances puis ministre des Finances du Liberia de 1972 à 1980, date à laquelle le coup d'Etat de Samuel Doe et l'assassinat du Président en exercice William Richard Tolbert interrompent sa carrière politique. Contrainte à l'exil, Ellen Johnson Sirleaf repart aux Etats-Unis, où elle travaille pour la Banque mondiale, avant d'aller au Kenya, où elle intègre la Citibank. Par la suite, elle dirige le PNUD africain. Durant ses années d'exil, elle est également la première Présidente d'OSIWA ; à ce titre, elle sera notamment l'une des contributrices les plus actives au projet de radio ouest-africaine de Soros, WADR.

En 2005, candidate à la présidence de la République du Liberia pour le Parti de l'unité, Ellen Johnson Sirleaf est la première femme élue à la présidence d'un pays africain. Son action à la tête du Liberia est récompensée par de nombreux prix, dont ceux d'International Crisis Group et du NDI. Le 7 octobre 2011, elle reçoit le prix Nobel de la paix, qu'elle partage avec sa compatriote Leymah Gbowee et avec la Yéménite Tawakkul Karman – une distinction vivement critiquée par l'opposition, qui y voit un coup de pouce de la part d'Hillary Clinton à l'approche des élections présidentielles. Et de fait, Ellen Johnson Sirleaf est réélue en 2011 ; elle est investie le 16 janvier 2012, en présence de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton⁵²⁵.

⁵²⁵ [en ligne] disponible sur https://fr.wikipedia.org/wiki/Ellen_Johnson_Sirleaf

Cette proximité avec les nouveaux chefs d'Etat se révèle avantageuse à bien des égards pour les Etats-Unis. Par exemple, lorsqu'à la création d'Africom, la question de la localisation de son QG est posée, le Liberia est le seul pays disposé à l'accueillir sur son territoire. Si Africom reste alors finalement localisé à Stuttgart⁵²⁶, l'appui du Liberia n'en sera pas moins utile quelques années plus tard pour renforcer la présence militaire des Etats-Unis sur le sol africain. En effet, lorsqu'éclate l'épidémie d'Ebola, 3.000 soldats US sont envoyés au Liberia avec l'accord de la Présidente Ellen Johnson Sirleaf pour soutenir la lutte contre l'épidémie. Une opération dans laquelle beaucoup lisent une volonté des Etats-Unis de saisir l'occasion de reprendre du terrain face à la Chine, très présente dans la région, notamment dans le secteur minier. Tandis que Cuba et la Chine envoient chacun près de 200 médecins et infirmiers en Sierra Leone, un nouvel épisode de la guerre froide semble ainsi se jouer en Afrique de l'Ouest⁵²⁷. La mobilisation de tous les acteurs du développement US à cette occasion est d'ailleurs révélatrice de son enjeu, avec des interventions de toutes les grandes ONG, Oxfam en tête, un appel aux dons d'avaaz.org ou encore une mission de l'AGI de Tony Blair pour assister les gouvernements dans la gestion de la crise, mission financée entre autres par l'USAID, par la fondation Gates, par OSF ou encore par la fondation Buffett⁵²⁸.

Si le monde occidental est ainsi parvenu à promouvoir en Afrique une nouvelle génération de dirigeants plus proches de ses idéaux, encore nombreux sont ceux qui ne répondent pas au cahier des charges. Lors du sommet de Washington en 2014, le Président Barack Obama et son secrétaire d'Etat John Kerry expriment le souhait de voir partir certains chefs d'Etat africains eu égard au respect des constitutions et de la limitation du nombre de mandats présidentiels⁵²⁹. La liste inclut notamment Idriss Deby Itno au Tchad, Paul

⁵²⁶ La décision d'établir le siège d'Africom sur le sol africain ne sera finalement actée qu'en mai 2016, et c'est alors le Sénégal qui sera choisi pour accueillir les troupes américaines.

⁵²⁷ Obama sends 3,000 troops, China dispatches 59 medics, and Cuba 165 as 'war' against West Africa Ebola intensifies, *Mail&Guardian Africa*, 16/09/2014, [en ligne] disponible sur <http://mgafrica.com/article/2014-09-16-obama-sends-3000-troops-china-dispatches-59-medics-and-cuba-165-as-war-against-west-africa-ebola-intensifies>

⁵²⁸ [en ligne] disponible sur <http://www.africagovernance.org/article/new-partnership-agi>

⁵²⁹ Grands Lacs : citations sur les limitations du nombre de mandats dans les Constitutions au Burundi, en RDC, au Congo B, au Rwanda, 27/07/2016, [en ligne] disponible sur <https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/07/27/grands-lacs-citations-sur-les-limitations-du-nombre-de-mandats-dans-les-constitutions-au-burundi-en-rdc-au-congo-b-au-rwanda/>

Biya au Cameroun, Obiang Gnuema Mbassogo en Guinée équatoriale, Pierre Nkurunziza au Burundi ou encore Joseph Kabila en RDC, tous cibles de George Soros.

Sommet États-Unis-Afrique : Kerry sermonne une quarantaine de dirigeants africains, *Le Point*, 04/08/2014, [en ligne] disponible sur http://afrique.lepoint.fr/actualites/sommet-etats-unis-afrique-kerry-sermonne-une-quarantaine-de-dirigeants-africains-04-08-2014-1860485_2365.php

Les motivations américaines à faire évoluer les régimes africains ne sont pas purement idéologiques ; les intérêts économiques en jeu sont évidents. A l'occasion du sommet Afrique-Etats-Unis de 2014, Barack Obama ne manque d'ailleurs pas d'insister sur « la responsabilité des dirigeants africains dans la mise en place d'un environnement politique propice au développement économique »⁵³¹ : les enjeux de l'action des Etats-Unis au service de la démocratie sont ainsi clairement établis.

Doing business in Africa

L'intérêt des Etats-Unis pour l'Afrique naît de leur volonté de sécuriser leurs approvisionnements en pétrole. « En 2005, les Etats-Unis demeurent les premiers importateurs mondiaux de pétrole. Leur production, la troisième mondiale, ne suffit pas pour répondre à la demande nationale »⁵³². Une situation qui au demeurant va en s'aggravant : « Dans les vingt années à venir, la consommation de pétrole aux Etats-Unis augmentera de 33%, et celle de gaz de 50% »⁵³³. L'objectif des Etats-Unis est de réduire la dépendance à l'égard du golfe arabo-persique, qui représente 20% des importations pétrolières américaines. Et l'Afrique, et plus précisément le golfe de Guinée, constitue l'une des cibles prioritaires de Washington. Dans ce contexte, les grandes sociétés anglo-saxonnes sont encouragées à développer leurs activités sur le continent : autant d'opportunités d'investissements pour Soros, qui comme nous l'avons vu profite de cette dynamique pour réaliser de belles opérations dans le secteur des industries extractives.

⁵³⁰ De nouvelles révolutions de couleur en Afrique, 24/12/2014. [en ligne] disponible sur <https://fr.sputniknews.com/actualite/201412241022995002-de-nouvelles-revolutions-de-couleur-en-afrique-et-ailleurs-a-l-horizon/>

⁵³¹ Ibidem

⁵³² LAFARGUE, François, Etats-Unis, Inde, Chine : rivalités pétrolières en Afrique, *Afrique Contemporaine*, n° 216, 2005/4. [en ligne] disponible sur <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2005-4-page-43.htm>

⁵³³ Ibidem

A ce jour, les secteurs minier et pétrolier monopolisent la moitié des investissements américains en Afrique, qui ne draine encore « que 1% des investissements américains dans le monde »⁵³⁴. Si les échanges entre les États-Unis et l'Afrique ont progressé, ils restent encore loin des performances des entreprises chinoises : fin 2015, les échanges entre l'Afrique et la Chine frôlaient 300 milliards de dollars, soit presque dix fois le volume d'échanges entre l'Afrique et les États-Unis⁵³⁵. Mais cette réalité est en train d'évoluer : « Les banques d'affaires et les fonds spécialisés lorgnent les quelques 3.000 milliards de dollars amassés par les fonds de pension auxquels cotisent les pompiers, les infirmières ou les avocats d'Oklahoma ou de Pennsylvanie. D'abord parce que ces fonds investissent pour cinquante ans, durée qui permet de financer des équipements énergétiques de long terme dont le continent a un énorme besoin [...]. "Il ne faut pas oublier les fondations universitaires et les centres de santé, qui vivent des revenus de leurs placements, qui misent forcément à long terme et qui sont obligatoirement très 'conservateurs', c'est-à-dire prudents", ajoute Luc Rigouzzo. A la recherche de rendement (donc d'actions), de sécurité (donc d'entreprises cotées) et de diversification (donc plus seulement dans les pays anglophones), les gestionnaires américains devraient bientôt arpenter l'Afrique pour dénicher les belles affaires qui s'y épanouissent... et qui peuvent rapporter gros »⁵³⁶.

Dans cette perspective, l'intérêt des États-Unis pour le continent africain n'a cessé de se développer ces dernières années, particulièrement sous la présidence d'Obama, qui s'est fait le promoteur du développement des investissements américains en Afrique. « Pour inciter les investisseurs américains à se tourner vers ce continent dont l'environnement des affaires

⁵³⁴ FAUJAS, Alain, La croissance africaine aiguise l'appétit d'Oncle Sam, *Jeune Afrique*, 10/10/2013, [en ligne] disponible sur

<http://www.jeuneafrique.com/135965/politique/la-croissance-africaine-aiguise-l-appetit-d-oncle-sam/>

⁵³⁵ CAMEL, Laurence, Que fera Donald Trump des programmes africains de Barack Obama ?, *Le Monde*, 09/11/2016, [en ligne] disponible sur

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/11/09/que-fera-donald-trump-des-programmes-africains-de-barack-obama_5028292_3212.html

⁵³⁶ FAUJAS, Alain, La croissance africaine aiguise l'appétit d'Oncle Sam, *Jeune Afrique*, 10/10/2013, [en ligne] disponible sur

<http://www.jeuneafrique.com/135965/politique/la-croissance-africaine-aiguise-l-appetit-d-oncle-sam/>

les rebute parfois, la rhétorique sur l'émergence de l'Afrique s'accompagne d'une campagne, *Doing Business in Africa* »⁵³⁷, Barack Obama mise particulièrement sur deux grands secteurs, l'énergie et l'agriculture, avec deux grands programmes aux noms en forme de slogan : *Power Africa* pour le premier, *Feed the Future* pour le second.

Power Africa, le premier, marque un véritable virage : « Le changement majeur de cette politique africaine qui prend forme durant le deuxième mandat réside, selon Jennifer Cooke, dans "le rôle clé confié au secteur privé dans le développement" »⁵³⁸. Le programme est lancé en 2013 avec pour objectif de doubler l'accès à l'électricité en Afrique subsaharienne, en offrant un appui technique et en aidant les gouvernements à mobiliser des investissements du secteur privé. Ce mégaplan est structuré autour de plus de 130 partenaires publics et privés ; plusieurs agences gouvernementales américaines et institutions internationales (Banque mondiale, Banque Africaine de Développement...) ainsi qu'une vingtaine de groupes privés des secteurs de l'énergie et de la finance, américains et africains, s'associent à l'initiative. *Power Africa* illustre ainsi l'« enrôlement du secteur privé dans la politique africaine. Washington escomptait que sa mise de départ, 7 milliards de dollars, créerait un effet de levier pour financer ce chantier très dispendieux. Sur les 52 milliards de dollars levés à ce jour, 77% viennent ainsi du privé »⁵³⁹.

De nombreuses sociétés américaines bénéficient ainsi de cet élan collectif. Parmi elles, APR Energy, société spécialisée dans les solutions de production d'énergie, dont sont actionnaires les sociétés de George Soros et de Madeleine Albright. Autre bénéficiaire du programme, AGI, la société de conseil de Tony Blair, qui s'est vue financer par l'USAID (alors sous la houlette d'Hillary Clinton) pour assister le pilotage du projet.

⁵³⁷ FAIVRE, Agnès, Barack Obama et l'Afrique : le grand malentendu, *Le Point*, 30/10/2016, [en ligne] disponible sur

http://afrique.lepoint.fr/actualites/barack-obama-et-l-afrique-le-grand-malentendu-30-10-2016-2079624_2365.php

⁵³⁸ Ibidem

⁵³⁹ Ibidem

Aux côtés de l'énergie, l'autre grand secteur promu par la présidence Obama est l'agriculture – un prodigieux réservoir de croissance, le continent africain concentrant les deux tiers des terres arables non exploitées dans le monde. Dans ce contexte, les grands projets se succèdent – Etats-Unis, ONU, fondations privées : toute la sphère US est mobilisée.

Obama lance en 2010 Feed The Future, une initiative en faveur de la sécurité alimentaire de 3,5 milliards de dollars « axée sur de nouvelles méthodes et technologies agricoles ». L'ONU est pour sa part à l'origine du Millennium Villages Project avec, entre autres partenaires, comme nous l'avons vu, les fondations Soros et Clinton ou encore l'AGRA.

L'AGRA est quant à elle créée en 2006 à l'initiative des fondations Rockefeller et Gates, cette dernière ayant contribué à hauteur de 165 des 400 millions de dollars du budget initial. Présidée par Kofi Annan et soutenue par la Banque mondiale ainsi que par l'association Millennium Promise de Jeffrey Sachs, l'AGRA s'est donné pour objectif de développer la production agricole en Afrique. Elle entend avoir, à l'échéance 2020, contribué à l'amélioration des revenus de près de 20 millions de fermiers africains, favorisé la réduction de l'insécurité alimentaire de 50% dans près d'une vingtaine de pays et participé à l'établissement d'une agriculture adaptée au changement climatique dans une quinzaine de pays.

La fondation Gates finance également, aux côtés de l'USAID et de la Fondation Buffet, le programme Water Efficient Maize for Africa (WEMA)⁵⁴⁰. Avec ces programmes, la Fondation Gates, totalement absente de la scène agricole il y a moins d'une décennie, s'impose aujourd'hui comme l'un des principaux bailleurs de fonds dans le monde en matière de recherche et développement agricoles ; avec 3 milliards de dollars de budget consacrés au développement agricole entre 2003 et 2014, elle exerce une influence significative sur les programmes de recherche et de développement agricoles.

⁵⁴⁰ [en ligne] disponible sur <http://wema.aatf-africa.org/partners-donors/funding-partners>

D'autres fondations privées investissent elles aussi : la Fondation Buffett initie des agriculteurs aux ressources en eau et leur gestion optimale. Quelques mois plus tôt, la Fondation Clinton avait promis un soutien pour des engrais et des systèmes d'irrigation aux agriculteurs rwandais. Et encore avant, un autre ex-président des Etats-Unis, Jimmy Carter, s'était associé à un important homme d'affaires japonais pour lancer le projet « Sasakawa 2000 » pour apporter des semences et des engrais à l'Afrique.

Un courant d'affaires porteur pour Soros qui, comme nous l'avons vu, bénéficie de l'essor de l'agriculture africaine et s'adosse aux projets américains pour développer ses propres investissements.

Au demeurant, notons que ce développement de l'agriculture africaine est sans risque pour l'agriculture américaine dans la mesure où l'AGOA – dont l'élaboration doit beaucoup à Jeffrey Sachs, nous l'avons dit – a été conçu de manière à protéger le secteur agricole US : l'AGOA se présente comme « une version de marché préférentiel, censée accroître les investissements étatsuniens en Afrique et permettre le libre accès sur le marché étatsunien des marchandises produites en Afrique... à l'exclusion des produits agricoles ! Ce qui en fait une ouverture restreinte du fait de l'importance de la production agricole dans l'activité économique africaine »⁵⁴².

L'Afrique à l'heure de la législation américaine

Le développement des investissements américains en direction de l'Afrique n'est pas sans conséquences, avec notamment l'adoption de réglementations, américaines et internationales, impactant les pays africains. Ces textes, qui pour certains servent les intérêts de Soros, sont d'ailleurs pour beaucoup le fruit d'un intense lobbying de sa part.

Ainsi, dans le domaine des industries extractives, l'engagement de Soros au service de la transparence a-t-il impulsé une dynamique globale de l'ensemble

⁵⁴¹ [en ligne] disponible sur <http://globalwaterinitiative.org/>

⁵⁴² [en ligne] disponible sur <http://www.cadtm.org/Afrique-Nouvelle-domination>

de la communauté américaine. L'EITI promue par Soros dans le cadre la campagne PWYP a reçu le soutien de l'ensemble des réseaux américains, des multinationales US à la Banque mondiale en passant par les grandes ONG et fondations d'entreprise comme Gates et Hewlett.

La démarche engagée avec l'EITI a par ailleurs débouché sur d'autres mesures, comme le conditionnement de ses prêts par le FMI au respect de conditions de transparence : « En mettant la transparence des revenus pétroliers au centre de ses négociations de prêts [...], le FMI est devenu le principal promoteur de la bonne gestion des bénéfices du pétrole »⁵⁴³. De même, les Etats-Unis conditionnent leur aide au respect de normes de bonne gouvernance au travers du Millennium Challenge Account.

Une étape supplémentaire est encore franchie avec l'adoption par les Etats-Unis, à partir de 2005, de différentes législations en faveur de la transparence dans les industries extractives. Une action d'intense lobbying est engagée dès 2004, dans la foulée de la campagne PWYP : « Plusieurs groupes actifs dans la campagne Publish What You Pay (Open Society de George Soros, Global Witness, Catholic Relief Services, etc.) sont actuellement engagés dans une opération de lobbying au Congrès pour soutenir les Démocrates Steve Israel (New York) et Anthony Weiner (New York), tous les deux sponsors du Publish What You Pay Act (HR 4125), introduit à la Chambre des Représentants en avril dernier. Le texte, également soutenu par le Démocrate Donald Payne, membre influent du Subcommittee on African Affairs, demande à la Securities & Exchange Commission d'obliger les sociétés pétrolières et minières à rendre publics, dans leurs rapports trimestriels et annuels, leurs paiements aux gouvernements étrangers »⁵⁴⁴.

La démarche aboutit à une première mesure en 2005 sur la RDC. Barack Obama, alors jeune sénateur démocrate, dépose devant le Congrès un projet de loi, qu'il fait voter. Le Congo-Act fait la part belle au rôle des Etats-Unis pour protéger les ressources naturelles de RDC, en particulier dans l'Est du pays.

⁵⁴³ Le jeu de rôles de la transparence pétrolière, *Africa Energy Intelligence*, N°484 du 07/04/2004, [en ligne] sur <https://www.africaintelligence.fr/LAE/l-evenement/2004/04/06/le-jeu-de-roles-de-la-transparence-petroliere>, 10568486-EVE.

⁵⁴⁴ La transparence au Congrès, *Africa Energy Intelligence*, N°495 du 06/10/2004, [en ligne] sur <https://www.africaintelligence.fr/LAE/operations-financieres/2004/10/04/la-transparence-au-congres>, 11809948-ART.

Portes de cette première victoire, les lobbyistes, dont Soros, poursuivent leur action, aboutissant en juillet 2010 à une nouvelle étape avec l'adoption du Dodd-Frank Act. Deux sections intéressent plus particulièrement le continent africain. La section 1502 impose aux entreprises s'approvisionnant en minerais en RDC d'adopter un ensemble de mesures et de certifications visant à empêcher que l'exploitation des minerais de RDC finance les conflits dans les Grands Lacs. La section 1504, quant à elle, contraint les entreprises du secteur extractif cotées en bourse aux Etats-Unis à rendre publics les montants qu'elles versent aux gouvernements. « *Congress' action is a big victory for the United States, for the citizens of every country with mining or oil or gas production, and for investors and people who recognize that financial transparency is essential for government and corporate accountability*, déclare George Soros peu après l'adoption de la loi. *The U.S. has raised the global standard for financial transparency for governments worldwide and for the oil, gas and mining industries* »⁵⁴⁵.

Un encadrement à l'intention apparemment louable mais qui fait pourtant l'objet de nombreuses critiques, tant de la part des Etats que de la part des entreprises. Ainsi les Etats africains voient-ils là une ingérence dans leurs prérogatives régaliennes alors même que des Etats comme l'Australie⁵⁴⁶ et le Canada, pays producteurs d'hydrocarbures et de minerais, n'ont qu'un statut de partenaire financier de l'EITI et ne sont donc pas soumis à la publication de leurs revenus extractifs. Certains Etats et sociétés se plaignent par ailleurs que la norme EITI et le Dodd-Frank Act sont contraires aux législations locales, notamment sur le « secret des affaires », comme en Angola ou au Cameroun⁵⁴⁷. Sans compter les critiques visant l'esprit même de la démarche, accusée de viser à promouvoir des sociétés de production « amies » et à disqualifier les sociétés « ennemies », chinoises particulièrement, afin de sécuriser l'approvisionnement US en pétrole.

⁵⁴⁵ [en ligne] disponible sur <https://www.cardin.senate.gov/newsroom/press/release/senate-adopts-wall-street-reform-including-cardin-lugar-provision-to-increase-transparency-and-attack-corruption>

⁵⁴⁶ L'Australie a annoncé son intention d'implémenter la norme EITI le 6 mai 2016. La procédure est en cours.

⁵⁴⁷ Extracting oil, burying data, *The Economist*, 25/02/2012, [en ligne] disponible sur <http://www.economist.com/node/21548214>

Et cette réglementation pourrait bien n'être qu'une étape vers un dispositif international plus contraignant encore, Fatou Bensouda, Procureur Général à la Cour Pénale Internationale (CPI), réputée proche de George Soros (cf. encadré ci-dessous), ayant récemment affirmé que « l'exploitation illicite de ressources naturelles ou l'expropriation illicite de terrains », notamment au profit de sociétés minières, pouvait désormais entraîner des poursuites par la CPI⁵⁴⁸. Cette décision est l'aboutissement d'une longue démarche : déjà, en 2010, une rencontre organisée par l'Open Society Institute de George Soros avait réuni à La Haye plusieurs dizaines de juges de la CPI et d'une douzaine de pays d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Afrique pour débattre de la question. L'expert mandaté par Soros, le professeur néo-zélandais James Stewart, avait plaidé pour que les responsables d'entreprises impliquées dans le trafic de minerais en Afrique centrale fassent l'objet de poursuites à La Haye ou dans les pays de l'OCDE.

LA CPI : UNE JUSTICE INTERNATIONALE SOUS INFLUENCE SOROSIENNE ?

La création en 2002 de la Cour Pénale Internationale (CPI), avec pour mission de juger les individus impliqués dans les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les crimes de génocide, est le fruit d'une campagne menée par la Coalition pour la Cour Pénale Internationale (CCPI), une organisation financée et contrôlée par l'OSI de Soros⁵⁴⁹, créée par Richard Dicker (de Human Rights Watch, ONG soutenue par Soros), présidée par William Pace (du World Federalist Movement⁵⁵⁰ financé par Soros) et dont le comité exécutif fait la part belle aux ONG de la mouvance Soros⁵⁵¹ (Amnesty, Human Rights Watch, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), No Peace Without Justice⁵⁵², Human Rights First...). Un rôle de coordinateur et de facilitateur entre l'Assemblée et les ONG, ainsi qu'entre celles-ci et la Cour, a d'ailleurs été dévolu à la CCPI⁵⁵³.

⁵⁴⁸ [en ligne] disponible sur https://www.icc-cpi.int/itemsDocuments/20160915_OTP-Policy_Case-Selection_Eng.pdf

⁵⁴⁹ [en ligne] disponible sur http://www.iccnw.org/documents/Bulletin_no23_FR.pdf

⁵⁵⁰ Le WFM fut la première organisation à militer en faveur d'une Cour Pénale Internationale.

⁵⁵¹ [en ligne] disponible sur <http://www.iccnw.org/?mod=steering>

⁵⁵² [en ligne] disponible sur <http://www.npwj.org/About-NPWJ/Program-Partners.html>

⁵⁵³ Reconnaissance du rôle de coordination et de facilitation de la Coalition des organisations non gouvernementales pour la Cour pénale internationale, Résolution ICC-ASP/2/Res.8, adoptée à la 4^e séance plénière, le 11 septembre 2003, par consensus.

Sur le plan budgétaire, les contributions des Etats parties couvrent les dépenses de la CPI, mais celle-ci peut aussi recevoir des fonds de donateurs privés, et elle aurait notamment reçu des fonds de la Coalition for International Justice, organisation aujourd'hui dissoute, mais qui était financée par George Soros.

Outre ce lien financier, Soros est connecté à la CPI via plusieurs personnalités, comme l'ancien procureur Luis Moreno Ocampo ou le Président de l'Assemblée des Etats-Parties de la CPI, Sidiki Kaba, qui ont travaillé pour Transparency pour le premier, et pour Amnesty et la FIDH pour le second, ONG toutes financées par Soros. Le juge Silvia Alejandra Fernandez Gurmendi est également réputé avoir des liens avec la mouvance Soros. Enfin, les ONG soutenues par Soros ont joué un rôle important dans la nomination de l'actuel procureur général, Fatou Bensouda. En effet, parmi les mémorandums adressés en vue de l'élection du procureur au comité chargé de présélectionner les candidats, ont notamment été retenus celui d'une coalition d'ONG pour la plupart proches de Soros (FIDH, Human Rights Watch, le Centre international pour la justice transitionnelle, ICG, l'Institute for Security Studies et l'Open Society Initiative, avec la participation active de la CCPI) et celui de l'International Association of Prosecutors (IAP) qui collabore au sein de nombreuses initiatives locales avec l'Open Society Justice Initiative. Fatou Bensouda est d'ailleurs réputée proche de Soros, même si leur lien n'est pas démontré. La CPI fait aujourd'hui l'objet de nombreuses critiques, parmi lesquelles le fait de bâcler les enquêtes et de sous-traiter ses investigations aux agences onusiennes et aux OSC. Les juges ont ainsi à plusieurs reprises rappelé à l'ordre l'accusation, demandant notamment à Fatou Bensouda de revoir son dossier contre l'ancien Président ivoirien Laurent Gbagbo, dossier exclusivement nourri par des rapports d'OSC et de l'ONU. De nombreux Africains accusent par ailleurs la CPI de mener une justice politisée et discriminatoire envers l'Afrique – neuf des dix procédures ouvertes jusqu'à aujourd'hui à la CPI ne visaient que des Etats africains. Au point que le Burundi a proclamé en novembre 2016 son retrait de la CPI. Dans la foulée, l'Afrique du Sud et la Gambie ont annoncé leur intention de quitter à leur tour l'institution. Et l'Union africaine, sous la houlette du Kenya, de l'Ouganda et de l'Ethiopie, a menacé que tous les pays africains quittent la CPI afin de protester contre ce « ciblage africain ». Un enjeu de taille sachant que 34 des 124 Etats parties à la CPI sont africains.

En ce qui concerne l'agriculture, l'action légiférante des Etats-Unis ne pose pas moins question, avec la problématique des OGM. En effet, les programmes lancés par l'Etat américain, par l'ONU et par les grandes fondations US ont en commun de promouvoir l'utilisation de fertilisants et de semences « à hauts rendements ». C'est le cas notamment de l'AGRA, soutenue par Bill Gates, ardent défenseur des OGM, qui n'a jamais caché que la réussite de son projet de révolution verte en Afrique tient en grande partie à l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés, résistants à la sécheresse et aux insectes ; celui qui dirige depuis 2006 la recherche sur ce sujet au sein de la fondation Gates n'est d'ailleurs autre que Rob Horsch, ancien Vice-président en charge du développement international au sein du groupe Monsanto. Monsanto est d'ailleurs partenaire de l'AGRA, tout comme des programmes Feed the future, MVP ou encore WEMA. En retour, plusieurs fondations sont actionnaires de Monsanto, comme les fondations Gates, Soros et Clinton. Le tout avec la bénédiction de l'appareil d'Etat américain, l'USAID étant partenaire de nombre de ces projets. Sans compter le soutien actif à l'industrie OGM de certaines personnalités politiques comme l'ancienne secrétaire d'Etat et candidate à la présidentielle Hillary Clinton, connue pour son soutien à la cause des OGM⁵⁵⁴ - on notera d'ailleurs au passage que Monsanto subventionne la Fondation Clinton⁵⁵⁵.

Tous ces acteurs, publics et privés, participent à la promotion d'une législation favorable aux OGM en Afrique. L'AGRA et ses partenaires favoriseraient ainsi, selon le CAB, l'implémentation de nouvelles politiques et législations pro-OGM dans les Etats africains. De même, « ses détracteurs accusent la fondation Gates d'utiliser son argent pour imposer sa stratégie politique à l'Afrique et d'intervenir directement sur des questions très controversées comme les lois

⁵⁵⁴ Les propos d'Hillary Clinton lors d'une conférence à San Diego, en 2014, face à des professionnels de la bio industrie, ne laissent guère de doutes quant à ses positions sur les OGM : « "Genetically modified sounds Frankensteinish. 'Drought-resistant' sounds like something you'd want", she said. "Be more careful so you don't raise that red flag immediately" ». En 2016, son chef de campagne dans l'Iowa se trouve être un ancien lobbyiste de Monsanto. Et elle-même a débuté sa carrière dans un cabinet d'avocats, the Rose Law Firm, qui représentait notamment Monsanto, cf. MILLER, S.A., *Hillary's agribusiness ties give rise to nickname in Iowa: 'Bride of Frankenfood'*, *The Washington Times*, 17/0520/15, [en ligne] disponible sur <http://www.washingtontimes.com/news/2015/may/17/hillary-clinton-gmo-support-monsanto-ties-spark-ba/>.

⁵⁵⁵ Ibidem

sur les semences et les OGM »⁵⁵⁶. L'USAID elle-même participe du même effort pour favoriser l'adoption de lois favorables à l'emploi de semences génétiquement modifiées ; en témoigne la promesse d'aides financières aux autorités ghanéennes, en proie à des difficultés financières, en contrepartie de l'adoption de la loi « Plant Breeders Bill »⁵⁵⁷. Sans compter les efforts de l'industrie semencière en faveur de l'harmonisation régionale des droits de propriété intellectuelle et son action en faveur de la commercialisation des semences en Afrique.

C'est à une dynamique générale, impliquant l'ensemble de la sphère US, que participe donc Soros, concourant à faire adopter par les populations africaines, parfois sans qu'elles l'aient sciemment choisi, une forme de culture et d'alimentation pourtant controversée, et qui devrait répondre à un choix conscient et éclairé.

⁵⁵⁶ Comment la Fondation Gates dépense-t-elle son argent pour nourrir le monde ?, 17/11/2014, [en ligne] disponible sur <https://www.grain.org/fr/article/entries/5076-comment-la-fondation-gates-depense-t-elle-son-argent-pour-nourrir-le-monde>

⁵⁵⁷ [en ligne] disponible sur <http://www.cadtm.org/Afrique-Nouvelle-domination>

George Soros avait misé sur l'élection d'Hillary Clinton. Lauréate du In Pursuit of Peace Award d'International Crisis Group et du Integrity Award de Transparency International, proche du nouveau secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, Hillary Clinton était incontestablement la candidate de la Sorosafrique, dont on peut penser qu'elle aurait servi les intérêts. D'autant qu'elle s'était faite conseiller pour son programme africain par un proche du réseau Soros : Johnnie Carson, ancien diplomate et sous-secrétaire d'Etat aux affaires africaines auprès d'Hillary Clinton lorsqu'elle était secrétaire d'Etat, travaillant aujourd'hui auprès de Madeleine Albright à la fois au NDI et au sein du Albright Stonebridge Group. La cellule africaine d'Hillary Clinton comptait par ailleurs une autre proche de Madeleine Albright en la personne de Nicole Willett-Jensen, également employée du Albright Stonebridge Group⁵⁵⁸.

Véritable coup de tonnerre dans l'univers sorosien, l'élection de Donald Trump introduit une toute nouvelle donne. Donald Trump n'a manifesté jusqu'ici que peu d'intérêt pour le continent africain et, en chantre de l'isolationnisme, pourrait se désengager du système américano-atlantiste en Afrique. Sans compter, au-delà de la problématique africaine, une opposition de fond et de forme apparemment irréconciliable entre George Soros et le nouveau Président des Etats-Unis, qui se sont déclarés une véritable guerre.

Quel avenir pour les relations Etats-Unis/Afrique à l'heure de l'isolationnisme ?

Donald Trump va-t-il prolonger la dynamique de ses prédécesseurs en Afrique ? La campagne présidentielle et les débuts du mandat de Trump laissent penser que cela pourrait ne pas être le cas.

⁵⁵⁸ Qui élabore la politique africaine d'Hillary Clinton ? *La Lettre du Continent*, N°734 du 20/07/2016, [en ligne] sur <https://www.africaintelligence.fr/LC./pouvoirs-et-reseaux/politique/2016/07/20/qui-elabore-la-politique-africaine-d-hillary-clinton->, 108175295-ART

La priorité donnée aux problématiques internes pourrait en effet le conduire à faire preuve de moins d'interventionnisme vis-à-vis des Etats africains. Les dirigeants du Burundi, de RDC, du Gabon, du Congo, du Niger ou encore de l'Ouganda, combattus par Soros, et qui jusqu'alors faisaient l'objet de pressions de la part des Etats-Unis, n'ont d'ailleurs pas manqué de féliciter avec chaleur et empressement le Président nouvellement élu.

A contrario, les chefs d'Etat africains traditionnellement liés au Etats-Unis s'inquiètent de l'arrivée de Trump au pouvoir, à l'instar de la Présidente libérienne Ellen Johnson Sirleaf : « Nous ne savons pas ce que la nouvelle politique américaine de l'Afrique sera avec l'administration Trump. [...] Je suis inquiète au sujet des accords commerciaux entre les Etats-Unis et le Liberia, entre les Etats-Unis et l'Afrique. Je suis inquiète pour l'investissement et les programmes spéciaux qui ont été mis en place par les Présidents Barack Obama et George Bush »⁵⁵⁹.

De fait, les divers accords de coopération, comme l'AGOA, et les programmes spéciaux, tel Power Africa, et plus généralement tous les instruments d'aide au développement des Etats-Unis en direction de l'Afrique pourraient être remis en cause. Le questionnaire, reproduit par le *New York Times*, envoyé par l'équipe de transition de Donald Trump aux responsables de la politique africaine du département d'Etat, est à ce titre parlant : « Avec autant de corruption en Afrique, quelle quantité de notre financement est-elle volée ? Pourquoi devrions-nous dépenser autant de fonds dans l'aide au développement en Afrique alors que des gens souffrent ici aux Etats-Unis ? »⁵⁶⁰.

Dans le même temps, certains éléments semblent a contrario aller dans le sens d'une certaine continuité dans la politique africaine des Etats-Unis. Le chercheur John-Peter Pham, pressenti pour le poste de sous-secrétaire d'Etat

⁵⁵⁹ Liberia : La victoire de Donald Trump ne réjouit pas Ellen Johnson Sirleaf, 10/11/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.afriquinfos.com/2016/11/10/liberia-la-victoire-de-donald-trump-ne-rejouit-pas-ellen-johnson-sirleaf.php>

⁵⁶⁰ Etats-Unis : un document laisse deviner la volonté de Trump de se désengager du continent africain, *Jeune Afrique*, 17/01/2017, [en ligne] disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/394098/politique/etats-unis-document-laisse-deviner-volonte-de-trump-de-se-desengager-continent-africain/>

aux Affaires africaines, affirme que « le mandat de Trump ne marquera pas de tournant radical dans la relation entre les Etats-Unis et le continent »⁵⁶¹. Et le nouveau secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, ancien PDG de la compagnie pétrolière Exxon Mobil, est quant à lui familier du continent.

« La concurrence avec la Chine est l'un des éléments qui pourraient pousser Donald Trump à s'intéresser au continent. Durant la campagne, Donald Trump a adopté une attitude de confrontation avec la Chine, et les Etats-Unis sont bien conscients d'être très en retard face à l'offensive chinoise en Afrique, en particulier dans le secteur économique et l'accès aux matières premières »⁵⁶². La volonté de rendre les entreprises US plus concurrentielles face aux groupes chinois pourrait ainsi expliquer l'adoption par Trump d'un décret visant à démanteler le Dodd Franck Act – à l'adoption duquel George Soros avait activement concouru via un intense lobbying, et qui constitue un rouage essentiel de son dispositif en Afrique. « Pour Gary Cohn, conseiller économique de Donald Trump, et ancien cadre dirigeant chez Goldman Sachs : "Il s'agit d'être un acteur sur le marché mondial où nous devons, pouvons avoir et aurons une position dominante tant que nous ne nous mettrons pas nous-mêmes à l'écart en raison de la réglementation". En clair, selon M. Cohn, l'Amérique a des concurrents qui ne s'embarrassent pas de ces règles, alors pour rester compétitive, elle doit pouvoir faire de même »⁵⁶³.

Aux côtés de la bataille commerciale contre les sociétés chinoises, l'Afrique pourrait, d'après les indications fournies par le mémo publié par le *New York Times*, intéresser le Président Trump au titre de la lutte contre le terrorisme, même si l'efficacité du dispositif militaire en place est interrogée. Le contenu des échanges téléphoniques entre Donald Trump et les Présidents nigérian Muhammadu Buhari et sud-africain Jacob Zuma, joints le 13 février à

⁵⁶¹ Ibidem.

⁵⁶² Quelle sera la politique africaine de Donald Trump ?, 09/11/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20161109-etats-unis-politique-africaine-pentagone-donald-trump-chine-burundi-rdc>

⁵⁶³ Trump démantèle la loi Dodd-Frank : les conséquences pour l'Afrique, 05/02/2017, [en ligne] disponible sur <http://www.agencecofin.com/politique/0502-44538-trump-demantele-la-loi-dodd-frank-les-consequences-pour-l-afrique>

l'occasion de l'« Africa day »⁵⁶⁴, semble confirmer l'importance accordée au sujet par le nouveau Président des Etats-Unis.

En somme, l'Afrique pourrait conserver une importance relative dans la politique étrangère sous l'ère Trump dans le cadre d'« une politique pragmatique basée sur les intérêts américains avant tout, économiques et sécuritaires »⁵⁶⁵, plus que socio-politiques et diplomatiques : une approche qui s'apparente au hard plutôt qu'au soft power cher à Soros, dessinant une ligne de fracture entre les deux hommes.

Trump, Soros : la guerre est déclarée

George Soros ne cache pas, loin s'en faut, son hostilité à l'égard du nouveau Président des Etats-Unis, grand admirateur de Poutine. Les millions engagés dans la campagne pro-Clinton en témoignent, de même que le soutien financier apporté par le Soros Fund Management à plusieurs opposants de Donald Trump durant la campagne d'investiture au sein du parti Républicain⁵⁶⁶.

Au lendemain de l'élection, Soros s'est prononcé violemment contre le nouveau Président, allant jusqu'à le traiter d'« apprenti-dictateur ». S'inquiétant de ce que Trump puisse miner le soft power de Washington, il a déploré « le fait que, quand les Etats-Unis se retrouveront englués dans un combat politique interne, leur "influence positive dans le monde en faveur d'une société ouverte, aussi imparfaite soit elle, va s'éteindre, et cela aura des effets profonds en Europe et dans d'autres parties du monde" »⁵⁶⁷.

⁵⁶⁴ Afrique-USA : entretiens téléphoniques Trump-Buhari et Trump-Zuma, les détails, 13/02/2017, [en ligne] disponible sur <http://koaci.com/afrique-entretiens-telephoniques-trump-buhari-trump-zuma-detaills-106467.html>

⁵⁶⁵ Quelle sera la politique africaine de Donald Trump?, 09/11/2016, [en ligne] disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20161109-etats-unis-politique-africaine-pentagone-donald-trump-chine-burundi-rdc>

⁵⁶⁶ ROSENBERG, David, Report: Soros funded anti-Trump Republicans, *Arutz Sheva* 7, 07/02/2017, [en ligne] disponible sur <http://www.israelnationalnews.com/News/News.aspx/224547>

⁵⁶⁷ Davos : Soros étrille Trump, *Le Figaro*, 19/01/2017, [en ligne] disponible sur <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2017/01/19/97002-20170119FILWWW00413-davos-soros-ettrille-trump.php>

Il semblerait d'ailleurs que Soros ait soutenu les manifestations qui, au lendemain de l'élection présidentielle, ont agité une dizaine de grandes villes américaines, dont Chicago, New York, Los Angeles, Philadelphie, Boston ou encore Washington : un échange dévoilé par WikiLeaks entre George Soros et l'ancien directeur de campagne d'Hillary Clinton, John Podesta, évoque en effet le financement de l'organisation moveon.org, qui a poussé aux manifestations anti-Trump⁵⁶⁸.

De même, Soros serait derrière la Marche des femmes qui, fin janvier 2016, a rassemblé à Washington plusieurs centaines de milliers de femmes venues protester contre Trump. Il aurait financé ou entretenu d'étroites relations avec au moins 56 associations partenaires de la marche, dont Planned Parenthood et le Conseil national de défense des ressources, connus pour leur opposition au Président Trump, ou encore moveon.org, l'Union américaine des libertés civiles, Amnesty International et Human Rights Watch (HRW)⁵⁶⁹.

Soros serait également lié à l'ONG anti-corruption Citizens for Responsibility and Ethics in Washington (CREW), décidée à assigner le président Trump en justice au motif qu'il perçoit toujours des revenus de pays étrangers : « En conservant, après son investiture, les liens capitalistiques qui l'unissent à des centaines de sociétés rattachées à son groupe, Trump Organization, il viole la Constitution. Un article du texte fondateur prévoit (article 1, section 9, clause 8), en effet, qu'aucune personne n'occupant une fonction publique ne peut, sans l'accord du Congrès, "accepter de cadeau, d'émoluments, de fonction ou de titre de quelque sorte que ce soit d'un roi, prince, ou d'un Etat étranger" »⁵⁷⁰. CREW serait subventionné à la fois par OSF et par l'association Tides, elle-même financée par Soros. L'ancien chairman de CREW, David Brock, un proche d'Hillary Clinton, et fondateur du Media Matters for America financé par Soros, tenterait quant à lui de lever 40 millions de dollars pour

⁵⁶⁸ WikiLeaks : une organisation financée par George Soros appelle à manifester contre Donald Trump, 12/11/2016, [en ligne] disponible sur <https://francais.rt.com/international/28856-wikileaks-organisation-financee-par-george-soros-contre-donald-trump>

⁵⁶⁹ [en ligne] disponible sur <http://nytlive.nytimes.com/womenintheworld/2017/01/20/billionaire-george-soros-has-ties-to-more-than-50-partners-of-the-womens-march-on-washington/>

⁵⁷⁰ Une ONG veut poursuivre Trump en justice, *Le Figaro*, 23/01/2017, [en ligne] disponible sur <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/01/23/97001-20170123FILWWW00020-une-ong-veut-poursuivre-trump-en-justice.php>

lutter contre Trump⁵⁷¹. On peut encore citer Catholics in Alliance for the Common Good, créé par l'ancien directeur de campagne d'Hillary Clinton, John Podesta, et qui a reçu plusieurs centaines de milliers de dollars de Soros, qui a engagé une campagne contre le décret anti-immigration de Trump⁵⁷².

Face à l'activisme anti-Trump de George Soros, le Président américain n'est pas en reste. Au cours de sa campagne, il avait déjà exprimé son hostilité à l'égard de Soros, « l'accusant dans un clip de campagne d'avoir ruiné la classe ouvrière afin d'enrichir une poignée de grandes entreprises et d'entités politiques »⁵⁷³. Il est vrai que le soutien de Soros à l'accueil des réfugiés et son hostilité notoire à Poutine sont autant de sujets d'opposition entre les deux hommes.

Cette guerre ouverte entre les deux hommes pourrait avoir des conséquences graves pour George Soros, que Donald Trump a identifié comme une « menace pour la sécurité nationale » des Etats-Unis au regard de l'ordre exécutif du 6 mars 2014 qui désigne comme tel « les actions et politiques des personnes qui minent les processus et les institutions démocratiques en Ukraine »⁵⁷⁴.

Par ailleurs, faut-il voir un lien entre l'accession de Trump à la présidence et la vague anti-Soros qui semble en train de se lever à l'international ? Telle est la théorie de certains observateurs face aux réactions anti-Soros constatées ici et là depuis l'élection du nouveau Président américain. Ainsi le Premier ministre

⁵⁷¹ « One need not look too deeply to discover the two groups behind the movement to impeach Donald Trump are tied to billionaire George Soros, while the organization that just filed a lawsuit challenging the Constitutionality of Trump's presidency is financed by Soros's Open Society Foundations. CREW, which does not publicize its donor list, has received financing from Soros's Open Society Foundations. According to Discover the Networks, CREW has also been funded by the Soros-financed Tides Foundation », cf. KLEIN, Aaron, George Soros - tied activists behind campaign to impeach Trump, 23/01/2017, [en ligne] disponible sur <http://www.breitbart.com/btg-government/2017/01/23/george-soros-tied-activists-behind-campaign-impeach-trump/> [en ligne] disponible sur <https://www.opensocietyfoundations.org/about/programs-us-programs/grantees/citizens-responsibility-and-ethics-washington>.

⁵⁷² HASSON, Peter, Soros-Funded Catholics Mobilize Against Trump Immigration Orders, *The Daily Caller*, 02/02/2017, [en ligne] disponible sur <http://dailycaller.com/2017/02/02/soros-funded-catholics-mobilize-against-trump-immigration-orders/#ixzz4Yg6g1pGr>

⁵⁷³ Soros a perdu 1 milliard de dollars depuis la victoire de Trump, 16/01/2017, [en ligne] disponible sur <https://forum.fr/george-soros-a-perdu-pres-dun-milliard-de-dollars-depuis-la-victoire-de-trump.html#u5AueOvfiYB6PjIF.99>

⁵⁷⁴ Trump To Declare George Soros 'National Security Threat', 09/01/2017, [en ligne] disponible sur <http://yournewswire.com/trump-george-soros-national-security-threat/>

hongrois Viktor Orban a-t-il fait part de son intention d'expulser de Hongrie - pays d'origine de George Soros - les ONG financées par le milliardaire, au motif qu'elles permettent « d'organiser les flux de réfugiés et d'accélérer les migrations »⁵⁷⁵. Dans la foulée, un mouvement baptisé Opération d'arrêt Soros (SOS) a été lancé en Macédoine, appelant les « citoyens du monde entier à "lutter contre un esprit dans le secteur civil conçu et dirigé par George Soros" »⁵⁷⁶.

Alors, comment la présidence Trump va-t-elle impacter - ou non - la Sorosafrique ? L'élection de Trump signe-t-elle la fin du système ? Ou bien les intérêts économiques américains en jeu vont-ils prendre le pas sur la volonté isolationniste affichée ? Et/ou la machine est-elle suffisamment bien huilée pour continuer de fonctionner malgré un désinvestissement du gouvernement US ? Ou bien encore, Soros ne va-t-il pas recentrer ses forces dans un combat anti-Trump, délaissant un temps la conquête de l'Afrique ? Autant de questions qui se posent à l'heure où s'écrit cet ouvrage.

⁵⁷⁵ NORMAND, Grégoire, Hongrie : Orbán veut expulser les ONG financées par Soros, *La Tribune*, 30/01/2017, [en ligne] disponible sur <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/hongrie-orban-veut-expulser-les-ong-financees-par-soros-630171.html>

⁵⁷⁶ FREEMAN, Laurent, Effet Trump ? Mouvement massif anti-Soros en Macédoine, 24/01/2017, [en ligne] disponible sur <http://stopmensonges.com/effet-trump-mouvement-massif-anti-soros-en-macedoine/>

ANNEXE

Biographie de George Soros

Sa jeunesse

Né en Hongrie, à Budapest, le 12 août 1930, sous le nom de György Schwartz, George Soros a pour parents Tivadar Schwartz, juif orthodoxe, juriste et écrivain en langue esperanto, et Erzsebet Szucs. Face au développement du nazisme en Europe, son père choisit en 1936 de changer de nom de famille et d'adopter le patronyme « Soros ». Et en 1944, quand débute l'occupation nazie, il décide de séparer les membres de sa famille. George Soros obtient des faux papiers et est recueilli par un fonctionnaire qui le fait passer pour son fils chrétien. Il fuit par la suite la Hongrie, alors sous le joug soviétique, et rejoint l'Angleterre en 1947.

Il intègre alors la London School of Economics, dont il sort diplômé en 1952. Durant ses études, il suit l'enseignement du philosophe Karl Popper, auteur de l'ouvrage *La société ouverte et ses ennemis*. Ce dernier a profondément influencé la pensée de George Soros, à tel point que ses futures stratégies d'investissement ainsi que son action philanthropique auront pour fondement les théories de Karl Popper. George Soros lui-même est un auteur prolifique, avec une douzaine d'ouvrages⁵⁷⁷ et de nombreux essais à son actif, sur des problématiques tant économiques que sociétales.

Soros, le spéculateur

En 1956, George Soros rejoint les États-Unis et devient arbitragiste chez F. M. Mayer. En 1959, il rejoint Wertheim and Company, où il occupe des fonctions d'analyste jusqu'en 1963. De 1963 à 1973, il travaille chez Arnhold and S. Bleichroeder, dont il deviendra Vice-président.

Entre 1969 et 1973, il commence à créer ses propres fonds d'investissement, dont les plus connus : le Soros Fund Management et le Quantum Group of Funds.

⁵⁷⁷ [en ligne] disponible sur <https://www.georgesoros.com/books/>

La première grande opération qui fait sa fortune et sa renommée porte sur la livre. En 1992, le Royaume-Uni connaît une crise économique majeure. Le 16 septembre, George Soros vend à découvert 10 milliards de livres sterling, contraignant la Banque d'Angleterre à sortir la monnaie britannique du Système Monétaire Européen. S'ensuit une chute de la livre qui permet à George Soros de gagner 1,1 milliard de dollars. Avec cette opération spectaculaire, Soros, surnommé « l'homme qui fit sauter la Banque d'Angleterre », devient une figure incontournable du paysage économique mondial.

Il poursuit depuis son action spéculative. Ses investissements lui auraient permis d'amasser une fortune qui aurait atteint 24,9 milliards de dollars en 2016, le positionnant comme la 23^{ème} fortune mondiale selon le magazine *Forbes*⁵⁷⁸.

Son activité n'est pas sans lui valoir de nombreuses critiques et quelques déboires. A la fin des années 1980, impliqué dans le scandale financier de la Société Générale, George Soros sera condamné à une amende de 940.500 euros. Durant la crise financière asiatique, en 1997-1998, il est accusé par le Premier ministre malais de se livrer à des opérations spéculatives sur le ringgit.

En 2016, convaincu que l'élection de Donald Trump va générer la défiance des marchés, il parie sur la baisse des indices boursiers – à tort puisqu'il perd près d'un milliard de dollars.

Soros, le philanthrope

Parallèlement à ses opérations financières, George Soros développe activement ses activités philanthropiques depuis la fin des années 1970.

A partir de 1979, il octroie des bourses d'études aux étudiants noirs de l'Université de Cape Town, avant de faire de même en Europe de l'Est, où il soutient les dissidents désireux de partir étudier à l'étranger. Il met progressivement en place un réseau de fondations, avec pour objectif notamment d'aider à la diffusion d'informations alternatives, en contrepoint à

⁵⁷⁸ [en ligne] disponible sur <http://lesplusriches.org/2016/04/classement-des-milliardaires-forbes-2016/>

l'information diffusée par le parti communiste. Initiée en Hongrie, son action s'étend ensuite à différents pays de la zone.

Alors que l'Union soviétique disparaît, Soros fonde l'Université d'Europe centrale en 1991 pour former les nouvelles générations de dirigeants politiques et économiques de la région.

En 1979, il crée l'Open Society Institute, qui deviendra en 2010 l'Open Society Foundations. Ce réseau de fondations, actif sur tous les continents, entend promouvoir les sociétés ouvertes, en référence à la philosophie de Karl Popper, et se veut le chantre de la tolérance.

Quel avenir pour le système Soros?

Marié à Annaliese Witchak de 1960 à 1983, puis à Susan Weber de 1983 à 2005, George Soros aura trois enfants de la première, Robert, Andrea et Jonathan, et deux de la seconde, Alexander et Gregory James. Il est, depuis 2013, remarié à Tamiko Bolton.

Il semble que George Soros ait déjà effectué certains choix quant à sa succession. Il a progressivement confié à ses deux fils aînés les rênes de son empire financier. Ainsi, Robert Soros préside le Soros Fund Management. Il est par ailleurs associé au sein du Soros Private Equity Partners et directeur du Northstar Capital Investment Corporation, majoritairement détenu par la famille Soros. Jonathan Soros, après avoir travaillé au sein de SFM, est quant à lui à la tête de son propre fonds, JS Capital Management LLC, soutenu notamment par son père.

Si l'action philanthropique semble quant à elle dévolue à Alexander, le rôle de sa sœur Andrea Soros Colombel est également à noter. Elle siège en effet au Conseil d'administration d'OSF et d'Acumen et dirige sa propre fondation, TRACE.

S'il est difficile à ce jour de se prononcer sur l'avenir du système Soros, Alexander semblerait néanmoins le plus à même de poursuivre la mission dont son père s'est senti investi : promouvoir un monde ouvert faisant fi des frontières (Soros soutient notamment en Europe le mouvement d'extrême

gauche violent No border⁵⁷⁹) et des cultures (« I am escaping the particular. I think I am doing exactly that by espousing this universal concept of open society. In other words, I don't think that you can ever overcome anti-Semitism if you behave as a tribe... The only way you can overcome it is if you give up the tribalness »⁵⁸⁰) afin d'instaurer un système globalisé pour prendre les décisions politiques.

⁵⁷⁹ [en ligne] disponible sur <http://www.unitedagainstracism.org/about-united/supported-by/>
⁵⁸⁰ BRUCK, Connie, The world according to Soros, *The New Yorker*, 23/01/1995

NGI
NGOA
NGRA
NGGE
SAB
KCSI
LDD
STI
SIP
WTA
JCG
FEEX
NCA
WOG
KED
NDI
NRGI
OSC
OSP-S
OSI
OSIEA
OSISA
OSIWA
PNU
PWY
RSP
SEC
SED
SFI
SPS
USI
YO
W
WY

Sigles et abréviations

AGI	Africa Governance Initiative
AGOA	African Growth and Opportunity Act
AGRA	Alliance for a Green Revolution in Africa
BMGF	Bill and Melinda Gates Foundation
CAB	Centre Africain pour la Biodiversité
OCSI	Columbia Center on Sustainable Investment
CDD	Center for Democracy and Development
EITI	Extractive Industries Transparency Initiative
HIP	Helios Investment Partners
HTA	Helios Towers Africa
ICG	International Crisis Group
IFEX	International Freedom of Expression Exchange
MCA	Millennium Challenge Account
MDG	Millennium Development Goals
NED	National Endowment for Democracy
NDI	National Democratic Institute
NRGI	Natural Resource Governance Institute
OSC	Organisation de la société civile
OSF-SA	Open Society Foundation for South Africa
OSI	Open Society Institute
OSIEA	Open Society Initiative for Eastern Africa
OSISA	Open Society Initiative for Southern Africa
OSIWA	Open Society Initiative for West Africa
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PWYP	Publish What You Pay
RSF	Reporters Sans Frontières
SEC	Securities and Exchange Commission
SEDF	Soros Economic Development Fund
SFI	Société financière internationale
SFM	Soros Fund Management
USAID	United States Agency for International Development
VOP	Voice of the People
WACSI	West Africa Civil Society Institute
WADR	West Africa Democratic Radio
YALI	Young African Leaders Initiative